



Presented by J.R.M. Luke



British Embassy
Constantinople

H.M. SECRETARY OF FILE

XX.E.

The
George Washington University
Library



Special Collections
Division

**DOES NOT
CIRCULATE**

DR
590
.G36
DESK

Mustapha Kemal
ou
L'Orient en Marche

PROPERTY OF
GEORGE CAMP KEISER LIBRARY
MIDDLE EAST INSTITUTE
1761 N STREET, NW
WASHINGTON, DC 20036-2882
(202)-785-0183

DU MÊME AUTEUR :

- La Révolution allemande*, 1 vol. in-16, Payot. 10 fr. »
L'Armée allemande après la défaite, 1 vol. in-16,
Payot. 10 fr. »
L'Allemagne en République, 1 vol. in-16, Payot . . . 10 fr. »
La Résurrection géorgienne, 1 vol. in-16, Leroux. . . 10 fr. »
L'Influence française en Bulgarie, brochure Elias . . 5 fr. »
La Mégalomanie grecque, brochure Élias. 5 fr. »
Le Drame bulgare, 1 vol. in 8°, Payot. 12 fr. »

PAUL GENTIZON

MUSTAPHA KEMAL
OU
L'ORIENT EN MARCHÉ



ÉDITIONS
BOSSARD
140, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
PARIS (VI^e)

DU MÊME AUTEUR :

- La Révolution allemande*, 1 vol. in-16, Payot. 10 fr. »
L'Armée allemande après la défaite, 1 vol. in-16,
Payot. 10 fr. »
L'Allemagne en République, 1 vol. in-16, Payot . . . 10 fr. »
La Résurrection géorgienne, 1 vol. in-16, Leroux. . . 10 fr. »
L'Influence française en Bulgarie, brochure Elias . . 5 fr. »
La Mégalomanie grecque, brochure Élias. 5 fr. »
Le Drame bulgare, 1 vol. in 8°, Payot. 12 fr. »

PAUL GENTIZON

MUSTAPHA KEMAL
OU
L'ORIENT EN MARCHÉ



**ÉDITIONS
BOSSARD**
140, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
PARIS (VI^e)

DK
590
.G36
DESK

AVANT - PROPOS

Dès la fin de la débâcle hellénique en Asie mineure, en octobre 1922, je fus chargé par le Temps de me rendre en Turquie pour lui adresser les premières informations sur la situation que venait de créer cet important événement. Mon séjour dans ce pays s'est prolongé durant cinq années, pendant lesquelles se sont déroulées sous mes yeux les choses les plus étonnantes d'un temps fertile cependant en bouleversements de toute sorte. Une République a remplacé l'empire. Un sultan s'est enfui. Un calife a été exilé. Un grand chef s'est signalé à l'attention du monde. Sous ses ordres, un peuple d'Islam s'est modelé sur un plan nouveau. Il a coupé le cordon ombilical qui le reliait à ses anciennes traditions asiatiques. Il a fait table rase de son passé. Il a transformé la religion musulmane dans son esprit, il a interdit la polygamie, aboli la séparation des sexes, supprimé la législation théocratique, adopté des codes européens, changé de costumes, de coiffures et pris même un autre alphabet. Rien en somme de ce qui s'est passé en Turquie, de 1922 à 1928, n'a eu d'équivalent dans le monde. Un peuple entier, si l'on peut dire, a retourné sa peau. Et cependant toute une littérature a dénoncé cette nation comme incapable de progrès sérieux. Des centaines de livres ont été publiés pour prouver non seulement son immobilité, son apathie, son insouciance, son fatalisme, et même encore sa léthargie, sa fossilisation irrémédiable. D'aucuns même allaient jusqu'à parler de sa disparition prochaine. Et déjà, des publicistes européens, parmi les plus connus, lui avaient notifié son acte de décès. Eh bien! Aujourd'hui, tous ces

ouvrages dont les auteurs n'ont pas vu le secret mouvement des intelligences, la lente transformation des cœurs ou ont négligé les ressources cachées de la nature humaine, sont faux. Désormais, on ne pourra plus lire sans un rire homérique ces livres sur la Turquie momifiée et moribonde comme tous ceux d'ailleurs sur l'immuable Orient. Le peuple turc, le premier parmi les peuples musulmans, vient de s'assimiler notre civilisation. Sous la conduite de Mustapha Kemal, il en a adopté les formes utilitaires en même temps que les idées de rationalisme et de libéralisme philosophique et scientifique, que l'Europe a péniblement dégagées au cours des siècles. Et déjà, l'exemple de la Turquie porte ses fruits. La Perse, l'Afghanistan, la Syrie, l'Égypte, l'Arabie même subissent une profonde évolution. Certes, il y a des résistances, car le triomphe des réformes kémalistes signifie la mort de toutes les vieilles formules islamiques. Mais dès maintenant, de façon sûre et certaine, on peut prévoir la liquidation du vieil Orient dans tous ses domaines, politique, social, intellectuel, artistique, économique. Déjà, sous l'influence des réformes de Mustapha Kemal, ce vieil Orient s'est aéré. L'odeur de moisi qui le caractérisait s'est en partie dissipée. Un nouvel Orient se dégage. Et, à ne pas le voir, l'Europe pourrait se préparer d'étranges surprises.

P. G.

P. S. — En versant ce livre au dossier de l'histoire, qu'il me soit permis de remercier ici tous ceux qui, au cours de mon séjour en Turquie, ont facilité ma tâche non seulement par leur bienveillance ou leur expérience, mais souvent même par leur dévouement. Plusieurs noms viennent ici sous ma plume. Mais un seul les résume tous, Souby Noury bey, qui fut pour moi non seulement un guide sûr, un conseiller avisé mais un véritable frère. La reconnaissance me dicte de lui consacrer ces quelques mots. L'amitié m'en fait une joie.

CHAPITRE PREMIER

LA FUITE DU DERNIER SULTAN

LA DÉBACLE HÉLLÉNIQUE. — LA SITUATION PARADOXALE DE CONSTANTINOPLE AU LENDEMAIN DU TRIOMPHE ANATOLIEN. — MEHMED VAHEDDINE VI. — LA TRAHISON DU DERNIER SULTAN. — ARRIVÉE DE REFET PACHA A CONSTANTINOPLE. — LAPIDATION D'ALI KEMAL. — ABOLITION DU SULTANAT ET DÉCHÉANCE DE MEHMED VI. — LE DERNIER SELAMLICK. — LA FUITE A BORD DU « MALAYA ». — LA FIN D'UNE GRANDE ÉPOQUE DE L'ISLAM.

Pour bien comprendre les circonstances qui ont amené la chute du sultanat, il faut revenir à la tragédie terrible que subit la Turquie au lendemain de la guerre mondiale. L'empire ottoman qu'elle avait jadis édifié, s'est écroulé sous le poids de ses propres abus. Le peuple turc est anémié, saigné par douze années de guerres presque consécutives. Bien plus ses idéaux religieux de solidarité musulmane ont été détruits par le fiasco de la guerre sainte. Des Hindous, des Marocains, des Algériens, fils du Prophète cependant, ont combattu aux Dardanelles, en Egypte, en Syrie aux côtés de ses adversaires. Les Arabes de la Mecque enfin ont pactisé avec l'Angleterre contre le commandeur des Croyants. Le néant de la solidarité islamique l'a donc ébranlé jusque dans son âme. C'est pourquoi, à l'armistice déjà, le peuple turc se sent isolé, chancelant. L'occupation de Constantinople et d'une grande partie de l'Anatolie, le traité de Sèvres enfin qui l'ampute de ses plus belles terres, augmentent encore son désespoir. Il se sent perdu, sans force, acculé à l'abîme. La plus grande puissance mondiale paraît en même temps avoir juré sa perte. Dès la fin de la

guerre en effet, l'Angleterre estimant que ses intérêts peuvent être solidement garantis dans la Méditerranée orientale par l'amitié et la situation de la Grèce, a fait de ce pays son mandataire ou mieux son lieutenant pour tout le Proche-Orient. Et dès ce moment elle ne cesse de favoriser en ce point du globe le royaume de Constantin. En mai 1919, sous prétexte que l'insécurité règne en Anatolie et que les populations chrétiennes sont en danger, le Conseil suprême, sur l'invitation de Lloyd Georges, autorise les Grecs de débarquer à Smyrne. La mégalomanie hellénique entre en jeu. Une armée de plusieurs centaines de milliers d'hommes envahit l'Asie Mineure pour poursuivre le triomphe d'une nouvelle Byzance et le comble est qu'à la même heure, à Constantinople, des Turcs, parmi les plus influents, ne croient pas à la possibilité de maintenir l'indépendance du pays. La coupe déborde, le peuple turc est perdu à moins qu'il ne se révolte.

Il se révolte de lui-même, tout seul, spontanément, instinctivement. Mais sa résistance d'abord est dispersée, sans direction. Il manque un chef. Or, voici qu'un homme, un jeune général qui a compris en même temps le désespoir tragique et les aspirations profondes de ses compatriotes se présente à Samsoun. De suite, il arrive par son attitude, ses paroles à s'imposer comme un véritable symbole de l'indépendance de la nation, comme un drapeau vivant de la Turquie qui ne veut pas mourir. Mustapha Kemal cependant est un réaliste né. Il ne se laisse nullement bercer par de grands mots. Egalité, fraternité, justice ne sont pas inscrits dans son programme. Comme Clemenceau, il fait la guerre. Alors que les Grecs chaque jour davantage pénètrent en Anatolie, il canalise, groupe, organise les énergies nationales. Habile politique, il accepte tout concours. La Russie soviétique lui donne des armes. L'Islam de l'or. Et cependant il ne s'inspire ni des théories bolchevistes ni de la mystique musulmane. Il est patriote. Et s'il lutte, c'est pour l'indépendance de son pays.

Le 26 août 1922, à quatre heures du matin, les troupes turques d'Asie Mineure prennent l'offensive générale contre le front grec. Ce dernier partant de la mer Egée au sud de Smyrne s'en va d'abord vers l'est, en plein cœur de l'Anatolie; puis, après avoir englobé toute la contrée d'Afion Kara Hissar prend à angle droit la direction du nord jusqu'à la Marmara. Dans la région où la ligne s'incurve, le premier corps d'armée hellénique sous les ordres du général Tricoupis occupe un secteur de 180 kilomètres. L'attaque principale qui doit être poussée à fond est dirigée exactement sur ce point que l'état-major turc a justement reconnu comme le plus sensible du dispositif hellénique. A cet endroit les lignes s'appuient sur des montagnes qui sont considérées à tort par les Grecs comme des obstacles insurmontables. L'attaque turque offre en outre ce grand désavantage de tomber perpendiculairement sur les voies de liaison grecques conduisant à l'arrière vers Smyrne et servant au ravitaillement de la ville d'Afion. Bref, au soir du 26 août, le front est enfoncé sur tout le secteur de la première armée hellénique. Et de suite, sous la pression des escadrons turcs lâchés à toute bride, la retraite des troupes grecques se mue en une effroyable débandade par le mélange des unités, par le manque de guides, de vivres, de munitions, par la panique. Ce n'est plus qu'une cohue humaine marchant au hasard, sans relâche. Des corps d'armée entiers sont encerclés; d'autres s'enfuient d'une seule traite jusqu'à la mer et se réfugient sur les bateaux. Bientôt les chevaux turcs baignent leur poitrail dans les flots de l'Egée. C'est la victoire nette, éclatante et définitive de la Turquie nationaliste.

La nouvelle de ces événements jette Constantinople dans un trouble profond. Que l'on songe d'ailleurs à la situation paradoxale de cette ville au lendemain du triomphe anatolien. Tandis que la grande majorité du pays, toute la province en un mot, s'est groupée autour du gouverne-

ment nationaliste d'Angora, la métropole des Détroits, depuis l'armistice, n'est plus au sein de la Turquie qu'une enclave dépendant de l'ancien gouvernement impérial, celui de la Sublime-Porte ; bien plus, elle est occupée par les alliés et en réalité placée sous la seule coupe de la police britannique. Depuis quatre ans, c'est-à-dire dès la fin de la guerre mondiale, la confusion la plus systématique y règne, comme fruit du désaccord permanent qui dès 1919 en Orient a dressé l'Angleterre contre la France. Les deux grandes puissances n'ont pas réussi en effet à se mettre d'accord sur une ligne de conduite commune à l'égard de la Turquie et à chaque occasion elles ont étalé leurs divergences au lieu de présenter un front uni. L'une, appuyant la Grèce, est en effet d'accord de rejeter les Turcs en Asie, de les écarter de la société des peuples civilisés, de les réduire à la portion la plus congrue. L'autre, par contre, estime que nulle raison n'existe pour encourager la mégalomanie constantinienne et pour sacrifier toute la paix de l'Orient au triomphe impossible d'une nouvelle Byzance. Et ce désaccord entre les vainqueurs de la guerre mondiale a transformé la grande métropole du Bosphore en un champ clos où se heurtent dans la plus effroyable des confusions les pouvoirs les plus divers et les plus opposés. En fait, les autorités indigènes turques ont perdu toute influence. La gendarmerie britannique commande et l'arbitraire le plus absolu préside à ses décisions. Alors que la ville est parcourue par de nombreux motocyclistes anglais brûlant le pavé, l'automobile du grand vizir est un jour arrêtée pour excès de vitesse et ce fonctionnaire, le plus haut de l'empire, est proprement conduit au poste de police. Le 16 mars 1920, des anciens ministres, des députés, des sénateurs turcs, parmi les plus honorables, soupçonnés de comploter contre les autorités d'occupation sont, sans la moindre preuve de culpabilité, arrêtés par le *Military police* et jetés en prison. La justice est absente : de simples bureaux de gendarmerie sont chargés, par exemple, de tran-

cher tout litige d'ordre commercial entre Turcs et alliés. Les divergences des deux politiques française et britannique ont conduit d'autre part à cette fiction singulière que les Grecs ne sont en guerre qu'avec les nationalistes d'Angora et non avec les Turcs de la Sublime-Porte. C'est pourquoi, sous l'aile protectrice de l'Angleterre, officiers et soldats grecs vont et viennent en vainqueurs dans la capitale de l'empire ottoman. De la sorte, les éléments les plus hostiles vivent côte à côte dans la grande métropole des Détroits. A Péra, à deux pas d'un poste de police turc, chaque soir le drapeau bleu et blanc est hissé au milieu des manifestations d'une foule enthousiaste. Dans le Bosphore, un croiseur hellénique a jeté l'ancre sous les fenêtres du palais du sultan. Aussi, pour la première fois depuis 1453, les Grecs en arrivent peu à peu à se bercer de l'illusion d'être les maîtres de Constantinople. Déjà, ils considèrent tous ces événements comme une revanche de l'histoire. Déjà, ils entrevoient l'heure prodigieuse où Constantin, le fils du prince Georges, montera sur le trône restauré du dernier empereur de Byzance, Constantin IX Paléologue et où l'hymne solennel « Dieu soit loué » sera chanté sous la coupole redevenue chrétienne de Sainte-Sophie.

Alors que tout l'élément grec et hellène escompte de la sorte la résurrection de Byzance, la population turque paraît accepter avec une morne résignation et presque indifférence les coups du destin. Aucune résistance ouverte. Tout au plus quelques soldats turcs campent-ils dans le narthex de Sainte-Sophie dans la crainte d'un coup de main grec ou arménien remplaçant le Croissant par la Croix sur la basilique justinienne (1). Officiellement c'est

(1) Une partie des contingents turcs qui se trouvaient à Constantinople sous les ordres du sultan, avaient demandé à Angora de se rendre en Anatolie pour lutter aux côtés des troupes nationalistes. Mais Mustapha Kemal leur avait fait savoir que leur présence était nécessaire à Stamboul, afin que la ville ne fût pas dépourvue de soldats turcs. Une de leurs compagnies avait même reçu l'ordre d'occuper Sainte-Sophie et de dynamiter la sainte basilique en cas de menace d'un coup de main grec. A la même époque,

tout. On paraît accepter le destin. Et cependant la misère la plus atroce frappe toutes les classes turques. Les caisses de la Sublime-Porte sont vides : les fonctionnaires ne sont pas payés; des dizaines de milliers de réfugiés de Thrace et d'Anatolie campent dans les ruines des quartiers incendiés. Et le comble la nuit, des hauteurs du Bosphore, la population opprimée peut contempler à l'horizon sur les collines orientales de la Marmara les lueurs rougeoyantes des incendies allumés par les troupes grecques. Pour la première fois d'ailleurs depuis la prise de la ville par le Conquérant, les fils d'Osman ne sont plus les maîtres chez eux. Jusque dans les quartiers musulmans les rayas, jadis courbés sous les avanies, tiennent maintenant le haut du pavé. Et dans la cité même des mosquées, à Stamboul, le cœur de l'Islam ne paraît plus battre qu'à coups sourds et étouffés.

Cependant, si dans ces heures des plus douloureuses pour son amour-propre, pour son orgueil, l'ancienne race dominante vit à Constantinople en apparence repliée sur elle-même pour mieux méditer sur sa gloire passée, son âme ne cesse en cachette de sympathiser ardemment avec ceux qui là-bas luttent pour l'indépendance et la patrie turque. Mais comment aider les frères d'Anatolie? Comment participer à la résistance nationale? Ouvertement, avec l'occupation interalliée, ce n'est pas possible. Mais l'Orient n'a-t-il pas toujours eu le génie des complots, de l'action voilée, dissimulée? Aussi tout un réseau d'organisations secrètes étend ses ramifications jusque dans les moindres maisons turques de la grande métropole. Ici, c'est un « groupe de défense nationale » chargé d'abord de protéger les Turcs contre l'éventualité d'un soulèvement des chrétiens du pays; là, c'est un « groupe d'observation des troupes d'occupation »; là encore un groupe chargé de l'expédition en

un groupe de dames à Constantinople brodaient un immense drapeau dont j'ai vu la photographie et qui devait être hissé au sommet de la coupole, lors de la victoire finale.

Anatolie de tous les volontaires, de toutes les munitions disponibles. Et naturellement, les dissensions des alliés ne cessent de faciliter cette action occulte qui met en branle des dizaines de milliers de personnes. Le soir, toutes les corporations des hamals, pêcheurs, cochers sont pratiquement mobilisées. Par petits paquets, ils s'éparpillent aux endroits désignés; les étudiants font la liaison... Et dans les barques amarrées dans les criques les plus sûres de la Corne d'Or et du Bosphore vont s'entasser des milliers d'obus tirés de dépôts clandestins. A l'aube, les équipes se dispersent pour se rassembler, de nouveau, le soir venu. Une nuit même à Kassim Pacha une caisse de munitions éclate tuant et blessant un groupe de convoyeurs. Nulle panique parmi les survivants. En un clin d'œil les cadavres sont dissimulés, les blessés emportés et quand le *Military police* arrive, le quartier a repris son aspect paisible parmi les maisons endormies. Ainsi, sous une apparence de résignation, sous une feinte d'impassibilité, la population turque de Constantinople combat dans la mesure de ses moyens pour l'indépendance du pays. Et dans son infortune même elle puise une conscience très forte, toute nouvelle, de sa nationalité.

Brusquement, dans ces milieux divers et hostiles éclate la nouvelle de la victoire kémaliste. En quelques minutes c'est le renversement complet de la situation. Les Grecs qui, la veille encore, s'exaltaient aux faux bruits d'un succès hellénique, se laissent aller à la plus sombre consternation. Les plus compromis craignant une avance rapide de l'armée sur le Bosphore et le renouvellement à Péra des scènes de Smyrne, s'embarquent en masse sur les bateaux en partance pour Athènes et Salonique. Les autres se contentent d'opérer une de ces volte-face dont l'histoire d'Orient offre tant d'exemples; et ceux-là même qui, lors de l'avance des troupes constantiniennes en Anatolie, décoraient leurs façades des couleurs grecques s'empres- sent de tourner casaque en arborant le Croissant.

Jusqu'à certains journaux qui, hier grécophiles, disent maintenant « nous » en parlant des victoires turques. Les chapeaux se font rares remplacés en quelques jours par les fez les plus rutilants. Mais, tandis que les Grecs se trouvent devant la faillite de toutes leurs illusions, les Turcs par contre voient se réaliser tous leurs vœux. Et dans la ville entière, encore occupée cependant, c'est soudainement une explosion de joie et d'orgueil. Des milliers de mains brandissent le drapeau au Croissant... Des milliers de poitrines scandent avec passion : *Yacha! Yacha! Bin Yacha Mustapha Kemal pacha!*

Cependant, à l'heure même où les Turcs épanchent bruyamment leur joie, un homme de leur race reste à l'écart, atterré par le triomphe même des armées qui luttent pour l'indépendance de son pays. Il n'a point d'ailleurs participé avec ses frères de sang, à la lutte nationale; il n'a point cru qu'un jour la fortune sourirait à ses compatriotes peu à peu repoussés par l'envahisseur jusqu'au cœur de l'Anatolie. Alors que toute l'âme de sa race s'épanouit et vibre à l'appel d'une foi nouvelle, le patriotisme, les battements de son cœur ont poursuivi leur rythme égoïste et sec. Et tandis que sur les hauts plateaux micrasiatiques, femmes, vieillards, enfants affrontaient souffrances et mort pour apporter des munitions jusqu'aux lignes de feu, tandis que le plus humble hamal de Constantinople ne craignait pas de risquer sa vie pour contribuer à jeter les fondements d'une nouvelle liberté, lui seul s'était refusé à participer de corps et de cœur à cette lutte que son pays tout entier proclamait sacrée. Mieux encore, à l'heure même où les siens se sacrifiaient à la cause nationale, ce Turc n'avait pas craint de s'entendre avec les adversaires de son pays. Non content de rester à l'écart du conflit qui, au nom de l'indépendance, faisait dresser son peuple en un sursaut d'héroïque vitalité, il avait souhaité le succès de ceux-là qui étreignaient ses frères à la gorge. Et cet homme,

ce traître à sa nation, à son sang, à sa race n'était autre que l'empereur de tous les Ottomans, le calife, l'émir des Croyants, l'ombre de Dieu sur la terre, le serviteur des villes de la Mecque, de Medine et de Jérusalem, Mehmed Vahideddine khan VI, trente-septième souverain de la famille d'Osman...

Un poète turc a qualifié Mehmed Vahideddine de sultan noir par opposition à Abdul Hamid le sultan rouge dont il était le frère. Et ce surnom qui fit fortune lui convenait à merveille au moral comme au physique. C'était un vieillard chétif, cassé, au teint de suie, au regard sombre suant la peur. Durant toute l'époque hamidienne, il fut le seul membre de toute la famille impériale à rester en excellents termes avec le monarque. Dans son palais de Tchengelkeuy, situé sur le Bosphore en face de ce vaste bureau de police qu'était Yildiz, il n'était pas même surveillé. Bien plus, il collaborait avec Abdul Hamid. A cette époque l'espionnage politique était à Constantinople une véritable institution d'Etat. Mehmed Vahideddine fut alors le premier mouchard de son frère. En ce règne de bassesse et de corruption, il devint en quelque sorte la cheville ouvrière de la puissance hamidienne. Mais, davantage encore que son frère, il était ennemi de toute réforme. Et lorsqu'on sait jusqu'à quel point Hamid s'effrayait de toute tendance nouvelle de rénovation, on peut se rendre compte qu'elle était la substance même de l'esprit de Mehmed Vahideddine.

Lorsque la révolution jeune-turque éclata en 1908, il s'effaça, disparut. Il ne possédait nullement d'ailleurs le génie souple et félin de son frère. C'était un homme timide, sans volonté, sans énergie, sans ressort, incapable d'une solution énergique. Intelligent toutefois, il savait admirablement ruser, dissimuler, faire la bête. Un petit tyranneau d'Asie. Un eunuque moral. Il monta sur le trône de l'empire ottoman à l'âge de cinquante-sept ans, quelques mois avant l'issue de la guerre mondiale. Le 4 juillet 1918 il reçut le serment d'allégeance au Vieux-Sérail. Toutefois l'investiture

du sabre n'eut lieu que le 31 août suivant. Les dirigeants jeunes-turcs avaient en effet voulu en raison des circonstances, donner à cette cérémonie le caractère d'une importante manifestation panislamique. Ils convoquèrent dans ce but à Constantinople un grand chef musulman, le cheik des Senoussis. Transporté de Tripolitaine à Pola par un sous-marin autrichien, ce fut donc cet Africain qui — dernier acte de la pensée panislamique — présida à Eyoub, à l'égard du nouveau sultan, la cérémonie de l'investiture du sabre.

Dès son accès au trône, Mehmed Vahideddine vint habiter à Yildiz le palais bureau de police. Dès lors, obéissant aux seules suggestions de ses craintes puériles et malades, il ne tente en aucune façon de relever le cours du destin. Il accepte sans résistance la dictature d'Enver pacha. A l'heure même où l'empire croulant a le plus besoin d'un chef actif et courageux, il se confie dans son harem. Car en fait de polygamie, il conserve toutes les traditions ottomanes. En 1922, au moment où l'empire s'effondre de toutes parts, son sérail est aussi abondant que celui de Soliman le magnifique. Il contient jusqu'à trente odalisques et fonctionne avec le même appareil d'eunuques blancs et noirs comme aux plus belles années de l'empire. Cependant à cette même époque, Mehmed Vahideddine, bien qu'agé de soixante et un ans, est doté déjà d'une première femme légitime agée de cinquante ans et d'une seconde de trente et un, et qui toutes deux lui ont donné une progéniture, s'éprend d'une passion sénile pour une enfant de quinze printemps, Nevzad, la fille d'un de ses jardiniers, et malgré toutes les criaileries de la cour, il en fait une sultane... Et ceci se passait à l'heure même où son peuple tout entier participait à une lutte sacrée. Alors que sur les plateaux d'Anatolie, la guerre d'indépendance bat son plein. Vahideddine, béatement, se laisse bercer dans une douce lune de miel...

Depuis de longs mois d'ailleurs le malheureux n'est

plus qu'un jouet entre les mains de l'Angleterre. Appréhendant la perte de son trône, si jamais le mouvement national l'emporte, il ne craint pas de s'en remettre entièrement aux volontés d'un officier anglais, le général Harrington, commandant en chef non seulement des troupes britanniques, mais de toutes les troupes d'occupation de Constantinople. Et cette attitude n'est autre, à l'égard de son pays, qu'une véritable trahison. Car, après avoir été pendant tout le xix^e siècle en face des tzars convoitant Constantinople, la puissance tutélaire, protectrice de l'empire ottoman, l'Angleterre au lendemain de la guerre mondiale et de l'effondrement russe a complètement retourné son char. Elle juge en effet la Turquie à jamais incapable de survivre aux maux de douze années de guerre. Elle la croit une nation exténuée, incapable de résister. Aussi dès 1919, le gouvernement de Lloyd Georges n'entrevoit plus la solution de la question d'Orient que dans le règlement définitif d'une succession qu'il croit ouverte, celle de la Turquie. Maîtresse des Détroits et de Constantinople, l'Angleterre est donc tentée par les circonstances. Dans un traité, celui de Sèvres, elle s'efforce d'abord de consacrer officiellement la déchéance turque. Les patriotes d'Anatolie, Mustapha Kemal en tête, empêchent cependant l'application de cet acte international. L'Angleterre encourage alors la mégalomanie grecque. Elle cherche maintenant à trancher à son profit la question d'Orient en se servant des soldats de Constantin. Et son but final apparaît de plus en plus nettement; elle veut s'installer elle-même définitivement à Constantinople et tenir de la sorte, après Suez et Gibraltar, la troisième porte de la Méditerranée. Elle veut enfin, par la ruine de la Turquie, agrandir, consolider du Caucase au Golfe Persique sa route des Indes. Tel est l'orgueilleux plan britannique. Le général Harrington préside donc à un lent travail de désagrégation. Ouvertement, il prend parti contre les nationalistes qui luttent en Anatolie pour l'indépendance de leur pays. Le 16 mars 1920, il ordonne d'arrêter, à Constanti-

nople, les plus connus parmi les patriotes, députés, sénateurs, publicistes qui sympathisent avec Angora et les fait jeter à Malte dans un cul de basse fosse. Il appuie enfin tous ceux qui ne peuvent croire au succès final de la lutte d'indépendance, tous les traîtres à la cause nationale. Et le sultan est de ceux-là. Certes, toute une escadre de dreadnoughts anglais est embossée dans le Bosphore, à quelques encablures d'Yildiz. Toute révolte est impossible. Mais à l'heure même où les Turcs combattent pour la liberté de leur pays, le représentant de la race d'Osman peut-il sans déchoir condescendre à mettre sa main dans celle d'un général hostile à son pays? C'est cependant le cas. Plusieurs fois par semaine il reçoit chez lui le général Harrington. Entre eux l'entente est parfaite. Et la Grande-Bretagne règne à Stamboul en la personne de Mehmed VI Vahideddine, commandeur des Croyants.

Mais, la trahison du sultan ne s'arrête pas là. Non content de se concerter avec l'ennemi de sa patrie, Mehmed VI organise lui-même une lutte de chaque heure contre ceux de ses frères qui combattent pour sauver le pays. Invité d'abord à reconnaître le mouvement national d'Angora, il s'y refuse (1). Puis, comme calife, il signe un *fetva* mettant hors la loi et condamnant à mort Mustapha Kemal et ses généraux, et par l'entremise d'avions helléniques il fait distribuer des milliers d'exemplaires de ce document au-dessus des tranchées turques en Anatolie. Bien plus, s'oubliant jusqu'au point de pousser la nation à se faire l'esclave de l'ennemi, il charge des traîtres de frapper les chefs anatoliens dans le dos. Un haut fonctionnaire, le vali d'El-Aziz (Karpout) Ali Galib bey est chargé par lui d'arrêter les représentants de la nation au congrès de Sivas, Mustapha

(1) Dès les premiers congrès qu'ils tinrent en Anatolie, les nationalistes tentèrent de se mettre en rapport avec le sultan. Ils adressèrent force télégrammes à Mehmed VI pour le prier de constituer avec des personnes honorables et dignes de confiance un gouvernement nationaliste. Mais il ne daigna jamais donner aucune réponse.

Kemal en tête, et de les conduire pieds et poings liés à Constantinople. L'affaire devait être réalisée par une centaine de spadassins kurdes... Mais toujours vigilant, Mustapha Kemal découvre et réprime à temps cette nouvelle entreprise. Rendu furieux par cet échec, Mehmed VI ne se domine plus. Entrant lui-même en lice, il organise contre les patriotes d'Anatolie une véritable armée de répression, l' « armée du califat ». Les troupes manquant, il ordonne des levées. Personne ne se présentant, il fait recruter des milliers de *bravi* dans les bas-fonds de Constantinople. Et c'est là l'armée du commandeur des Croyants ! Ces traîtres lancés aux côtés des Grecs contre les forces nationales, fomentent des révoltes à Ismit, Bolou, Ada-Bazar, Konia, ravagent le pays et s'en vont détruire les lignes télégraphiques jusqu'aux environs d'Angora. Cependant, comme un bloc d'acier, les forces nationales résistent à ces assauts. Mehmed VI tente alors un suprême effort. Reprenant la méthode hamidienne opposant aux Turcs les allogènes de l'empire, il s'efforce de détacher les contingents circassiens des troupes nationales. Il y réussit. En 1921, des milliers de soldats circassiens qui avaient combattu jusqu'alors pour la cause d'Angora entrent en rébellion ouverte sous la direction de leurs chefs, Tcherkess Edhem et ses frères, et se rallient aux Grecs.

Ainsi, jusqu'au bout et sans répit, Mehmed VI Vahiddine luttait ouvertement contre ses frères de race. Toujours hypnotisé par la politique hamidienne d'impérialisme religieux, il ne saisit nullement l'importance du mouvement national qui se donnait comme but d'assurer à la Turquie sa véritable indépendance. Appréhendant la perte de son trône, il sacrifia les intérêts de sa patrie à ceux de sa dynastie. Il admit sans révolte la déchéance de son pays. C'est pourquoi il accepta de pactiser avec l'étranger, l'ennemi, et finalement se disqualifia aux yeux de la nation.

Tandis que les premiers frissons de la peur font se

terror Mehmed VI en son palais d'Yildiz, les plénipotentiaires turcs et grecs entrent en contact, au début d'octobre, à Moudania, en présence des délégués de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Il s'agit, au lendemain de la victoire turque, de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux hostilités, d'organiser l'évacuation de la Thrace encore occupée par les troupes helléniques et de fixer enfin les zones dans lesquelles les forces alliées pourront demeurer jusqu'à la signature définitive de la paix. Pendant une semaine les tractations se poursuivent au milieu de soupçons réciproques. A Constantinople, l'anxiété est à son comble parmi les Grecs et Arméniens qui partent en masse et parmi ceux des Turcs qui, comme le sultan, ont trahi la cause nationale. On peut craindre en effet une soudaine effervescence des troupes kémalistes qui, après leur brillante victoire, se voient arrêtées aux portes de leur capitale et au moment même où elles pourraient facilement l'atteindre. Mais les nationalistes turcs restent sages dans leur succès. Et bientôt, le 9 octobre, la conférence de Moudania par laquelle prend fin la solitude morale d'Angora à l'égard de l'Europe se termine par un accord complet. La Thrace sera évacuée par les Grecs sous la surveillance des alliés; les troupes turques pourront avancer jusqu'à la hauteur d'Ismi, tandis qu'en attendant la paix, Constantinople restera occupée par les troupes alliées. Toutefois, le gouvernement d'Angora aura le droit de déléguer auprès de la population de la Thrace et de Stamboul un « représentant extraordinaire ».

Le général Refet pacha, compagnon d'armes de Mustapha Kemal, est chargé de cette mission. Le 18 octobre, dès l'aube, toute la population turque est sur pied. Du matin au soir, une imposante manifestation populaire et nationale se déroule en l'honneur du représentant de l'armée libératrice. La réception triomphale qui lui est faite dépasse d'ailleurs la personnalité du général. Il est le symbole de la patrie turque de nouveau libre et indépendante. En lui, c'est la

Turquie nouvelle et renaissante que l'on acclame. Le vapeur qui amène Refet pacha, le *Gul Nihal*, doit jeter l'ancre près du pont qui relie les faubourgs de Galata et de Stamboul. Des milliers de barques ornées de drapeaux verts ou rouges à croissant blanc et de banderoles de papiers multicolores se groupent peu à peu des deux côtés du rivage comme pour lui faire une haie d'honneur. Le pont lui-même est décoré de guirlandes bariolées. A Stamboul, les couleurs turques dominent chaque coupole, chaque minaret, chaque toit et des tapis décorent à l'orientale les façades des maisons. A tous les carrefours, des arcs de triomphe supportent les portraits du Gazi ou de ses lieutenants encadrés de cartouches à inscriptions vantant les héros de l'indépendance en même temps que la gloire et la puissance du peuple turc. Sur le pont et dans les rues avoisinantes, des dizaines de milliers de personnes se pressent et tout le long du trajet que va suivre le général, garçons et fillettes des écoles forment une haie fragile. Tous ces enfants brandissent des portraits du Gazi entourés de cadres rustiques faits de branches de pins ou de lauriers ou agitent infatigablement de petits drapeaux. Sur la place d'Emin-Eunu des centaines de femmes turques en partie dévoilées se groupent en masses compactes à la mode musulmane. Des grappes de curieux se pressent sur les mâts des bateaux, sur les toits, sur les balcons des minarets, sur les coupoles des mosquées. A deux heures de l'après-midi le *Gul Nihal*, salué par les acclamations de milliers de poitrines et par toutes les sirènes des vapeurs ancrés dans le Bosphore et la Corne d'Or, accoste au quai. Mais à peine Refet pacha met-il pied à terre qu'une ruée se produit. Les gendarmes qui l'accompagnent doivent lutter pour l'arracher à l'étreinte de ses admirateurs et permettre que se déroule le rite qui accompagne toutes les joies populaires turques, l'égorgement de moutons. Puis cent bras l'entraînent, l'emportent jusqu'à sa voiture. Et tandis que le général traverse Stamboul, des milliers de *Yacha! Yacha!* se répercutent d'une rue à l'autre, remplissant l'air d'une rumeur fié-

vreuse, passionnée. L'émotion de toute cette foule portée cependant à l'orientale à ne pas faire étalage de ses sentiments est des plus sensibles. La conscience turque unanime communie dans le plus vibrant nationalisme.

Refet pacha s'installe à la Sublime-Porte. Aussitôt des centaines de délégations de tous genres et de représentants de toutes les classes de la population viennent saluer en lui le gouvernement d'Angora. Mais le général ne perd pas son temps dans des banalités de convenance. Il laisse entendre de suite que sitôt la paix signée, lorsque les alliés seront partis et que les troupes nationalistes auront pris pied à Constantinople, le système du gouvernement inauguré en Anatolie pendant la lutte nationale sera appliqué à l'ensemble de la Turquie, y compris sa capitale. Puis, par des déclarations sans cesse répétées et comme pour aider à l'éducation politique de Constantinople, il s'efforce de mettre en lumière les particularités du « statut organique » élaboré et appliqué par l'assemblée nationale d'Angora sur l'inspiration de Mustapha Kemal. Car déjà, le chef des forces nationalistes a tenu de compléter son action militaire par une œuvre législative. L'idée fondamentale en est l'attribution sans réserve aucune de la souveraineté à la nation. « Le mode de gouvernement » disent les premiers articles de ce statut « est basé sur le principe de la gestion personnelle et effective par le peuple de sa destinée. Le pouvoir exécutif et le droit législatif se personnifient et se concentrent dans la grande Assemblée nationale, unique et réelle représentation de la nation. L'Etat de Turquie est gouverné par la grande Assemblée nationale et son gouvernement porte le nom de « gouvernement de la grande Assemblée nationale ». C'est-à-dire que la souveraineté et la volonté nationales vont être représentées et personnifiées désormais par la grande Assemblée qui, élue par le peuple, constitue elle-même le gouvernement dans la plus large acception du mot. Ce conseil national composé de l'ensemble des députés sera le maître absolu des destinées de la nation et sera seul responsable. Toutefois cet aréopage

pourra conférer à quelques-uns de ses membres, certains emplois ou services concernant les détails d'exécution. Encore, ces députés qui seront plus des mandataires que des ministres, seront-ils élus individuellement par l'Assemblée et non collectivement sous forme d'un cabinet solidaire. Ces mandataires ne seront que des simples instruments d'exécution pour ainsi dire automatiques de la grande Assemblée. A l'égard de celle-ci, ils n'auront que le droit d'obéir ou de démissionner.

En somme, l'idée d'Angora, au lendemain de la victoire, est de ne plus laisser place dans la nation à une personnalité quelconque pouvant agir au nom de l'Etat abusivement ou d'une façon erronée. Donc, avant tout, plus de pouvoir auguste, personnel et irresponsable. Refet pacha lui-même n'hésite pas d'ailleurs à faire remarquer que, pour toutes ces raisons, le statut organique qui régira demain la Turquie ne parlera plus des charges de sultan, grand-vizir et autres. Elles seront supprimées. Il ajoute que la dynastie de la maison d'Osman ne possédera plus à l'avenir que le pouvoir religieux. Le sultan ne sera bientôt plus qu'un calife et tous ses privilèges personnels seront supprimés. Il laisse entendre cependant que l'intention du gouvernement n'est pas de diminuer la position du chef des Croyants et qu'en agissant de la sorte Angora n'a d'autre désir que d'éviter au représentant du Prophète d'être victime des événements intérieurs de la Turquie. Bref, la première idée d'Angora au lendemain de la victoire est d'empêcher, par l'armature rigide d'un statut organique démocrate, que la Turquie ne subisse encore une fois le joug d'une dictature personnelle soit la tyrannie d'un Abdul-Hamid, l'oligarchie des membres de l'Union et Progrès, l'absolutisme d'un Enver, l'arbitraire d'un Damad Férid. Mustapha Kemal et ses généraux ne veulent plus de l'ancien régime comme point de départ et s'efforcent par des méthodes nouvelles à infuser dans le cœur du peuple tout l'espoir nécessaire à son propre relèvement.

Cependant la position de Mehmed VI est devenue des plus paradoxales. De tout l'empire ottoman qui, douze ans auparavant, s'étendait encore de l'Adriatique au golfe Persique, il ne reste plus au sultan, comme fief, que la ville de Constantinople où gouverne en fait la police britannique. Et voilà que dans cette même ville, en face du monarque, à Stamboul, se dresse maintenant un de ces chefs nationalistes d'Angora qu'il a lui-même, comme calife, déclaré rebelles, exclus de la communion religieuse et condamnés à mort. Bien plus, ce chef, cet excommunié de jadis, la ville entière le considère comme un libérateur de la nation! Que va-t-il se passer? Certes, après les déclarations de Refet pacha, Mehmed VI doit se rendre compte déjà que le sultanat est condamné. Mais n'est-il donc qu'un chef d'Etat disposant du pouvoir temporel? N'est-il pas aussi le commandeur des Croyants, le calife de tous les musulmans? Or, bien que Mehmed VI se soit compromis avec les ennemis de son pays et qu'il ait condamné à mort les « rebelles » d'Angora, les chefs kémalistes, ces derniers par contre n'ont cessé de le considérer comme étant prisonnier et ayant perdu toute liberté d'action. C'est pourquoi, pendant toute la guerre de l'indépendance, le mouvement nationaliste n'a entrepris aucune action offensive contre le palais. A aucun moment, il ne s'est attaqué à la personnalité du calife. Cette fiction d'un commandeur des Croyants tombé en esclavage et qu'il s'agit de délivrer a d'ailleurs permis aux Kémalistes d'utiliser à leur fin pendant toute la guerre d'indépendance l'ardeur des sentiments islamiques; d'Egypte, d'Afghanistan, des Indes, des dons ont été adressés à Angora pour délivrer le califat. D'autre part, elle les a aidés à galvaniser les populations d'Anatolie. C'est au nom du calife que les soldats anatoliens ont été enrôlés. La proclamation de la guerre sainte contre les Grecs débutait d'ailleurs en ces termes : « Qu'Allah protège toujours le calife garant de l'ordre du monde... » Devant cette attitude prise officiellement, Mehmed VI n'est-il pas en droit de se ber-

cer encore de l'espoir que bientôt, « calife délivré », il pourra continuer de présider aux destinées de l'Islam ? Cependant, les événements se précipitent. La présence de Refet pacha à Stamboul permet d'ailleurs à la police comme aux patriotes turcs d'agir au grand jour. Certes, en l'absence de directives d'Angora, ils ne peuvent songer à manifester contre le souverain. Mais nombre d'autres adversaires du mouvement national, se croyant suffisamment protégés par la police britannique, se trouvent encore à Constantinople.

L'un entre autres des plus connus, un ancien ministre, Ali Kemal, ne craint pas de se montrer encore à Péra. Et cependant, durant la guerre d'indépendance, il a été en quelque sorte, aux côtés de son souverain, le représentant officiel de la tendance défaitiste. Mué en publiciste, il n'a cessé d'affirmer qu'en raison de ses souffrances et de son épuisement, la Turquie ne pourra jamais réussir dans son effort de chasser l'envahisseur, l'armée grecque appuyée par l'Angleterre. C'est de cet homme-là, d'ailleurs vaniteux et capable de salir tout idéal pour un peu d'or, que les patriotes turcs décident de tirer une vengeance éclatante. A huit heures du soir, il est arrêté en pleine rue de Péra et jeté dans une automobile qui l'emporte à toute vitesse à Stamboul. Le lendemain soir, tous feux éteints pour dérouter la surveillance britannique, un canot automobile le transporte à Ismit que viennent d'occuper les forces nationalistes. Dès l'aube, il est conduit au konak gouvernemental devant le commandant de la première armée, le général Noureddine pacha.

Mais tandis que l'interrogatoire se poursuit, la ville entière est alertée : Ali Kemal est au konak ! Chacun accourt pour insulter et bafouer le traître. Aussi, à midi, lorsqu'il sort pour être conduit en prison, la foule déjà nombreuse pousse des cris de mort. Une ruée se produit écartant les soldats de l'escorte. Des poings nouveaux s'abattent comme des matraques sur l'ex-ministre, le renvoyant de droite à

gauche comme une balle. Son fez roule à terre, sa jaquette est en lambeaux et déjà son visage tuméfié saigne de partout. Mais le supplice se poursuit. Une pierre énorme lancée avec force l'atteint à la poitrine. Il roule par terre... se relève. Et comme un médecin militaire en uniforme contemplait la scène au premier rang, il se jette derrière lui, l'étreignant à pleins bras comme pour s'en faire un bouclier. Mais l'officier en un tour de main se dégage... Une autre pierre lancée par derrière, l'atteint au sommet du crâne... Il tombe. Et comme il tente encore de se relever d'autres pierres l'achèvent. Le « traître » est exécuté.

La nouvelle de cette tragédie remplit le palais d'effroi. Aussi, dès le lendemain, les défections qui avaient commencé à se produire autour du monarque dès l'arrivée de Refet pacha, prennent une proportion alarmante. Et Mehmet VI, dans la crainte d'un coup de main contre sa propre personne, demande au général Harrington de renforcer les contingents britanniques qui gardent Yildiz. Dès lors, bien mieux protégé, il continue à tenter toutes ses chances. Mais d'abord il veut savoir ce que comptent faire les dirigeants d'Angora. C'est pourquoi, après entente avec le général anglais, il demande un entretien personnel à Refet pacha. Ce dernier s'empresse d'en aviser par dépêche Mustapha Kemal qui l'autorise à rentrer en rapports avec le sultan, mais sans prendre aucun engagement.

L'entrevue a lieu le 29 octobre à six heures de l'après-midi à Yildiz. En face de Mehmed VI, vieillard prostré, à redingote, sans décoration, véritable symbole de l'empire croulant, se dresse en uniforme, revolver au côté, le jeune général. Le sultan, le premier, veut demander des éclaircissements sur la situation. Mais aussitôt, Refet pacha, prenant l'offensive, l'interrompt :

« Monsieur », déclare-t-il en évitant tout titre protocolaire. « La situation présente ne peut se prolonger plus longtemps. Il ne peut y avoir en Turquie deux gouverne-

ments, l'un à Constantinople, l'autre à Angora... Aussi je viens vous prier de vous incliner devant la force des choses et faire cesser ce dualisme contraire aux intérêts de la nation, en exigeant la démission du gouvernement de la Sublime-Porte. »

Mais Vahideddine, toujours bercé par une illusion que rien de définitif n'a encore été décidé, s'efforce encore de gagner du temps. Il explique qu'il ne peut sur une simple sommation du gouvernement kémaliste réclamer la démission de ministres qu'il juge consciencieux et attachés à la Constitution. Il ajoute qu'il est prêt à aider de son mieux la fusion des deux gouvernements. Mais il fait remarquer aussi que celui d'Angora, élu à la hâte en une période de crise, ne représente pas la nation. En conséquence il demande à connaître les intentions du gouvernement kémaliste à son égard.

« Que pouvez-vous attendre de ceux que vous avez condamnés à mort? » rétorque Refet pacha. « La majorité de l'Assemblée nationale refuse de vous conserver comme sultan à cause de vos attaches avec les ennemis de la Turquie et peut-être jugera-t-elle bon de vous enlever également le pouvoir spirituel du califat!... ».

Mehmed VI fait alors remarquer que cette question affecte les intérêts profonds de l'Islam et ne peut être tranchée par l'Assemblée d'Angora. Puis, revenant sur la question du gouvernement de Constantinople, il exprime de nouveau l'avis que les ministres devront rester encore en fonction jusqu'à ce qu'une entente soit intervenue entre le trône et la grande Assemblée. Refet pacha répond en le mettant en garde contre les dangers d'une pareille attitude et comme Mehmed VI maintient son point de vue, le général conclut brutalement :

« Monsieur! N'oubliez pas que vous êtes dans nos mains!... Quant à vos ministres, s'ils persistent à rester à leur poste contre la volonté du peuple, ce sera la corde pour chacun d'eux... »

Cependant, malgré cet entretien, Mehmed VI ne veut pas s'avouer vaincu. Il se refuse de croire à l'inévitable et s'efforce encore de rompre les mailles du filet inexorable qui, lentement, s'abat et se referme sur lui. Et comme pendant ces mêmes journées les représentants des grandes puissances se demandent s'il convient d'inviter le gouvernement de Constantinople conjointement avec celui d'Angora à la Conférence de la paix, il s'empresse d'insister auprès d'eux pour que le gouvernement de la Sublime Porte « affirmant sa personnalité historique » soit convié à Lausanne au même titre que le « gouvernement de la grande Assemblée ». Cette prétention, à laquelle adhèrent maladroitement les alliés, est télégraphiée le 30 octobre à Angora où elle soulève une violente colère. Devant la Chambre aussitôt convoquée, seize orateurs montent successivement à la tribune pour dénoncer la manœuvre du sultan, cherchant à maintenir devant les étrangers un dualisme nuisible aux intérêts de la nation. Puis à minuit, la décision est prise d'avertir la Sublime-Porte que si elle envoie des plénipotentiaires à Lausanne, ce fait sera interprété comme un acte de haute trahison. En même temps, la proposition est acceptée d'avertir les délégués des puissances alliées à Constantinople que la grande Assemblée s'abstiendra d'envoyer des plénipotentiaires à la Conférence de la paix si toute autre délégation que la sienne doit y représenter une partie du territoire turc placé sous l'occupation étrangère.

Le lendemain, l'effervescence causée par l'attitude de Mehmed VI et de ses ministres continue à se manifester dans les couloirs de la grande Assemblée. Les chefs kémalistes parlent d'agir avec énergie contre le palais. Et déjà les députés les plus extrémistes osent demander ouvertement l'abolition du sultanat et du califat. Mais parmi les représentants du peuple, tout un groupe qui communie encore dans la pensée et dans les traditions religieuses, condamne avec non moins de force toute atteinte portée au califat. Mustapha Kemal qui, cependant, partage en son for

intérieur le point de vue le plus radical, se rend alors compte que dans les circonstances actuelles, la suppression d'une autorité religieuse à laquelle obéissent encore des centaines de millions de musulmans, pourrait fort bien créer, dans la nation comme dans la Chambre, une réaction des plus dangereuses (1). Mais si pour des raisons d'opportunité le califat doit encore être maintenu, rien n'empêche la suppression immédiate du sultanat. Prenant donc la parole devant la commission de la Chambre chargée de s'occuper de la question, il déclare en scandant avec énergie ses paroles que la souveraineté ne se transfère pas ».

« On la conquiert » s'écrie-t-il. « Jadis c'est la maison d'Osman qui l'a conquise. Aujourd'hui c'est au tour de la nation de la prendre. C'est là aujourd'hui un fait accompli. Il s'agit seulement de reconnaître cet état de fait... ».

Puis, conscient d'avoir derrière lui toute l'armée, il ajoute, menaçant, que la reconnaissance de la souveraineté de la nation aura lieu en tout état de cause. Tant mieux si les députés présents, si la grande Assemblée, si le monde entier trouvent cela naturel. Dans le cas contraire, la vérité éclatera quand même. Mais alors, il y aura probablement quelques têtes qui devront être abattues.

Dès le lendemain, la discussion se poursuit à la

(1) En toutes circonstances, la tactique de Mustapha Kemal ne peut être comprise si l'on fait abstraction de l'absence de toute véritable culture et opinion publique dans la grande majorité de la nation turque. C'est pourquoi il ne peut parler à l'avance des réformes qu'il veut faire. Il est obligé de les dévoiler dose par dose, en les cachant même à ses plus fidèles lieutenants. C'est de cette façon, après avoir tâté longuement le terrain que brusquement, par surprise, il atteint son but sans soulever trop de réaction. S'il avait agi autrement il n'aurait pas été suivi pour nombre de ses réformes par ses meilleurs amis. A remarquer d'ailleurs que si en Occident c'est le peuple qui fait lui-même ses révolutions, en Orient, c'est tout le contraire, C'est toujours un chef, un seul, qui les conçoit et les réalise. Mahomet, Pierre le Grand, Mustapha Kemal, le Schah Pahlevi, sont dans ce sens de la même lignée. Ce sont eux seuls qui ont conçu des changements dans l'ordre social et politique et les ont fait accepter par la masse. Un fait est en tout cas certain c'est que la révolution turque est toute en la personne de Mustapha Kemal.

Chambre. Mais il est visible déjà que le raisonnement et les menaces de Mustapha Kemal ont produit leur effet. Tous les orateurs se prononcent en faveur de la suppression du sultanat et les uns même vont jusqu'à demander le renvoi en justice de Mehmed VI. Mais tous sont unanimes aussi pour accepter la motion du député Riza Nour bey demandant le maintien du califat dans la maison d'Osman. Finalement, la grande Assemblée décide « au nom de la volonté nationale » que « la forme gouvernementale de Constantinople basée sur la souveraineté personnelle n'appartient plus qu'à l'histoire ». Formule indirecte, qui ne signifie rien d'autre que l'abolition du sultanat, c'est-à-dire d'une institution millénaire ayant joué l'un des premiers rôles dans l'histoire du monde. Cependant, la grande Assemblée, comme effrayée de sa propre audace, s'empresse aussitôt d'ajouter dans une seconde résolution que « l'Etat turc est le point d'appui du califat », que le « califat est attribué à la maison d'Osman » et que la grande Assemblée choisira pour en exercer la fonction « le membre de la dynastie qui lui paraîtra le plus digne et le meilleur ». Autrement dit, nettement exprimé par cette formule, c'est également la déchéance comme calife de Mehmed VI.

Ces décisions du 2 novembre, aussitôt télégraphiées à Constantinople, y produisent une profonde sensation. En effet, en s'attribuant à elle-même la plénitude du pouvoir souverain en Turquie et en supprimant le sultanat, la grande Assemblée, sous l'inspiration de Mustapha Kemal, vient de consacrer la disparition définitive de l'empire ottoman. A sa place, en Turquie, il n'y a plus qu'une nation turque animée du sentiment de liberté et d'indépendance. Et ce seul fait est gros d'énormes conséquences. D'autre part, en séparant le califat du sultanat, la Turquie nouvelle, la première en terre d'Islam, jette les bases de la séparation du pouvoir temporel et spirituel. En soumettant enfin le commandeur des Croyants à un mandat électif et en ne lui laissant qu'une autorité purement morale, elle boule-

verse une tradition consacrée depuis des siècles parmi des centaines de millions d'êtres humains.

A l'arrivée de ces nouvelles, le 3 novembre au matin, Refet pacha se rend aussitôt auprès des Hauts-Commissaires alliés et leur fait savoir que désormais, à la place du gouvernement déchu de la Sublime-Porte et au nom du gouvernement de la grande Assemblée, il va assurer l'administration de Constantinople. De leur côté, le même jour, les représentants des grandes puissances font savoir par un communiqué officiel qu'ils sont fermement résolus à observer la plus stricte neutralité dans les événements qui intéressent la politique intérieure de la Turquie. Le lendemain enfin, les ministres du gouvernement de Constantinople donnent leur démission. A quatre heures de l'après-midi, le dernier grand vizir de l'empire ottoman, Tewfik pacha, quitte la Sublime-Porte pour aller remettre à son souverain à Yildiz, les sceaux de l'Etat. Ainsi prit fin une charge aussi vieille que l'empire ottoman.

Dès lors, Mehmed VI ne peut plus se faire d'illusions sur les événements qui vont se dérouler. S'il s'obstine à rester, sans doute sera-t-il mis en jugement, si ce n'est supprimé par des moyens faciles sinon élégants. Son destin est donc écrit. Il doit fuir. Déjà, la presse obéissant aux directives d'Angora sonne le hallali. « Qu'attend donc l'ex-sultan ! » écrit même le 7 novembre l'un des journaux des plus pondérés, le *Yéni Chark*. « En qui espère-t-il ? Quand donc se décidera-t-il, par son départ, à rendre à l'illustre dynastie d'Osman, si ce n'est à son pays, le seul service dont il est capable ? » Et cependant, s'il se résout à la fuite, Mehmed VI se refuse même un seul instant à envisager l'éventualité d'une abdication, soit du sultanat, soit du califat. Tous les journalistes qui se présentent à Yildiz reçoivent sur ce point la même réponse. La fermeté qu'il témoigne à ce sujet est si peu dans ses habitudes que déjà il paraît certain qu'il a reçu de la part des Anglais des assurances de sécurité. Le fait est que le colonel Zéki bey

chef de la musique de la cour, s'est déjà rendu chez le général Harrington pour lui faire part des intentions de son maître de quitter la Turquie sous la protection de l'Angleterre. Le commandant des troupes britanniques a répondu qu'il était prêt à donner satisfaction au sultan. Il a exigé toutefois une confirmation écrite de cette demande. Aussitôt le souverain a libellé la lettre réclamée en la signant: Mehmed, Calife des musulmans. Au palais, deux personnes seulement, le général Yaver pacha, chambellan, et le colonel Zéki bey sont au courant du projet du sultan. Le secret est rigoureusement gardé. Tout d'ailleurs est mis en œuvre pour ne pas donner l'éveil. Le protocole se poursuit comme d'habitude. Le 10 novembre, à midi, Mehmed VI se rend au sélamlik, c'est-à-dire à la cérémonie religieuse solennelle que constitue chaque vendredi la prière du monarque. Si d'ailleurs, par la volonté de l'Assemblée nationale, il n'est plus sultan, il est par contre toujours calife puisque son successeur « le meilleur et le plus digne de la maison d'Osman » n'a pas encore été désigné. C'est pourquoi Refet pacha ne peut s'opposer à cette ultime manifestation. Mais pour ceux qui ont conservé le souvenir des anciens sélamliks où de nombreux groupes d'officiers et de courtisans chamarrés d'or faisaient cortège au souverain alors tout puissant, la cérémonie de ce jour est d'une profonde tristesse. Habituellement, l'avenue longue de deux cents mètres reliant le palais à la mosquée impériale, était occupée par des détachements de toutes armes, de gardes impériaux vêtus d'uniformes rouge sang, de lanciers à cheval en dolman bleu soutaché de jaune, de compagnies de tirailleurs et de marins. Puis, aussitôt que la porte du palais s'ouvrait, toutes ces troupes se mettaient au garde à vous et les cuivres de trois musiques échelonnées le long du parcours lançaient brusquement le rythme guerrier de la *Marche du sultan*. Précédé d'officiers à cheval et suivi d'eunuques et de grands dignitaires, le monarque en landau défilait alors lentement devant le front des compagnies, tandis qu'à plusieurs

reprises les soldats poussaient à la fois le cri consacré depuis les origines de l'empire : « *Padichachim tchok yacha !* » « Qu'Allah accorde longue vie à notre padischah ».

Le 10 novembre, à midi, par contre, lorsque les portes de Yildiz s'ouvrent sous nos yeux devant Mehmed VI, seuls quelques gardes du palais et soldats en faction forment la haie. Quelques dizaines de curieux maintenus au bas de l'avenue par la police ont remplacé la foule compacte de jadis. Vêtu d'un simple uniforme d'officier turc, sans décoration, kalpak en tête, Mehmed VI affaissé dans sa voiture, les traits ravagés, le teint terreux n'est déjà plus que l'ombre d'un sultan. Derrière lui, de grands eunuques noirs, en redingote, fez rouge et gants blancs paraissent marcher à un enterrement. Quelques aides de camp. C'est tout. Aucun homme politique, aucun haut fonctionnaire, aucun membre du gouvernement de Constantinople dissous six jours auparavant. Mehmed VI peut se rendre compte combien il est déjà délaissé. Il passe maintenant le long des quelques gardes qui constituent le service d'ordre. Silence funèbre. Mehmed VI, en effet, n'est plus souverain temporel ou chef des armées et l'ordre a été donné de ne plus pousser le vivat traditionnel. Quand le maigre cortège arrive devant la mosquée, le muezzin module en variations métalliques l'appel à la prière. Et lui aussi relève la grande déchéance de Mehmed VI. Auparavant, en effet, il convoquait les fidèles au nom du sultan, de son père, de la famille impériale et il ne manquait jamais d'énoncer quelques louanges à l'adresse de son souverain toujours grand, toujours victorieux. Aujourd'hui, c'est au nom seul du « Commandeur des Croyants et Calife » qu'il convie les fils du Prophète à venir honorer et remercier Allah. Comme un automate, engourdi et sans vie, Mehmed VI descend de voiture et pénètre dans la mosquée.

Les heures du destin sonnent de plus en plus lourdement. Autour du monarque le vide augmente. Les généraux, les dignitaires de la cour, sur lesquels il avait cru devoir compter jusqu'au bout, l'abandonnent l'un après l'autre.

Déjà, dans Yildiz, on n'ose plus parler librement de peur d'être trahi par ses amis de la veille. Malgré la présence de soldats anglais dans la caserne voisine du palais, chacun redoute de voir brusquement ce dernier envahi par des nationalistes exaltés.

Cependant le 11 novembre, dans l'après-midi, Mehmed VI déclare vouloir passer la nuit au kiosque de Merasim. Dépendance d'Yildiz, ce pavillon avait été construit par Abdul Hamid pour servir de résidence à Guillaume II lors de son passage à Constantinople en 1889. Cette nouvelle ne surprit nullement l'entourage. Chacun supposa que craignant pour sa propre sécurité le monarque déchu cherchait un refuge en cas d'un coup de main possible. Le kiosque est chauffé à la hâte et le soir venu Mehmed VI en prend possession. Puis, d'après le plan convenu, l'une après l'autre, les personnes qui doivent l'accompagner dans sa fuite le rejoignent. C'est d'abord son fils le jeune prince Erthogroul, âgé de six ans, puis le premier chambellan le général Yaver pacha, le colonel Zéki bey, son premier médecin Réchad pacha, deux mouçahib (hommes de confiance), un valet, un barbier et deux eunuques. En tout dix personnes. La nuit se passa en préparatifs. Sous les yeux du sultan, tous les objets de valeur, bijoux, pierreries, jusqu'à une petite table en or massif du sultan Sélim, sont soigneusement emballés dans des malles. Des revolvers sont déposés sur tous les meubles. Seul le petit Erthogroul dort dans le grand lit où reposa l'empereur d'Allemagne.

A six heures du matin, alors que la nuit est encore profonde, la petite troupe quitte le kiosque. A quelques pas de là, dans l'enceinte même du palais d'Yildiz, s'ouvre — nom prédestiné — la porte de Malte dont un eunuque de la suite possède la clef. Au dehors, deux ambulances automobiles recouvertes de bâches aux insignes de la Croix-rouge attendent déjà, entourées d'officiers et de soldats anglais. Dans l'une prennent place le sultan, son fils, les dignitaires, dans l'autre le reste de la suite et les bagages. La petite troupe

britannique suit dans une troisième voiture. Longeant l'enceinte d'Yildiz, le convoi descend vers Ortakeuy. Par suite des fortes pluies, les routes sont mauvaises et la marche se fait à petite vitesse. D'ailleurs toutes les mesures ont été prises pour parer aux éventualités. Le long du trajet des sections de soldats britanniques ont été disséminées pour se livrer en apparence à des exercices de marche et de port d'armes, mais en réalité pour mieux assurer la fuite du sultan. Les ambulances s'arrêtent devant la cour de la Mosquée de Dolma Bagtché à quelques pas du Bosphore. Le général Harrington et quelques officiers de son état-major reçoivent les fugitifs à cet endroit. Mais déjà à quelques encablures, les cheminées de l'un des plus grands cuirassés de la flotte britannique, le *Malaya*, crachent en volutes d'énormes panaches de fumée. Vite Mehmed Vahideddine et sa suite prennent place dans une vedette. Dix minutes plus tard, le dernier Osman monte l'échelle du navire. Fait sans précédent dans l'histoire, le calife de trois cents millions de musulmans demandait aide et assistance à une puissance chrétienne. Le représentant du Prophète se mettait sous la coupe des Ghiaours. Une grande époque de l'Islam venait de prendre fin.

CHAPITRE II

ABOLITION DU CALIFAT

ÉLECTION DU NOUVEL « IMAM DES CROYANTS ». — LE PRINCE ABDUL MEDJID. — SON INVESTITURE AU PALAIS DE TOP KAPOU. — LES RELIQUES DU PROPHÈTE. — LES SELAMLIKS DU DERNIER CALIFE. — L'OPPOSITION CONSERVATRICE, RELIGIEUSE ET UNIONISTE. — AGITATION EN FAVEUR DU RÉTABLISSEMENT DU SULTANAT. — ISMET PACHA. — PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE. — LE MESSAGE D'AGHA KHAN. — LE « TRIBUNAL D'INDÉPENDANCE » A CONSTANTINOPLE. — DISCOURS DE MUSTAPHA KEMAL A LA GRANDE ASSEMBLÉE. — ABOLITION DU CALIFAT. — EXPULSION D'ABD-UL-MEDJID.

Lorsque le 18 novembre 1922, au matin, le général Refet pacha, représentant du gouvernement kémaliste à Constantinople, apprit la fuite du sultan à bord du cuirassé britannique *Malaya*, il s'empressa d'en télégraphier la nouvelle à Angora, à la grande Assemblée, qui l'accueillit avec la plus vive satisfaction. Le départ de Mehmed VI avait en effet l'avantage de permettre d'éviter toute mesure de rigueur à l'égard de l'ancien monarque. Déjà, certains extrémistes avaient songé à mettre Mehmed VI en jugement. Mais une telle solution n'aurait pas été sans soulever de nombreuses difficultés. D'autre part, les chefs kémalistes, par prudence à l'égard d'une réaction toujours possible, tenaient à ne pas donner au sultan figure de martyr. Cette fuite rendait donc plus aisée la tâche d'Angora. Toutefois, l'événement laissait inoccupé le trône du calife. Or, la décision du 2 novembre de la grande Assemblée, prévoyait que le prochain commandeur des Croyants serait désigné par élection, parmi les membres les plus dignes de la maison d'Osman. Il s'agissait donc de nommer au plus tôt un nouveau représentant du Prophète. Aussi

Mustapha Kemal convoqua-t-il d'urgence la grande Assemblée.

Toute la journée, les débats animés se poursuivent à huis-clos. Il convient en effet de déterminer la procédure à adopter pour proclamer la déchéance du calife Mehmed VI et élire un nouveau chef de la religion musulmane, et la lutte est vive entre les deux tendances, radicale et conservatrice, de la Chambre. Parmi les députés, les uns, en effet, veulent agir révolutionnairement, sans se préoccuper de l'effet sur l'Islam des mesures de la grande Assemblée. Les autres, par contre, se prononcent pour une procédure ne négligeant en aucune façon les traditions religieuses. Ce dernier parti l'emporte finalement. Le 18 novembre, à 6 heures 30 du soir, les portes de la salle sont ouvertes et le président des Commissaires du peuple Reouf bey (1) monte à la tribune et donne lecture de la dépêche de Refet pacha, annonçant la fuite de Mehmed VI. Il stigmatisa lui-même ce monarque qui a « commis le crime historique, énorme, inouï de confier le califat musulman à la protection de l'Angleterre ». Puis, le commissaire au *Chéri*, le religieux Vehbi effendi, député de Konia, déclare qu'en abandonnant le siège du califat, Mehmed VI a prononcé de ce fait sa propre déchéance et demande à la grande Assemblée de procéder à la désignation d'un nouvel « Imam des Croyants ». L'élection aussitôt faite désigne par 148 voix sur 162 votants, le prince Abd-ul-Medjid. Le même soir Mustapha Kemal notifie ce résultat au nouvel élu en sollicitant le Tout-Puissant « de prodiguer ses bienfaits à tous les musulmans ».

A plusieurs reprises, il nous fut donné d'approcher le dernier calife Abd-ul-Medjid (2). N'allez pas croire cependant

(1) A ce moment, Mustapha Kemal est président de la Chambre et général en chef, et Reouf bey, président des « Commissaires du peuple ». Parmi ces « commissaires » se trouve naturellement encore un Commissaire du *Chéri*, c'est-à-dire un ministre de la justice à base coranique.

(2) Le prince Abd-ul Medjid était fils du sultan Abd-ul Aziz et, fait à noter, successeur naturel du calife déchu, Mehmed VI. Il était, en effet, l'héritier de la couronne suivant l'ancienne règle turque qui attribuait la succession au plus proche agnat.

que chaque fois que nous franchissions les portes du palais de Dolma-Baghtché ou de Baghtar Bachi, nous nous trouvions en présence de quelque altesse drapée de somptueux brocards, enturbannée, solennelle, distante et entourée dans un cadre des Mille et une Nuits d'une phalange de serviteurs prosternés et prêts à satisfaire au moindre geste toutes les volontés de leur auguste maître. Déjà, ce vieil Orient là n'était plus. Le vent nouveau qui, dès 1918, soufflait d'Asie avait déjà balayé le faste somptueux des anciennes turqueries; le protocole jadis froid et guindé s'était tempéré d'une simplicité pleine de charme; l'étiquette compassée de la Cour impériale du temps d'Abd-ul-Hamid n'était plus qu'une ombre.

A l'époque où il est appelé à monter sur le trône du califat, Adb-ul-Medjid a cinquante-quatre ans. Grand, fort, droit comme un chêne, il paraît doué de la plus robuste constitution. Le visage bien arrondi, coloré, le front haut, les yeux bleus d'où rayonne un regard clair et plein de douceur, ses moustaches grisonnantes, son sourire toujours indulgent, tout trahit en lui la bonté, la franchise, la simplicité. Les nombreuses épreuves qui l'ont assailli au cours de son existence, ne semblent avoir atteint en rien le fonds de robuste optimisme de son caractère. Et cependant, pendant les trente-deux années du règne d'Abd-ul-Hamid et jusqu'en 1908, il dut, sur l'ordre du sultan, se confiner à l'écart dans la plus complète réserve. En effet, ce monarque qui vivait dans la peur perpétuelle des complots et se croyait trahi par sa police dès qu'on ne lui découvrait pas, chaque semaine, sa petite conspiration, ne cessait de soupçonner les membres de la famille impériale de vouloir le détrôner. C'est pour cette raison qu'il avait chargé une garde spéciale de surveiller son jeune parent, Abd-ul-Medjid, bien qu'il lui vouât — au dire même de ce dernier — une sincère affection. Et comme il était convaincu que toute idée libérale venait d'Europe, sous forme d'imprimés, il lui interdisait tout abonnement de journaux et de périodiques. Le

prince dut employer mille ruses pour se tenir au courant de la politique mondiale et du mouvement des idées. La « poste restante » du bureau de poste français lui permit par exemple de recevoir sous pli et régulièrement la *Revue des Deux-Mondes*, *l'Illustration* et le *Temps*, dont il fut pendant de longues années l'abonné inconnu et discret : c'est aussi par le même canal que lui parvinrent les livres qu'on lui refusait, mais dont il jugeait la lecture nécessaire et utile pour son propre enrichissement intellectuel. Cette existence cloîtrée qui le tient éloigné de toutes les affaires d'Etat, eut l'avantage néanmoins de procurer à Abd-ul-Medjid de nombreux loisirs qu'il consacra à acquérir en tout domaine des connaissances variées et solides. Sa volonté, son goût du travail triomphèrent en outre de l'atmosphère de suspicion qui l'entourait alors ; il put enfin se consacrer comme il l'entendait au développement de ses dons naturels, spécialement à la musique et à la peinture. L'un de ses tableaux figura même au salon de Paris en 1914. A ce goût des beaux-arts s'associait tout naturellement un amour très vif de la nature. Il était lui-même son propre jardinier et il traça personnellement le plan de ses parcs. Ajoutons enfin que depuis de nombreuses années, son attention s'était portée à maintes reprises sur le développement de l'instruction et de l'éducation civique du peuple turc. Son esprit large, libéral et tolérant par nature ne craignait nullement le modernisme et échappait à l'étroitesse d'une réaction surannée. En ce sens, il paraissait parfaitement s'adapter à l'atmosphère de la Turquie nouvelle. D'autre part, la ferveur qu'il avait toujours manifestée dans l'accomplissement des devoirs de la religion de ses frères, le rendait des plus dignes de sa nouvelle fonction. Tel était le prince débonnaire et animé d'un profond sentiment d'humanité qui allait présider désormais aux destinées de l'Islam.

L'investiture du nouveau calife eut lieu le 27 novembre, à Stamboul. Organisée selon les directives des chefs

kémalistes, la cérémonie ne se déroula nullement selon la pompe habituelle aux sacres des anciens souverains ottomans. Moins de personnages chamarrés, moins d'ors, moins de solennité. Cependant, du palais de Dolma-Bagtché jusqu'à celui de Top-Kapou à la pointe du Sérail, toute la population musulmane de la ville accourut pour saluer le nouveau souverain spirituel. Vêtu d'une simple redingote barrée, sur la poitrine, par le grand cordon d'Osman et coiffé d'un simple fez, Abd-ul-Medjid, en landau, répondait de la main aux acclamations de la foule. Dans le kiosque de Bagdad, une délégation de la grande Assemblée, ayant à sa tête Refet pacha, lui remit, écrit sur parchemin, le procès-verbal de son élection de calife. Abd-ul-Medjid remercia aimablement, puis se rendit, selon une pieuse tradition, dans le pavillon spécial abritant les reliques sacrées du Prophète. Les trois cassettes d'or qui les contenaient furent ouvertes. La première renfermait le manteau de Mahomet, enroulé dans une enveloppe de soie portant, brodés en or, des versets du Coran. L'ayant déployé, Abd-ul-Medjid le baisa avec vénération et tous les personnages qui l'entouraient en firent autant. Dans les deux autres cassettes reposaient l'arc, l'étendard, le sabre et la barbe de Mahomet ainsi que les écrits sacrés transmis successivement comme un héritage inaliénable de calife à calife. Après s'être recueilli devant ces reliques du fondateur de la religion musulmane, Abd-ul-Medjid se dirigea vers l'une des cours extérieures du palais où se déroula en plein air la cérémonie du baise-main. Au centre d'une véranda soutenue par quatre colonnes de marbre, avait été dressé le fameux trône d'or incrusté de milliers de rubis, d'émeraudes et de perles que les Turcs enlevèrent au schah de Perse, en 1514. Il était recouvert d'un grand voile tissé de fil d'or qui fut enlevé à l'approche du calife et apparut alors étincelant des mille feux de ses pierreries. Cependant Abd-ul-Medjid, restant debout sur un coussin de velours brodé d'or, murmura d'abord une brève prière que tous les assistants musulmans écoutèrent en tenant les mains la paume en

l'air à la hauteur des épaules. Puis un uléma, descendant de la famille du Prophète, vint lire une oraison implorant la faveur d'Allah pour le monde islamique. Le défilé commença. Les princes de la maison d'Osman, les délégués de la grande Assemblée nationale, des hodjas, des hauts fonctionnaires vinrent s'incliner tour à tour devant le calife en effleurant des lèvres et en touchant du front la main qu'il leur tendait. Cette cérémonie ne fut cependant pas suivie, selon la coutume, par celle de la remise du sabre d'Osman qui avait toujours figuré dans les cérémonies du couronnement des sultans turcs. Ce glaive avait en effet le don d'investir celui qui le portait du pouvoir temporel et, par son couronnement, Abd-ul-Medjid ne devenait que chef spirituel de l'Islam. Le nouveau calife se rendit enfin, toujours en landau et escorté de Refet pacha, à la mosquée de Fatih (1), pour y célébrer son premier selamlık. Le lieu sacré regorgeait de fidèles. La cérémonie religieuse ne revêtit cependant aucun caractère particulier. Mais à cette occasion encore, on dérogea pour la première fois à un usage observé depuis l'époque du Prophète: le *houtbé*, c'est-à-dire la prière spéciale du vendredi, fut dite *en turc* et non en arabe. Déjà, la volonté des nationalistes d'Angora s'affirmait jusque dans la mosquée.

Abd-ul-Medjid se trouve désormais dans une situation des plus délicates. Jusqu'à ce jour, il n'a jamais songé que, parvenu au trône de ses ancêtres, il ne disposerait plus que d'une fonction spirituelle et qu'il planerait au-dessus de toutes les contingences inhérentes au gouvernement des hommes. Or, maintenant, il n'est que le pasteur des âmes islamiques et ouvre une page toute nouvelle à l'histoire du califat. Pour la première fois, en effet, le commandeur des Croyants ne possède plus le pouvoir temporel. Quels seront cependant les rapports entre l'« Ombre de Dieu sur la

(1) Première mosquée construite à Constantinople par Mahomet II le Conquérant, immédiatement après la prise de la ville.

terre » et le gouvernement laïque de la grande Assemblée? Quels vont être surtout, à l'intérieur de la Turquie nouvelle, les droits, les attributions, les charges de celui que l'Islam tout entier considère comme son chef religieux et qui, hier encore, comme sultan-calife, avait droit de vie et de mort sur tous ses sujets? On voit le problème. Cependant il semble bien que le conflit entre le califat et Angora aurait pu être évité d'avance si les deux parties avaient été d'accord pour préciser leurs compétences ainsi que les modalités de leurs relations. En un mot, les deux parties en cause auraient pu, dès le début, forger et adopter un concordat établissant entre elles un *modus vivendi*. On raconte même qu'Abd-ul-Medjid fit à ce sujet quelques avances. Mais Angora serait resté muet. Quoiqu'il en soit, il semble bien dès cette heure que Mustapha Kemal, fidèle à sa tactique, prépare en secret l'abolition du califat, en attendant les circonstances, le moment propice pour dévoiler et atteindre son but.

Adb-ul-Medjid se voit donc forcé, dès le début de son règne, d'agir au petit bonheur, tandis qu'Angora ne cesse de scruter ses paroles et ses gestes.

Dans l'imprécision de ses véritables attributions, il hésite sur l'attitude qu'il doit prendre, la conduite qu'il doit suivre. Interviewé, dès le lendemain de son investiture, par divers journalistes, il répond à l'un en faisant une profession de foi démocratique, à l'autre en rappelant les mérites de la maison d'Osman. Et peu à peu, sans se rendre compte du danger qu'il court, il confond temporel et spirituel et fait inconsciemment de la politique. Abd-ul-Medjid s'efforce d'autre part de maintenir intact le prestige du califat. Il tient surtout, dès le début, à ne pas laisser affaiblir l'autorité de ses fonctions par un effacement trop visible. Cependant, contrairement à ses ancêtres, il n'a plus d'armée, plus même une garde digne de ce nom, encore moins un trésor public où puiser à volonté. Il met néanmoins en œuvre toutes ses maigres ressources pour donner à la dignité spirituelle qu'il assume, un éclat suffisant.

En même temps, contrairement aux Abd-ul-Hamid, Rechad et Mehmed Vahideddine, les derniers sultans qui, pendant tout leur règne, se sont terrés à l'ombre de leurs palais et de leurs mosquées, il ne craint pas de sortir librement, de faire confiance au peuple, attitude tout à fait conforme d'ailleurs aux traditions des anciens monarques et califes osmanlis. Il ne craint pas, par exemple, de faire tour à tour son selamlık dans les plus grandes mosquées de la ville. Un vendredi même, il se rend pour cette cérémonie à Sainte-Sophie, monté sur un cheval blanc, caparaçonné d'une selle de velours écarlate et tenant une cravache scintillante de pierres, tandis que, derrière lui, caracole une escorte de lanciers en dolmans bleus soutachés de jaune. Une autre fois, il s'en va accomplir le même rite à la mosquée de Scutari d'Asie, en faisant revivre la pompe qui fleurissait encore du temps de Mahmoud II. Il traverse le Bosphore sur un ancien caïque à la poupe dorée et aux flancs parsemés d'arabesques. Quatorze rameurs portant de larges pantalons blancs, le veston à la zouave et le fez écarlate font voler comme une flèche la frêle embarcation, à l'arrière de laquelle Abd-ul-Medjid, en redingote, impeccable, a pris place sur un siège élevé, recouvert de velours grenat. Derrière lui, debout, un pilote, vêtu de vert et d'or, manie un gouvernail finement ouvragé, tandis qu'à la proue flotte pour la première fois une bannière califale que le nouveau chef de l'Islam vient d'inaugurer : verte avec étoile et croissants blancs sur centre écarlate!

Tandis qu'Abd-ul-Medjid s'efforce ainsi de consolider sa situation, les dirigeants d'Angora organisent de nouvelles élections. En effet, la première grande Assemblée nationale qui préside depuis 1920 aux destinées de la Turquie arrive au terme de ses travaux. Véritable parlement de guerre, pleine d'une farouche volonté d'assurer la victoire, cette Chambre à vécu repliée sur elle-même, absorbée dans une seule pensée. Certes, elle avait toutes les qualités néces-

raires au but immédiat que la patrie turque se proposait alors. C'est ainsi qu'elle sut administrer le pays à une époque des plus critiques et par un travail assidu et sans répit, elle réussit à assurer à l'arrière de l'armée une situation favorable facilitant la victoire finale. Elle permit ainsi de tenir bon jusqu'au succès. Mais il est également vrai que, dès l'armistice, cette même Chambre, bien qu'animée d'un grand patriotisme, se montra incapable de s'adapter aux conditions nouvelles créées par la victoire. Réunie d'ailleurs comme élément de la défense nationale, elle ne possédait nullement des hommes capables de faire de la politique.

Mustapha Kemal va donc s'efforcer de réunir un nouveau parlement, fonctionnant comme organe essentiel du relèvement turc. Dans ce but, il crée d'abord un nouveau parti, le *parti populaire*, capable d'assurer avant tout le maintien du système gouvernemental dont il est l'architecte : c'est-à-dire que la Chambre, soit la grande Assemblée nationale, est l'incarnation du peuple et qu'en dehors d'elle, il ne peut exister dans le pays aucune autre force, aucune souveraineté et aucune activité individuelle propre à diriger les destinées nationales. D'après les idées du nouveau parti, la décision prise à Angora, le 1^{er} novembre 1922, décrétant l'abolition du sultanat et la remise et concentration des pouvoirs à la grande Assemblée constitue un critérium immuable. C'est pourquoi le califat ne peut plus être qu'une autorité interislamique et non une institution purement turque.

En somme, Mustapha Kemal tient à porter les élections autour de la question du principe de la souveraineté nationale. Il s'est rendu compte, en effet, de l'avantage de faire sanctionner en quelque sorte le nouveau régime par le peuple. Car, depuis l'heure où le sultanat a été aboli et le califat réduit à un rôle purement spirituel, une « opposition » semble de plus en plus se manifester dans divers milieux. Ce sont d'abord certains députés qui se dressent contre Mustapha Kemal en raison surtout de leurs tendances con-

servatrices; certes, ils ne vont pas jusqu'à demander le retour à l'ancienne forme de despotisme qui a régi autrefois les destinées de la Turquie; mais ils estiment que le principe de la souveraineté nationale n'est pas incompatible avec celui de la souveraineté individuelle. Cependant, tandis qu'une partie des adhérents de ce groupe penche vers l'organisation d'une monarchie constitutionnelle dans laquelle le calife-sultan conserverait quelques droits politiques, celui surtout de sanctionner les actes du parlement, une autre partie se contenterait de réduire les pouvoirs du sultanat à une institution de pure forme. Comme on le voit, cette opposition conservatrice, soutenue dès le début par une fraction importante d'intellectuels turcs, manque d'organisation et d'unité de vues. Mais elle se voit bientôt renforcée par nombre de clans, de factions, de groupements de tous genres. Ce sont d'abord les enturbannés, c'est-à-dire les religieux, soit les gens traditionalistes qui appréhendent que les dogmes sacrés de la religion du Prophète ne souffrent des nouvelles transformations politiques et sociales. Ce sont des politiciens mécontents, désireux d'exploiter à leur profit le mouvement national et qui n'ont pas perdu l'espoir en un retour de fortune; ce sont les partisans intéressés directement au retour du sultanat, les membres de l'ancienne cour, les chambellans, les employés du palais, les officiers de la garde, tous les Circassiens, Albanais, Kurdes, Bosniaques turquisés qui formaient autrefois l'entourage des padischahs, en un mot tous les débris de l'empire; ce sont les fonctionnaires de l'ancien régime qui, au nombre de plusieurs milliers, ont dû quitter leur poste; les diplomates désœuvrés, les officiers en demi-solde, les mécontents qui dénoncent l'augmentation des impôts, la vie chère, les erreurs du nationalisme économique d'Angora. Quant à la grande organisation de l'*Union et Progrès* qui, de 1908 à 1918, a englobé toute l'activité politique de la Turquie et existe encore de façon occulte et masquée en étendant un réseau d'influence sur tout le pays, elle

manifeste également en sourdine contre le système constitutionnel d'Angora qu'elle juge absurde avec sa Chambre-gouvernement. Cependant, sur l'importante question des pouvoirs du calife et du retour au sultanat, les dirigeants de l'unionisme, préférant conserver une attitude opportuniste n'ont pris ouvertement aucune décision. Mais déjà, ces anciens « révolutionnaires » mécontents d'avoir été évincés, déclarent que dans un pays comme la Turquie où les traditions religieuses et sociales sont fortement ancrées, il vaut mieux avoir recours à une évolution lente et pacifique qu'à une brusque rupture avec le passé!

Quoiqu'il en soit, Mustapha Kemal se voit bientôt, et justement sur la question du régime, en face d'une opposition importante. Néanmoins, solidement campé sur son piédestal de gloire, le libérateur de la Turquie reste encore l'homme vers lequel doit se porter tout naturellement la confiance des masses populaires. D'autre part, le « *parti populaire* » qu'il vient de fonder, rallie déjà le groupe le plus fort au sein de l'Assemblée nationale et de ce fait devient le principal organisateur des élections. Et l'on sait ce qu'un tel avantage peut signifier dans un pays d'Orient où les passions politiques ne sont pas encore suffisamment tempérées par le sentiment de la légalité. Dès ce moment, l'organisation kémaliste n'hésite pas, dans le but de faire triompher son point de vue, d'exercer une forte pression sur ses adversaires. C'est ainsi qu'un hodja Ismaïl Chukry, ayant publié une brochure sur la question du califat, une action est immédiatement ouverte contre lui par le « gouvernement », c'est-à-dire par la majorité de l'Assemblée, soit le parti populaire. Le commissaire du Chéri, Vehbi effendi, qui sympathise de plus en plus avec l'opposition religieuse est menacé d'interpellation pour « irrégularités commises dans l'exercice de ses fonctions ». D'autre part, l'un des leaders du groupe conservateur, le député Ali Chukri bey est trouvé un beau matin, mystérieusement assassiné aux environs d'Angora. Enfin, une offre de

l'Union et Progrès de collaborer avec le parti kémaliste est promptement repoussée. C'est dire que l'opposition religieuse, traditionaliste et unioniste ne réussit guère à faire les élections. D'ailleurs, au dernier moment, une motion est déposée sur le bureau de la Chambre demandant que tous ceux « qui se livrent par des actes ou des écrits à une opposition et à des incitations contraires à l'abolition du sultanat, ou agissent contre la légitimité de la grande Assemblée » soient accusés de lèse-patrie. Et, bien que contraire à la liberté d'opinion octroyée par la Constitution, ce projet de loi (dite de haute trahison), dénonçant comme traîtres à la nation tous les adversaires du régime, est finalement voté.

Bref, non contents de rompre avec le passé, les kémalistes suspendent de terribles pénalités sur la tête de ceux qui, politiquement, ne pensent pas comme eux, attaquent la légitimité de la grande Assemblée, s'en prennent aux principes de la souveraineté nationale ou se prononcent en faveur du sultanat. La campagne électorale se déroule donc uniquement dans le cadre de la pensée du régime créé à Angora, en dehors de toute véritable compétition. Les seules listes publiées dans les circonscriptions ne contiennent que des noms de candidats kémalistes. Seuls donc ces derniers sont élus et seuls ils sont appelés à former le nouveau parlement.

Mais, ce résultat ne signifiera nullement que la seconde grande Assemblée nationale de Turquie va se présenter comme ce bloc sans alliage qu'avaient rêvé les kémalistes. En effet, dans le choix des candidats, Mustapha Kemal s'était vu dans la nécessité de désigner quelques personnalités des plus importantes qu'il savait très bien ne pas communier entièrement dans l'esprit de la nouvelle Constitution d'Angora, mais qui étaient néanmoins soutenues par la faveur populaire. Aussi, malgré l'étiquette, les dissensions vont-elles bientôt reprendre parmi les membres de l'Assemblée, au sujet de la politique intérieure. Quoi qu'il

en soit, le 11 août, le parlement turc ouvre solennellement ses portes pour sa deuxième législature et, à tour de rôle, les nouveaux députés prêtent le serment, selon la formule suivante, adoptée pour la première fois : « Je jure au nom de Dieu, de ne poursuivre aucun but contraire au bonheur et au salut de la patrie et de demeurer invariablement fidèle à la souveraineté nationale ».

Si satisfaisant que soit ce résultat pour le nouveau régime, Mustapha Kemal ne peut toutefois se sentir rassuré. En effet, durant toute la campagne électorale et malgré la menace qui a pesé sur elle, l'opposition conservatrice n'a pas désarmé. Obligée de se dissimuler, elle a tenté contre le régime kémaliste un savant travail de sape. Aidée même de façon sournoise par une partie de la presse de Stamboul, elle a redoublé dans toute la Turquie son action en faveur de la monarchie. Et déjà les premiers effets de cette propagande se font ressentir. Des hodjas commencent, au nom de la religion, à s'agiter contre le régime « libre-penseur »; jusque dans les mosquées, ils représentent le Califat comme le centre des hommages et du culte de tout le monde musulman et, relevant la situation sans appui et moyens suffisants dans lequel il se trouve, dénoncent le danger qu'il y aurait à le laisser discréditer. Des musulmans étrangers viennent même à la rescousse et, s'immisçant de la sorte dans les affaires turques, demandent à Angora de rendre au souverain spirituel « la puissance et les honneurs qui lui sont dus ». Bref, toute une action tenace, incessante, se poursuit pour rendre au commandeur des Croyants, à Abd-ul-Medjid, ses prérogatives terrestres. Mais le danger grandit surtout du fait que certains chefs militaires et politiques des plus connus, comme Reouf bey, le président des Commissaires du peuple lui-même et le général Kiazin Kara Békir, député et ancien commandant d'armée, n'hésitent pas à soutenir le point de vue que la Turquie devrait poursuivre une politique panislamiste et que, dans ce but, le

califat, bien national, devrait être, non pas abandonné à lui-même, mais restauré avec les honneurs dus à une institution reconnue par plus de 300 millions de musulmans.

Ce point de vue étant soutenu par d'autres membres de la nouvelle Chambre, adversaires personnels et politiques de Mustapha Kemal, ce dernier voit peu à peu se dessiner devant lui la menace d'un rétablissement monarchique sous le signe de l'Islam et empêchant la Turquie de s'adapter aux exigences de la civilisation européenne. Devant le danger, le Gazi prend coup sur coup d'importantes mesures. Le traité de paix de Lausanne venant justement d'être signé, Ismet pacha, qui comme chef de la délégation turque a fait preuve de grandes qualités d'intelligence et de perspicacité, est rentré à Angora. Aussitôt sacrifiant Reouf bey, Mustapha Kemal (après un bref cabinet de transition Fethy bey) confie à Ismet pacha le soin de former un nouveau ministère. En même temps, le 29 octobre, après entente avec la majorité de l'Assemblée, il fait prendre soudainement la décision de reviser les bases constitutionnelles de l'Etat et de proclamer la République.

En vérité, cette forme d'Etat existait, de fait, depuis le jour de l'abrogation du sultanat. Mais le titre est cette fois-ci adopté de façon officielle. On se souvient d'ailleurs que dès la victoire, Mustapha Kemal avait eu l'ambition de créer pour la Turquie un système gouvernemental nouveau en dehors de toute imitation et de toute copie des institutions d'Europe et d'Amérique. Il avait envisagé, et même appliqué en partie, l'organisation d'une forme d'Etat d'un genre inconnu, original, dicté surtout par un profond esprit de réaction contre tout système de pouvoir auguste et irresponsable, contre toute oligarchie, tout absolutisme. Ce système, qui bouleversait toutes nos notions de droit constitutionnel et administratif concentrait entre autres tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et jusqu'à un certain point judiciaires entre les mains d'un parlement élu par la nation et avait pris nom de gouver-

nement de la grande Assemblée nationale. Ce Conseil national était en somme l'unique centre où tout convergeait; il était le seul responsable et représentait le pouvoir dans son sens le plus étendu. Il n'y avait d'ailleurs à côté et au-dessus de cette grande Assemblée aucun conseil des ministres comme dans les autres pays. Les « commissaires », comme on les appelait, n'étaient que des instruments presque automatiques de la grande Assemblée qui les chargeait de l'expédition courante des affaires. Ils n'avaient pas le droit, ni seuls, ni en commun de prendre une attitude indépendante et leur rôle, à l'égard de l'Assemblée, n'était que d'obéir ou de démissionner. En somme, l'idée fondamentale de Mustapha Kemal avait été jusqu'ici de ne plus laisser place dans la nation à une ou plusieurs personnalités quelconques pouvant agir abusivement au nom de l'Etat.

Cependant, l'expérience tentée n'avait pas paru fort concluante. On s'était rendu compte par exemple que le système ne serait excellent que si le Parlement pouvait siéger sans interruption et contrôler ainsi chaque acte des commissaires. Or, à la moindre vacance de l'Assemblée, ces derniers étaient obligés de manifester quelque initiative; ils agissaient alors presque comme des ministres au sens européen du mot et de ce fait se trouvaient toujours en position d'être approuvés ou critiqués. En somme, le principe qui avait dominé jusqu'à ce jour à Angora se basait sur ce point de vue qu'il était préférable, au lieu de donner des pouvoirs aux commissaires du peuple pour les rendre ensuite responsables, de ne leur en accorder aucun, de façon à ne pas entraîner leur responsabilité. La pratique démontrait donc que ce principe était tout à fait théorique. Les exagérations commises par désir d'originalité en même temps que par un excès de précaution méritaient d'être réparées.

La nouvelle charte que propose Mustapha Kemal à cette heure décisive de l'histoire de la Turquie — sans

qu'il soit nécessaire d'entrer ici dans de plus grands détails — constitue l'abandon de ces formules excentriques en même temps que le retour très net aux principes appliqués en la matière dans les démocraties occidentales. La Turquie d'abord sera une république. Au lieu de siéger en permanence, la grande Assemblée se réunira en deux sessions par an. Quant au Conseil des commissaires, devenu conseil des ministres, arraché au contrôle constant de l'Assemblée et rendu solidaire et responsable, il disposera enfin, à l'européenne, des libertés nécessaires et indispensables à tout gouvernement normal.

Le 29 octobre, la grande Assemblée nationale adopte donc la revision constitutionnelle et la forme républicaine. Le même jour, par vote unanime (Reouf bey et ses amis se trouvent cependant à Constantinople), elle élit Mustapha Kemal pacha comme président de la République. Et c'est là principalement qu'est la grande réforme. Car la Turquie nouvelle va disposer maintenant d'une véritable hiérarchie. Jusqu'à ce jour, en effet, la grande Assemblée constituait seule le gouvernement et Mustapha Kemal ne pouvait se prévaloir de son autorité qu'en tant que président de cette Chambre. Désormais, le Gazi, indépendant du parlement, occupe la plus haute charge dans la nation. Pour la première fois, il est chef d'Etat. Et dès cette heure, négligeant l'idéal qu'il s'était fixé d'abord d'éviter au pays tout absolutisme, se rendant compte surtout qu'il ne peut, sans user de règles gouvernementales plus personnelles, réaliser l'œuvre de progrès social qui a pour but d'arracher la Turquie aux traditions orientales et islamiques, il va prendre dès lors toute la responsabilité du pouvoir et appliquer le principe d'autorité.

La proclamation de la République fut acceptée par la nation sans la moindre révolte de sentiment. L'Islam des premiers temps s'étant, en effet, manifesté sous forme démocratique, les exégètes les plus formalistes du Coran ne

purent que reconnaître que l'acceptation de cette forme de gouvernement ne constituait aucun accroc à la foi des disciples du Prophète. Mais, tandis qu'un tel changement de régime a généralement comme corollaire le départ de l'ancienne famille régnante, la situation créée sur ce point en Turquie est tout à fait particulière. En effet, la dynastie, impériale qui a présidé depuis près de 700 ans aux destinées de la race turque est restée la dynastie califale. Si bien que désormais la République turque va posséder dans son sein, comme Chef des Croyants, c'est-à-dire comme détenteur de l'une des plus grandes puissances morales du monde, le prince même qui aurait été sultan sans l'abrogation de la souveraineté individuelle. De ce fait, le dualisme des pouvoirs spirituel et temporel subsistant côte à côte va devenir des plus sensibles. Avec la République, la question du califat va se poser avec plus de force que jamais.

Les premières menées autour d'un retour de la monarchie ont d'ailleurs rendu des plus ombrageux les dirigeants kémalistes. La crainte surtout de voir la dynastie d'Osman, habituée depuis des siècles aux avantages du pouvoir temporel, se servir du califat comme tremplin pour rentrer en possession de ses anciennes prérogatives terrestres, le souci en un mot du retour éventuel du sultanat, va provoquer dès lors, à Angora, de nombreuses réactions. Une visite faite au calife par certains chefs politiques et militaires comme Reouf et Kiazim Kara Bekir fait naître aussitôt, par exemple, des soupçons de manœuvres d'organisations occultes, de conspirations contre la République. violemment pris à partie par la grande Assemblée, Reouf bey doit se justifier et faire publiquement une profession de foi républicaine, tandis que le président du Conseil des ministres, Ismet pacha, déclare sans ambages devant les représentants de la nation : « Tout calife qui interviendra dans les destinées du pays sera écrasé. »

Dès ce moment, Angora paraît redouter plus que jamais que le prestige et la puissance du Chef des Croyants.

ne mettent la République en péril. Et bien que la personne même d'Abd-ul-Medjid, en raison même de la dignité de sa vie et de son patriotisme soit hors de cause, diverses mesures, dictées nettement par la volonté de ne pas donner au calife une importance qui faciliterait son retour au trône, sont prises par les dirigeants kémalistes. C'est ainsi qu'un beau matin des ordres d'Angora viennent bannir toute solennité dans la cérémonie du selamlik. Le défilé pittoresque du calife, monté sur son cheval blanc et suivi de son escorte de lanciers, est supprimé. Le palais doit même remiser le grand caïque doré qui emmenait parfois le commandeur des Croyants jusqu'aux mosquées des rives du Bosphore. Désormais Abd-ul-Medjid se voit forcé, pour se rendre à la grande prière du vendredi, d'utiliser une démocratique voiture à la daumont. La cérémonie du selamlik est désormais réduite à sa plus simple expression.

Bref, la République interdit d'abord au calife toutes ces somptuosités auxquelles l'Orient demeure si sensible; elle diminue l'éclat de l'institution califale et, peu à peu, en sape de la sorte l'autorité et le crédit. Puis, toujours dans la crainte d'un retour au sultanat, elle prend encore une série de précautions extraordinaires. C'est ainsi que la grande Assemblée se prononce en faveur d'un projet de loi stipulant qu'aucun membre de la dynastie ne pourra désormais servir dans l'armée. Et lors de l'élaboration du budget, l'apanage des princes est diminué de façon sensible et la liste civile califale est réduite de cent mille livres.

Cependant, l'opposition conservatrice et religieuse, appuyée par tous les groupes qui recherchent dans ces faits l'occasion d'une manœuvre politique, critique avec force l'attitude du gouvernement républicain. Elle estime que la puissance califale étant turque confère, de ce seul fait, au pays, un ascendant immense sur les autres peuples musulmans. Cette autorité spirituelle suprême, qui est entre les mains de la nation, fait de la Turquie le champion de l'Islam et lui donne, sans effort aucun de sa part, tous les

éléments d'une grande politique. C'est pourquoi, au lieu de diminuer le prestige, l'autorité et le crédit du califat, la République devrait non seulement respecter la puissance spirituelle du Chef des Croyants, mais l'entourer de toute la pompe qu'elle mérite. D'ailleurs, l'attitude d'Angora ne va-t-elle pas blesser les sentiments de millions de musulmans qui, dans le monde entier, éprouvent encore à l'égard du califat, la plus profonde vénération? D'autre part, c'est la grande Assemblée elle-même qui a maintenu comme dynastie religieuse la famille d'Osman; c'est elle qui a désigné par élection le Chef des Croyants. La République se doit donc d'éviter toute attaque à l'égard des descendants des fondateurs de l'Etat turc. Agir autrement, pourrait susciter le danger de voir le califat échapper au pays et, pis encore, de le voir tomber entre des mains ennemies qui pourraient retourner contre la Turquie elle-même la force qu'il représente. Ainsi raisonnent les conservateurs et adversaires de Mustapha Kemal.

Telle est la situation, lorsqu'au milieu de décembre 1923, trois journaux de Constantinople, le *Tanine*, le *Tevhid* et l'*Ikdam* publient un message adressé au premier ministre Ismet pacha par deux dignitaires du monde religieux mahométan, hindou et arabe, Agha khan et l'émir Ali. Ce document-manifeste expose d'abord que, depuis la séparation du califat et du sultanat, le Chef des Croyants et les membres de sa maison appartiennent davantage qu'autrefois à tous les musulmans. Il déclare ensuite que la diminution de l'autorité et de la dignité califale ne peut que relâcher les liens qui unissent les disciples du Prophète et atteindre la force morale de leur grande famille. Une telle restriction est des plus fâcheuses pour la religion et constitue un coup direct contre la grande communauté musulmane. C'est pourquoi l'institution qui préside aux destinées de l'Islam doit être maintenue de façon intégrale et conformément au Chéri. La loi religieuse musulmane veut d'ailleurs que le califat dispose de toute la puissance né-

cessaire pour défendre et propager la foi. L'exclusion du calife de toute organisation politique de la Turquie en le considérant comme un facteur purement religieux, aurait, en outre, pour résultat de disperser l'Islam et de lui faire perdre effectivement la force morale dont il jouit dans l'univers. Et c'est pourquoi le message conclut par la demande adressée aux dirigeants turcs et à l'Assemblée nationale de « placer le califat dans une situation susceptible de lui assurer la confiance et le respect de toutes les nations musulmanes, c'est-à-dire de lui accorder le *pouvoir* et l'honneur qui lui conviennent. »

A peine ce message est-il publié que Mustapha Kemal fait réunir d'urgence, en huis clos, la grande Assemblée. Prenant alors aussitôt la parole, Ismet pacha déclare d'abord que la lettre d'Agha khan est en contradiction avec la décision du 1^{er} novembre 1922 sur la séparation des pouvoirs, puisqu'elle soutient la thèse reconnaissant au calife une influence politique. Il fait ensuite savoir qu'avant même que cette lettre lui soit parvenue de Londres où elle a été mise à la poste, il a eu la surprise de la lire dans les organes de l'opposition de Constantinople. Cela ne signifie-t-il pas que les ennemis de la jeune République s'entendent pour exploiter le mécontentement créé dans les milieux conservateurs par certaines décisions de la grande Assemblée, en un mot pour comploter contre le nouveau régime et restaurer l'ancien avec le sultan-calife?

Le jour même la décision est prise d'envoyer à Constantinople un « tribunal d'indépendance ». Cette cour exceptionnelle de justice avait été créée en 1915, au début de l'invasion grecque en Anatolie. La Turquie nationaliste qui déjà tentait de s'affirmer était entourée d'ennemis. A côté des Grecs, dont les troupes avaient déjà atteint Afion Kara Hissar, se trouvaient nombre de traîtres et d'espions gagnés par les intrigues étrangères ainsi qu'une foule de déserteurs et de réfractaires. La nécessité d'agir inexorablement s'imposait. La nation était en danger. Les tribunaux d'indépendance com-

posés de trois députés, appuyés par une forte garde armée et pouvant se déplacer pour les besoins de la cause, eurent alors le droit de condamner de suite et sans recours toute personne, même la plus haut placée. C'est donc à l'une de ces cours d'exception que la République, pour sa défense, ordonne de se transporter sur les bords du Bosphore. Aussitôt arrêtés, les directeurs des trois journaux en cause Hussein Djahid bey, Ahmed Djevdet bey et Velid bey, les deux premiers unionistes, le troisième de l'opposition conservatrice et religieuse sont traduits devant ce tribunal extraordinaire (1).

Cependant, dès le début, les trois journalistes se défendent avec habileté en protestant de leur patriotisme et de leur bonne foi. La lettre incriminée leur est d'ailleurs parvenue tout simplement par la poste et s'ils l'ont publiée c'est parce qu'ils ne pouvaient la négliger au point de vue professionnel et manquer ainsi une importante nouvelle. Quoi qu'il en soit, faute de preuves, le tribunal de l'indépendance prononça bientôt une sentence d'acquittement (2).

Cependant l'activité des juges députés n'en continua pas moins, prouvant bientôt que le message arabo-hindou avait servi avant tout de prétexte pour le déclenchement de l'ap-

(1) Ce procès auquel j'ai personnellement assisté se déroula au palais de Findikli, dans la salle de l'ancien parlement ottoman. L'un des inculpés, Hussein Djahid bey, présidait autrefois, dans cette même enceinte la **Chambre des députés**.

(2) Aucun des journalistes incriminés ne se posa d'ailleurs au cours du procès en adversaire des principes républicains. Dès la première audience, Hussein Djahid bey, le directeur du *Tanine* se donna comme « radical, laïque et républicain » et sut revendiquer pleinement ses responsabilités. Le plus menacé, le directeur du *Tevhid*, Velid bey, dut avant tout sa libération à l'activité patriotique qu'il déploya lorsque, les alliés occupant Constantinople, il devint le chef de l'une de ces associations secrètes dont le but était de ravitailler en munitions l'armée nationaliste.

L'une des curiosités de ce procès fut l'impossibilité presque complète des témoins et des prévenus de donner des renseignements exacts et précis sur la personnalité d'Agha Khan, l'auteur du message incriminé. Tout au plus les débats ont-ils laissé entrevoir que cet Hindou qui rendit cependant les plus grands services à la cause turque tant pendant l'armistice que pendant la Conférence de Lausanne, n'était point un musulman orthodoxe, mais appartient à la secte des *Ismailiens*, assez répandue en Perse, à Zanzibar et

pareil judiciaire. La base de la procédure ne cesse, en effet, de s'accroître et le tribunal intervient à l'égard de tout ce qu'il estime constituer des menées contre le régime. C'est ainsi qu'à la cause des journalistes turcs vient bientôt s'en ajouter une seconde : celle de Loutfy Fikry bey, chef du barreau de Constantinople, accusé d'avoir publié dans le *Tanine* une lettre ouverte au calife pour le conjurer « de ne pas résigner ses hautes fonctions », comme le bruit vient justement de se répandre dans la presse. Interrogé par le tribunal, Loutfy Fikry bey déclare qu'il n'a été inspiré à cet égard que par le souci des dangers qu'auraient courus la dynastie d'Osman et la Turquie elle-même en cas de l'abandon par Abd-ul-Medjid de sa fonction de Commandeur des Croyants. Le procureur stigmatise là-dessus les « ton de servitude » dont a usé le chef du barreau à l'égard du calife, ce ton « employé jadis lorsqu'on s'adressait au sultan ». Il lui reproche enfin la phrase suivante : « Les circonstances ont évolué d'une telle manière que votre Majesté peut, par une décision, donner aujourd'hui tel ou tel cours à l'histoire de la Turquie et de l'Islam. » « Quel cours ? » interroge le procureur. « Loutfy Fikry bey ne sait-il donc pas que le calife est, en vertu de la loi, le chef d'une institution religieuse et que seule la grande Assemblée est dépositaire du droit de donner n'importe quelle direction à la nation ? Ignore-t-il encore qu'un calife qui oserait intervenir dans n'importe quelle affaire, en dehors

même dans quelques villages en Syrie. Relevons cependant ce détail curieux que dans son livre, « *Enquête aux pays du Levant* », Maurice Barrès a levé quelque peu le voile que recouvre cette physionomie mystérieuse et énigmatique au premier abord. Dans une conversation que notre grand Lorrain eût dans le Liban avec l'un des notables de cette secte, ce dernier après avoir exposé les principes essentiels de la doctrine ismaïlienne dont l'un des credo est de considérer comme la véritable incarnation d'Allah un certain Mohamed schah, montra à notre voyageur le portrait du « dieu »..., Stupéfaction de Maurice Barrès de reconnaître en ce Mohamed schah l'une de ses connaissances de Paris, Agha Khan, grand habitué du Ritz et de Deauville !

Voir d'autres détails sur la personnalité d'Agha Khan dans le *Mercure de France* I IV-24.

de ses attributions religieuses, serait complètement anéanti? » Et pour sa lettre ouverte Loutfy Fikry bey est condamné à cinq ans de travaux forcés. Pendant ce temps pour « agissements visant la question du califat et la sécurité du nouveau régime », les arrestations se poursuivent dans toutes les classes de la société. Un aide de camp du calife Ekrem bey, un ancien vali d'Angora, le chef de la corporation des bateliers de Constantinople et même quelques hodjas accusés de se livrer à Stamboul à des sermons réactionnaires, sont tour à tour incarcérés.

A la même époque cependant — nous sommes en février 1924 — les allées et venues des dirigeants de la République laissent clairement entendre que la Turquie est à la veille d'un grand événement. A l'occasion d'exercices militaires aux environs de Smyrne, le président du Conseil Ismet pacha, le ministre de la guerre Kiazim pacha, le chef de l'Etat-Majour Fevzi pacha et les commandants d'armée se sont rendus auprès du président de la République qui dirige les manœuvres. Et c'est alors que Mustapha Kemal, après avoir déclaré que l'existence d'un pouvoir religieux entre les mains de la famille d'Osman reste pour la jeune République, un danger permanent, n'hésite pas à proposer ouvertement l'abolition du califat. La mesure est aussitôt approuvée et dès le 27 février, à la Chambre, à l'occasion de la discussion du budget, l'offensive éclate en faveur d'une politique de sécularisation plus active et plus audacieuse.

Un député de Smyrne, Chukry bey s'éleva d'abord contre les termes « sa Majesté le calife » et « honorables membres » de la dynastie, dont s'était servie la commission financière au sujet des allocations concernant l'ancienne famille impériale. Il déclara que la République ne pouvait reconnaître que des citoyens égaux en droit, sans aucun privilège de famille et de caste. Ce discours prononcé avec fougue détermina dans la Chambre l'un de ces courants de fièvre et de passion tels qu'on les remarque dans toutes les

assemblées révolutionnaires et dont la Convention a donné les plus classiques exemples. Le procureur général auprès du tribunal d'indépendance, Vassif bey, poursuivit les feux en ajoutant que les princes de l'ancienne dynastie s'apprêtaient à susciter des embarras à la République et cette affirmation parut achever de convaincre les plus indécis. Dès lors, le caractère radical des discours ne cessa de s'accroître et finalement les paroles décisives furent prononcées : plus de dynastie, plus de calife !

Dès ce moment aucune opposition sérieuse n'ose se manifester. Quelques hodjas et députés conservateurs s'empres- sent cependant de donner leur démission de membres du parti du peuple. Les principaux adversaires des nouvelles ré- formes, comme Reouf bey, quittent Angora, après avoir de- mandé un congé. Quelques députés enfin, cherchant à s'adapter au nouvel idéal politique et nationaliste sans trop sacrifier les dogmes de la religion, tentent auprès de Mus- tapha Kemal des démarches pressantes afin qu'il assume lui- même la fonction de commandeur des Croyants. Ils lui re- présentent que le calife est éligible d'après la pure ortho- doxie musulmane et lui demandent d'en revêtir la charge au nom de la nation. Mais le héros de l'indépendance turque qu'anime avant tout la volonté froide, précise de faire péné- trer son pays dans la civilisation occidentale, rejette froide- ment cette proposition. Le premier mars d'ailleurs, Musta- pha Kemal lui-même est à la tribune de la Chambre et dans un bref discours il propose en même temps que toute une série de réformes de laïcisation (suppression des écoles et tribunaux religieux, refonte des codes, abrogation de l'*ev- kaf*, etc.), l'abolition du califat et l'expulsion des princes du sang. Dès ce moment, il est évident que la loi va passer sans difficulté à la grande Assemblée. La population apprend d'ailleurs la nouvelle dans le plus grand calme. Toutefois, pour parer à toute éventualité, des tribunaux d'indépen- dance semblables à celui qui fonctionne encore à Constanti- nople et pouvant appliquer sommairement la peine capitale

sont dirigés dans tous les principaux centres du pays. Le 4 mars, la loi abolissant le califat, destituant Abd-ul-Medjid et l'exilant de Turquie avec tous les membres de la maison d'Osmán, est votée sans opposition par l'Assemblée nationale.

Une question se pose cependant. N'y avait-il pas pour la république turque un intérêt supérieur à conserver le califat? On peut soutenir en effet que la puissance spirituelle qu'il représentait, l'ascendant qu'il exerçait sur les autres peuples musulmans augmentaient le prestige du pays qui le possédait, consolidant sa force en lui fournissant tous les éléments d'une grande politique. Les dirigeants d'Angora étaient cependant d'un tout autre avis. A leur point de vue, le califat non seulement n'avait pu empêcher la ruine du peuple turc, mais l'avait précipitée. Ils estimaient qu'il n'avait nullement réussi dans la mission qu'il s'était donnée, celle de grouper et de mettre d'accord les musulmans et que toutes les tentatives qu'il avait faites dans ce sens n'avaient réussi qu'à affaiblir la Turquie qui seule en avait payé les frais. Par le califat, elle avait été détournée pendant des générations de l'idée nationale qui devait finalement la sauver; la politique panislamique qu'il soutenait avait étouffé jusqu'à ce jour dans l'âme turque la notion de patrie et le sentiment de la race. Sous le couvert de son autorité spirituelle de nombreux aventuriers musulmans, Albaniens, Bosniaques, Circassiens, Arabes étaient venus en Turquie s'interposer entre le chef de l'Etat et les enfants du pays. Ce même califat n'avait d'ailleurs nullement réussi pendant le conflit mondial à empêcher que les Hindous et Arabes combattissent contre les armées de celui qui, cependant, avait déclaré la guerre-sainte; et d'autre part dans la lutte de l'indépendance, les armées kémalistes ne lui devaient aucun de leurs succès.

Bref, cette institution, méconnue en outre par nombre de musulmans comme ceux du Maroc, d'Afghanistan, de Perse, n'avait point empêché les puissances européennes de faire

ce qu'elles voulaient; elle n'avait été d'aucune utilité aux peuples de l'Islam qui la considéraient comme leur autorité spirituelle; elle n'avait pas aidé à sauver l'Inde, la Mésopotamie, l'Irak, etc. Quoi qu'il en soit, par l'abolition du califat, les dirigeants d'Angora, tout en supprimant ce qu'ils considéraient comme une menace pour la République, repoussaient en même temps, de façon définitive, cette conception religieuse qui, peu à peu, avait fait de la Turquie la seule protectrice de l'Islam. Ils ne voulaient plus désormais que leur nation se battît pour d'autres peuples n'ayant avec elle aucune affinité de race et de sentiment. Ils ne voulaient plus que la Turquie employât encore une politique religieuse qui s'était toujours retournée contre elle (1). Le califat n'ayant été d'aucune utilité au peuple turc dans le passé et ne pouvant lui rapporter aucun bénéfice à l'avenir, ils l'abandonnaient en toute quiétude.

Le 4 mars, à dix heures du soir, le jour même du vote de la loi abrogeant le califat, l'ordre parvient d'Angora à Constantinople d'appliquer immédiatement les mesures prévues depuis quelques jours dans tous leurs détails et concernant la déchéance et l'expulsion du malheureux souverain. Depuis la veille déjà, un cordon d'agents de police entoure du côté de terre comme du côté du Bosphore le palais de Dolma-Bagtché. Il est immédiatement renforcé de soldats du troisième corps d'armée, tandis que le vali de Constantinople, accompagné du directeur de la police et d'autres fonctionnaires, franchissent la grande porte du palais pour accomplir leur délicate mission. L'obscurité, la tranquillité la plus absolue règnent à cette heure à Dolma-

(1) Dans un discours prononcé en octobre 1927, à Angora, devant la Chambre, Mustapha Kemal a repris la même idée sous la forme suivante:

« Je dois déclarer ici ouvertement et catégoriquement, s'écria-t-il, que tous ceux qui à travers l'Islam, continuent à s'occuper du fantôme du califat et à s'agiter en son nom, sont simplement les ennemis du monde musulman et en particulier de la Turquie. L'espoir de pouvoir participer à une pareille jonglerie ne peut être le fait que d'ignorants ou d'aveugles. »

Bagtché; fatigué par les émotions des journées précédentes, le personnel repose et le calife lui-même, retiré dans ses appartements, est déjà profondément endormi. Un aide de camp de service mis au courant de la situation s'empresse cependant de le réveiller pour le prier de recevoir immédiatement les représentants du gouvernement de la République. Une demi-heure plus tard, toujours distingué et impeccable, un complet noir faisant ressortir très fortement la pâleur de ses traits fatigués, Abd-ul-Medjid se trouve en présence du chef de la police. La scène historique se déroule dans la bibliothèque du palais. De suite, le représentant d'Angora donne connaissance au monarque du décret de sa destitution et l'invite à faire immédiatement les préparatifs nécessaires, le départ pour la Suisse — destination choisie par le gouvernement — étant fixé à l'aube, à cinq heures du matin (1). Abd-ul-Medjid reçut la nouvelle comme un coup direct au cœur et dans son premier désarroi il s'efforce de retarder l'exécution de la sentence qui le frappe. Il demande un petit délai de deux jours, plaide que ses affaires ne sont point en ordre et sollicite même de télégraphier à Angora... Le chef de la police demeurant imperturbable, le calife tente alors de fléchir le vali qu'il fait mander et l'entretien prend bientôt une tournure dramatique. Dès l'abord, le vali répète les ordres reçus d'Angora tandis que Abd-ul-Medjid qui ne semble que peu à peu réaliser le coup terrible du destin qui le frappe, ému jusqu'à trembler, pris de vertige doit pour ne pas choir

(1) Qu'on me permette ici un souvenir personnel. Peu de semaines auparavant, au cours d'une entrevue qu'il avait daigné m'accorder, Abd-ul Medjid m'exposa plaisamment comment les circonstances de sa vie ne lui avaient jamais permis de s'éloigner un seul instant des rives du Bosphore. Sous Abd-ul Hamid en effet, il dut vivre à l'écart dans la plus complète réserve; la révolution, les guerres l'avaient ensuite obligé de rester confiné dans son palais. « J'aurais pourtant tant aimé voyager, ajoutait-il. Tout enfant, j'avais déjà le désir de me rendre en Europe et si un jour je pouvais y aller je vous assure que j'en éprouverais une joie inoubliable... ». Ce voyage, le premier de sa vie, Abd-ul Medjid l'effectua enfin, non comme il l'avait rêvé, mais dans l'infortune de la déchéance et la tristesse de l'exil.

s'appuyer à sa table de travail... Minute de faiblesse vite passée. Déjà il se ressaisit et désignant un guéridon chargé de journaux turcs et étrangers il s'écrie : « Lisez, vali... Lisez ces feuilles qui toutes témoignent en ma faveur ». Et s'animant de plus en plus : « Oui... J'ai servi la nation... Je ne suis pas un traître et dussé-je en mourir... Je ne partirai pas d'ici. » Sans s'émouvoir, le vali répond qu'il ne peut perdre son temps à feuilleter les journaux, d'autant plus que les ordres reçus pour le départ à l'aube sont formels et que les minutes passent. Il invite donc le malheureux commandeur des Croyants à commencer de suite les préparatifs et quitte la salle. Cependant ce sursaut instinctif de résistance d'Abd-ul-Medjid n'est pas de longue durée. Une heure plus tard, le vali est appelé de nouveau près du calife qu'il trouve cette fois-ci calme, résigné, disant se soumettre au destin et s'incliner devant la volonté de la nation. « J'ai toujours servi et respecté la religion et la patrie » affirme-t-il. « Toutes mes pensées ont pour objet le bonheur et le salut de la nation. Je resterai toujours dans ces dispositions. Vivant, je prierai pour elle; après ma mort, mes ossements s'acquitteront de ce devoir. » Puis, par bonté naturelle, il exprime le désir que les femmes âgées du Sérail dont quelques-unes sont malades reçoivent quelque assistance après son départ. Le vali lui ayant ensuite remis 15 mille livres turques pour les frais de voyage et de premier séjour en Suisse, il demande que ces valeurs soient converties en sterling. Pendant ces discussions, les serviteurs non sans quelque incohérence emplissent malles et valises, tandis que les sultanes étreignent précieusement leurs coffrets à bijoux qui demain constitueront peut-être leur seule fortune. Toute liberté est d'ailleurs laissée aux partants d'emporter sans réserve aucune tous leurs effets personnels; seuls les meubles, vaisselles, argenterie retournent à la nation. A l'aube, le calife fait pieusement son *namaz* du matin. Puis le bruit des autos venant se ranger en ligne devant le perron vient indiquer l'heure du départ. Tous les membres de la maison civile, domestiques,

eunuques, se réunissent alors les larmes aux yeux dans la grande salle; quelques serviteurs manifestent même le plus profond désespoir. D'une voix que l'émotion étrangle le calife leur fait ses adieux. Puis franchissant la porte du palais, devant le spectacle fécrique de la mer dorée par l'aurore, une crise de larmes l'envahit, remuant tous les assistants. Il se remet toutefois rapidement et comme les trou-pes lui présentent les armes il s'écrie en s'adressant aux soldats: « *Allah! Simarladik asker!* » Je vous recommande à Dieu!

Le convoi qui comprend une dizaine d'automobiles longe d'abord l'avenue de Tophané, franchit le grand pont de la Corne d'Or, traverse Stamboul qui s'éveille à peine et quitte les murailles à Yédi-Koulé. Curieuse coïncidence: c'est un mardi que le premier calife ayant régné sur Constantinople, Mahomed II, fit son entrée dans la ville conquise; et c'est un mardi également que le dernier calife turc, Abd-ul-Medjid quitte définitivement l'ancienne capitale de l'empire. Dès le village de San Stéphano, c'est une lutte incessante entre les autos et la boue, les flaques d'eau et les chemins défoncés. La première voiture où se trouvent le calife, la première sultane et leurs deux enfants s'enlise même quelques instants près de la mer. Abd-ul-Medjid en profite pour faire quelques pas le long du rivage tandis que, avec la belle insouciance de son âge, la fillette fait voler des cailloux sur la surface de l'eau. Plus loin, dans les plaines de Thrace, la sultane eut une défaillance; il fallut s'arrêter pour la rappeler à elle et d'autres fois encore pour réparer les moteurs. A midi néanmoins le convoi stoppe sans autre incident devant les bâtiments de la gare de Tchataldja. Le souverain déchu est conduit avec sa famille dans le modeste logement du chef de la station. Les fonctionnaires qui leur sont attachés jusqu'à la frontière demandent alors aux voyageurs s'ils ne désirent pas manger. Abd-ul-Medjid prie qu'on lui apporte un peu de yoghourt... mais dans ce pauvre village de Tchataldja, non seulement il ne se trouve à cette saison aucun lait

caillé, mais même les aliments indispensables sont rares. Des agents sont lancés dans les fermes avoisinantes et rapportent qui des œufs, qui du fromage, qui du pain; et chacun doit se contenter de ce maigre repas. L'après-midi est consacré au repos; le calife qui n'a pas dormi depuis la veille, arrange lui-même son lit — celui du chef de gare — après en avoir baissé les rideaux pour ne pas être incommodé par le jour. Le soir, nouvelle collation frugale; puis attente interminable de l'express tandis que, disséminés tout autour de la gare et dans les lieux avoisinants, soldats et agents de police empêchent l'approche des curieux. Dès que le train est annoncé, les voyageurs se groupent sur le quai et le départ s'effectue sans incident. A une heure du matin, le train s'ébranle emportant à l'étranger le dernier calife de la dynastie ottomane.

En prononçant la déchéance d'Abd-ul-Medjid et en l'expulsant du sol de la Turquie la République ne considéra point Abd-ul-Medjid comme coupable d'avoir agi contre les intérêts de son pays comme l'ancien sultan Vahideddine. On savait en effet qu'il n'avait jamais partagé le point de vue de ceux, trop nombreux, qui, dans la famille impériale, avaient considéré le mouvement nationaliste comme fâcheux pour le peuple turc. Son attitude, toute de correction et de dignité, l'avait d'ailleurs désigné d'elle-même, comme calife, au choix de la grande Assemblée. Abd-ul Medjid ne tomba donc nullement victime de ses erreurs et de ses fautes. Seule la volonté du régime kémaliste décidé à laïciser la jeune République, en même temps que de supprimer à jamais en Turquie un pouvoir spirituel pouvait faciliter le retour du sultanat et à mettre fin aux agissements qui s'organisaient autour de la dignité califale, tant à l'étranger que dans le pays, l'obligea à prendre le chemin de l'exil.

CHAPITRE III

INSURRECTION KURDE

ADIEU A L'ORIENT ! — ABOLITION DES ECOLES ET TRIBUNAUX RELIGIEUX. — SUPPRESSION DE L'EVKAF ET DU COMMISSARIAT DU CHÉRI. — FIN DU MOYEN-AGE ISLAMIQUE. — LE KURDISTAN. — SA STRUCTURE SOCIALE. — KURDES ET ARMÉNIENS : FRÈRES ENNEMIS. — LES CAUSES DE LA RÉVOLTE. — LE CHEIK SAÏD. — LE COMBAT DE DIARBÉKIR. — LA DÉFAITE DES SAÏDISTES. — L'ÉPILOGUE DE L'INSURRECTION. — LE RYTHME DE L'HISTOIRE.

L'abolition du califat vient de mettre un terme à la lutte intense au sein de la grande Assemblée, entre deux courants, l'un conservateur, religieux, traditionaliste et l'autre radical, libre penseur et même jacobin, celui-ci finissant par triompher. Jusqu'à ce jour, en effet, parmi les députés turcs, les uns continuaient à voir le monde sous un angle de vision complètement religieuse, tandis que les autres se prononçaient fermement pour interdire à toute mystique, quelle qu'elle fût, de s'ingérer dans les affaires publiques. De la sorte, un dualisme de plus en plus nuisible à la bonne marche des affaires de l'Etat se manifestait avec âpreté au sein même de la Chambre. Les commissions avaient tantôt une majorité qui se laissait guider par le Chéri (loi musulmane), tantôt une autre s'inspirant des idées laïques. Les unes, prenant comme ligne de conduite le Coran et la foi, rédigeaient des brochures religieuses plutôt que des rapports, tandis que d'autres, au nom de la déesse Raison se basaient uniquement sur le droit et les codes francs. Les unes penchaient en somme vers l'Orient, les

autres vers l'Occident et la confusion la plus grave menaçait de sortir de cette dualité.

Le conflit existait de la sorte au sein même de l'Assemblée entre deux politiques, deux philosophies, deux civilisations, et prolonger plus longtemps l'hésitation entre les deux systèmes eût constitué un véritable danger pour la stabilité du pays. L'Etat turc, arraché en partie aux liens qui le retenaient au passé, mais sans avoir pris pied solidement sur le terrain du modernisme, se trouvait en somme placé devant l'alternative suivante : ou revenir en arrière et se reconsolider sur les bases de l'idée religieuse ou bien s'adapter définitivement aux conceptions du vingtième siècle. Il ne pouvait user à moitié des formules de l'Orient, à moitié de celles de l'Occident. Le système hybride qui laissait fonctionner côte à côte et simultanément un pouvoir spirituel et un pouvoir temporel, une justice religieuse et une justice civile, des tribunaux du Chéri et des tribunaux réguliers, des écoles d'Etat et des écoles de mosquées, ce mélange confus d'idées incompatibles, les unes républicaines, les autres théocratiques, ne pouvait durer plus longtemps.

Cependant avec la décision d'un Pierre-le-Grand, Mustapha Kemal met fin à cette lutte dont dépendait l'orientation politique et morale définitive de la Turquie. En quelques jours, c'est non seulement l'abolition du califat, comme nous l'avons vu, mais la suppression des écoles coraniques attachées aux mosquées (médrassés), du commissariat du Chéri et de l'administration religieuse de l'*Evkaf*. De la sorte, l'opération que, depuis l'aube du XIX^e siècle, l'Europe n'avait cessé de suggérer au gouvernement ottoman, est accomplie en un tournemain. En moins d'une semaine, la République a réalisé plus de réformes que la vieille Turquie en plusieurs siècles. Se débarrassant d'un geste brusque des dernières entraves théocratiques, elle s'est élancée sans frein dans le sillon des idées européennes. Et c'est l'écroulement complet d'institutions que tous les penseurs et écrivains occi-

dentaires dénonçaient jusqu'à hier comme immuables et figées. Dès cette heure, tous les livres de la veille dénonçant le Turc comme incapable de changement et d'efforts sont périmés. Sous l'impulsion de son guide, la République turque vient en somme de couper le cordon ombilical qui la reliait aux traditions asiatiques. Elle vient d'adopter en bloc tous les principes de la civilisation occidentale : sa mentalité, son idéal. Elle vient de dire définitivement : adieu à l'Orient.

La formule est exacte. La conception d'une République turque, laïque et sécularisée jusque dans ses fondements, va détacher désormais ce peuple de l'ambiance dans laquelle il a vécu jusqu'à ce jour et le situer dans l'atmosphère des nations occidentales. La réforme des écoles va mettre fin par exemple à un état de choses que l'opinion publique elle-même dénonçait depuis longtemps comme intolérable. Car, tandis que les lycées et l'université de Stamboul offraient déjà à leurs élèves une instruction basée sur les méthodes et les connaissances modernes, dans les « médressés », par contre, la physique n'était pas encore enseignée et les autres sciences n'étaient envisagées que d'après les systèmes incomplets légués par l'antiquité. Si bien que la jeunesse turque finissait par être partagée en deux groupes étrangers l'un à l'autre, leur mentalité étant complètement différente. Cette situation va donc prendre fin puisque tous ces médressés où imams, hodjas, muezzins recevaient dès l'âge de dix ans une instruction purement religieuse, seront abolis ou du moins englobés dans le cadre des écoles laïques. Quant à la suppression du commissariat du Chéri qui avait été créé pour remplacer l'ancien cheik-ul-islam, cette mesure a une portée d'autant plus considérable qu'elle comprend en même temps l'abolition des tribunaux religieux qui, basant leurs sentences sur les préceptes de la loi islamique, n'admettaient pas le témoignage des chrétiens et furent, très certainement, jadis, la cause première des capitulations. Cette abrogation comporte en outre comme corollaire l'incorporation dans le code civil du statut matrimonial

qui, jusqu'ici, dépendait de la seule loi religieuse. L'abrogation de l'administration religieuse de l'*Evkaf* qui gérât les propriétés tombées en déshérence ou celles léguées aux mosquées, aux hôpitaux, etc., et la mainmise de l'Etat sur tous ces biens constitue enfin une réforme de haute importance, « une véritable opération chirurgicale dans le corps de la Turquie » comme le déclara l'un des orateurs de la Chambre. « Adieu à l'Orient! » Oui, ces mots symbolisent fort bien la révolution qui vient d'éclater dans le cadre des institutions turques. Car ils ne signifient rien d'autre que l'abandon définitif du régime théocratique oriental dans lequel l'Eglise musulmane se confondait avec l'Etat, pour adopter le régime laïque et civil des nations modernes. Ils signifient l'appel à la raison pure que pour la première fois dans ce pays, ainsi que s'exprima le ministre de la justice à Angora, l'on veut « asseoir au-dessus de la coutume et de la routine ». Ils signifient la fin du moyen âge musulman, l'évanouissement du rêve panislamique d'impérialisme religieux. C'est pourquoi il n'est nullement exagéré de conclure que la République Turque, par ces réformes de mars 1924, a certainement accompli le plus grand effort de libération morale et intellectuelle qu'aient fait les musulmans de nos jours.

Cependant, tandis que la Turquie nouvelle s'inspire ainsi des méthodes et de l'esprit de la civilisation européenne, le vieil Islam, déjà vaincu cependant à Constantinople et à Angora, va tenter quelques mois plus tard, dans le Kurdistan, de s'insurger contre la République, système occidental qui ne lui dit rien de bon et qu'il juge contraire à la religion.

Dans le complexe géographique de l'Asie Mineure, le Kurdistan turc constitue un massif montagneux, coupé de profondes vallées et s'étendant de l'ouest à l'est entre la steppe anatolienne et la frontière persane, et du nord au sud entre la chaîne pontique et la Mésopotamie. Cette contrée

est certainement l'une des moins bien connues du monde entier. Quelques rares voyageurs en ont décrit les particularités de surface; mais aucun n'a réuni sur elle de documentation solide et abondante. Il ne convient pas d'ailleurs de s'en étonner. Les montagnards kurdes se muent le plus facilement du monde de pâtres en brigands. Nul plus qu'eux n'est prompt à organiser la razzia, à manier le poignard, à faire parler la poudre. L'étranger surtout est leur ennemi. L'allemand Schulz, le premier Européen qui tenta une exploration au cœur du pays, fut au milieu du siècle dernier assassiné à Djoulamark avec son escorte. Le français Henri Binder qui, en 1886, se rendit de Van à Mossoul, faillit subir le même sort, alors qu'il se trouvait en pleine montagne.

Les instincts pillards des Kurdes s'exercent également aux dépens de leurs voisins, Turcs, Arabes, Persans, sans parler des Arméniens dont ils furent les véritables exterminateurs. Primitifs, à demi-sauvages, ils sont le fléau des populations paisibles dont ils saccagent périodiquement les villages, en enlevant les femmes et le bétail. Et cependant, malgré leurs mœurs rudes et leur passion des armes, ils ne possèdent nullement de véritables qualités guerrières. Dans leurs montagnes mêmes, ils n'entreprennent leurs coups de main qu'avec la plus grande prudence, s'efforçant chaque fois d'être en nombre supérieur à l'adversaire éventuel et cédant toujours devant les gens décidés. « Bons soldats, écrit M. V. Guinet, mais leur bravoure n'est égale à celle des Turcs que par la force de l'exemple (1). » Un fait certain est que dans toute l'Asie Mineure ils jouissent de la plus détestable réputation.

Le nom de Kurde signifie « habitants des monts Karden », soit de la chaîne du Kurdistan, sur laquelle, au sommet de l'Ararat, la tradition chaldéenne, acceptée d'ail-

(1) *La Turquie d'Asie*. V. Guinet, ancien drogman à l'ambassade de France à Constantinople. Cet ouvrage, paru en 1892, est le seul qui contienne des statistiques descriptives et raisonnées du Kurdistan, du temps de l'empire.

leurs par le Coran, veut que l'arche de Noé se soit arrêtée. Les historiens grecs, Xénophon le premier qui dut les combattre lui-même au cours de la retraite des Dix-mille, les appelaient les Karduques. Une tradition constante les fait descendre des Mèdes. Mais il est presque impossible de reconnaître parmi eux les traces d'une seule et même origine. Par sa configuration mouvementée, par sa situation au milieu de cette Asie Mineure, qui n'a cessé au cours des âges d'être un véritable conservatoire des rites et des dogmes, le Kurdistan est devenu le refuge national de tous ceux qui cherchaient à échapper aux persécutions religieuses. Les Juifs y furent conduits en captivité et leurs descendants peuplent encore maint village de la région de Mossoul, l'ancienne Ninive. Les Manichéens y trouvèrent un abri. Les Nestoriens s'y transportèrent lors des querelles du monophysisme. De nos jours encore des sectes musulmanes comme les Kizilbaches, des païens comme les Yézidis, y vivent en communautés disséminées. Les Kurdes semblent bien être issus de tous ces éléments hétérogènes attirés par l'abri des monts escarpés. Les dernières recherches de l'anthropologie s'orientent cependant sur une voie différente. Dans un livre récent, *les Races et l'histoire* (1), M. Pittard, professeur à l'université de Genève, estime que les Kurdes et les Arméniens descendent les uns et les autres des antiques populations de la Chaldée et de l'Assyrie, et appartiennent au même groupe ethnique. Il aurait été conduit à cette hypothèse par la similitude de certains résultats de mensuration de tailles et de crânes, consignés en cours de route dans ses registres anthropologiques. Dans les deux populations, un fort contingent d'individus présentent les mêmes caractères physiques, la haute stature, la pigmentation foncée des yeux et des cheveux, le nez long, droit et aquilin. Et pour le savant genevois, l'identité de ces traits reste le signe révélateur d'un sang commun. Si cette découverte est exacte, elle ne rend que

(1) *Les Races et l'histoire*. La Renaissance du Livre, Paris, 1924.

plus troublante l'extermination de l'une de ses populations par l'autre. Kurdes et Arméniens auront été des frères ennemis. Mais n'est-ce pas au sein même des familles, entre les peuples les plus apparentés, que les conflits, lorsqu'ils éclatent, sont les plus atroces et les plus sanglants?

La structure sociale du Kurdistan n'est pas sans présenter des ressemblances avec celle de l'Albanie, avec une nuance plus prononcée toutefois de nomadisme et de féodalité. Le peuple se divise en tribus, *acharet*, tantôt fixées au sol, tantôt errantes. Les nomades, appelées *kotchères*, circulent le long des vallées entre Van et Mossoul. Les sédentaires, dites *yerlis*, vivent dans des huttes en terre battue, sans fenêtre ni cheminée, un simple trou dans le toit, servant à la fois de système d'aération et d'exutoire pour la fumée. A la tête de ces tribus souvent en querelles pour des questions de pâturages ou de vol de bestiaux, règnent de petits sultans, des cheiks, possédant sur leurs sujets une autorité presque absolue. Cette noblesse est héréditaire, particularité d'autant plus remarquable qu'aucune classe noble, au sens propre du terme, n'a jamais existé en Turquie. Ces cheiks habitent de solides châteaux-forts qui coiffent les sommets d'abruptes collines. L'un de ces burgs situé sur le Kharsan Dagh, aux environs de Mouch, a eu jadis son heure de notoriété. En 1838, pendant une révolte du pays, de nombreuses expéditions avaient été envoyées par les Turcs pour réduire cette forteresse. Mais seul Moltke, alors au service du sultan, réussit à s'en emparer après un siège en règle où il se vit obligé d'utiliser une pièce d'artillerie lourde, hissée à grand peine sur une crête voisine. Dans ces nids d'aigle en pierre de taille, nos hobereaux tiennent encore leur cour. Ils prélèvent leurs propres impôts, protègent leurs vassaux contre l'ingérence du pouvoir central, et s'efforcent par mille moyens de conserver leur prestige sur leur entourage. Leurs costumes sont des brocarts somptueux, leurs turbans énormes. Les pâtres les croient d'ailleurs en communication directe avec le Prophète. Eux-mêmes, pour mieux en imposer, se

complaissent dans des attitudes distantes et mystérieuses. Quelques-uns, comme les Touaregs du Sahara, se voilent le visage. D'autres permettent à peine à ceux qui les approchent de baiser le pan de leur manteau.

Cet état féodal ne comporte qu'une civilisation des plus rudimentaires. Aucune langue écrite, aucune école. Aucune route, aucun chemin de fer : des sentiers. Aucune industrie : le Kurde estime indigne de se plier au moindre métier (1). Comme système commercial : le troc. Pas de lois : des coutumes. Ajoutez à cela que la population, restée clairsemée sur de vastes étendues, n'a pas subi depuis plus de mille ans la moindre évolution sociale et culturelle. Et, bien entendu, cette absence de maturité morale et politique a rendu ce peuple fanatique ou du moins des plus fanatisables.

Situé à la périphérie de l'empire, éloigné de la capitale, favorisé par son particularisme et ses forteresses naturelles, le Kurdistan put demeurer sous tout le régime ottoman dans une quasi-indépendance. A plusieurs reprises même, au cours de l'histoire, les Kurdes se révoltèrent contre les sultans et ceux-ci durent organiser pour les soumettre de véritables expéditions. Devant le château kurde qu'il assiégeait en 1838, Molke pouvait écrire : « L'Empire ottoman embrasse de grands territoires où la Porte n'exerce aucune autorité et il est certain qu'il reste au sultan de grandes conquêtes à faire dans son propre état... »

Quoi qu'il en soit, au cours du xix^e siècle, chaque fois que l'empire traverse une période de difficultés, les Kurdes tentent de se libérer de son contrôle. Ils se soulèvent en 1834, après la campagne turco-russe de 1828-29, en 1880, après la guerre de libération de la Bulgarie. A cette dernière date, un certain cheik Obaidoullah tenta déjà d'organiser un Kurdistan indépendant, sous le protectorat turc. Fait curieux, la Sublime-Porte encouragea d'abord ce mouvement

(1) « C'est le chrétien des plaines et des villes, écrit, M. V. Guinet, qui lui tisse ses vêtements. »

qu'elle considérait comme une réponse au projet de création d'une Arménie indépendante, sous la souveraineté de la Russie. Ce fut le véritable début de la haine farouche qui allait dresser Kurdes et Arméniens les uns contre les autres. En effet, le mouvement national arménien et son encouragement par les tsars porta les derniers sultans à donner certains privilèges aux Kurdes, à les flatter, de façon à les utiliser pour contrecarrer la politique russe. En 1893, Abd-ul-Hamid va même jusqu'à lever dans le Kurdistan un corps de cavalerie régulière appelé *Hamidié*, d'après le nom du monarque. Quoi qu'il en soit, les Kurdes furent l'arme principale que l'empire employa pour trancher, comme l'on sait, la question arménienne.

Désireux d'éviter en outre toute friction avec ses sujets kurdes, dont il craignait les révoltes, Abd-ul-Hamid évita soigneusement de s'attaquer à leur régime féodal et s'empressa même de cajoler les cheiks, de combler de bienfaits les plus influents et de désigner nombre d'entre eux à des postes importants en Syrie et en Arabie. C'est pourquoi la révolution jeune turque de 1908 les trouva fidèles à la maison d'Osman. A tel point que le Kurdistan fut en état de rébellion latente contre le nouveau régime jusqu'en 1912. Pendant la guerre mondiale, la contrée fut occupée en partie par les Russes jusqu'à la révolution bolchevique, puis à partir de 1918 par les Anglais. La Grande-Bretagne pensa même pouvoir établir un protectorat sur toute cette région, en faisant admettre dans le traité de Sèvres la création d'un Kurdistan indépendant.

Néanmoins, au cours du conflit gréco-turc, les Kurdes servirent par contingents entiers, sous les ordres de Moustapha Kemal et d'Ismet pacha. La première Assemblée nationale comprenait plus d'un tiers de députés de même souche et ce chiffre mesure assez exactement la participation du Kurdistan dans la guerre d'indépendance. Le « soldat turc inconnu », qui repose à Doumlou Pounar où se déclencha en 1922 l'offensive victorieuse contre l'armée hellénique,

peut donc fort bien appartenir à la race kurde. C'est dire les attaches profondes entre les deux pays.

Au cours de l'année 1924, les rapports fraternels qui unissaient les Kurdes et les Turcs, depuis le début de la guerre mondiale, commencèrent toutefois à se tendre. En août, certaines tribus nestoriennes qui avaient pris les armes contre les Turcs pendant la guerre mondiale, puis s'étaient réfugiées en Mésopotamie sous la protection britannique, tentèrent de regagner leurs foyers situés justement dans la zone la plus contestée (contrée d'Hakkiari) et s'érigèrent en adversaires de la République d'Angora. Un vali fut même arrêté avec toute son escorte et le gouvernement turc n'hésita pas à envoyer des troupes pour réprimer ce mouvement. Or, il arriva que quelques officiers kurdes, faisant partie des contingents dirigés contre les Nestoriens, pactisèrent avec ceux-ci et réussirent à entraîner avec eux un certain nombre de soldats. Mais ces derniers revinrent quelques jours plus tard du côté turc, tandis que les officiers, restés seuls, passaient du côté britannique. Les autorités turques s'empresèrent de les déférer à une cour martiale. Parmi les coupables se trouvait un certain Ali Riza bey, frère de l'ancien député de Bitlis à la première Assemblée nationale, Yousouf Zia bey, qui, soupçonné de complicité dans cette affaire, fut jugé et condamné à six mois de prison. Pour la même raison, la prise de corps fut décrétée contre un officier des plus connus, le colonel Halid bey qui, arrêté, fut délivré des mains des gendarmes par quelques chefs de tribus. Ces personnes, formant de la sorte le premier noyau de la rébellion, se réfugièrent chez le cheik Saïd dont l'hostilité à l'égard d'Angora était depuis longtemps connue. Bref, tous ces agitateurs s'entendirent pour mettre sur pied, contre la République, une vaste conspiration prête à se dévoiler et à agir en temps opportun. Un petit incident, le 11 février, mit le feu aux poudres. Deux personnes de la suite de notre hobereau, ayant commis quelques délits, étaient menacées d'arrestation. Le

cheik refusa de les livrer à la police. Une bagarre éclata. Les gendarmes turcs furent blessés et leur commandant fait prisonnier. Ce fut le signal de l'insurrection. Les facteurs essentiels de cette dernière sont cependant autrement plus profonds et complexes.

Le centre du mouvement insurrectionnel s'étendait à tout le bassin de l'Euphrate oriental (ou Mourad Sou), en amont de la ville de Kharpout. Cette région, où se sont déroulés tous ces événements, est l'une des plus arriérées de Turquie, du fait même de son sol tourmenté que les géographes désignent encore sous le nom de Taurus arménien. Avant de se jeter dans l'Euphrate, de nombreux torrents, se frayant leur voie à travers des rochers abrupts, creusent la montagne de gorges étroites d'un accès des plus difficiles. Aucune localité d'importance. Mais des centaines de petits villages dont les principaux jouent le rôle de chef-lieu de caza ou de sandjak. Les communiqués officiels d'Angora les ont tous cités au fur et à mesure du développement de la révolte. Gendj d'abord, où le cheik Saïd leva officiellement l'étendard de l'insurrection, Varto, Tchabaktchour, Palou, Malazguerd, Piran, où se déroula la première bagarre, Lidjé, Jani, bourgades de quelques centaines de maisons chacune (1).

Le mouvement s'étendit en quelques jours dans toutes ces localités, tandis que le cheik Saïd s'empressait d'arrêter les fonctionnaires et d'en assassiner quelques-uns (2), ainsi que de détruire les communications télégraphiques. Pour cette raison, mal renseignés, les dirigeants d'Angora crurent d'abord à de simples actes de brigandage, si fréquents dans cette contrée, et se contentèrent d'envoyer deux détachements de gendarmerie. Le premier, dirigé sur Guendj, ne put franchir les défilés qui donnent accès à ce bourg; le second,

(1) M. V. Cuinet donne pour Guendj 50 habitations, pour Tchabaktchour 450, pour Varto 150, etc.

(2) Les rebelles massacrèrent le vali de Guendj, Ismaïl Hakky bey, deux commandants de gendarmerie et le gouverneur de Lidjé.

après avoir arrêté à Piran des révoltés, se rendit à Hani. Mais à peine s'y était-il installé que tout un contingent de Kurdes, en nombre supérieur, l'attaquaient soudainement. « Rendez-vous, au nom de Mahomet », clament les villageois qui se joignent aux assaillants, tandis que les gendarmes finalement dominés battent en retraite. Les insurgés augmentent de nombre et d'audace. A la fin d'avril ils sont déjà maîtres de toute la vallée de l'Euphrate oriental; après de violents engagements avec la garnison et les milices locales, ils s'emparent de Kharpout, d'Argana et même de Mamouret-El-Aziz, chef-lieu du vilayet (1). Et le gouvernement de la République comprend que ce vulgaire incident local n'est autre chose que le début d'une grave insurrection.

Les causes profondes qui déclenchèrent la révolte kurde sont d'ordre administratif et religieux. Le mouvement fut la résultante à la fois d'une réaction de la féodalité kurde contre l'Etat et du conflit entre la Turquie attachée aux vieilles traditions islamiques et la Turquie nouvelle, laïque et progressiste.

Les causes d'ordre administratif sont faciles à comprendre si l'on songe à l'effèt que devait produire la République, avec ses réformes à l'occidentale, dans ce Kurdistan féodal, pauvre, misérable et sans maturité politique. Cette contrée tout entière, avec ses cheiks dont la fonction est encore celle de nos chevaliers à l'époque des Croisades, avec le nomadisme de certaines de ses populations, avec ses mœurs patriarcales s'inspirant à la lettre des textes coraniques, n'était nullement prête à s'adapter du jour au lendemain, comme le reste de la Turquie, aux doctrines et au

(1) Aucune carte géographique ne désigne cette localité. Il s'agit d'une nouvelle ville que, peu à peu, les habitants de Kharpout ont construite dans la plaine non loin de cette dernière cité, qui est bâtie dans la montagne.

Argana est le centre des plus riches mines de cuivre d'Asie Mineure.

Signalons le fait que, lors de la prise de Mamouret-el-Aziz, les gendarmes qui composaient la suite du vali refusèrent de tirer sur les rebelles qui avaient placé le Coran à la pointe de leurs baïonnettes.

mécanisme d'une démocratie avancée. L'application des principes laïques, libéraux et individualistes du régime républicain heurtaient de front tout le système social millénaire du pays. Les nouveaux codes d'Angora obligeaient pour la première fois les Kurdes à se soumettre à l'autorité des lois d'un pays moderne; ils forçaient des nomades à se plier aux habitudes d'une vie régulière, à se soumettre à des obligations qu'ils n'avaient jamais connues; ils imposaient à un pays de vendetta la procédure pénale moderne et la loi sur l'immunité individuelle; ils centralisaient l'administration, sapaient l'autorité des cheiks, effaçaient le particularisme des tribus et bouleversaient enfin les coutumes et les mœurs (1). Toute la nouvelle armature sociale imaginée par la République n'était en somme nullement en harmonie avec le développement moral et intellectuel du Kurdistan. Ce pays n'était pas encore mûr pour s'assimiler les idées modernes et la démocratie ne lui apparut que sous l'aspect d'une calamité.

Si donc quelques torts peuvent être reprochés à Angora dans cette insurrection, c'est d'avoir trop négligé le déséquilibre existant dans tous les domaines entre le Kurdistan et le reste du pays. Dans son désir de bâtir le plus rapidement possible l'édifice du nouvel Etat en harmonie avec les idées démocratiques, la jeune République négligea le danger qui peut naître d'une application trop brusque des principes du *xx^e* siècle à un moyen âge, des doctrines européennes à une contrée reculée de l'Asie. La Turquie nouvelle eut en somme trop de confiance dans la vertu des idées généreuses qui l'inspiraient. Elle oublia, devant l'ignorance de l'obscurantisme kurdes, que toute démocratie nécessite une éducation, toute liberté un apprentissage.

(1) C'est ainsi que la suppression de la dîme par le gouvernement de la République ne fut pas étrangère au mouvement insurrectionnel. L'abolition de ce système fiscal ne fut pas du goût des cheiks désignés comme affermeurs et qui, chargés de ce fait de l'encaissement de cet impôt dans les villages de leur tribu, touchaient ainsi de gros revenus.

La révolte kurde a donc son origine première dans l'application de lois modernes à des tribus incapables d'en saisir la portée (1). Cependant, la population n'aurait certainement pas pris pour cette seule raison les armes contre la République, si un chef ambitieux autant que fanatique n'avait saisi l'occasion de proclamer la religion menacée. Comme toujours en Orient, à chaque effort pour échapper à une théocratie surannée, à chaque tentative d'instaurer plus complètement la liberté de conscience, des illuminés, se servant de la foi comme d'un instrument contre les idées libérales, si ce n'est d'un piédestal pour des ambitions politiques, s'empressent de faire appel à des populations primitives et crédules. Tel fut le cas du cheik Saïd. Osant se hausser à la dignité de prophète, se disant envoyé de Dieu pour rétablir la loi du Chéri, se qualifiant d'« Emir des Croyants pour la cause sacrée » et brandissant le drapeau vert pour mieux frapper l'imagination des pâtres kurdes, ce petit personnage réussit en quelques heures à transformer ce qui était avant

(1) La misère joua également un rôle considérable dans l'insurrection Kurde. En ne faisant aucun effort pour civiliser cette contrée, en négligeant de construire la moindre route et la moindre école, l'empire a été pour ce pays la cause première d'un état de choses déplorable que la guerre mondiale n'a fait qu'aggraver. Parmi ces populations restées à l'écart du monde et laissées dans la plus profonde ignorance, aucune industrie n'a jamais pu s'organiser. Aucun commerce même, dans le sens moderne du mot, n'est connu à cette heure encore dans le Kurdistan. Le manque de bonnes routes interdit à son tour tout développement de l'agriculture. Le fait est que, dans toute cette contrée, des étendues considérables restent encore en friche. Les seuls ports qui peuvent mettre les Kurdes en communication avec l'univers sont d'un côté Alexandrette et de l'autre Samsoun, tous deux à plus de 400 kilomètres de Diarbékir. Or toute marchandise, tout instrument, tout article même le plus nécessaire amené de ces échelles lointaines revient à des prix exorbitants. Avec de pareilles communications, lentes et difficiles, les produits du sol ne peuvent de leur côté être exportés dans des conditions normales. Ajoutons à cette situation le déséquilibre causé dans l'économie de toute la région par les destructions de la guerre, la disparition des Arméniens et l'échange des populations, et l'on comprendra le marasme profond dans lequel se débattait la population kurde à la veille de son insurrection.

On voit par ce seul exemple l'entreprise ardue devant laquelle se trouve la République turque, si elle veut surmonter les difficultés qui, dans le seul Kurdistan, se trouvent devant chacun de ses pas et dont la plupart sont d'ailleurs l'héritage direct du régime néfaste de l'empire.

tout un mouvement de réaction de la féodalité kurde contre l'Etat, en une véritable explosion de fanatisme.

C'est donc principalement sous l'empire d'une exaltation religieuse, que des milliers de pauvres hères se révoltèrent contre la République. Le cri de guerre : « Nous voulons le Chéri », ne signifiait rien d'autre que le désir de voir établir dans l'Etat la prédominance des prescriptions religieuses islamiques sur les lois civiles promulguées par Angora. En ce sens l'insurrection kurde ressemble étrangement au mouvement réactionnaire qui éclata à Constantinople dix mois après la révolution jeune-turque de 1908. Le même cri : « Nous voulons le Chéri », était poussé par les troupes fanatisées qui ne voulaient rien entendre d'une Constitution. A seize ans d'intervalle nous assistons à la répétition du même événement, celui d'une foule ignorante et dupe d'une propagande religieuse marchant au nom de la foi contre l'ordre établi.

La révolution déclenchée en 1923 par Angora était d'ailleurs autrement plus profonde que la révolution jeune-turque de 1908. Celle-ci n'avait eu en vue que l'application d'une Charte constitutionnelle et ne contrecarra nullement les coutumes et encore moins la foi populaire. Celle-là était une transformation non seulement politique, mais sociale et religieuse; ses promoteurs venaient de supprimer le califat, proclamer la République, fermer les médressés, séquestrer les biens ecclésiastiques de mainmorte, donner à la femme la puissance de ses droits naturels et admettre, pour la première fois dans un pays d'Islam, la prédominance de la loi civile sur la loi religieuse, de la Constitution sur le Chéri. Aussi, tout naturellement, une réaction s'annonçait comme fatale dans les régions les plus arriérées du pays. Dans les vilayets orientaux notamment, des milliers de musulmans rigides dont le sentiment religieux avait été froissé par les réformes d'Angora ne cachaient point leur désapprobation à l'égard des temps nouveaux. C'est ainsi qu'un hodja député d'Erzeroum, Zia effendi, prononça à la grande Assem-

blée, deux semaines avant la révolte du Kurdistan, un discours des plus symptomatiques. Du haut de la tribune parlementaire il s'éleva contre le modernisme, contre l'usage des boissons, la danse, les bains pris en commun sur les plages de la Marmara; il se plaignit de l'augmentation de la criminalité, de la prostitution. Les femmes musulmanes étaient poussées vers la dépravation, l'ivrognerie était encouragée, le sentiment religieux disparaissait. Une vague d'immoralité déferlait avec le nouveau régime sur tout le pays et la faute en était aux principes occidentaux de laïcité et de modernisme. « Sous prétexte de progrès, s'écria-t-il, on se livre à l'ivresse et à d'autres actes scandaleux; au nom de la civilisation on adopte les mœurs dissolues d'Occident. » C'est pourquoi Zia effendi proclamait la faillite morale du régime républicain, en laissant sous-entendre que toute la sympathie de son âme se portait vers le « bon vieux temps ». Bien entendu de vives interruptions hachèrent le discours du hodja et l'un des meilleurs orateurs de la Chambre, Hamdoullah Souby bey, député de Constantinople, riposta comme il convenait à son collègue enturbanné. Mais il n'en restait pas moins que les paroles du hodja traduisaient un état d'âme largement répandu dans tout l'est de la Turquie. Une propagande habile, faite au nom de la foi, ne cessait en outre d'aggraver le mal. L'Orient micrasiatique est d'ailleurs la terre classique de ces « philosophes nomades », comme les appelle le comte de Gobineau, de ces thaumaturges vagabonds qui, d'un village à l'autre, font du surnaturel le thème favori de leurs entretiens. Ces religieux errants furent en la circonstance les artisans les plus actifs de la réaction. Parcourant l'Anatolie orientale sous les accoutrements les plus variés, ils exécutèrent au nom de la foi un savant travail de sape contre la République. La religion du prophète n'était-elle pas menacée? Les codes d'Angora ne violaient-ils pas les traditions du Chéri? La liberté laissée aux femmes de fréquenter librement les hommes, l'abrogation de la polygamie, la réglementation du divorce, le port de la visière, la

traduction du Coran, la transformation du régime de la propriété, les nouvelles lois pénales, tout devint prétexte pour taxer d'impiété le régime républicain et dénoncer les réformes par lesquelles il tentait d'asseoir le pays sur une base moderne rationnelle. Les racontars les plus fantaisistes circulaient, tantôt sur le prochain autodafé des livres saints, tantôt sur l'abolition de la circoncision. Les *fetva* que rendirent les chefs de l'insurrection qualifient cette dernière « de lutte sacrée au nom de la religion ». Une proclamation des rebelles déclare que, s'ils ont pris les armes, « c'est à cause de la négligence du gouvernement à empêcher les atteintes portées aux prescriptions du culte islamique » et qu'ils ne demandent aux dirigeants d'Angora « que le respect de la religion, le maintien des dispositions du Chéri et la restauration du califat ».

Un autre manifeste s'exprime ainsi : « Il y a mille trois cents ans, Allah a envoyé son Prophète pour établir notre religion et les institutions qu'elle nécessitait. Le régime actuel a déclaré la guerre à toutes ces choses sacrées. C'est pour cette raison que les savants (*sic*), les cheiks et les beys kurdes ont décidé de répondre à cette agression. »

Les chefs des insurgés avaient aussi la prétention de fonder un état kurde indépendant. Peut-on parler d'un véritable nationalisme kurde? Disons d'abord que, si le Kurdistan est de loin une nation, il n'est cependant de près, comme nous l'avons vu, qu'une mosaïque de tribus. Sa langue elle-même, qui n'a rien à voir avec le turc, n'est pas unifiée, mais comporte différents dialectes dont la base est un patois persan mélangé de mots arméniens, chaldéens, turcs et même arabes. Les deux principaux sont le *Kermadjî* et le *Zaza*, qui sont dissemblables au point de n'avoir entre eux qu'une faible analogie et dont les noms servent également à désigner ceux qui les parlent (1). Aucun de ces dialectes n'est

(1) Les Zazas jouèrent un rôle important au combat de Diarbékir.

d'ailleurs écrit, à tel point que les actes publics doivent être rédigés en une langue étrangère, qui était jadis le persan et est maintenant le turc. Aucun d'eux ne possède la moindre grammaire, le moindre dictionnaire, la moindre presse (une tentative faite pour créer à Constantinople un journal kurde n'a pas réussi) et seuls quelques missionnaires et consuls étrangers se sont occupés à relever quelques fragments de vieux poèmes épiques.

A cette multiplicité d'idiomes correspond une gamme non moins complexe de croyances. Si les Kurdes sont musulmans ils ne partagent pas tous la même foi. Les uns sont chiïtes comme les Persans, les autres orthodoxes sunnites. Encore ces derniers se divisent-ils en deux groupes, selon qu'ils appartiennent au rite hanéfite ou chafïite. Les Kurdes de rite hanéfite ne diffèrent en aucun point des Turcs au point de vue religieux et sont, de ce fait même, davantage portés que les autres compatriotes chiïtes et chafïites à pactiser avec eux. Bref, l'organisation en tribus d'une population parlant plusieurs dialectes différents et professant des croyances diverses, paraît bien s'opposer, pour l'instant du moins à l'existence d'un véritable courant national spécifiquement kurde. D'ailleurs tous les Kurdes lettrés, principalement ceux qui habitent Constantinople et les autres grandes villes du pays, se considèrent comme des Turcs. Aucun d'eux ne dit « je suis Kurde » pour opposer ce fait à la nationalité turque. Parmi les villageois, les Kurdes de rite hanéfite déclarent également qu'ils n'ont pas d'autre patrie que celle qu'ils partagent avec leurs coreligionnaires. D'autres encore sont nombreux, parmi les cheïks même, dont le loyalisme est resté intact à l'égard du pays auquel leurs ancêtres ont été incorporés il y a plus de neuf siècles. Parmi les députés kurdes de la grande Assemblée, l'un d'eux, Feizi bey, député de Diarbékîr, devint même ministre de l'intérieur dans le premier cabinet Ismet pacha. L'un des meilleurs poètes actuels de langue turque, Suléïman Nasif bey, est un kurde. Le président de la Cour martiale dans le Cabinet

Férid pacha était le général Kurde Moustapha. Et le président du barreau de Constantinople, Loutfi Fikry bey, est également de même souche. C'est dire les attaches profondes unissant les deux peuples qui sont un peu en Turquie ce que sont en Belgique les Wallons et les Flamands.

Il n'en reste pas moins que certaines familles de cheiks kurdes parmi les plus connues, telles que les Babanzadé et les Berderkhan, ont trahi la cause turque au cours de ces dernières années. Ces féodaux, qui sous Ab-dul-Hamid étaient des mieux en cour, crurent que la disparition de l'empire ottoman allait signifier aussi l'effondrement de la Turquie. Et ce furent les premiers qui parlèrent de kurdisme. Au lendemain de l'armistice, ils fondèrent l'association dite *Ligue du relèvement kurde*, dont le but n'était autre que de séparer leur pays de la Turquie et qui, sous la protection de l'Angleterre, prit à Constantinople même un certain développement. Après le triomphe de la cause de l'indépendance turque, la plupart des membres de cette association s'expatrièrent ou furent expulsés.

Dans de telles circonstances, le mouvement kurde ne pouvait nullement présenter le caractère d'une manifestation d'un sentiment national profond. Si celui-ci avait existé avec une puissance réelle, il se serait révélé au moment même où, en 1922, la Turquie, envahie jusqu'aux portes d'Angora, paraissait à l'article de la mort. Cependant, malgré le traité de Sèvres qui leur offrait la création d'une patrie indépendante, les Kurdes ne se laissèrent gagner de façon générale par aucune promesse, par aucune intrigue étrangère. D'autre part, durant l'insurrection, un grand nombre de tribus sont restées fidèles à Angora. Mais si un nationalisme spécifiquement kurde n'a pas encore véritablement pris naissance, rien n'empêche non plus ce sentiment, dont on trouve déjà quelques traces, de prendre un jour ou l'autre l'aspect d'une véritable force. Autrefois l'ottomanisme avait cette utilité de maintenir côte à côte, dans l'empire, les éléments les plus hétérogènes. Avec la République,

l'exclusivisme turc, peu à peu, ne permet plus à certains groupements ethniques non turcs, quoique musulmans, de conserver toutes les facilités que leur accordait l'empire. Avec les idées de laïcité, le lien religieux, si puissant autrefois, s'est relâché et chez tous les fils du Prophète répartis aujourd'hui sur le sol de la République, la conscience turque n'a pas encore remplacé à un égal degré la conscience musulmane d'autrefois. Il y a là dans la politique intérieure de la Turquie un problème nouveau qui ne peut échapper à l'attention des dirigeants d'Angora. (1)

Quoi qu'il en soit, bien que les chefs de l'insurrection parlent de fonder un Kurdistan indépendant, il est bien certain que cette idée n'est nullement répandue parmi les populations en cause, qui comprennent instinctivement qu'un tel Etat, éloigné de la mer et entièrement montagneux, ne posséderait que des chances minimales de vitalité. La grande majorité des intellectuels kurdes jugent également la même idée irréalisable et se déclarent attachés par tous leurs fibres à la partie turque. D'autres accepteraient par contre la création d'un Kurdistan autonome dans le cadre d'une Turquie musulmane. C'est dire que les Kurdes eux-mêmes sont divisés à l'égard de leurs revendications nationales.

Les rebelles poursuivaient cependant leurs premiers succès. A la fin de février, l'insurrection s'était même à ce point propagée que le gouvernement de la République perdait tout contrôle sur la majeure partie du Kurdistan. L'audace des « Saïdistes », qui déjà croyaient avoir partie gagnée, ne connut plus de bornes. Pendant la nuit des proclamations furent répandues dans toutes les villes de la périphérie du Kurdistan, invitant la population à prendre parti pour le cheik Saïd que « Dieu a chargé de rétablir la religion » et

(1) Nous verrons dans le chapitre suivant comment Angora s'est efforcée de résoudre ce problème.

qui marche contre les « dirigeants athées » d'Angora. Un manifeste insultant à l'égard du président de la République, de la grande Assemblée et du gouvernement fut également découvert un beau matin sur la façade du palais gouvernemental de Diarbékîr. Dès le début de mars, le plan des rebelles se dessina nettement. Il s'agissait pour eux de frapper un coup décisif, avant l'arrivée des troupes gouvernementales. Or Diarbékîr, chef-lieu du vilayet, siège d'un corps d'armée, rendez-vous des caravanes de toute la Turquie orientale, se trouvait à leur portée, sans défense sérieuse, si ce n'est une faible garnison locale d'un régiment. De même que toutes les localités qui l'entourent, la ville est habitée en grande partie par des Kurdes, ce qui permettait d'augurer une facile victoire. En s'en emparant, les rebelles devaient en outre renforcer leur autorité et leur prestige et occuper un centre d'une grande importance stratégique et économique et pouvant leur servir de base d'action. C'est pourquoi, dès le début de mars, 5 mille Kurdes, commandés par le cheik Saïd en personne, quittèrent le quartier général de l'insurrection et se présentèrent le 7 au soir devant Diarbékîr.

Le commandant de la garnison turque, le général Mursel pacha, prit immédiatement ses dispositions de défense. Et comme la population de la ville, avertie déjà dans le courant de la journée de l'approche des Saïdistes, s'inquiétait et s'agitait, il donna l'ordre à tous les habitants de se retirer dans leurs maisons et de n'en plus sortir. Puis, refusant de s'abriter derrière les murailles qui entourent la ville, il prit position avec le gros de ses forces en dehors de l'enceinte, du côté nord (1). Un faible contingent fut laissé toutefois dans la ville pour en surveiller les portes. A minuit les Kurdes attaquèrent avec violence les troupes postées hors des

(1) Diarbékîr est entourée d'une double ceinture de murailles très hautes, flanquées de soixante-douze tours et bâties en pierres de taille de grandes dimensions. Ces fortifications sont attribuées à l'empereur Constance, fils de Constantin le Grand (351-361).

murs. Mais tandis que la bataille faisait rage sur ce front-là, une autre colonne de rebelles obtenait du côté sud un succès qui mit en délicate posture les forces gouvernementales. Grâce à la connivence de certains Zazas habitant la cité, cette troupe d'insurgés put, en tirant partie de certains souterrains (1), pénétrer à l'intérieur de Diarbékir. De violents combats s'engagèrent dans les rues et les rebelles allèrent jusqu'à mitrailler les soldats turcs du haut des minarets. De la sorte l'action se déroula à la fois au dehors et en dedans des murs. Le général Mursel, mis au courant de la situation, détacha alors du front nord une colonne de cavalerie qui rétablit la situation par une action rapide. L'attitude énergique des troupes gouvernementales finit d'ailleurs par déclencher le succès final. Du côté sud la panique se répandit parmi les assaillants qui prirent la fuite non sans subir de fortes pertes. Du côté nord le combat continua jusqu'à l'aube, à l'heure où les rebelles décimés par les mitrailleuses et l'artillerie battirent également en retraite, laissant plus de trois cents morts sur le terrain.

L'assaut livré du côté nord pendant que les rebelles se faufilaient dans la place par le sud, révélait un plan habilement conçu. Il échoua néanmoins devant la vigilance des troupes gouvernementales. La défaite subie par les Saïdistes lors de leur première prise de contact avec les soldats de la République revêtit immédiatement une importance particulière. Elle donna à réfléchir aux tribus restées jusqu'alors indécises et qui s'empressèrent de manifester leur loyalisme à l'égard d'Angora. Elle condamna la révolte à se cantonner désormais hors de tout grand centre, dans la région des montagnes. Elle affaiblit enfin le moral, jusqu'alors intact, des insurgés.

(1) Il s'agit probablement des souterrains dont M. V. Guinet parle dans les termes suivants: « Au centre de la ville existent encore en assez bon état de conservation deux voies stratégiques souterraines aboutissant aux deux portes principales des fortifications ». *Turquie d'Asie*, t. II, p. 453.

Pendant ces jours douloureux pour la jeune République, le gouvernement d'Angora ne restait pas inactif. Toutefois un certain nombre de circonstances montraient la répression de la révolte kurde comme particulièrement difficile. L'éloignement du foyer de l'insurrection, l'absence de routes, la nature accidentée du terrain, l'hiver, l'accumulation des neiges, tout paraissait de nature à retarder et contrecarrer fortement l'action des troupes républicaines. Cependant le gouvernement d'Angora montra dès le début un grand esprit de décision. Dès la nouvelle de la révolte, l'élite des officiers généraux turcs, réunis à Angora, s'empressa de combiner un plan de répression, sans perdre de vue que la situation exigeait aussi de parer au plus pressé. C'est ainsi que tout autour de la zone contaminée des milices locales turques sont rapidement organisées pour interdire l'extension de la révolte et en isoler le foyer. Et ce sont ces contingents levés à la hâte qui, dans nombre de cas, repoussèrent avec succès les rebelles.

Si le cheik Saïd réussit à entraîner des peuplades à demi sauvages, il n'arriva pas plus à circonvenir le paysan que le citadin turc. De fait, dès que la révolte tenta de s'éloigner de son foyer d'origine, elle se heurta à une résistance instinctive du pays tout entier. D'elles-mêmes les villes organisent leur défense. Ce sont les milices locales, par exemple, et non les troupes gouvernementales, qui chassent les insurgés de Marmouret-El-Aziz. Les manifestations de loyalisme à l'égard du gouvernement furent d'ailleurs générales. A Constantinople l'université lança solennellement l'anathème aux révoltés et les *hamals* (portefaix) se déclarèrent prêts à verser leur sang pour le nouveau régime. Des centaines de télégrammes transmirent enfin à Angora les sentiments de fidélité de tous les corps constitués. Bref la nation turque unanime se refusa de faire de la foi une arme contre la République. Devant les menaces de réaction religieuse un front national unique s'organisa. Et ce fut là un événement d'une portée considérable. Car il prouve que, grâce aux idées

nouvelles qui sont les nôtres, le peuple turc n'offre plus comme autrefois un terrain propice aux manifestations de fanatisme. Pour la première fois dans une révolte de ce genre, le sentiment civique des masses l'a nettement emporté sur la mystique musulmane et c'est là une nouvelle victoire à l'actif du peuple turc dans son mouvement de libération morale et intellectuelle.

Après avoir levé les milices locales, le gouvernement de la République mit rapidement en action au-dessus du Kurdistan l'ensemble des forces aériennes turques. Et dès le début l'avion fit merveille, il put établir le contact avec les insurgés, les surveiller, disperser leurs rassemblements à coups de bombes et attaquer même leur moral avec des proclamations. Il fut à la fois patrouilleur, agent de liaison et élément de combat. Il permit au commandant en chef des troupes gouvernementales de tenir entre ses mains tous les fils de l'action et d'organiser, où et quand il le voulait, ses mouvements tactiques et stratégiques. Les raids aériens supprimèrent dans bien des cas la nécessité d'envoyer une colonne de reconnaissance et permirent d'éviter ainsi un sacrifice plus considérable de vies humaines.

Toutefois la quatrième arme ne pouvait suffire à empêcher à elle seule le triomphe des rebelles. C'est pourquoi, à peine conçu, le plan de répression par les troupes régulières fut immédiatement appliqué. Quel était-il ? Il pouvait en somme s'inspirer de deux méthodes : l'une consistant à adopter l'expectative, tout en organisant une sorte de blocus sévère autour du Kurdistan, pour l'obliger à se soumettre ; l'autre comportant au contraire une répression directe, avec opérations de grande envergure et demandant une offensive rapide. La première avait l'avantage d'exiger moins d'efforts, mais possédait aussi cet inconvénient de laisser pendant de longs mois une plaie ouverte au flanc de la République. La seconde, quoique plus coûteuse, était en outre plus sûre. Et c'est pourquoi elle fut finalement adoptée.

L'armée turque fut scindée en trois groupes de repres-

sion, s'adaptant aux trois routes qui, par le sud, l'ouest et le nord, permettent de se rendre au cœur du Kurdistan. Avec l'autorisation du gouvernement français, la première colonne prit le chemin de fer de Badgad, puis, débarquant aux environs de Nissibine, gagna Mardine et Diarbékir. La seconde vint à pied de Sivas par les routes de l'Anatolie centrale et la troisième s'achemina par la voie du nord, Trébizonde-Erzeroum. Mais un tel plan forçait les troupes à parcourir des distances considérables avant d'être à pied d'œuvre. Les rebelles profitèrent de cette circonstance pour tenter, comme nous l'avons vu, la prise de Diarbékir. A la fin de mars cependant, les forces gouvernementales, à l'effectif de 40.000 hommes, parvenaient à entourer de trois côtés à la fois la zone d'insurrection. Le corps d'armée en garnison à Bitlis prenait position pour empêcher toute fuite des rebelles dans la direction de Mossoul. Les troupes républicaines s'avancèrent ensuite méthodiquement vers leurs objectifs. Bientôt, l'une après l'autre, les bourgades qui constituaient les réduits des rebelles étaient reprises. Et peu à peu l'étreinte des forces régulières se resserra inexorablement sur les insurgés.

Toutefois la manœuvre décisive que recherchait l'état-major turc, et qui consistait à forcer les Saïdistes à livrer bataille à l'endroit et au moment voulus, n'a pu être jouée. Devant le danger d'encerclement, les Kurdes choisirent en effet une tactique dilatoire. Ils se rendaient compte sans doute qu'ils ne pouvaient tenir devant des troupes régulières, commandées par des chefs expérimentés. C'est pourquoi ils refusèrent le combat, ou se dispersèrent dès qu'il était engagé, pour se reformer plus tard en un lieu convenu. L'embuscade, l'escarmouche, l'attaque d'un convoi à l'arrière, le feu de surprise de loin, du sommet d'une crête, la destruction des voies télégraphiques, l'assassinat de soldats isolés, tel fut leur fort. Les rebelles finirent de la sorte par s'éparpiller dans tous le pays en petits groupes mobiles, inca-

pables de résistance sérieuse, mais empêchant la pacification rapide que désirait Angora.

Néanmoins, dès le milieu de juin, la grande majorité des chefs insurgés et parmi eux Saïd étaient arrêtés. Le 28 du même mois, l'insurrection avait son épilogue macabre. Quarante-six cheiks furent pendus à la nuit tombante devant la grande mosquée de Diarbékir. Tous moururent courageusement après avoir dicté leurs dernières volontés. Avant de monter au gibet, cheik Saïd, le sourire au lèvres, s'adressant au président du tribunal d'indépendance, lui dit : « Je vous aime bien. Mais nous réglerons nos comptes le jour du jugement suprême ». Se tournant ensuite vers le commandant de l'armée de répression : « Allons, général, dites adieu à votre ennemi ». D'après un correspondant turc, le général aurait demandé au cheik Saïd : « Quel est le plus grand ennemi de la nation, celui qui veut écraser la Turquie ? » Et Saïd de répondre : « Les Anglais ». On passa la chemise fatale au cheik, qui se laissa faire sans proférer plus rien...

La révolte kurde fut un grand malheur pour le pays. Des milliers de victimes jonchèrent les plaines et les collines; des villages entiers furent détruits. Quant aux frais de l'expédition, ils se chiffraient à eux seuls à des dizaines de millions de livres. C'est dire que les efforts de la nation en vue de son relèvement furent, du fait de l'insurrection, momentanément paralysés. Cependant, devant cette révolte, la Turquie nouvelle pouvait puiser quelque consolation dans le fait qu'un mouvement pareil devait presque inévitablement éclater un jour ou l'autre. Toute révolution sociale de grande profondeur ne peut qu'entraîner fatalement un mouvement réactionnaire. C'est là le rythme de l'histoire.

CHAPITRE IV

LE TURQUISME

LE PANISLAMISME HAMIDIEN. — L'OTTOMANISME. — LE NATIONALISME TURC. — LES « FOYERS TURCS ». — LEUR EXPANSION, LEUR ACTIVITÉ. — NOUVEL IDÉAL LINGUISTIQUE. — RÉNOVATION DE LA LANGUE TURQUE. — LA POSITION DU FRANÇAIS EN TURQUIE. — TENDANCE GÉNÉRALE DE TURQUISATION. — LA SOCIÉTÉ TURQUE ET LES NOMS DE FAMILLE. — LES MINORITÉS MUSULMANES. — POLITIQUE D'IMMIGRATION. — LA PATRIE TURQUE. — UNE NOUVELLE DISCIPLINE NAÎT EN ORIENT.

En scrutant attentivement l'esprit qui anime les dirigeants d'Angora dès le début de la révolution kémaliste, le mot de turquisme est celui qui paraît le mieux convenir à la phase toute spéciale que traverse le pays.

Pour bien saisir toute la signification de ce terme, souvenons-nous d'abord qu'après le *panislamisme* hamidien qui était avant tout un concept de solidarité musulmane générale sous l'égide du sultan, l'idéal de la jeune Turquie avait été la formation d'une véritable patrie ottomane, dans laquelle tous les citoyens, quelles que fussent leur origine ethnique et leur foi, auraient été ottomans. C'était tenter en un mot la suppression des antipathies de race et de religion dans l'empire, en unifiant Turcs, Arméniens, Grecs, Arabes, Albanais, Circassiens, Lazès, etc., sous un même vocable national. C'est ainsi que l'*ottomanisme* devint la première conception du nationalisme chez les Turcs. L'*ottomanisme* fut d'ailleurs vu d'un mauvais œil par Abd-ul Hamid qui avait une aversion instinctive pour tous les mouvements nationaux, particularistes, dans son empire,

du fait qu'il les considérait avant tout comme tendant à limiter son propre absolutisme et à contrarier ce panislamisme universel sur lequel il faisait reposer toute sa politique. Cependant, après de nombreuses et bruyantes manifestations de fraternité, après de chaleureuses embrassades dans les rues et sur les places publiques entre tous les sujets de l'empire, l'ottomanisme parut finalement, au lendemain d'amères expériences, comme une utopie des plus irréalisables. C'est pourquoi sitôt après la répression de la contre-révolution de 1908 et la consolidation du régime unioniste, le *nationalisme purement turc* reprit le dessus et bientôt, dépassant les limites de l'idée restreinte et surtout territoriale qu'impliquait l'ottomanisme, il visa cette fois-ci comme base un concept purement ethnique. Dès 1910, nombre de personnalités, Turcs et Tatars, travaillent à cimenter de nouveaux rapports de sympathie et de culture entre tous les membres de la grande famille de Touran. Tous ces peuples : Turcs ottomans, Tatars de Crimée et de Russie, Azerbaïdjanais, Turcomans de Perse et de l'Asie centrale, étant non seulement de même race mais de même religion, l'entreprise se révéla dès le début pleine de possibilités des plus attrayantes, comme celle de cimenter entre autres une unité intellectuelle entre tous les rameaux touraniens. Les guerres balkaniques de 1912 et 1913 en rejetant les Turcs des Balkans, en les portant à diriger leurs regards du côté de l'Asie, favorisèrent d'ailleurs l'éclosion d'un esprit nouveau de solidarité ethnique chez tous les membres de cette grande famille. La guerre mondiale, la révolte arabe, la ruine de l'empire ottoman, l'effondrement de la Russie, le bolchevisme, la création de la Turquie nouvelle, les victoires kémalistes l'encouragèrent ensuite de façon décisive.

L'organisation dite des *Turk-Odjag* ou « Foyers turcs » est dans ce sens des plus caractéristiques. Il s'agit de sociétés des plus actives s'efforçant de donner aux différentes manifestations et évolutions des peuples touraniens un cachet

exclusivement et purement national en dehors de toute influence étrangère. Ainsi, à l'origine du moins, l'organisation ne connaît pas de frontières. Dès que l'idée est lancée, elle se répand dans toutes les contrées où se trouvent des masses de populations touraniennes. C'est en somme des centres de turquisme travaillant à une sorte de réveil patriotique et culturel parmi tous les frères d'une même race. Le fait est que dès la fin de la guerre mondiale de nombreux « foyers » se répandent peu à peu jusque dans le Caucase et le Turkestan. Cependant une telle action ne va pas bientôt sans troubler quelque peu l'amitié russo-turque née durant la guerre d'indépendance et provoquer quelques frictions entre Angora et Moscou. Les bouleversements causés en Asie centrale par la révolution russe ont eu, en effet, comme conséquence, d'amener en Turquie de nombreux émigrés politiques musulmans appartenant aux partis nationalistes qui, à la fin de la guerre mondiale ont été au pouvoir en Azerbaïdjan et dans le Turkestan. Or, la plupart d'entre eux sont restés fortement attachés à leur terre natale et poursuivent une activité politique nettement antisoviétique. Naturellement, ces réfugiés sont de fervents adeptes du turquisme et, de ce fait, l'activité de ces « frères de race » n'est pas sans causer quelques ennuis à Angora. C'est pour quoi, les dirigeants kémalistes se voient, dès 1926, dans l'obligation de circonscrire le champ d'action des Foyers turcs à l'intérieur des frontières de la République (1).

(1) En somme l'expansion des Foyers Turcs reste à cette heure encore conditionnée par l'alliance en vigueur entre Angora et Moscou.

Dans la situation actuelle, la Turquie nouvelle ne veut pas gaspiller ses forces sans résultat, en dehors des limites de la patrie et sacrifier en particulier au mirage d'un pantouranisme agressif. Le but essentiel de la République turque reste encore de préserver le pays de l'occupation et de l'invasion étrangère et de lui créer une existence politique, culturelle, sociale, économique, tout à fait indépendante, dans les confins nationaux. Et c'est autour de la réalisation de ce but que continuent à se rencontrer et à s'intensifier tous les efforts des organisations, quelles qu'elles soient de la République turque. C'est pour cette raison principale que le champ d'activité des *Foyers Turcs* fut finalement spécifié et circonscrit.

Ajoutons que les *Foyers Turcs* dont le nombre s'élève à deux cents en-

La tâche essentielle des « Foyers turcs » est celle de ranimer partout et développer par tous les moyens le sentiment national, d'effectuer toute recherche utile pour retrouver et fixer les traditions du peuple turc, en un mot de faire du turquisme une réalité vivante. Cette idée nationale est née d'ailleurs, peu à peu, avec la guerre, les souffrances, les révolutions successives et finalement aussi sous l'implusion de Mustapha Kémal, comme une nouvelle croyance. Autrefois l'Islam, avec la rigidité de ses traditions et de ses dogmes étouffait chez le peuple turc le concept de la nation, au sens occidental du mot. Aujourd'hui, par une révolution profonde dans les cœurs et pour la première fois dans son histoire, l'idée de patrie et le sentiment de la race sont placés au-dessus de tout autre. Jadis, le concept religieux dominait le sentiment national; aujourd'hui le sentiment national domine le concept religieux. Et c'est ainsi qu'autrefois les Turcs étaient musulmans avant d'être Turcs; aujourd'hui ils sont Turcs avant d'être musulmans. Ils ne meurent plus pour le Prophète ou pour accéder au paradis promis par le Coran, mais pour l'indépendance de leur sol natal. En un mot ils ne comptent plus se sacrifier pour une métaphysique, mais pour des réalités. Ils ne veulent plus être une nation uniquement par la religion, mais aussi et principalement, une nation par la race et la culture. Et c'est de ce nouveau courant que les « Foyers turcs » sont le porte-drapeau. L'expression elle-même *Türk-Odjag* est empruntée à l'ancienne langue turque. L'une des tendances les plus profondes de l'association est en effet d'écarter des manifestations culturelles de la vie nationale toute influence étrangère. C'est pourquoi l'une des conséquences de ce

viron, ont été reconnus par l'Etat comme œuvre d'utilité publique. Toute personne de race turque ou qui déclare vouloir participer à la culture turque, dont la parfaite honorabilité est établie, est admise comme membre des « Foyers », après avoir satisfait à certaines conditions prévues par le statut fondamental. Un congrès général des « Foyers » qui constitue en quelque sorte les grandes assises du turquisme, se réunit chaque année à Angora.

mouvement a été une véritable exhumation des plus curieuses concernant les anciennes traditions de la race, l'histoire, les lois, la poésie, la vieille langue turques préislamiques, de l'art seljoucide : l'on remonte en somme jusqu'aux sources où le génie national et les particularités ethniques se manifestèrent instinctivement pour la première fois et l'on s'efforce de se débarrasser de tout l'apport culturel et intellectuel des autres races.

Dans le domaine de la langue spécialement, ce phénomène ne tarda pas à prendre une ampleur des plus significatives. Il s'agit au premier lieu de rénover le turc lui-même qui, après avoir subi les influences les plus diverses, n'a pas tardé au cours du xix^e siècle, de devenir un amalgame des plus confus. Pendant de longs siècles d'abord, sous les sultans seldjoucides, cette langue s'imprégna du persan, dont il était de bon ton d'user dans la haute société. Puis, à l'époque ottomane, chaque turc cultivé tint à honneur d'apprendre l'arabe qui, non seulement, avait produit de magnifiques chefs-d'œuvres et était devenu l'instrument d'une civilisation avancée, mais encore était une langue sacrée à ses yeux, comme ayant été parlée par le Prophète. Plus tard enfin, la création de lycées à l'occidentale, ainsi que la traduction de nombreuses œuvres européennes, firent affluer dans le turc un flot disparate de mots étrangers, français, anglais, voire même allemands. A tel point qu'à la fin de la période ottomane, la langue n'avait de spécifiquement indigène que la construction de la phrase, les trois quarts des termes employés étant puisés dans les vocabulaires persans, arabes et européens.

Cette prépondérance de mots étrangers dans la langue des meilleurs écrivains du pays finit même par interdire à la grande masse du peuple la compréhension de toute œuvre littéraire. Les intellectuels eux-mêmes ne parvenaient pas à saisir toutes les nuances de la langue qu'ils employaient qu'après avoir étudié préalablement diverses langues étrangères. Bref, sous l'effet de ces influences, la langue turque

ne fut plus qu'un amalgame de génies divers, confondus les uns dans les autres. Et c'est l'une des principales raisons qui expliquent le développement cosmopolite de la littérature ottomane, en dehors de toute véritable conscience nationale. L'œuvre correspondait à l'instrument.

Avec le réveil du turquisme, un autre idéal linguistique ne tarda pas à se manifester. Toute une école de jeunes écrivains se rend alors compte que l'excès d'influences diverses ne peut finalement que susciter le triomphe des cultures étrangères aux dépens du génie national. C'est pourquoi, ils vont s'efforcer par divers moyens de rénover la langue de leurs pères, de manière à posséder un moyen d'expression mieux adapté à l'idéal des temps nouveaux. L'organisation des « Foyers turcs » a repris d'ailleurs à son compte cette tâche d'épuration qui se poursuit à cette heure avec des succès divers. Car, parmi les mots étrangers, il en est qui sont amalgamés à tel point au parler du pays, qu'il ne peut s'agir de les supprimer du jour au lendemain. Il en est aussi qui cadrent parfaitement avec le génie de la langue turque et méritent en tout état de cause d'être conservés. Il en est enfin pour lesquels nos réformateurs n'ont pu trouver aucun équivalent dans le propre fonds linguistique turc. C'est le cas par exemple pour la grande majorité des termes scientifiques européens, concernant la philosophie, la mécanique, les inventions nouvelles, etc.

Le désir légitime en soi de rénover la langue nationale doit donc tenir compte du danger de l'appauvrir. En fait les mots arabes, persans et européens ne sont supprimés que dans la mesure où leur synonyme turc existe dans la langue parlée. Quant à ceux que l'on conserve, la tendance est de plus en plus de turquiser leur physionomie et leur emploi; leur pluriel, par exemple, jadis forgé à la mode persane ou arabe, n'est plus admis maintenant que selon la forme turque. Les règles grammaticales et de syntaxe persanes et arabes sont également abandonnées. En somme c'est une nouvelle formule qui se répand et qui tend à créer

une langue nationale dans la lettre et dans l'esprit. Et déjà l'étude de l'arabe et du persan et jusqu'à un certain point du français n'est plus, comme autrefois, à la base du programme d'instruction et d'éducation de la jeunesse turque.

Ce mouvement de turquisme dans le domaine linguistique présente en outre la tendance d'effacer l'opposition existant jusqu'à ce jour entre la langue des intellectuels et celle du peuple. Nos rénovateurs tiennent en effet à ce que la façon dont s'expriment les écrivains se rapproche le plus possible du parler vivant. Les dirigeants de la République partagent d'ailleurs entièrement ces vues. C'est ainsi que la commission parlementaire de l'instruction publique vient d'exprimer le vœu que toutes les lois élaborées par le gouvernement soient conçues autant que possible dans un langage compréhensible à la masse.

Le désir général est en somme que la langue littéraire soit pour ainsi dire l'émanation directe de l'âme populaire et qu'elle soit parfaitement adaptée au caractère psychologique de la race turque en même temps qu'à la conscience nationale. C'est pourquoi l'effort précédent se double de la tentative curieuse d'un retour à la vieille langue, à l'ancienne syntaxe turque. On fouille les idiomes provinciaux, les dialectes villageois; on recourt aux vieilles traditions nationales, aux fables, aux mythes, et aux proverbes; on ressuscite de vieux poèmes. On va même jusqu'à rechercher dans les parlers tartares de Russie et turkmènes de l'Asie centrale les mots anciens, l'expression archaïque cadrant avec le génie et l'âme de la race. Cette exhumation, ce retour aux vieilles formules a permis par exemple de redonner vie à de vieilles expressions militaires d'origine mongole qui déjà sont utilisées par les boy-scouts et qui entrent de plus en plus en vigueur dans l'armée turque.

Toutefois, les résultats n'ont pas toujours répondu aux efforts déployés. Le continent jaune n'a pas encore livré tous ses secrets concernant l'ancienne civilisation turque. Dans ce sens, les études entreprises méritent d'être pour-

suivies. Peut-être permettront-elles alors de découvrir des documents littéraires et linguistiques plus abondants, capables d'enrichir de façon plus généreuse le fonds actuel, très pauvre, de la langue.

Quoi qu'il en soit, le désir des nouvelles générations turques de faire de leur langue un instrument de la renaissance nationale commande l'attention. Avec un nouvel instrument linguistique bien forgé, s'adaptant à l'esprit des temps nouveaux, comme au génie de la nation, la littérature turque, qui a déjà fourni des œuvres dignes d'estime, pourra plus aisément encore augmenter et embellir sa production, et enrichir le fonds commun d'art et de pensée de l'humanité.

Les dirigeants d'Angora obéissent également à cette tendance générale de « turquisation ». C'est ainsi qu'une commission s'est constituée à la grande Assemblée pour changer les noms d'origine grecque et arménienne de certaines localités. Les parlementaires désignés par cette œuvre d'épuration linguistique ont cependant déclaré qu'ils n'auraient pas de prétentions outrées. Toutes les désignations de la période gréco-romaine seront maintenues. Angora, Brousse, Konia, Sivas, Césarée, Trébizonde, Andrinople, Smyrne, Magnésie, Tarse, etc., ne seront donc pas débaptisées. Stamboul même continuera à porter son nom qui ne date que de la prise de la ville par les Turcs et est formé du grec *eis ten polin*. Il n'en sera pas de même pour les termes géographiques d'origine byzantine, parmi lesquels l'on se propose surtout de supprimer ceux composés des mots *aghios* (saint) et *kilissé* (église). C'est ainsi que le Parlement a déjà approuvé la métamorphose d'un nom cher aux Bulgares, *Kirkkilissé*, soit Quarante-Eglises, en *Kirkili* ou Région des Quarante. De même, les autorités de Constantinople ont pris la décision d'enlever aux îles des Princes leurs anciennes appellations *Proti*, *Antigoni*, *Halki*, *Prinkipo*; déjà cette dernière, par exemple,

n'est plus désignée officiellement que du nom de *Buyuk-Ada*, la Grande-Ile. Dans la banlieue, San-Stéphano s'est également muée en Yechilkeuy, le Village Vert. Et l'on parle encore de transformer Kilios en Koumkeuy, Litros en Oughourlou! Bref, c'est devenu une mode dans tout le pays. Mais il n'y a là rien qui puisse susciter le moindre étonnement. Chaque grande révolution, en mettant les esprits en ébullition, offre le même phénomène. Sous la Convention, le nom des cartes à jouer et même celui des mois furent changés. Et chez les Soviets, Pétersbourg est devenu Léninegrad.

Cette crise d'exclusivisme se manifeste encore de cent autres façons. Le gouvernement tient en effet à assurer dans tout le pays la suprématie de l'idiome national. La langue turque doit prédominer en toute circonstance. C'est ainsi que les écoles des minorités israélites ont été dans l'obligation de remplacer le français par le turc, comme langue d'enseignement. D'autre part le programme d'études de toutes les écoles étrangères, quelles qu'elles soient, religieuses ou non, doit comporter actuellement pour les classes enfantines jusqu'à quatorze heures de turc par semaine dont huit pour la langue, trois pour l'histoire et trois pour la géographie de la Turquie. Et le ministère de l'instruction publique a tenu même à spécifier que tout élève qui échouerait dans ces branches se verrait forcé de redoubler sa classe. Le vali de Constantinople a donné de son côté des instructions précises pour que les restaurants, quelle que soit leur clientèle, possèdent des menus en turc. Les vendeurs ambulants ne peuvent en outre débiter leurs marchandises dans la rue qu'à condition de s'exprimer en turc, à l'exclusion de tout autre parler. C'est dans cette langue également — encore cette dernière mesure n'est-elle point rigoureusement appliquée — que doivent être demandés les numéros de téléphone. De même, si vous voulez écrire de Constantinople une lettre à destination de l'intérieur du pays, l'adresse doit être en turc. Vous

faites parvenir une réclamation à la poste, une requête à l'administration, l'emploi de toute autre langue que le turc vous est interdit. Enfin le gouvernement d'Angora vient de promulguer une loi d'après laquelle toutes les sociétés et établissements turcs doivent faire usage de la langue nationale pour toutes leurs opérations, contrats, correspondance, comptabilité, tenue de livres. Cette mesure concerne, bien entendu, toutes les sociétés anonymes turques, comme la Banque ottomane, les compagnies des quais, des phares, des charbonnages d'Héraclée, ainsi que toutes les sociétés concessionnaires d'un service public, comme les compagnies des tramways, du gaz, des eaux de Dercos, etc. Pour les sociétés et établissements dont le siège social est à l'étranger (les Messageries maritimes, par exemple), cette obligation est limitée toutefois aux seuls documents et registres dont la tenue est légalement obligatoire ainsi qu'aux opérations concernant les autorités et ressortissants turcs. Cette loi sur l'usage obligatoire du turc prévoit en outre de sévères sanctions permettant de condamner la société délinquante à une amende pouvant atteindre 500 livres (au cours du change 7.500 francs environ) et même, en cas de récidive, à l'interdiction d'exercer son activité en Turquie.

« Charbonnier est maître chez lui », dit un vieux proverbe, et le nationalisme aigu qui sévit partout à cette heure l'a mis plus que jamais de mode. A vrai dire, aucun reproche ne peut être adressé aux Turcs au sujet de l'attitude qu'ils ont prise. Ils ont donc raison en principe. Chaque nation est libre de choisir l'écriture, l'alphabet, l'idiome qui lui conviennent. Dans ce sens, le désir des nouvelles générations turques de faire de leur propre langue un instrument de renaissance nationale, leurs efforts pour l'épurer, la transformer en un outil mieux adapté aux temps nouveaux, leur volonté de la propager et de renforcer sa position à l'intérieur du pays ne peuvent que commander l'attention et le respect.

Tout au plus pourrait-on exprimer quelques craintes si les nouvelles réformes réduisaient le français en Turquie à la commune mesure ou du moins diminuait son enseignement dans une trop large proportion. Or, ce n'est pas le cas. Comme langue étrangère le français continue à conserver en Turquie la préséance qu'il y a toujours eue depuis des siècles. C'est ainsi que non seulement il reste la langue d'enseignement du plus grand lycée turc, celui de Galata-Séraï, mais encore se trouve au programme de tous les établissements scolaires, supérieurs et moyens du pays. Bien plus, le gouvernement turc a confié à de jeunes savants français quelques-unes des chaires des plus importantes de l'université de Stamboul. Au lycée Galata-Séraï sont attachés d'anciens élèves de l'Ecole normale supérieure, ainsi que plus de quinze autres professeurs français. Quelques instituteurs venus également de France ont été en outre répartis dans divers établissements scolaires de Smyrne, Angora et Brousse. C'est dire que le gouvernement turc ne classe nullement le français en Turquie au même niveau que les autres langues étrangères, allemand, anglais, italien, et que, malgré la loi dite du turc obligatoire, il n'est nullement réduit à la portion congrue. Cinq quotidiens ainsi que de nombreuses revues paraissent en français à Constantinople. Tous les cinémas enfin donnent sur l'écran, à côté du texte turc, sa traduction française. (1) Sans parler des affiches et des prospectus pour lesquels, à côté du turc, notre langue peut toujours être utilisée.

Le régime actuel n'affecte donc en rien les véritables positions du français. En vue de fortifier l'existence de leur nation, d'organiser son développement et de faciliter sa résurrection, les dirigeants d'Angora estiment en effet que la Turquie doit s'occidentaliser par un contact suivi avec

(1) En mars 1929 toutefois, un décret se basant sur l'adoption de l'alphabet latin a supprimé cette traduction.

l'Europe. Or, ils se rendent parfaitement compte que, pour atteindre un tel but, une des meilleures armes que possède leur pays est encore le français. Ils savent déjà que c'est par le canal de ce dernier que la plus grande partie de la culture occidentale est venue sur les bords du Bosphore. Que l'on songe en effet aux seules lumières que le français a propagées en pays turc dans le domaine de la médecine, du droit, des arts, des sciences militaires et de la sociologie ! Utile et nécessaire jusqu'à ce jour, notre langue l'est encore maintenant pour la Turquie et le sera davantage encore demain, lorsque les nouvelles générations voudront définitivement organiser le pays, non seulement dans la forme mais dans l'esprit, sur le modèle des démocraties occidentales.

Une autre tâche que se fixe également le turquisme est de doter la société turque des noms de famille. On sait en effet qu'en tout pays d'Islam, la conception du nom est demeurée jusqu'à ce jour très différente de ce qu'elle est chez les peuples chrétiens et occidentaux. Pour les musulmans, le nom est avant tout individuel et celui que chacun porte n'est en somme autre que notre prénom. C'est-à-dire, aucun nom de famille. Le fils de Mahmoud bey pourra s'appeler par exemple Ihsan bey et son petit-fils Noury bey. Aucun vocable ne marque la filiation. Et ce fait provient de ce que l'esprit le plus égalitaire constitua jadis la base même de la société musulmane. C'est ainsi que dans l'empire ottoman il n'y eut jamais de noblesse ou classe privilégiée. Les dignités furent toujours viagères et personnelles. Seul l'empire, par raison d'Etat autant qu'en vertu du principe théocratique (le sultanat et le califat étant conjoints), fut héréditaire. C'est pourquoi la maison impériale, celle d'Osman, fut la seule qui conserva un nom qui lui fut propre. Quelques rares familles adoptèrent encore, par exception, le nom qu'avait illustré un de leurs ancêtres : celle du grand-vizir Keuprulu par

exemple. En dehors de ces cas, les membres de même famille ne possèdent encore aucune dénomination pouvant faire reconnaître leur parenté.

Chaque Turc reçoit en somme au moment de sa naissance un nom qui correspond à notre nom de baptême. Les uns ont un caractère religieux et sont formés d'une épithète arabe : tels Mahmoud le loué, Moustapha l'élui, Abdoullah le serviteur de Dieu. Les autres sont tirés de l'Ancien testament comme Ibrahim (Abraham), Yacoub (Jacob), Suleyman (Salomon), ou bien sont simplement des substantifs ou adjectifs arabes désignant des qualités morales : Djemal, la beauté; Hikmet, la sagesse; Riza, le contentement; Izzet, la gloire; Kemal, la perfection; Saïd, l'heureux, Emin, le fidèle, Fikri, le spirituel, etc.

Les défauts de ce système, au point de vue social, sautent aux yeux. Le nombre de ces noms étant en effet forcément limités, des milliers de personnes s'appellent de la même façon. Dans chaque école, dans chaque ministère, dans chaque bataillon, des dizaines de Turcs répondent aux seuls noms de Mehmed ou de Hassan. On se rend compte de l'anarchie qui peut résulter de cet état de choses au seul point de vue de l'état civil ou de tout acte juridique. Un journal turc signala même, durant mon séjour à Constantinople, que la police de Stamboul avait trouvé sur le cadavre d'un suicidé un papier signé : l'agent des postes Hikmet. En cherchant à établir l'identité du défunt d'après cette vague indication, les autorités auraient trouvé que dans la seule administration des postes de Stamboul, six employés portaient le nom d'Hikmet et que dans tous les bureaux de postes de la ville plus d'une vingtaine d'employés répondaient à cette même appellation. On voit la confusion qui naîtrait dans la vie sociale des peuples occidentaux, si des centaines de milliers de personnes ne portaient d'autres noms que ceux de Pierre, Paul, Jacques et Jean.

Il est à noter d'ailleurs que, de tout temps, les Turcs

se sont vus forcés de réagir contre ce vice de leur organisation familiale. C'est ainsi que certains d'entre eux indiquent leur ascendance en se servant du suffixe turc *oglou* ou persan *zadé*, signifiant *fils de* et qu'ils ajoutent au nom de la profession d'un de leurs ancêtres. *Muftizadé* est un fils de mufti et *Pasvanoglou* un fils de garde champêtre. Un autre système très fréquemment employé pour différencier les individus consiste à accompagner le nom d'un sobriquet emprunté à un défaut ou une qualité morale ou physique. C'est ainsi qu'il y a dans toutes les villes turques des Hassan ou des Mehmed *kutchuk*, petit; *kara*, noir; *topal*, boiteux; *gueuzlu*, borgne; etc. Parfois même, le nom est doublé de celui de la profession ou du lieu d'origine. On dira par exemple Mehmed Kibrizli, Mehmed de Chypre, pour le distinguer de Mehmed Koutayi ou Mehmed de Koutayia.

Quoi qu'il en soit, sous l'influence du turquisme, le nouveau régime estime qu'il est temps de supprimer ce système anachronique et de pourvoir enfin les Turcs de véritables noms de famille. En 1925 déjà, une circulaire du ministre de l'Instruction publique, Hamdoullah Souby bey, a prescrit le choix, par les parents même des écoliers, d'une appellation patronymique et fixé les conditions dans lesquelles cette réforme pouvait s'accomplir. Mais l'opinion publique n'étant pas encore préparée, cette première tentative ne donna pas les résultats attendus. Cependant la réforme paraît avoir de plus en plus de chances d'aboutir. C'est ainsi qu'à propos du recensement de juin 1927, Ismet pacha fit publier une circulaire favorable au système de dénomination à l'européenne. Les dirigeants turcs ont fini par comprendre que l'existence de noms de famille est de la plus grande importance dans les sociétés modernes. Avec une appellation qu'il hérite de ses ascendants et transmet à ses descendants, l'individu n'est plus un isolé dans la vie sociale. Il est lié davantage aux siens par le sentiment de l'honneur. Il obéit plus fortement à la voix

de la race et du sang. C'est pour cette raison d'ailleurs que l'existence des noms de famille donne une plus grande cohésion à la société, une plus grande force à l'Etat.

Le turquisme actuel ne se contente pas de jouer simplement un rôle d'animateur par le réveil et l'instauration d'une culture essentiellement nationale. Il est également un agent des plus actifs dans le domaine de la politique intérieure en ce sens qu'il travaille activement à fondre dans le seul et même creuset d'une patrie turque les divers groupements qui vivent côte à côte dans les limites de la République.

Relevons ici que l'idée de patrie qui est un concept de civilisation européenne a été jusqu'à une époque récente presque entièrement absente des esprits orientaux. Le terme dont se servent les Turcs pour l'exprimer, *vatan*, est même d'origine arabe et sa signification primitive n'était autre qu'un « endroit où l'on séjourne » ou encore « un parc à moutons ou à bœufs ». C'est, on le voit, une expression de nomades pasteurs pour lesquels elle n'a jamais eu d'autre signification. Le sens que le Turc donne actuellement au mot *vatan* est donc d'origine moderne. On peut même dire que le concept de patrie, à l'occidentale, n'a véritablement pénétré dans l'esprit des populations turques qu'avec la guerre d'indépendance, avec la République.

L'empire ottoman n'a cessé, d'ailleurs, depuis la conquête de Byzance, d'être une création cosmopolite des plus artificielles. Formé d'une poussière de tribus, de clans et de populations diverses, il ne constitua jamais une véritable nation, mais fut plutôt une simple agglomération de groupements humains des plus hétérogènes. Les éléments mêmes qui constituent à nos yeux la nationalité lui manquèrent jusqu'à son dernier jour. Il ne donna point naissance comme dans les grands empires à une race commune, amalgame des autres. Il ne circoncrivit jamais sa

puissance dans le cadre de frontières naturelles. Il ne posséda jamais un système économique cohérent. Il ne créa aucune culture qui lui fut propre. Il laissa enfin les croyances religieuses dominer tous les sentiments d'ordre civique. Bref, l'empire ottoman ne réussit à aucun moment de son histoire à susciter chez ses habitants une conscience patriotique, à forger en son sein un type national. Il ne cessa d'être un amalgame de Turcs, Grecs, Arméniens, Juifs, Slaves, Albanais, Arabes, Lazes, Kurdes, Circassiens, Chaldéens, Druses, Tatars, Turcomans (un dicton parle des soixante-douze et demi nations de l'empire), tous ayant leur physionomie, leurs coutumes, leur langue, leurs mœurs, leurs croyances propres. Cette confusion était encore augmentée du fait que ces peuples vécurent côte à côte pendant des siècles, les uns comme conquérants et race dominante, les autres comme rayas et tributaires. Les Turcs, en effet, furent les seuls soldats de l'empire et, soit par imprévoyance soit par intérêt, négligèrent de s'assimiler les peuples vaincus. Le désordre fut aggravé, d'autre part, par cette particularité de l'Islam qui, de chaque Croyant, faisait un sujet du représentant du Prophète, du calife. De la sorte, tout musulman qui venait en Turquie était considéré comme étant de sujétion ottomane. C'est pourquoi, l'on vit finalement à Constantinople le plus extraordinaire mélange de races qui fut jamais. Des aventuriers, des renégats de tous pays, de toutes conditions se glissèrent jusque dans le palais. Il y eut des grands-vizirs qui furent non seulement albanais, syriens ou kurdes, mais aussi arméniens convertis ou grecs turquisés. Quant aux sultans de la race d'Osman leurs mères et leurs femmes furent en majorité des esclaves du Sérail, des étrangères. Aussi, perdirent-ils peu à peu le sentiment de leur race. Certains d'entre eux finirent d'ailleurs par ne plus avoir confiance que dans les éléments non turcs. Abd-ul Hamid vécut entouré de régiments albanais, kurdes ou nègres. Il sacrifia les Turcs au panislamisme.

La révolution de 1908 tenta la première de dégager une nationalité de ce chaos. Elle voulut créer la « patrie ottomane » dans laquelle tous les citoyens, quelles que fussent leur origine ethnique, leur foi, leurs traditions auraient été des Ottomans. Cependant, malgré l'application des principes politiques les plus avancés, les unionistes de Constantinople se rendirent bientôt compte que ce système ne pouvait durer. L'ottomanisme en effet se dressa bientôt contre l'intérêt des Turcs. Et devant les velléités nationalistes manifestées à l'envi par des Arméniens, Grecs, Arabes, Kurdes et autres, les Turcs à leur tour, pour ne pas périr, se virent forcés d'agir de même.

Dès ce moment, le concept d'une nation homogène par la race, la langue et la culture se répandit dans le pays avec une force impétueuse. Les dernières guerres facilitèrent d'ailleurs la réalisation de cet idéal. Les Grecs et Arméniens disparurent de l'Anatolie et de la Thrace et les minorités chrétiennes ne subsistèrent plus en Turquie. qu'en noyaux très réduits, à Constantinople (1).

Néanmoins, cette solution était encore loin de donner à la Turquie son unité nationale comme le voulait le régime. En effet, sans parler des minorités chrétiennes vivaient encore aux côtés des Turcs de nombreuses minorités musulmanes, Kurdes, Circassiens, Tatars, Lazes continuant à faire de la Turquie comme une mosaïque de petits clans. Or, la République, partant du point de vue que les malheurs du pays ont eu pour cause le manque d'unité entre ces divers éléments, s'est mise à l'œuvre pour constituer une véritable nation, au sens européen du mot, avec l'union de tous ces éléments sur la base du turquisme. C'est ainsi que sitôt après la révolte du cheik Saïd, des réformes énergiques ont été appliquées pour amener les deux millions de Kurdes des vilayets orientaux à prendre une conscience turque et nationale. Déjà, des maîtres turcs ont été

(1) Voir au chapitre VIII, les pages consacrées à l'échange des populations.

envoyés en grand nombre dans les écoles kurdes fondées pour la première fois. Bien plus, un millier de familles notables de Diarbékir, Karpout, Mouche, Seerd ont été arrachées à leur milieu et transférées dans l'Anatolie occidentale. Des Circassiens venus en Turquie dans le pays au nombre de près d'un million lors de la conquête du Caucase par les Russes, étaient restés de leur côté en grande partie rebelles à toute turquisation. A tel point qu'au milieu de la guerre d'indépendance nombre d'entre eux, habitant les rives de la Marmara, prirent fait et cause pour les Grecs. Dès la victoire, le gouvernement d'Angora a réagi également avec force contre cette tendance particulariste. Et déjà, sous l'effet des mesures prises, les descendants de Schamyl oublient peu à peu leur langue et leur origine caucasienne et se laissent insensiblement absorber par le milieu turc. Des dispositions semblables ont été prises à l'égard des Tatars venus en Anatolie après la guerre de 1876. Bien qu'obéissant aux mêmes aspirations que les Turcs, cet élément n'avait nullement perdu ses caractéristiques particulières. C'est ainsi que jusqu'à ces derniers temps ils habitaient des quartiers spéciaux dans les villes anatoliennes, à Brousse et à Eskichéir entre autres, où ils disposaient même de la municipalité. Quant aux Lazes qui sont des Géorgiens musulmanisés et habitent en nombre d'environ cent mille entre Trébizonde et Batoum, ils ont été invités à leur tour à se soumettre à la loi du turquisme. Bref un travail actif se poursuit à cette heure à l'intérieur de la République pour fondre tous les groupements hétérogènes dans la majorité turque (1).

Les minorités dont nous venons de parler ne sont

(1) Notons d'autre part qu'avec le port obligatoire du chapeau et la réforme vestimentaire toutes ces minorités musulmanes ont dû elles-mêmes abandonner leurs coiffures et accoutrements spéciaux qui permettaient de les reconnaître de loin. Si bien qu'aujourd'hui Turcs, Lazes, Kurdes, Circassiens, Tartares et autres ont la même apparence. Ils ne possèdent plus entre eux de signes de ralliement. Et cet état de choses facilite également les buts du turquisme.

reliées au dehors avec aucun Etat constitué. Leur assimilation ne pouvait donc présenter aucune difficulté. Mais d'autres musulmans, Albanais, Bosniaques et Arabes, etc., au nombre de plusieurs centaines de mille se trouvaient également dans le pays au lendemain de la guerre d'indépendance. Qu'allaient devenir ces derniers débris de l'empire? Le gouvernement de la République se basant sur le traité de Lausanne a laissé à ces musulmans le droit d'option entre la Turquie et leur pays d'origine. La grande majorité d'entre eux qui n'avaient que de faibles liens avec la terre de leurs ancêtres ont préféré choisir définitivement la sujétion turque. Mais il reste entendu que désormais ces musulmans comme les précédents se fondront dans l'élément national du pays. C'est-à-dire qu'ils parleront turc, prendront une conscience turque et participeront enfin, sans arrière-pensée, au destin de leur nouvelle patrie.

Le gouvernement d'Angora ne se contente pas d'ailleurs de développer et de consolider l'idée nationale dans le cadre des frontières de la République. Il poursuit encore une politique active d'immigration. La Turquie, en effet, est un pays dont la fertilité ne cadre nullement avec le nombre de ses habitants. Elle pourrait nourrir le mieux du monde le double de sa population actuelle. Or, l'échange des populations s'est déjà traduit par un déficit sensible; le million de Grecs qui a quitté l'Anatolie n'a été remplacé que par quatre cent mille Turcs. Le gouvernement tient à réparer cette perte. Il le veut d'autant plus qu'il se rend bien compte que les plaines les plus fertiles de la Turquie pourront se transformer en désert si les bras manquent pour les mettre en valeur. Il veut repeupler le pays.

Ainsi la Turquie actuelle, loin d'avoir des convoitises au delà de ses frontières, ne cherche qu'à se transformer en une terre d'élection pour les frères de race des contrées voisines, les Turcs de Bulgarie, de Thrace, de Dobroudja, de Macédoine, de Chypre, de Rhodes, du Caucase, de Perse, d'Irak et de Syrie. C'est pourquoi, les milieux politiques

d'Angora suivent avec attention le sort de ces populations qui se chiffrent par plusieurs centaines de milliers d'âmes. La presse elle-même s'intéresse vivement à ces « frères de l'étranger ». Il n'est pas de semaine par exemple où un entrefilet ne rappelle « la saisie des biens des Turcs de Yougoslavie », « les misères des Turcs de Thrace occidentale », « la spoliation des Turcs de Roumanie », « l'évincement du pouvoir des Turcs de Bulgarie ». Les journaux font ressortir en outre que ces Turcs pourraient être un élément de bien-être en Anatolie, alors qu'ils ne sont guère un facteur de consolidation pour les pays qu'ils habitent. Et de conclure, en demandant d'engager des conversations à ce sujet avec les pays intéressés. Quant aux Turcs de Syrie et du Caucase, c'est par dizaines de milliers qu'ils profitent des traités d'Angora et Kars pour émigrer en Anatolie. Ainsi la République envisage à cette heure un nouveau et vaste problème : augmenter, fortifier, réunir la famille turque en un bloc homogène et puissant dans le cadre d'une seule et même patrie. A signaler enfin dans le même ordre d'idées le projet de loi sur la sujétion turque présenté au gouvernement à Angora par Tewfik Kiamil bey député de Constantinople et ancien étudiant de l'université de Paris. Il s'agit ici de réagir contre l'ancien système des capitulations qui permettait aux étrangers de résider durant des siècles dans le pays sans jamais en devenir des citoyens, c'est-à-dire de rester des Levantins. Ce projet de loi renforce même toutes les dispositions connues jusqu'à ce jour en fait de nationalité. S'il est accepté dans sa teneur actuelle, la femme turque, même mariée à un étranger, conservera son statut de jeune fille. Les enfants de parents étrangers, nés eux-mêmes en Turquie, deviendront *ipso facto* citoyens turcs. Ici encore, la volonté est manifeste d'augmenter à tout prix le chiffre de la population et de renforcer en même temps l'unité nationale. (1)

(1) Le projet de loi de Tewfik Kiamil bey a été accepté par la Grande Assemblée, en juillet 1928, mais avec toutes les atténuations que comportent, à la matière, les législations occidentales.

La Turquie tend de la sorte à s'adapter chaque jour davantage à l'idée moderne de nationalité. Elle ne veut plus être, comme l'empire ottoman, un composé confus de groupements humains aux idéaux divers, mais une nation basée sur une unité, si ce n'est ethnique, du moins politique, géographique, économique, culturelle et morale. L'empire est mort du manque de cohésion entre ses divers éléments; il est mort de l'absence d'un sentiment national. La République doit créer ces facteurs. De l'unité de la Turquie sortira sa force et sa sécurité; de son ardeur patriotique, sa grandeur. Et c'est ainsi qu'une nouvelle discipline nationale, dont les conséquences seront demain des plus profondes, naît en Orient.

CHAPITRE V

LA QUERELLE DES COIFFURES

LE RÔLE DE LA COIFFURE EN ORIENT. — LE TURBAN DES PADISCHAHS. — LA VARIÉTÉ DES COUVRE-CHEFS AU XVIII^e SIÈCLE. — LA RÉFORME DE MAHMOUD II. — LE FEZ. — LA VISIÈRE AU KÉPI DE L'ARMÉE. — MUSTAPHA KEMAL, LE PREMIER, ARBORE LE CHAPEAU. — LE DISCOURS DE CASTAMOUNI. — L'OFFENSIVE CONTRE LE FEZ. — PORT OBLIGATOIRE DU CHAPEAU. — GRAVES INCIDENTS DANS LES VILAYETS ORIENTAUX. — A BAS LES GHIAOURS. — LA SIGNIFICATION ET L'IMPORTANCE DE LA RÉFORME.

De tout temps la coiffure a joué dans l'Orient musulman, et spécialement en Turquie, un rôle d'une extrême importance. Elle permettait en effet de distinguer non seulement la race, le statut national, la religion, les opinions politiques des individus, mais aussi leur profession. C'est ainsi que jusqu'à l'époque où Mahmoud II ordonna la première réforme des couvre-chefs, c'est-à-dire jusqu'en 1829, chaque sujet du sultan était obligé de se coiffer selon son rang, ses fonctions et sa croyance, d'un turban dont la forme, les dimensions, la couleur étaient minutieusement réglementées. Le sultan lui-même se distinguait par une coiffure particulière dont l'aspect varia d'ailleurs avec le temps. L'ambassade de France à Constantinople possède à ce sujet un tableau des plus instructifs et aussi des plus précieux, puisque, fait complètement interdit en terre d'Islam jusqu'à une date récente, il reproduit la physionomie de tous les sultans de la famille d'Osman jusqu'à Sélim III (1808). D'après ce document, les premiers monarques ottomans n'avaient d'autre coiffure qu'un simple bonnet de

feutre couleur miel (seul celui d'Orkhan 1^{er} est rouge), entouré à sa base d'un turban de mousseline blanche. Le chevalier d'Ohsson (1) écrit à ce sujet qu'à l'origine de la monarchie, les Ottomans ne portaient que des bonnets de feutre dits *kulah*, qui étaient la coiffure ordinaire des peuples tartares et turcomans, et servaient aux civils comme aux militaires. C'est Sélim 1^{er} (1520) qui le premier revêtit le haut bonnet blanc en forme de tiare, orné de pierres précieuses, de plumes de héron et que les sultans portèrent avec de légères variantes jusqu'à Mahmoud II.

Dans son voyage en Turquie et en Grèce le R. P. Robert de Dreux fait le tableau suivant de Mahomet IV, qu'il entrevit à Larissa en 1665:

Le Grand-Seigneur avait sur sa tête un haut bonnet orné de quatre grosses pierres d'un prix inestimable. Celle qui était sur le front était accompagnée d'une plume de héron et sur chacune de celles qui étaient aux côtés il y avait un bouquet de trois aigrettes (2).

Ce turban des padischahs était l'un des attributs de leur charge. Il équivalait en somme à la couronne des monarques occidentaux. A tel point d'ailleurs que, parmi les officiers attachés à sa personne, à côté des porteglaives et portetabourets, il s'en trouvait aussi d'autres qui, dans les grandes processions, l'accompagnaient en tenant à la main, monté sur un petit trépied en bois, un turban impérial. A leur passage, la foule, depuis les plus humbles sujets jusqu'aux grands fonctionnaires, courbaient la tête en signe de respect, tandis que les porteurs répondaient à ces hommages en inclinant un peu les coiffures à droite et à gauche. Parfois même, les porteturbans se tenaient à cheval. Le R. P. Robert de Dreux rapporte par exemple comment il vit à Larissa, immédiatement der-

(1) *Tableau général de l'empire ottoman*, par le chevalier d'Ohsson, Paris, 1791, tome IV, p. 113. D'Ohsson, probablement d'origine arménienne, était interprète auprès de la légation de Suède.

(2) *Voyage en Turquie et en Grèce*, par le R. P. Robert de Dreux, Société d'édition « Les Belles Lettres ».

rière Mahomet IV, « quatre hommes montés sur de beaux chevaux et portant chacun un des bonnets du Grand-Seigneur ». Il ajoute que ces turbans servaient à sa Hautesse suivant ses différentes occupations, « car il y a le bonnet pour le divan, un autre pour les cérémonies, un autre pour la chasse et un autre pour la guerre ».

Nul pays d'ailleurs, plus que la Turquie sous les sultans osmanlis, n'a usé de variétés de couvre-chefs aussi abondants et aussi fantaisistes. Au XVIII^e siècle par exemple, sous l'effet de ces seules coiffures, le carnaval semble s'être installé à demeure à Constantinople. Le grand-vizir portait un turban blanc en forme de pain de sucre coupé en son milieu d'un ruban d'or. Le capitán-pacha (grand-amiral) et le kislár-aga (chef des eunuques) en arboraient un semblable, avec cette différence que le ruban était placé de biais, de droite à gauche pour le premier, et de gauche à droite pour le second. Le turban du chef des ulémas n'était qu'une boule énorme emboîtée dans la tête et faite de mousseline verte, couleur du Prophète. Celui du grand mufti était de même forme, mais blanc. Le réis-effendi (grand chancelier) disposait de son côté d'une coiffure composée de deux turbans superposés, le supérieur blanc débordant sur l'autre qui était rose. Les icoglans, ou pages du Grand-Seigneur, avaient le chef orné d'un bonnet de brocart doré, véritable « pot de vermeil », comme le qualifie le R. P. de Dreux. Dans l'armée également, les différents corps de troupes se distinguaient par une abondance de coiffures des plus bizarres. Les janissaires entre autres, qui avaient été glorifiés, à l'origine, par un derviche fameux du nom de Hadji Bektach, portaient en son honneur, à leur coiffure, une large bande d'étoffe qui était censée représenter la manche du saint et rappeler de la sorte le souvenir de la bénédiction qu'il leur avait donnée en étendant son bras sur leurs têtes. Les officiers de ce corps de troupes étaient eux-mêmes reconnaissables par des couvre-chefs plus extravagants les uns que les autres. Et peut-être exista-t-il à l'origine une certaine

parenté entre ces casques de janissaires et le shako des uhlands prussiens. Cette conjecture nous paraît d'autant mieux fondée que le mot uhlan est lui-même tiré du turc, *oghlan*, jeune homme, et par extension, soldat.

Bref, la nation entière était soumise pour la coiffure à des prescriptions des plus sévères (1). Les artisans des diverses corporations, les écrivains publics, les étudiants, les derviches, les fonctionnaires, les docteurs, les gens de loi, les porteurs d'eau, les portefaix, les bateliers se distinguaient les uns des autres par leur turban. Bien plus, la couleur de cette coiffure servait à différencier les raïas, c'est-à-dire les juifs et les chrétiens sujets du sultan, des disciples du Prophète. « Il est défendu aux chrétiens de porter toute couleur verte... » écrit Volney dans son *Voyage en Syrie* (1784); « et la Porte vient de renouveler ses ordonnances pour qu'ils rétablissent l'ancienne forme de leur turban: il doit être d'une grosse mousseline bleue, avec une seule visière blanche... ». Le chevalier d'Ohsson (2) relève également la différence sensible entre le costume des sujets étrangers à l'islamisme et celui des Mahométans, « surtout pour la coiffure qui, pour les premiers, doit être de couleur foncée ». Au cours d'un voyage en Asie-Mineure, en 1865, M.-G. Perrot (3), séjournant à Angora, fait la description d'un certain Havak-Oghlou, un catholique grec qui, « modestement vêtu, porte ce turban noir qui fut longtemps la seule coiffure permise aux chrétiens et dont les vieillards ne se sont pas encore déshabitués ». Et Perrot d'ajouter:

Tandis que les couleurs vives et joyeuses comme le blanc, le rouge et le vert étaient réservées aux vrais Croyants, le noir, cette couleur sombre et triste, était assignée aux chrétiens par un usage qui avait force de loi et auquel, en bien des endroits, il ne faudrait pas encore se risquer de déroger. C'était un frappant

(1) Remarquons à ce sujet que plusieurs empereurs byzantins, dont le pouvoir était absolu, légiférèrent sur la coiffure. C'est ainsi que le vieux Michel Stratiotique édicta une loi pour obliger les citoyens à porter le couvre-chef qui avait été en vogue au temps de sa prime jeunesse.

(2) Tome IV, p. 21.

(3) *Souvenirs d'un voyage en Asie-Mineure*, p. 348.

symbole de dépendance et d'abjection, et ces insignes de deuil convenaient bien à ces vaincus qui ne semblaient point avoir l'espérance de jamais se relever...

Les cimetières turcs attestent encore de façon saisissante l'importance du rôle que jouait la coiffure dans la société ottomane; car, au cours des siècles, la coutume s'est conservée en Turquie de sculpter au sommet de la stèle funéraire des tombes d'hommes (1) le couvre-chef qu'ils portaient durant leur vie. Dans ce sens, les vastes champs des morts qui s'étendent à Scutari d'Asie et à Stamboul le long des murailles byzantines, offrent le spectacle curieux d'un véritable musée de toutes les anciennes coiffures turques. A perte de vue, s'étale une étrange forêt de milliers et de milliers de turbans en marbre, de toutes les formes et de toutes les dimensions. Les uns sont ronds comme des boules ou côtelés comme de gros melons, les autres, plats et cylindriques, sont de véritables meules. Parfois, ils sont unis sans frange ni ornement, parfois dentelés, plissés ou ornés de pompons et de rubans. En voici, évasés comme des shakos, arrondis en pain de sucre, pointus comme des mitres ou terminés en ogive comme des obus; en voilà en coupes de mosquée, en bulbes, en toits de pagodes à la chinoise, en tuyaux de poêle, en tonneaux même, dont l'un des fonds s'adaptait à la tête. Et néanmoins, pendant des siècles, une société qui fut brillante se soumit au port de ces coiffures compliquées et inesthétiques. Le fait surprend d'autant plus que de tels couvre-chefs constituaient pour l'armée et la marine ottomanes de véritables *impedimenta*. Les chroniqueurs rapportent d'ailleurs que la hauteur des turbans, gênant la manœuvre, fut l'une des causes de la défaite navale de Tchechmé. On sait, d'autre part, que le chevalier de Bonneval, chargé, en 1740, de former un corps d'artilleurs turcs, jugea que l'uniforme et les turbans des soldats confiés à ses soins empêchaient le bon maniement des canons. Il

(1) Pour les femmes, cette stèle est simplement ornée de fleurs stylisées.

tenta donc la première réforme vestimentaire de l'armée turque; mais cet essai demeura confiné au terrain de manœuvres de Scutari. Le baron de Tott y revint sous Mustapha III, mais sans plus de succès. Pour la vie civile, les ennuis que causaient les turbans devaient être également des plus sensibles. Il y avait indécence en effet à ne pas avoir la tête couverte en public. Le costume n'était complet qu'avec le turban. Mais il est bien évident que chaque Turc, rentré chez lui, se débarrassait vivement de l'incommodité attirail. Cependant, nul n'osait confier sa coiffure, d'une architecture si compliquée, à de simples patères. Aussi avait-on inventé un meuble spécial, le *kaouklouk* (de *kaouk* qui était le turban des fonctionnaires), sorte d'étagère sculptée dont les amateurs se disputent encore aujourd'hui les derniers spécimens au bazar de Stamboul et sur laquelle le maître du logis déposait soigneusement son volumineux couvre-chef.

Lorsqu'on songe à tous les inconvénients de pareilles coiffures, à la difficulté de les édifier, de les maintenir en équilibre, aux embarras sans nombre qu'elles devaient susciter tous les jours, à l'infériorité enfin qu'elles donnaient aux troupes combattantes, on s'étonne que leur suppression n'ait eu lieu qu'au *xix^e* siècle, bien après la Révolution française, en 1829. C'est cette année-là, en effet, que le grand réformateur qui introduisit le premier en Turquie les costumes et usages d'Occident, le sultan Mahmoud II, en même temps qu'il réorganisait l'armée à l'européenne et s'habillait lui-même à la franque, interdit le port du turban à tous les Turcs, à l'exception toutefois de ceux qui exerçaient une fonction religieuse. Cependant, cette innovation se heurtait à des préjugés solidement ancrés. Car pour les musulmans pieux de l'époque, le turban, coiffure du Prophète, avait la valeur d'un véritable symbole. Il était en effet censé représenter le poêle ou drap mortuaire que tout bon croyant devait porter sur sa tête comme un perpétuel *memento*

de l'heure dernière. Aussi sa suppression irrita-t-elle vivement les fanatiques. On sait d'ailleurs comment les réformes de Mahmoud II furent accueillies. Les hodjas poussèrent le peuple à la résistance. Des insurrections éclatèrent en Albanie, en Macédonie, en Bosnie, à Bagdad. A Constantinople même, la révolte gronda. Lorsque le sultan se montrait dans la rue, la populace allait jusqu'à lui jeter des pierres. On raconte même qu'un jour Mahmoud II traversait à cheval le pont qui reliait déjà Stamboul à Galata, lorsqu'un derviche appelé Cheik Satchili, et que le peuple vénérât comme un saint, saisit la bride de la monture en s'écriant : « Padischah ghiaour, n'es-tu pas repu d'abomination ? Allah te demandera compte de ton impiété. Tu ruines l'islamisme et attires la malédiction du Prophète sur nous tous ! » Les aides de camp essayèrent de lui faire lâcher prise et le sultan, haussant les épaules, dit : « C'est un fou ! ». « Fou ! » reprit le derviche avec indignation, « non, je ne suis pas fou. C'est toi, padischah ghiaour, ce sont tes infâmes conseillers, c'est vous autres qui êtes des insensés. L'esprit de Dieu parle par ma bouche : je dois lui obéir et confesser la vérité ; il m'a promis en récompense la couronne du martyr... ». Le vœu du derviche fut exaucé : il fut conduit au supplice. Mais la révolte redoubla. Des exaltés tentèrent même de mettre le feu à la ville. Une nuit, dix mille maisons flambèrent à Péra, résidence des Européens. Et le lendemain des libelles avertissaient que le Sérail serait aussi incendié si le monarque continuait à souiller la ville en imitant les infidèles. Mais, courageusement, Mahmoud II ne dévia pas de la ligne de conduite qu'il s'était tracée. Ayant supprimé le turban, il le remplaça par le fez. Mais en ce faisant il n'innovait guère. Il est devenu toutefois une formule courante de dire que Mahmoud II se contenta de choisir le insulaires portaient un pareil couvre-chef. Mais il est certain aussi que c'était là une coiffure dont de nombreux bonnet rouge des Grecs de l'Archipel. Il est vrai que ces

musulmans s'affublaient également. Entendons-nous : sous le turban ou serrée à la tête par le turban, les fils du Prophète ont toujours porté une calotte de feutre ou de drap. Dans son *Tableau général de l'empire ottoman*, paru à Paris en 1791, soit près de quarante ans avant la réforme mahmoudienne, le chevalier d'Ohsson dit textuellement que « de façon générale tous les Mahométans se font raser la tête, qu'ils couvrent d'abord d'une calotte rouge, *fess*, et ensuite du turban » (1). Dans son *Voyage en Syrie*, Volney (2) parle d'un habitant de la Ville de Gaza qui troqua contre des perles, qu'un Bédouin avait prises pour des pois secs, « un bonnet rouge de *Fâz* ». Les recherches que nous avons faites prouvent d'ailleurs que le fez, en tant que coiffure, existait dès le XVIII^e siècle. La ville de Fez, qui lui donna son nom, avait alors le monopole de sa fabrication, grâce à une petite baie, le kermés (3), qui, recueilli aux environs, permettait de le teindre facilement en rouge foncé. Le fez fut ainsi porté en premier lieu et sous cette dénomination par les habitants de l'Afrique du nord, et surtout par les hardis corsaires qu'étaient les Barbaresques; et comme ceux-ci guerroyaient pour le sultan dans toute la Méditerranée, leur coiffure, la calotte rouge, se propagea peu à peu dans tout le Levant, adoptée par les insulaires grecs comme par les musulmans. La demande de fez fut telle d'ailleurs dès le XVIII^e siècle, que la fabrication s'en répandit en France, spécialement à Orléans (4). Les vaisseaux du Roy exportaient cette marchandise dans tout l'Orient méditerranéen, et elle finit même par être connue sous le nom de « bonnet de France ». Les Turcs ne furent d'ailleurs pas les premiers à l'arborer comme coiffure officielle. Quelques années avant la réforme de Mahmoud II, en 1824, le fonda-

(1) D'Ohsson, tome IV, p. 125.

(2) Volney, tome II, p. 196.

(3) Kermes a donné en arabe *kermesi*, rouge, d'où vient le français *cramoisi*.

(4) D'Ohsson, tome IV, p. 152.

teur de la dynastie actuelle d'Égypte, Mehemet Ali, inspiré sans doute par le souvenir des troupes de Bonaparte, avait procédé à une rénovation complète des uniformes de son armée. Cependant, il n'osa pas tout emprunter aux Européens, c'est-à-dire aux infidèles. C'est ainsi qu'il ne put adopter le shako, les prescriptions religieuses musulmanes interdisant, comme nous le verrons plus loin, le port de toute coiffure munie d'une visière. Le fez d'ailleurs n'était pas européen, mais africain. Il s'adaptait donc à merveille à la réforme de Mehemet Ali. Or, deux ans plus tard, en 1826, les troupes turques et égyptiennes combattaient côte à côte dans le Péloponèse contre les Grecs luttant pour leur indépendance. Le fils de Mehemet Ali, Ibrahim pacha, se trouvait à la tête des forces venues du Caire, et voici comment un chroniqueur de l'époque (1) parle de ce soldat :

Il portait le costume que les chefs égyptiens avaient adopté les premiers et qui devait devenir bientôt en Turquie le symbole de la réforme, fez rouge et veste brodée, à la taille.

D'autre part, dès le lendemain du siège de Missolonghi, le fameux Kapou-Kiahia d'Égypte (général représentant le monarque), Nedjib effendi, fut chargé avec un corps d'officiers égyptiens, instruits eux-mêmes à la française, d'apprendre la manœuvre européenne aux troupes turques. Il ne restait plus à Mahmoud II qu'à adopter le même costume, la même coiffure. Ce qu'il fit, payant lui-même le premier de sa personne, en se montrant, comme on disait alors, « en uniforme égyptien ».

À l'époque où il fut imposé, comme coiffure officielle dans l'empire ottoman, le fez symbolisa véritablement l'idée du progrès. Néanmoins, la population musulmane ne s'y rallia qu'avec mauvaise grâce et la plus grande lenteur. D'ailleurs le fez ne fut jamais adopté uniformément par

(1) Cité par E. Manass, journal le *Stamboul*, 16 novembre 1925.

toute la population de l'empire. Les Arabes du désert, les Druses par exemple, restèrent fidèles au *keffiyeh*, grand voile généralement blanc retenu autour de la tête par une cordelette et retombant dans le dos en larges plis. Plus au nord, les Kurdes, qui vécurent de tout temps presque en dehors du cadre administratif de l'empire, continuèrent à porter une espèce de bonnet pointu, entouré, chez les cheiks, des multiples plis d'un turban monumental. Le long de la mer Noire, les Lazes conservèrent le *bachlik*, qui est comme un bonnet phrygien, aux pans noués derrière la tête. On peut ajouter à cette nomenclature les bonnets en tromblon des derviches tourneurs. Quant au turban, comme nous l'avons dit, la réforme du sultan Mahmoud l'avait réservé à ceux qui remplissaient dans la nation une fonction religieuse. A tel point que le terme d'enturbanné servit bientôt dans le langage courant à désigner la classe des imams, muftis et hodjas. Le fez en somme ne fut porté finalement que par les Turcs et les Arabes des villes, et naturellement aussi par tous les chrétiens et Juifs de l'Empire, auxquels il finit par servir pour ainsi dire de certificat de fidélité et de loyauté de vant les pouvoirs publics. Les raïas furent d'ailleurs d'autant plus portés à s'en affubler, qu'avec cette coiffure aucune différence humiliante dans le costume ne les distingua plus des musulmans.

Honni à ses débuts, le fez finit cependant par jouir d'un véritable prestige. La mode lui donna peu à peu un aspect plus imposant. Primitivement calotte s'adaptant étroitement au crâne, il s'exhaussa avec la réforme mahmoudienne et devint une toque basse et ronde avec un gros gland de soie bleue, dont les franges descendaient jusque sur le col de l'habit. Sous Abd-ul-Hamid, il se haussa encore, se mua en une sorte de cône tronqué, de pot à fleur renversé, puis devint avec la révolution jeune-turque tout à fait cylindrique, tel que le portent encore aujourd'hui les Egyptiens. Avec le temps, le gland dimi-

nua de volume et de longueur. Seule la couleur rouge sombre ne varia jamais.

Mais le plus curieux est que cette coiffure qui fut méprisée au début par tous les vrais Croyants, comme personnifiant un programme de révolution sociale inspiré par l'Europe, c'est-à-dire par des infidèles, prit peu à peu, par accoutumance, une signification tout opposée. Le fez finit par symboliser à son tour, comme autrefois le turban, l'esprit traditionaliste, national et religieux. Objet d'abomination en 1830 pour la majorité de la population, il servit au contraire avec la fin de l'empire de véritable signe de ralliement, d'étendard pour tous les orthodoxes musulmans. Le Turc finit en somme sous Abd-ul-Hamid par considérer le fez comme un emblème de solidarité religieuse dont l'abandon aurait été une offense à la foi coranique, et, comme du temps du turban, le même rapport s'établit entre la coiffure et la croyance. D'autre part, jusqu'à la révolution de 1908, le fez fut ainsi, en quelque sorte, la marque distinctive de tous les sujets du sultan et les raïas qui ne s'en affublaient pas étaient des plus mal vus. Lorsque Ferdinand de Bulgarie, qui n'était encore que prince, vint en 1896 visiter son suzerain à Constantinople, il dut accepter de s'en coiffer. Par contre, quand les troupes grecques occupèrent Salonique, en 1913, l'on vit tous les chrétiens de cette ville, du fait qu'ils avaient cessé d'être sujets du Commandeur des Croyants, jeter leur fez par-dessus les moulins. Dès cette époque, le même fanatisme religieux qui s'était, en 1830, manifesté contre le fez, commença à se tourner contre le chapeau. Le terme de *chapkali* ou porteur de chapeau, employé par les Turcs, avait un sens très net de mépris. Le fait était d'ailleurs d'autant plus paradoxal que, passé les frontières de Thrace, tous les Turcs musulmans se rendant en Europe n'hésitaient pas à porter les mêmes coiffures que les Occidentaux.

Mais le comble enfin est qu'avec la courageuse réforme

de Mustapha Kemal, en 1925, le même fez finit par devenir un emblème d'une signification exactement contraire à celle qu'il avait eue à ses débuts en 1829. Jadis symbole de l'esprit de progrès, il devint, par une dérision du sort, le symbole de l'esprit de réaction. Comme nous le verrons, de même que leurs ancêtres s'étaient soulevés en faveur du turban contre le fez, des milliers de Turcs musulmans se révoltèrent en faveur du fez contre le chapeau. Dans toute cette histoire de coiffures, le fez ne fut d'ailleurs qu'une étape. Lorsqu'en 1829, Mahmoud II s'efforça d'appliquer toutes les réformes par lesquelles il cherchait à rénover l'empire sur le modèle de l'Europe, il se heurtait à des préjugés séculaires, farouchement tenaces. Il n'aurait pu imposer le chapeau : il se serait fait assassiner. Il choisit le fez. Mais ce dernier n'a été en somme qu'un compromis entre le turban et le chapeau, qu'une coiffure de transition. Mais quels qu'aient été ses avatars, le fez prépara l'avenir et rendit possible la grande réforme de Mustapha Kemal.

Le port du chapeau peut paraître un détail qui n'a l'air de rien. Et cependant, en 1925, l'importance que certaines classes de la population musulmane attachaient encore à la coiffure était telle qu'il y aurait eu certainement danger à imposer brusquement, sans préparation, le couvre-chef occidental. A cette époque encore, et spécialement dans tous les moments de tension entre la Turquie et les puissances européennes, les porteurs de chapeau étaient particulièrement honnis. Et c'est ainsi qu'en septembre 1923, à l'entrée des troupes kémalistes à Constantinople, des exaltés ne craignirent pas de faire tomber, de piétiner en plein Péra les feutres du drogman de l'ambassade France, M. Cuinet, et de notre confrère P. Erio. Le même jour, Grecs, Arméniens et Juifs qui, pendant l'occupation alliée, n'avaient pas hésité à s'affubler du chapeau, s'empressèrent de leur côté d'arborer

les fez les plus rutilants. Bref, c'est dire que la réforme ne pouvait réussir qu'en étant amenée insensiblement. C'est pourquoi le passage du fez au chapeau ne fut pas l'œuvre d'un jour. Mais disons, en premier lieu, qu'entre ces deux coiffures se glissa d'abord, en 1908, un autre couvre-chef, le *kalpak*. Ce bonnet d'origine tartare et fait d'astrakan fut choisi comme signe distinctif des Jeunes-Turcs, pour qui le fez présentait cette tare d'être une marque de sujétion à l'égard du sultan. A la même époque, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine avait suscité en Turquie une vive animosité contre l'Autriche-Hongrie, qui se trouvait être le véritable fournisseur des fez ottomans. Pour cette double raison, le *kalpak* devint rapidement la coiffure nationale par excellence. Dès le début du mouvement kémaliste, ce bonnet de fourrure, qui n'était pas sans élégance, fut porté par tous les grands chefs de la nouvelle Turquie, dont il attestait le pur républicanisme.

Mais le premier et véritable échec du fez ne fut autre qu'une réforme d'apparence infime, mais qui n'en était pas moins, au point de vue islamique, aussi révolutionnaire que l'abolition du califat : au printemps 1925, le gouvernement d'Angora ordonna l'adjonction d'une visière au képi de l'armée. Jusqu'à ce moment-là, les coiffures tant civiles que militaires de l'Islam orthodoxe étaient dépourvues de tout rebord, pour la raison que ce dernier empêchait le croyant de toucher la terre avec le front pendant la prière. Or, le dogme lui prescrivait également de ne prier, de ne se prosterner du côté de la Mecque que le chef couvert (1). D'autre part, le Prophète avait dit : « Tu combattras face au soleil. » Cette

(1) Aujourd'hui encore, dans la majorité des pays d'Orient, se tenir tête découverte devant une personnalité est considéré comme lui manquer de respect. L'histoire rapporte qu'un ambassadeur persan, accompagnant un sultan en voyage, posa une question plutôt embarrassante au grand-vizir. Il lui demanda pourquoi les Européens rencontrés sur la route retiraient leur chapeau sur le passage du souverain. Une explication des usages occidentaux

formule, qui n'avait certainement à l'origine d'autre signification que de stigmatiser la lâcheté, fut aussi, avec le temps, prise dans un sens défavorable à toute visière. On rapporte même qu'un sultan pieux avait une telle horreur des coiffures à rebord qu'il cravacha un jour un de ses courtisans qui, devant lui, pour mieux contempler le Bosphore, s'était oublié à interposer sa main à hauteur du front, entre les rayons de soleil et le visage... Quoi qu'il en soit, l'armée turque, au lendemain de la guerre d'indépendance, possédait encore un képi, conçu, il est vrai, à l'européenne, mais caractérisé par l'absence complète de visière. La dernière guerre, cependant, amena dans toutes les armes du monde une transformation profonde de la coiffure militaire. Elle a vulgarisé par exemple le casque d'acier portant les pare-éclats à l'avant et à l'arrière. Mais la France elle-même eut quelques difficultés à en faire adopter le port par les troupes musulmanes de l'Afrique du nord (1). C'est ainsi que des essais furent faits pour placer sous la chéchia des tirailleurs indigènes une simple calotte d'acier qui n'aurait protégé que le sommet du crâne. Mais finalement une

eût été trop longue et peut-être mal comprise. Le grand-vizir était homme d'esprit et il se contenta de dire: « C'est pour indiquer qu'ils font hommage de leur tête à Sa Majesté et qu'ils la lui offrent en sacrifice ».

(1) « Il ne faut pas badiner en pays d'Islam avec le problème des chapeaux », m'écrivait en juillet 1924, le chef du service des renseignements du bureau des Ait Youssi, au Maroc. Et de me signaler les incidents suivants au début de la guerre de 1914 : « J'étais alors lieutenant à la compagnie auxiliaire marocaine à Tanger où je venais d'arriver le 29 juin. Lorsque éclata la guerre, de nombreux Marocains vinrent nous demander à s'engager pour partir au front. Parmi eux se trouvait un indigène qui s'était converti au catholicisme — fait extrêmement rare — et était employé comme domestique chez un membre de la colonie française de Tanger. Cet indigène posa comme condition absolue à son engagement « qu'il serait enrôlé dans un corps portant le képi ». Et comme je lui faisais observer qu'il serait peut-être mieux à sa place et plus utile dans un bataillon de tirailleurs marocains, il me répondit: « Je n'ai pas abandonné la religion musulmane pour reprendre à nouveau la chéchia. Je suis catholique, je veux porter le képi ». J'ai eu également sous mes ordres un lieutenant kabyle, mort des suites de ses blessures reçues au front de France et dont le chagrin était de ne pas servir au titre français, parce qu'il aurait dû en ce cas coiffer un képi ».

fetva des chefs religieux de Tunis autorisa les contingents de religion islamique à arborer le même casque que les soldats de la métropole.

Or, après l'expérience de douze années de guerre presque consécutives, la République turque ne craignit pas à son tour de tendre vers une adaptation raisonnée de l'équipement de ses troupes aux conditions de la bataille moderne. La visière n'a-t-elle pas ce grand avantage de protéger efficacement les yeux et cela surtout dans les pays d'Orient où la lumière du jour est éblouissante? Ne facilite-t-elle pas dans une large mesure l'efficacité du tir individuel? Et d'ailleurs n'était-il pas absurde de prendre au pied de la lettre la parole du Prophète de « combattre face au soleil », alors que cette sentence n'a jamais eu qu'une signification métaphorique invitant à la lutte loyale? Restait enfin l'empêchement de toucher le sol avec un front armé d'une visière. Sur ce point, les soldats bulgares et serbes de religion musulmane tournent la difficulté en priant avec le képi à l'envers s'il n'a qu'une visière, ou de travers s'il en a deux. Rien n'empêchait donc les soldats turcs d'en faire autant. Bref, au printemps 1925, la réforme fut décidée. La garde républicaine à Angora porta la première le nouveau couvre-chef, qui fut arboré progressivement dans le courant de la même année par tout le reste de l'armée, la gendarmerie et la marine.

L'adoption de la visière revêtait une énorme importance. Cette réforme signifiait en effet que rien n'empêchait plus désormais le civil turc musulman d'user un jour ou l'autre de notre chapeau. Néanmoins, le port de ce dernier suscitait de grandes difficultés, du fait qu'il signifiait encore, aux yeux de la majorité des populations, une différence de religion. Pour bien comprendre tout le courage qu'il y avait à l'imposer à cette époque encore, il suffit d'ailleurs de se rappeler que sous les derniers sultans, tout Turc qui aurait osé l'arborer aurait

été aussitôt incarcéré et condamné à une peine sévère. Quand on voulait à Constantinople discréditer à jamais un personnage politique, il suffisait de publier dans un journal une photographie le représentant à l'étranger coiffé d'un melon ou d'un chapeau mou. Ce fut encore le cas pour un journaliste des plus connus, lors de la Conférence de Lausanne. Toutefois de nombreux faits laissaient déjà entendre qu'un jour ou l'autre la question de la coiffure ne jouerait plus en Turquie le même rôle qu'autrefois. C'est ainsi qu'un étudiant turc, étant revenu d'Allemagne à Constantinople en juin 1924 pour un bref séjour, avait gardé son feutre acheté à Berlin. Sous Abd-ul-Hamid et même sous l'Union et Progrès il aurait été immédiatement emprisonné. Cette fois-ci, il fut bien arrêté par la police... mais relâché quelques heures plus tard. En août de la même année, pendant les grandes chaleurs, le médecin de la ville d'Adana ne craignit pas de recommander aux habitants, par la voie des journaux, de porter le chapeau pour éviter les insulations. Signalons d'autre part qu'à la même époque, un groupe de députés avait déjà pris l'habitude d'assister tête nue aux séances de la Chambre. C'était là une autre innovation des plus importantes pour un pays d'Islam où, contrairement à la coutume occidentale, la bienséance et la politesse, tout autant que le dogme, imposaient encore le port d'une coiffure en société. Le geste des parlementaires à tête nue fut d'ailleurs imité dans d'autres assemblées. C'est ainsi qu'à Constantinople, en octobre 1924, un membre du Conseil municipal, le docteur Réfik bey, demanda l'autorisation pour des raisons d'hygiène de pouvoir enlever fez et kalpak pendant les séances. Le préfet de la ville répondit que les conseillers qui présentaient cette excuse pouvaient fort bien se découvrir et, sur-le-champ, une douzaine d'élites se décoiffèrent. Bref, la tendance se manifestait chaque jour davantage chez les intellectuels de s'opposer, dans le domaine de la coiffure, à toutes

les prescriptions dogmatiques et à ne suivre sur ce terrain que les règles de la santé et les exigences de la vie sociale.

Toutefois, la grande masse de la population continuait, par la force même d'anciens préjugés sucés avec le lait, à établir un rapport entre la coiffure et la foi. D'autre part, la seule vertu d'une infime minorité d'intellectuels ne pouvait réussir à imposer le chapeau. Un acte d'autorité était nécessaire. Et seul pouvait l'oser, en raison même de la confiance qu'il imposait au peuple, le héros de l'indépendance turque.

C'est à Constamouni, petite ville anatolienne située entre Angora et la mer Noire, que, le 1^{er} septembre 1925, Mustapha Kemal, donnant lui-même l'exemple et délaissant le kalpak que le nationalisme avait cependant mis en honneur, apparut à ses concitoyens coiffé d'un chapeau.

Au milieu de l'émotion générale, bravant traditions et préjugés, il alla même jusqu'à demeurer tête découverte dans toutes les cérémonies organisées en son honneur et obligea les fonctionnaires qui l'entouraient de l'imiter. En même temps, par des véhéments discours devant la foule assemblée, il tirait la morale de sa réforme :

La tenue internationale des peuples civilisés, disait-il, convient parfaitement à notre nation. Nous chausserons souliers et bottines, nous porterons pantalon, chemise, gilet, faux-col, cravate, veston; nous coifferons un couvre-chef à visière ou, pour parler plus clairement un chapeau. Nous porterons redingote, jaquette, smoking, frac et, s'il se trouve des gens qui hésitent, je leur dirai qu'ils sont des sots et des ignorants.

Généralisant son sujet, Mustapha Kemal ajoutait :

En portant une coiffure distincte du reste de l'univers, nous restons à l'écart. Regardez le monde turc et musulman. Vous verrez des gens qui souffrent et se débattent parce qu'ils ne conforment pas leurs pensées et leur esprit aux changements qu'exige la vie du monde. C'est la cause de notre retard et des malheurs qui nous sont arrivés. Si nous nous sommes sauvés en l'espace de

quelques années, c'est grâce à la transformation de notre mentalité. Nous ne pouvons pas nous arrêter. Il nous faut avancer toujours. La nation doit savoir que la civilisation possède une force telle qu'elle brûle et qu'elle détruit tout ce qui, devant elle, reste indifférent.

Ce que Mustapha Kemal cherchait en somme par cette réforme, c'était d'un côté d'écarter toute mystique dans la façon de vivre du peuple turc, et de l'autre de mettre les vêtements de ses concitoyens en rapport avec les progrès de l'époque. Après avoir accepté toutes les inventions modernes, la vapeur, l'électricité, le téléphone, l'avion, la télégraphie sans fil, dues à la civilisation, le Turc doit adopter également la coiffure et le costume qu'elle a créés. Aucune différence d'aspect extérieure ne doit le séparer à l'avenir des autres peuples.

Au cours de ces journées décisives pour une réforme qui risquait cependant de le rendre impopulaire, Mustapha Kemal manifesta le plus grand courage personnel en se montrant partout, selon les circonstances, tantôt en melon, tantôt en feutre ou en panama. Après Castamouni, il se rendit encore dans d'autres villes, à Inéboli, à Brousse, Eskichéhir, Konia, entreprenant en quelque sorte une véritable tournée de propagande. En de nombreuses occasions, il ne craignit pas de se mêler à la foule et de s'adresser directement à elle. A Inéboli, apercevant un complet à l'européenne devant une boutique d'un tailleur, il interroge à haute voix : « N'est-ce pas là un habit de coupe et de type international ? — Oui, lui fut-il répondu. — Eh bien, constatez, dit le Gazi, ce costume est simple et coûte peu ». Puis, avisant le fez d'un commerçant, il s'écrie : « Regardez ! Au-dessous de cette calotte rouge, il y a une sorte de bonnet de nuit ; au-dessus un turban ! Pour chacun de ces objets, vous payez à part et cet argent va à l'étranger. Est-ce logique ? ». Désignant ensuite du doigt l'un des spectateurs : « Je vois dans la foule un homme avec un fez sur la tête et sur ce fez un

turban; bien plus il revêt une robe (*mintan*) et par dessus un veston comme le mien... Une personne civilisée ne mérite-t-elle pas de s'attirer par cette tenue la risée du monde ? ».

Le mot d'ordre : « Nous coifferons désormais le chapeau », avait à peine retenti que de suite le port de ce couvre-chef se répandit un peu partout en Turquie. A Angora spécialement, tous les membres du conseil des ministres, tous les hauts dignitaires et fonctionnaires, tous les chefs de service abandonnèrent d'un jour à l'autre le fez et kalpak. A tel point que lorsque, quelques jours plus tard, Mustapha Kemal revint à la capitale, la moitié de la foule qui l'attendait à la gare était déjà coiffée à l'européenne. Il est à remarquer d'ailleurs que le changement de couvre-chef ne fut nullement obligatoire dès le début pour toute la population. Pour des raisons de tactique qui visaient à préparer insensiblement l'opinion publique à la réforme, cette dernière ne fut appliquée que par de multiples mesures successives s'étendant sur plusieurs semaines. Le lendemain de l'arrivée de Mustapha Kemal à Angora, une première décision prise par le Conseil des ministres rendit obligatoire le port du chapeau, mais pour les fonctionnaires d'Etat seulement. Puis le préfet de Constantinople adopta une mesure semblable pour les employés de la ville. Pendant ce temps, les autres citoyens étaient laissés entièrement libres ou de porter le fez et le kalpak ou d'arborer la nouvelle coiffure. Mais — fait qu'il convient de souligner — la grande majorité de l'élite intellectuelle turque s'empressa d'adopter la réforme. Médecins, avocats, journalistes, ingénieurs, professeurs de Stamboul, d'Angora, de Brousse, d'Adana, de Trébizonde, tous ceux qui, au cours de leurs études en Europe, avaient déjà porté la coiffure occidentale, s'empressèrent de sortir parmi leurs vieux effets le feutre, le melon, le canotier arboré jadis à Paris, Londres ou Berlin et que la plupart avaient conservé comme sou-

venir. A Stamboul, toute la jeunesse universitaire les imita. Le plus grand poète de la Turquie moderne, Abd-ul-Hak Hamid, fut lui-même l'un des premiers à revêtir le chapeau, auquel il s'était d'ailleurs habitué pendant un court séjour en Occident, où l'avait exilé le despotisme hamidien. Bien plus, il fit parvenir à Mustapha Kemal une dépêche de félicitation pour la nouvelle réforme. Bref, le mouvement était déclenché. En quelques jours, Péra présenta un aspect tout nouveau. La plupart des fez disparurent, cédant la place au panama, au feutre, au melon et même au gibus que le préfet de la ville, Emine bey, fut le premier à arborer au cours d'une réception officielle. Tous les employés municipaux, les sergents de ville, les veilleurs de nuit, les gardiens de musées, les pompiers, les cochers, les agents des pompes funèbres, tout un menu monde, du jour au lendemain, porta la casquette. Les compagnies étrangères ne voulurent naturellement pas rester en retard et contrôleurs, conducteurs de tramways, garçons de bureau et agents de toutes sortes se coiffèrent de couvre-chefs à visière de toutes formes et de toutes couleurs. Le mouvement fut général. Si bien que lorsque Constantinople, le 6 octobre 1925, fêta le troisième anniversaire de sa libération par les troupes kémalistes, un cortège formé de milliers de participants et comprenant jusqu'aux corporations de portefaix et de bateliers de la ville, tous portant chapeau à l'exclusion du fez et du kalpak, put être organisé. La ville entière changea de coiffure. Il en résulta d'assez curieuses conséquences. Les rares chapelleries de Péra firent en quelques jours des affaires inespérées. A certaines heures, elles furent littéralement assiégées par les clients, comme des boulangeries en période de famine. Le mouvement se répandit aussi dans les campagnes de la Thrace et de l'Anatolie occidentale. Des villages entiers chargèrent leurs édiles de l'achat en masse de nouvelles coiffures. A Smyrne, pendant quelques semaines, le commerce des chapeaux fut

plus actif que celui des figues et des raisins. Une première fabrique turque de casquettes se créa à Karamousal et des artisans indigènes se mirent à confectionner des feutres en poil de chèvre d'Angora. La presse d'ailleurs se mit de la partie, chantant le los du chapeau, tout en stigmatisant le fez, « cette coiffure sang de bœuf, rappelant un régime dont la nation entière eut à souffrir » et sous le régime duquel « les pires calamités ont fondu sur le pays ». Certains journaux finirent même par ne plus parler qu'avec répulsion de « cette coiffure d'opéra-comique », cet « accessoire de tréteau de foire », « cachet rouge de bouteille de vin », « coquelicot », « crête de coq » avec, en plus, « ce gland s'agitant à chaque pas, à chaque souffle du vent... » (1). Bref, en quelques jours, le sentiment romantique qu'avaient fait naître les descriptions de Théophile Gautier, des Gérard de Nerval et des Loti à l'égard des bonshommes à fez et à turban, tomba complètement. Les porteurs de chapeau se dressèrent contre les porteurs de la calotte. Et souvent même les moyens les plus énergiques, jusqu'à l'action directe y comprise, furent employés pour faire sentir à ceux qui arboraient encore la coiffure mahmoudienne qu'il était temps de changer de couvre-chef... ou de rester nu-tête. A maintes reprises dans la rue, dans les bateaux, dans les salles de spectacle, les « chapeaux » attaquèrent les « fez ». Chaque fois ceux-ci furent vaincus, c'est-à-dire lacérés, piétinés ou jetés à la mer. Il y eut des manifestations solennelles. A Brousse, au cours d'un meeting devant l'hôtel de ville, chacun déchira son propre fez. A Konia, les élèves du lycée prêtèrent serment de ne plus porter cette coiffure qui « sépare le Turc du monde civilisé ». A Constantinople, à un signal donné, des groupes de hamals lancèrent le leur dans le Bosphore. Et bientôt, le commerce des fez ne fut plus que l'ombre de

(1) *Gazette* (Constantinople), 5 oct. 1925.

ce qu'il était jadis. L'un après l'autre, les « kalibjis » ou repasseurs de fez plièrent bagage. Sur leurs magasins, des écriteaux mélancoliques dansèrent au vent : « Fonds à céder », « Boutique à louer ». En quelques jours, leur clientèle s'était évanouie.

Bref, la brusque offensive contre les fez se traduisit bientôt, à Constantinople du moins, par le triomphe complet du chapeau. Détail amusant : ce résultat souleva spontanément dans toute la société de la ville des discussions sans fin sur la forme, la couleur, le port du nouveau couvre-chef et la façon de s'en servir. Autrefois en effet, le fez, toujours rouge et toujours immuable, était utilisé dans toutes les circonstances. Avec la diversité des coiffures occidentales, les unes pour la campagne, l'automobile, les voyages, les sports, les autres pour la ville, les enterrements, les réceptions, il ne pouvait plus en être de même... D'où consultations sans fin sur les règles de bon ton en matière de couvre-chef. Les journaux mêmes traitèrent gravement de la question « comment porter le chapeau ? » en exposant les règles du bon ton occidental.

L'apparition du chapeau et son maniement à l'euro-péenne provoquèrent d'autre part un changement dans tous les rites de la politesse (1). C'est ainsi que jusqu'alors, il était de mauvais ton, en Turquie comme dans tout l'Orient, de rester le chef nu en société. Or, la circulaire qui imposait le chapeau aux fonctionnaires stipulait en même temps que ces derniers travailleraient

(1) Durant la minorité de Louis XV, le sultan Ahmed III avait envoyé à la Cour de France un ambassadeur du nom de Mohamed effendi. De retour à Constantinople, ce diplomate dépeignit de la sorte les Francs à son monarque : « Les Francs ne ressemblent pas plus aux Turcs que la nuit ne ressemble au jour. Quand nous entrons dans un appartement, nous ôtons nos chaussures et demeurons la tête couverte. Les Francs, eux, gardent leurs souliers et enlèvent leur chapeau. Nous laissons croître notre barbe et rasons nos cheveux. Ils laissent croître leurs cheveux et rasent leur barbe. Nous écrivons de droite à gauche, ils écrivent de gauche à droite. Nous mettons les tapis sous les tables, ils les mettent dessus... Bref, conclut-il, mettez un Turc la tête en bas et les pieds en l'air, vous aurez un Franc. »

désormais dans leur bureau et se présenteraient devant leurs chefs tête nue. Elle ajoutait que le salut, tête découverte, se ferait désormais non plus avec la main, mais « par un signe de la tête ou une légère inclination du buste », et prescrivait enfin avec le chapeau le salut à l'européenne. Ce nouveau code du savoir-vivre en société supprima d'abord le salut à la turque, ce salamalec connu consistant à faire le geste de ramasser de la poussière et de porter la main au cœur, à la bouche et au front, pour montrer de la façon la plus humble que sentiments, paroles et pensées appartiennent à la personne qu'on salue : geste de servitude, de soumission du valet à l'égard du maître, dénoncé d'ailleurs depuis longtemps comme tel par tous les adversaires du turquisme.

Mais que faire du chapeau pendant les dévotions ? Convenait-il pour la première fois en Islam de prier la tête découverte ou devait-on s'incliner avec une coiffure à visière dans la direction de la Mecque ? Dans les milieux religieux, la question donna lieu à maintes controverses, tandis que certains fidèles se risquaient déjà à se présenter en chapeau dans les mosquées... Interrogé par un pournaliste, le grand mufti de Constantinople prononça d'ailleurs ces paroles de haute sagesse :

La Turquie a adopté la convention moderne d'après laquelle, pour se présenter devant une personne qu'on respecte, on ôte son chapeau. Avoir la tête découverte désormais est un signe de respect. Dès lors, pourquoi refuser ce geste de vénération à l'égard d'Allah, puisqu'on le prodigue ouvertement à tout personnage que l'on honore?...

Pour trancher finalement la difficulté, le directeur des affaires du culte à Angora (1) fit parvenir à tous les muftis de Turquie une circulaire déclarant que désormais les croyants seraient admis à faire leurs prières, à vo-

(1) Le directeur des affaires du culte à Angora remplace l'ancien *cheik-ul-islam*, dont les fonctions ont été supprimées par la révolution.

lonté, en chapeau ou sans chapeau. A la même époque enfin, au début de la session d'automne de l'Assemblée nationale à Angora, le président de la Chambre monta à la tribune en frac et haut de forme. Lorsqu'il eut déposé ce dernier sur le bureau, la séance fut considérée comme ouverte et elle fut levée lorsqu'il se coiffa. Ainsi, pour la première fois, un parlement réuni sur la terre d'Asie siégea selon le cérémonial en usage dans les Chambres de députés européennes.

En même temps qu'elle imposait le chapeau à ses fonctionnaires, la République réglementa sévèrement le port du turban. On se souvient que le sultan Mahmoud avait réservé cette coiffure à tous ceux dont l'activité concernait une fonction religieuse. Or, cette formule avait été prise, au cours du xix^e siècle, dans un sens des plus larges. C'est ainsi qu'à côté des imans et autres dignitaires du culte, l'on vit bientôt les muezzihs, les professeurs de médressés, les softas (étudiants en théologie), les gardiens des mosquées, les souleveurs de portière, les présenteurs de habouches, les fossoyeurs des cimetières, les laveurs de morts arborer le turban à leur tour. Finalement, nombre de charlatans, derviches, nécromants, thaumaturges, mendiants même en firent un détestable abus. Le décret rendu par Angora sur le port du turban prévoit que désormais seuls les imams, muftis et hodjas, agréés comme tels par les autorités de la République, peuvent revêtir cette antique et vénérable coiffure. Ces religieux ont reçu de la direction de la police une attestation écrite de leur identité et leur donnant l'autorisation de s'entourer la tête d'un turban. Un contrôle sévère put s'organiser de la sorte sur le port de ce dernier. Et c'est pourquoi des centaines de personnes, non qualifiées pour être considérées comme des religieux, durent, fin septembre 1925, se désenturbaner. Ce fut le cas de tous les élèves des écoles de théologie et même de certains professeurs turcs du lycée de Galata Séraï.

Relevons ici un détail curieux : le dernier calife, Abd-ul-Medjid, bien qu'invité par les chefs religieux à remplacer son fez par un turban, « ainsi qu'il convenait à la dignité du Commandeur des Croyants », s'y refusa nettement, voulant sans doute protester de la sorte contre l'abrogation du pouvoir temporel, c'est-à-dire du sultanat. Il se contenta de laisser croître sa barbe pour donner satisfaction aux musulmans rigides, qui, partant du fait que le Prophète ne se rasait pas, ne pouvaient admettre que son successeur agît autrement.

Nous avons vu qu'au début de l'offensive contre le fez, seuls les fonctionnaires de l'Etat avaient été soumis au port obligatoire du chapeau, le reste de la population restant libre de choisir l'un ou l'autre couvre-chef. Dans les grands centres et dans les vilayets occidentaux en contact avec la Méditerranée et l'Europe, le mouvement en faveur de la nouvelle coiffure se généralisa néanmoins sans peine parmi les masses. Le chapeau avait cependant contre lui un argument qui, en raison même de la crise économique de l'après-guerre, n'était pas sans avoir un certain poids. Il coûtait cher. Si bien qu'à Constantinople notamment, les derniers récalcitrants furent d'abord tous les gagne-petit qui ne pouvaient s'offrir le luxe d'un changement de coiffure; puis, quelques fanatiques qui considéraient comme un véritable péché de porter un couvre-chef à visière et finalement aussi, par ostentation, certains adversaires politiques des dirigeants d'Angora...

Cependant, dès le 16 novembre, le député de Konia, Réfik bey, déposait sur le bureau de l'Assemblée un projet de loi imposant à tous les Turcs le port obligatoire du chapeau, « coiffure de la civilisation ». Le 25 novembre, la grande Assemblée en entamait la discussion. La facilité avec laquelle le pays tout entier avait accueilli jusqu'alors la nouvelle réforme pouvait laisser croire que ce projet allait être approuvé sans incident. Ce ne fut pas le cas. Un héros de la guerre d'indépendance, comman-

dant de corps d'armée et chef des troupes qui délivrèrent Smyrne, le général Noureddine pacha, se prononça en effet à la grande Assemblée contre l'adoption du port du chapeau. Tous les titres et qualités de cet officier, représentant au Parlement d'Angora de ville de Brousse, ne l'empêchèrent point de se séparer nettement de ses anciens frères d'armes arrivés au pouvoir. S'astreignant chaque jour aux cinq prières rituelles, Noureddine pacha était d'ailleurs resté en matière de foi le vieux Turc doctrinaire et intransigeant. C'est pourquoi il n'acceptait nullement nombre d'innovations d'origine occidentale, qu'il estimait contraires à la religion. Dans ce domaine, il n'entendait faire la moindre concession, pas même aux besoins de la vie pratique et aux idées du siècle. Bref, ce pieux chevalier de l'Islam, misonéiste né, ne put résister au besoin de protester publiquement contre le port d'une coiffure venue d'Occident. Sans doute estimait-il aussi, comme je ne sais quel théologien arabe, que « toute loi nouvelle est une innovation, toute innovation est un égarement et tout égarement mène au feu éternel... » Bref, le fait est que, le 26 novembre, Noureddine pacha déposa sur le bureau de la Chambre un *takrir* déclarant que la loi sur le port du chapeau violait l'article 103 de la Constitution, relatif à la liberté individuelle, et que par conséquent nul citoyen ne pouvait être astreint au sacrifice de porter une nouvelle coiffure...

La lecture de cette motion plongea la Chambre entière dans une stupéfaction mêlée de colère. Le ministre de la justice, Mahmoud Essab bey, tint d'abord à s'élever contre l'inanité des motifs invoqués, en affirmant qu'on ne saurait violer la Constitution par l'adoption de la coiffure employée par les peuples civilisés. Et plusieurs députés de développer à leur tour la même thèse. Le premier, après avoir déclaré que jamais pareille discussion ne s'était déroulée dans aucun parlement du monde, qualifia de rétrograde la mentalité qui avait poussé Noureddine pacha à lier des questions

vestmentaires à la notion du statut organique. Un autre député fit remarquer que la Constitution turque n'était pas née dans les milieux du pays où les gens portent à leurs habits des manches interminables et mettent vingt mètres de toile autour de leur coiffure.

Elle est issue, poursuivit-il, de la civilisation à laquelle il convient de se conformer. Le peuple turc a admis le pantalon, la cravate, le veston. Pourquoi se dresserait-il uniquement contre le chapeau? Les longs bonnets des janissaires ont-ils donc réussi à vaincre les défenseurs de Vienne et le fez du Vali de Smyrne a-t-il empêché le débarquement des Grecs?

Et le dernier orateur de conclure :

Toute main qui se permettra d'enlever désormais le chapeau de la tête du peuple turc sera condamnée à être brisée par ce peuple lui-même.

L'Assemblée nationale approuva finalement la loi à l'unanimité sauf deux voix, celles de Nouredine pacha et d'un autre député. Ihsan bey. L'article 1^{er} interdisant le port de toutes les anciennes coiffures (soit le fez et le kalpak, le turban restant réservé aux fonctionnaires religieux), des mesures furent prises de suite pour empêcher toute violation de cette loi qui entraînait immédiatement en vigueur. A Constantinople, des commissaires de police accompagnés d'agents se placèrent sur les principales artères de la ville, entre autres aux deux extrémités du grand pont qui relie Stamboul à Galata. Arrêtant alors toute personne coiffée d'un fez ou d'un kalpak, ils le confisquaient, ou, s'il s'agissait d'un quidam en turban, contrôlaient l'autorisation délivrée. La moindre opposition amenait l'arrestation du coupable. De même à Angora, le 27 novembre au matin, des agents placés à l'angle des rues principales obligèrent chaque passant l'un après l'autre d'enlever ou dissimuler leur fez ou kalpak, en leur enjoignant en même temps de s'acheter l'une des nouvelles coiffures, sinon d'aller tête nue. Bien entendu, tout ahuris de l'aventure, la plupart des paysans des environs, arrivés en

ville dans la matinée, furent obligés de suivre le dernier parti. Les stocks de chapeaux et de casquettes disparurent en un clin d'œil... Si bien que pendant quelques jours des centaines d'habitants durent rester tête découverte. Cependant les premiers arrivages permirent peu à peu de coiffer toute la population. Mais certains expéditeurs peu scrupuleux n'avaient pas hésité d'envoyer à Angora tous les rebuts des chapelleries d'Occident, si bien que les rues se remplirent bientôt des coiffures les plus diverses et les plus bizarres. On vit des têtes vénérables surmontées, en plein novembre, de chapeaux de toile blanche faits pour la saison des bains de mer. On vit des melons de toutes les modes et de tous les pays, des feutres défraîchis mis de travers, s'enfonçant jusqu'aux yeux ou dansant au sommet des crânes. On vit des marchands arborer des hauts-de-forme, des paysans de vieux képis déplumés de *bersaglieri*.

Cependant, le même jour, de graves incidents éclatèrent dans les villages orientaux. Des scènes semblables à celles qui se déroulèrent à Constantinople en 1830 contre le sultan réformateur, se répétèrent dans des circonstances presque semblables à l'égard du régime kémaliste. A Sivas, des placards, stigmatisant la nouvelle coiffure et faisant appel aux sentiments religieux du peuple turc, sont trouvés affichés sur la plupart des édifices de la ville, quelques heures après la nouvelle du port obligatoire du chapeau. A Erzeroum, plusieurs milliers d'émeutiers, obligeant les boutiquiers du bazar à fermer leurs portes, se portent vers le Konak, résidence du vali en criant : « A bas les ghiaours ! » Ghiaour, c'est-à-dire mécréant, infidèle, soit porteur de chapeau, tel est le suprême argument du fanatisme contre les efforts de rénovation des dirigeants d'Angora. A Marache, quelques centaines d'exaltés, s'emparant du drapeau sacré de la mosquée, l'étendard vert du Prophète, s'en vont le brandir sous les fenêtres du palais gouvernemental, en poussant des cris hostiles au régime. A Rizeh, dans le Lazistan,

une manifestation semblable se déroule devant les édifices gouvernementaux et les fonctionnaires de l'Etat sont insultés et frappés.

Jetez cependant un coup d'œil sur la carte : Erzeroum, Sivas, Marache, Rizeh sont toutes des cités sises dans les vilayets orientaux de la Turquie. L'émeute est née de la sorte dans les régions les moins évoluées du pays, dans les contrées les plus reculées d'Anatolie, près de ces terres kurdes d'où le Cheik Saïd, quelques mois auparavant, défiait au nom du Coran les « chefs impies » de la République. Toutes les populations de cet Orient turc sont frustes, attachées et ignorantes. Aucun chemin de fer pour les mettre en communication avec le monde. Aucune route bien entretenue. Aucune école digne de ce nom. C'est dire l'absence de maturité morale et intellectuelle, leur fanatisme d'une autre âge, leurs croyances désuètes, leurs superstitions d'autant plus difficiles à détruire qu'elles se sont incorporées au cours des siècles à leur fanatique religiosité. Le pire, enfin, était que nombre d'intérêts personnels reposaient encore sur cet état de choses. Derviches, cheiks, certains hodjas même, thaumaturges, magiciens, diseurs de bonne aventure, avaient tout avantage en effet à s'opposer, dans ces régions qu'ils considéraient comme leur fief, aux réalisations novatrices de la République. C'est pourquoi ces anciens enturbannés à tous crins travaillaient encore à dénoncer la vérité venue d'Angora, fût-ce même la plus scientifique, comme entachée d'erreur et d'athéisme. Pour ces fanatiques, l'abomination de la désolation était d'adopter les institutions et les usages des peuples occidentaux et chrétiens. Depuis longtemps déjà, ils insinuaient en sourdine et en cachette que le nouveau régime n'avait d'autre but que de faire de la nation turque un peuple d'infidèles. L'imposition du chapeau fit déborder la coupe. C'est alors qu'entraînant le peuple en masse sous les fenêtres des konaks gouvernementaux, ils insultèrent par les cris de ghiaours cent fois répétés les fonctionnaires de la République.

Mais, depuis l'insurrection du Kurdistan, les dirigeants d'Angora ne pouvaient être surpris par des événements de cette nature. C'est pourquoi, grâce aux mesures énergiquement prises, le mouvement fut étouffé au moment même où, commençant à se dessiner, il aurait pu devenir un véritable danger pour la nation. Dans les villes susnommées, l'état de siège fut aussitôt appliqué et les tribunaux d'indépendance (1) fonctionnèrent instantanément. A Sivas, un iman, convaincu d'avoir proféré quelques phrases incitant le peuple à changer de gouvernement et d'être l'auteur du manifeste contre le chapeau, fut condamné à mort et pendu le jour même. Dans la même ville, plusieurs autres promoteurs du mouvement furent frappés de dix, quinze, vingt ans de travaux forcés; le président du Conseil municipal eut pour son compte sept années de la même peine et deux de ses adjoints furent envoyés en exil dans d'autres villes. A Marache, à Erzeroum, où l'émeute avait été particulièrement violente, plusieurs centaines de manifestants furent arrêtés et quelques dizaines condamnés à mort. Et pour contenir la population du Rizeh, le croiseur *Hamidié* vint jeter l'ancre dans la ville.

A la nouvelle de ces événements, l'émotion dans tout le pays est vive et profonde. A l'Assemblée nationale, c'est l'atmosphère des grands jours. Instinctivement, de nombreux députés voient dans tous ces incidents l'écho de la motion Nouredine pacha. Et les attaques contre ce dernier, qui a d'ailleurs dû s'affubler lui-même d'un chapeau, reprennent aussitôt avec violence. Un député fait remarquer que des malheureux, des ignorants ont payé de leur vie le crime de s'être révoltés contre le port du chapeau, tandis que le véritable instigateur est couvert par sa qualité de parlementaire. Le représentant de Konia, Réfik bey, se fait surtout remarquer par sa véhémence passionnée :

Nouredine pacha, c'est à vous que je m'adresse. Le moment

(1) Tribunaux d'exception créés par la révolution.

est venu pour vous de parler. L'heure a sonné de vous demander compte du sang versé. Noureddine pacha, vous êtes accusé d'avoir préparé ce mouvement, d'avoir causé des troubles dans le pays. Répondez!

Mais pendant les terribles apostrophes de son confrère, le député de Brousse, prudemment, sans mot dire, s'était levé et avait quitté la salle.

Grâce aux mesures prises par le gouvernement, le danger d'une explosion générale de fanatisme fut rapidement conjuré. L'effervescence causée par la réforme se calma peu à peu, et aujourd'hui il n'est de Turc qui ne porte l'une ou l'autre de nos coiffures. Cependant le trouble profond, suscité pendant près d'un mois par le port obligatoire du chapeau, permet de saisir sur le vif toute la complexité de la tâche entreprise par la République. Quelles que soient les réformes que se proposent les dirigeants d'Angora, ils doivent s'attaquer à peu près à tout ce qui a été jusqu'à ce jour un objet de respect et de vénération pour le peuple turc. Ils doivent lui faire adorer ce qu'il a brûlé et brûler ce qu'il a adoré.

Le port du chapeau par les musulmans peut cependant paraître aux Occidentaux un détail de minime importance. Et cependant cette réforme est l'une des plus lourdes conséquences parmi celles qu'ait réalisées Mustapha Kemal. Jusqu'au jour où cet homme osa le premier arborer notre coiffure, l'Orient entier restait divisé en deux camps hostiles, l'un comprenant les fidèles, les musulmans, l'autre le mécréants, les chrétiens et se distinguant d'après le couvre-chef que chacun d'eux portait. Or maintenant, pour la première fois de leur histoire, des millions de Turcs se coiffent et s'habillent comme des Européens. Les élus de Dieu, les fils du Prophète sont en tous points semblables aux infidèles. Un Turc musulman peut être pris pour un chrétien et un chrétien pour un musulman. Et cette ressemblance extérieure est d'une portée incalculable. A elle seule, elle constitue la garantie d'un meilleur avenir

pour le peuple du Proche-Orient. En effet, le chapeau deviendra bientôt à leurs yeux un symbole de réconciliation. Car il signifie déjà entre tous les hommes de cette région du globe un accord complet sur les principes essentiels, au-dessus des dogmes et des rites étroits. Déjà, pour tous les Européens, une autre atmosphère se répand en Turquie. Ils n'ont plus autour d'eux que des êtres humains qui sont leur propre image. Et partout une cordialité plus agissante s'affirme dans les rapports réciproques. Bref, le chapeau qu'arborent maintenant les Turcs est un symbole des plus impressionnants. Cette coiffure est en effet le premier signe visible d'un état d'esprit et de choses nouveau. Avec le chapeau, la liberté de pensée s'instaure dans la société musulmane. Le rationalisme triomphe. Au-dessus de la foi coranique, la conscience humaine, libérée, reprend ses droits. Avec le chapeau, pour la première fois, les Turcs deviennent citoyens du monde.

C'est pourquoi Mustapha Kemal a fait une œuvre que nul Européen de bon sens, s'il en saisit véritablement la portée, ne peut désapprouver. Cette importante réforme mérite d'ailleurs d'être d'autant plus applaudie qu'elle n'a été suggérée par aucun sentiment de démagogie. En la réalisant, le héros de l'indépendance turque ne cherchait nullement à flatter les masses; il risquait fort au contraire de se rendre impopulaire parmi nombre de ses concitoyens. En fait, comme on l'a vu, la réforme mécontenta toute une partie de la population qui, dans les vilayets orientaux, courut même à l'émeute. En faisant arborer notre coiffure par une dizaine de millions de musulmans, Mustapha Kemal a donc manifesté un courage moral qu'il serait vain de vouloir diminuer.

CHAPITRE VI

LA DISPARITION DES DERVICHES

LA VIE MONASTIQUE DANS L'ISLAM. — LES BÉKTACHIS A CONSTANTINOPLE OU LES ULTIMES SECTATEURS DE ZOROASTRE. — NOUR BABA. — LES DERVICHES HURLEURS. — LA LITURGIE CONVULSIONNAIRE DE SCUTARI. — SCÈNES D'AUTOTORTURE. — LES MEVLÉVIS OU DERVICHES TOURNEURS. — OPINION DU MARÉCHAL MARMONT. — DJELALED-DIN ROUMI. — LA DOCTRINE MEVLÉVI ET MAURICE BARRÈS. — FERMETURE DES TÉKKÉS. — MORT DU GRAND TCHÉLÉBI DE KONIA.

Une autre mesure, aussi prompt que radicale, vint ensuite marquer, une fois de plus, la profonde évolution sociale de la Turquie. Le gouvernement d'Angora prit en effet, en 1925, la décision de fermer tous les tékkés, soit tous les couvents musulmans, et de dissoudre toutes les congrégations religieuses turques, c'est-à-dire toutes les dervicheries existant dans le pays. Les dirigeants de la République estimèrent que ces institutions ne cadraient plus avec l'esprit des temps nouveaux. Dans son discours de Castamouni, Mustapha Kemal lui-même s'était exprimé comme suit : « Nous n'avons plus besoin du concours de ces cloîtres. La République turque puise sa force dans la science et les arts, dans la civilisation... »

Bien que le Coran condamne en des termes très nets la vie monastique « comme une innovation des disciples de Jésus », les confréries musulmanes s'étaient fortement développées parmi le peuple turc. Toutes les principales

sectes monastiques nées en Arabie, en Perse et dans l'Afrique du nord, les Rufaïs, les Kadéris Nakchabendis, Halvétis, Saadis et bien d'autres encore, voisinaient en Turquie avec les Bektachis et les Mevlévis, ces deux derniers ordres seuls étant d'origine spécifiquement nationale. Bref, c'était, dans chaque bourg et même jusque dans les moindres villages perdus dans les régions les plus reculées d'Anatolie, une floraison étrange d'associations religieuses, soumises aux pratiques les plus diverses. Les unes, presque semblables dans leur organisation aux ordres monastiques chrétiens, prescrivaient le détachement absolu, les prières prolongées, les pénitences, le silence, le jeûne et même le cénobitisme. Les autres, par contre, correspondant à des tendances mystiques particulières à l'Asie et issues probablement d'anciennes théogonies païennes, comme les mystères de Dionysos, Baal, Astarté, s'adonnaient à des rites extravagants, allant même parfois jusqu'à l'orgie et à l'autotorture. Quoi qu'il en soit, dans ces sectes monastiques musulmanes, répandues en Turquie, se manifestaient tous les degrés de sagesse et de folie que peut susciter le mysticisme religieux. Des rêveurs, des sages et même des saints, s'y rencontraient avec des malades, des cyniques, voire des déments. Quant aux règles de ces ordres, elles comprenaient d'abord une initiation des plus compliquées. Les néophytes étaient obligés de passer par la filière d'un long noviciat, de subir des épreuves, de prononcer des vœux, jusqu'au jour où, au cours d'une cérémonie solennelle, ils recevaient l'investiture de la robe et du bonnet, en même temps que les secrets de la confrérie. Enfin, dans le tékké même, où seuls habitaient les adeptes à demeure, les fonctions de chaque membre de la communauté étaient strictement délimitées. Ceux-ci étaient balayeurs, porteurs de tapis, préposés aux lampes, chantres, lecteurs, joueurs de flûte ou de tambourin, ceux-là préparaient le café, tiraient l'eau, coupaient le bois, faisaient le marché et la

cuisine et, dans certains cas même, jardinaient, labouraient et rentraient les moissons (1).

Trois ordres de derviches ont joué un rôle important dans la société turque; les Rufaïs ou derviches hurleurs, les Mevlévis ou derviches tourneurs et les Bektachis. Ces derniers étaient appelés de la sorte du nom de leur patron Hadji Bektach qui vint de Perse en Anatolie au ^{xiv}^e siècle et fut très probablement un Turc iranisé. Le fait est que leurs croyances étaient essentiellement un mélange de doctrines islamiques chiïtes et de vieilles théogonies d'origine persane. Leur secte ne possédait d'ailleurs aucun *credo* codifié, ni même une œuvre écrite quelconque contenant un exposé de sa liturgie. Le sens secret du dogme bektachi se transmettait par conséquent par simple tradition orale. Mais déjà le seul cérémonial, ainsi qu'il nous a été décrit par un ancien membre de la congrégation, prouve sans l'ombre d'un doute que le bektachisme, tel qu'il fonctionnait encore en Turquie avant novembre 1925, constituait le curieux débris d'une des religions des plus anciennes du monde, celle de Zoroastre. C'est ainsi que les Bektachis continuaient encore à adorer le feu. Leur rite prescrivait par exemple de se prosterner au début de chaque séance devant un chandelier de douze bougies allumées (2) dont les flammes ne pouvaient être éteintes par la bouche. Car un tel acte était considéré comme sacrilège.

Les Bektachis ont possédé jusqu'à cette heure à Constantinople et dans la banlieue, à Merdivenkeuy, Tchamlidja,

(1) Chez les Mevlévis, à Konia, tout néophyte devait, avant d'être admis comme membre, servir ses futurs collègues pendant mille et un jour (soit environ 3 ans et 9 jours) de la façon suivante: 40 jours, pansage des quadrupèdes; 40 jours, balayage; 40 jours, tirer de l'eau, et ainsi de suite pour étendre les matelas, couper le bois, faire la cuisine, aller au marché et servir l'assemblée des derviches. Il devait ensuite recommencer cette même série de travaux jusqu'à ce que le temps fixé fût accompli. C. Huart: *Konia*.

(2) Le nombre douze avait été choisi parce qu'il était celui des imans de la descendance directe d'Ali, le gendre du Prophète. Pour la même raison, le bonnet appelé *tatch*, que les Bektachis portaient au cours de leurs cérémonies, était divisé en douze sections.

Rouméli-Hissar, Yédicoulé et à Eyoub, plusieurs tékkés où la cérémonie rituelle, généralement très courte et ne dépassant pas cinq minutes, se déroulait chaque jour dans des salles circulaires entourées de divans et dont le centre était occupé par le chandelier sacré. Vêtus de longues robes de toile ou laine blanche, les assistants, après s'être prosternés en silence devant le feu, se contentaient de s'accroupir et se plonger ensuite dans une silencieuse méditation. Lors de leur initiation, les néophytes devaient prêter trois serments, sur la main, sur la langue et sur le ventre, le premier signifiant qu'ils ne commettraient jamais de mal, le second qu'ils ne diraient jamais de mensonges, le troisième qu'ils ne s'adonneraient pas à la luxure. Les adeptes bektachis consacrant leur vie à la congrégation devaient être célibataires et se reconnaissaient au port de boucles d'oreilles. Le statut de la communauté comportait la hiérarchie suivante. Au-dessus des simples derviches régnait le *baba*, le « père », qui, dans chaque tékké, faisait fonction d'initiateur. Puis venaient les *califes*, dont la juridiction s'étendait sur toute une contrée, et enfin le supérieur de la secte. le *dédébaba*, le « grand-père ». Ce pontife des Bektachis habitait entre Kirkchéir et Césarée, dans une localité dite Hadji Bektach, parce qu'elle renfermait le tombeau du patron de la secte et qui, tout entière, avec de nombreuses terres et de riches fermes, appartenait à la congrégation. La suppression des dervicheries a naturellement eu comme conséquence la nationalisation de tous ces biens. Et le dernier *dédébaba* d'Hadji Bektach, un Albanais, a finalement vidé les lieux en novembre dernier, pour se rendre dans son propre pays où les ultimes sectateurs de Zoroastre peuvent encore impunément se prosterner devant le feu sacré (1).

(1) Il est curieux de constater que la doctrine bektachi s'est répandue davantage dans la Turquie d'Europe qu'en Anatolie. C'est en Macédoine et surtout en Albanie que les tékkés bektachis furent de tout temps les plus nombreux. L'un des grands vizirs d'Abdul Hamid, Férid pacha, était un Bektachi albanais.

A maintes époques de l'empire ottoman, la secte des Bektachis, quoique chiite, c'est-à-dire taxée d'hérésie par les musulmans orthodoxes sunnites comme le sont les Turcs en général, disposa d'une réelle influence jusque dans le palais du sultan. La raison doit en être cherchée dans le fait que le fondateur de l'ordre, Hadji Bektach, avait pour une grande part contribué à organiser les premières levées de Janissaires, qui n'étaient autres, comme on le sait, que des enfants chrétiens élevés dans la foi de Mahomet. Il avait même béni ces nouveaux soldats de l'Islam selon une formule particulière. C'est pourquoi les adeptes de l'ordre conservèrent un prestige considérable sur ce fameux corps de troupe. Les Bektachis participèrent de ce fait à tous les triomphes des Janissaires. Ils partagèrent même leur sort, à tel point qu'en 1826, ils furent compris en partie dans le fameux massacre ordonné par le sultan Mahmoud. Cependant leur organisation, bien qu'atteinte dans ses forces vives, réussit à se relever au cours du xix^e siècle, mais sans retrouver sa vigueur d'autrefois et pour déchoir bientôt irrémédiablement.

Les agissements de cette secte de derviches furent de tout temps revêtus d'un certain mystère. Les Bektachis constituaient en somme une sorte de société secrète musulmane avec laquelle devaient compter les pouvoirs publics. Leur foi, si nous pouvons user de ce terme à leur égard, n'avait rien de spécifiquement religieux ou même mystique. Tout au plus professaient-ils un vague panthéisme qui s'adaptait d'ailleurs fort bien à leur morale tout épicurienne, consistant à jouir le plus et le mieux possible des biens de ce monde, sans toutefois nuire en quoi que ce soit à personne. Sceptiques, frondeurs, indépendants, libres penseurs, ils furent en somme les francs-maçons de l'Islam turc. Sur deux points importants, en faisant de l'usage de l'alcool une pratique de dévotion et en admettant la présence de la femme dans l'exercice du culte, ils bravaient directement la doctrine de Mahomet. Dans un roman, *Nour Baba*,

qui provoqua il y a quelques années des polémiques violentes à Constantinople, un jeune écrivain turc, Yacoub Kadri bey, actuellement député de la grande Assemblée à Angora, a décrit par le menu ces pratiques bektachis qui jetaient un perpétuel défi aux lois religieuses de l'Islam orthodoxe. Il y montre une dame turque de l'élite constantinopolitaine subissant l'ascendant d'un monstrueux chef de couvent bektachi et se laissant déchoir dans les vices les plus abjects. Le fait est que les derviches adeptes de cette secte avaient peu à peu sombré, en Turquie, et surtout depuis le début du xx^e siècle, dans un matérialisme des plus vulgaires. A tel point qu'il n'y avait pas de vice, sans en oublier ceux de Sodome et de Gomorrhe, qu'on ne leur attribuât. La rumeur publique les a toujours accusés, par exemple, de se livrer nuitamment dans leurs tékkés aux plus démoniaques orgies. Et le fait paraît exact. Dans une de leurs sentences, il était dit que l'amour charnel mène par un long chemin à la passion spirituelle... Mais il est bien certain que la plupart restaient en route.

Il n'en demeure pas moins que, malgré toutes ces faiblesses de la chair et grâce à l'esprit d'indépendance qui les animait à l'égard des dogmes orthodoxes, les Bektachis constituèrent à maintes reprises, dans l'empire, un refuge excellent pour tous ceux qui, parmi les Turcs, étaient en secret les ennemis de l'absolutisme temporel et religieux. C'est pourquoi il y eut de violents conflits entre eux et les sultans califes. Abd-ul-Hamid surtout, qui comblait d'honneur cependant les autres confréries, et spécialement celle de ses favoris, les deviches hurleurs, poursuivait les Bektachis d'une animosité farouche. A tel point que pendant son règne leur nom même fut sévèrement proscrit. A cette hostilité du monarque à leur égard, s'ajoutait encore la haine que leur portait le clergé officiel, les ulémas, muftis, hodjas et softas, qui ne cessaient de dénoncer l'hérésie de leur croyance.

Toutefois ni les sultans, ni les enturbannés n'arrivèrent

jamais à les dominer entièrement. Comme doctrine de réaction, de protestation même contre le rigorisme de l'Islam orthodoxe, le bektachisme s'adaptait fort bien à certains besoins et tendances de la société ottomane. Mais avec la République, la confrérie ne correspondait vraiment plus à aucune nécessité sociale. Frappée d'une mort naturelle, elle a donc disparu sans secousse et sans bruit.

L'ordre des derviches hurleurs, fondé en Irak au ^{vi}^e siècle de l'hégire par Sidi Ahmed Rufaï, se distinguait en Turquie par l'exaltation hystérique déployée dans ses rites. Une fois par semaine, dans les faubourgs de Scutari et de Kassim pacha, à Constantinople, cette confrérie organisait des liturgies convulsionnaires, qui constituaient très certainement comme prières, les plus folles divagations que l'esprit de l'homme ait jamais inventées. A Scutari, la scène se déroulait dans une petite maisonnette en bois, à la turque. Au centre d'une salle carrée à plafond bas, aux parois recouvertes de versets du Coran, à côté de cercueils contenant les restes vénérés de deux saints de la congrégation, un groupe d'une dizaine de derviches se tenait d'abord à genoux, silencieux. En face d'eux, et dans la même position, le cheik commençait alors à pousser un soupir à peine sensible... « *Allah!* » « *Allah* », répondait le chœur comme en un souffle. Puis, toujours accroupie, la « chapelle » entière se prosternait, frappant le front sur le tapis. Un long silence succédait, coupé de nouveau par un *Allah* plus sonore du cheik, repris par tous les derviches et répété maintenant de façon continue. *Allah! Allah! Allah!*... Cent, cinq cents, mille, deux mille, cinq mille fois même, le seul et même mot, Dieu! Dieu! Dieu! était psalmodié, hurlé à l'unisson dans une clameur de plus en plus forte. *Allah! Allah!*... Voix fêlées de vieillards, voix claires de jeunes, voix grave du cheik dans la force de l'âge, voix sonores, voix fausses, perçantes, criardes, déchiraient l'air en une symphonie atroce, faite tour à tour de cris de ten-

dresse, de désespoir, de prière, de menaces, d'amour, de supplications qui finalement n'étaient plus que des *ah!... ah!... ah!... pressés et haletants!*

Après ce premier acte, la célèbre formule islamique: *La illah ill'Allah*, « il n'y a de Dieu que Dieu », était lancée par tous les derviches, debout cette fois-ci, se tenant à l'épaule et se laissant aller sur toute la chaîne à un dandinement ininterrompu. Puis, les têtes elles-mêmes commençaient à se balancer d'une épaule à l'autre et peu à peu, de même qu'une machine augmente insensiblement sa vitesse, les mouvements s'accéléraient, la clameur devenait de plus en plus forte. A tel point que ce n'était bientôt plus qu'une rythmique convulsive de têtes secouées et de corps frappés d'épilepsie au milieu de cris toujours plus déchirants et plus rapides. La cadence toutefois, donnée par le cheik, ne se perdait jamais, si bien qu'à certains moments, le halètement uniforme de toutes ces poitrines rappelait le souffle rauque et mécanique d'une forge monstrueuse.

Puis le diapason montait encore. A genoux maintenant, les mains à plat, les membres agités, les lèvres torves, ils aboyaient lugubrement comme de gros molosses de steppe à la levée de la lune; et la maisonnette tremblait sous les secousses frénétiques des corps et des hurlements exaspérés déchirant les larynx... quand, brusquement, cette démente collective s'apaisait sur un signe du cheik.

Et pendant trois grandes heures, le même « oratorio » se poursuivait sur cent thèmes divers. Parfois l'incantation, après avoir exigé des cris aigus, saccadés et sauvages à faire frémir, n'était plus qu'un murmure confus. Alors, sur la note sourde et grave du chœur, un chanteur isolé, accroupi près des cercueils, lançait une mélodie aiguë et nasillarde, pleine de modulations et de rythmes étranges, escaladant, descendant toutes les gammes, courant, se déroulant, s'enchevêtrant comme une ligne d'arabesque. Parfois enfin, le balancement rythmique et accéléré des têtes, des corps, la répétition forcenée des *ah! ah! ah!* déclen-

chait soudain une scène tragique d'hystérie. Malgré l'ordre impératif du cheik, quelques derviches en pleine transe n'arrivaient plus à cesser leurs aboiements et continuaient encore à pousser, seuls et sans frein, l'appel guttural, *ah! ah! ah!* en sursautant sur leurs genoux, les yeux chavirés, la bouche écumante et en frappant à le briser leur front contre le sol.

Dans les grands jours enfin, des scènes d'autotorture accompagnaient l'effroyable symphonie. Quelques derviches s'enfonçaient des dards acérés dans leur chair, comme dans des troncs d'arbres. D'autres éteignaient dans leur bouche les braises ardentes d'un brasero. Des mères venaient étendre côte à côte sur le plancher des garçonnets et fillettes, sur le dos desquels déambulait le cheik. Et lorsque, pieds nus, il s'avancait sur cette chair frêle et mouvante, les *Allah! Allah!* éperdus continuaient à déchirer l'air, tandis que les petits enfants, les yeux exorbités, subissaient sans mot dire l'énorme pression.

Et l'on cherchait à comprendre comme devant un mystère le sens caché de ces étranges manifestations. Etions-nous en présence d'une extase religieuse collective, ou simplement de quelque curieuse défaillance de la pensée humaine, ou peut-être devant les grimaces de quelques radoteurs, spéculant sur la crédulité des foules? On ne savait. Mais l'esprit s'inquiétait, s'irritait surtout de ces rauques aboiements qui vous faisaient ressentir, avec une intensité presque diabolique, l'opposition formidable de deux mentalités, de deux sociétés, de deux mondes : Orient et Occident.

Toute l'antique Asie avec ses déserts, ses hordes, ses civilisations disparues, son fouillis de religions hostiles, avec ses haines inassouvies, ses carnages, ses ruines, toute l'Asie millénaire était là, dans ces cris tragiques d'appel à la divinité, dans ces hurlements que poussèrent peut-être les premiers hommes devant l'inconnu de la destinée.

Les derviches tourneurs, dits Mevlévis, s'exhibaient encore jusqu'à ces derniers jours dans la plupart des villes de Turquie. A Constantinople, chaque vendredi à une heure de l'après-midi, ils opéraient sur le parquet ciré de la salle circulaire d'un tékké de Péra. Douze d'entre eux, en hauts bonnets citron, aux torsos moulés dans d'étroites casaques vertes, blanches et mauves, terminées par de longues jupes de même couleur, marchaient d'abord en rond, à pas lents, mesurés, aux sons frêles de flûtes et de tambourins. Puis le rythme s'accélérait, tandis qu'une voix d'homme psalmodiait des vers en des modulations étranges. Et voici que l'un des derviches étendant les bras, la tête renversée, se mettait à tourner lentement sur le plancher poli; sa jupe s'envolait, formait cloche en dévoilant des pieds nus glissant sans bruit d'un mouvement bien réglé. Une autre l'imitait, puis un troisième et tous enfin tourbillonnaient dans une tranquillité sereine, comme mus par une force de gravitation surnaturelle. Les uns, aux bras et mains raidis de paralytique, gardaient leurs yeux grands ouverts comme dans une extase. D'autres, paupières closes, tête penchée, tournoyaient dans des poses de Christ crucifié. Mais les tambourins accéléraient encore le rythme, la voix lançait des vocalises éperdues, les flûtes sifflaient avec frénésie et nos derviches-toûpies de suivre la cadence folle. Têtes, bras, jupes, jambes, tout tournait avec un automatisme de mécanique; et le plancher lui-même, le tékké, les spectateurs, vous-même enfin sembliez participer à cette giration forcenée. A ce point culminant que n'auraient pu dépasser les forces humaines, l'arrêt se faisait brusque et tombant à genoux, mains à plat, prosternés, nos douze derviches baisaient humblement le plancher. Cependant, la sueur qui perlait sur leur front n'était pas encore sèche que le « tournis » mystique reprenait, à la fois trépidant et froid, sublime et fou; puis nouvel arrêt, nouveau départ plus échevelé, plus frénétique encore, comme si dans cet acte d'adoration qu'étaient leurs ébats, leur propre vitesse

les rapprochait de plus en plus de la divinité. Pour la troisième fois, ils tombaient à genoux, et leur chef, un vieux derviche à l'attitude solennelle, qui n'avait fait jusqu'alors que contempler la scène, jetait finalement un grand *Ho!* mystérieux qui s'en allait *diminuendo, diminuendo*, jusqu'à se perdre en un souffle. Les douze voix reprenaient *Ho!* en une clameur qui, elle aussi, pendant toute une minute, s'atténuait, s'amenuisait et finissait par se fondre dans le silence. La prière était terminée...

Dans le célèbre récit qu'il a laissé d'une visite au tékké des derviches tourneurs de Péra, Théophile Gautier se laisse aller à une douce exaltation romantique. Il écrit même avoir été tout près de s'abandonner à son tour « aux ondulations enivrantes du rythme ». Par contre, voici comment s'exprime au sujet de ces mêmes derviches le maréchal Marmont, duc de Raguse :

Ce mélange de gravité et d'extravagance chez des hommes d'une apparence respectable, qui croyaient ainsi honorer et prier la divinité, m'inspira une profonde tristesse. Un sentiment de commisération s'empara de moi, comme il m'arrive toujours lorsque, dans une maison d'aliénés, je me trouve en face de la dégradation de l'intelligence humaine. Je sortis en m'étonnant des excès auxquels les hommes peuvent être conduits par la bizarrerie des conceptions de leur esprit.

Ainsi de deux voyageurs célèbres, l'un est attiré, cherche sympathiquement à comprendre, et finalement conclut à quelque « extase religieuse » de la part des tourneurs. L'autre par contre ne voit dans toute cette crise de tournoiement qu'une vilaine grimace! Que conclure? Il est certains en tout cas qu'à l'origine, la dervicherie des Mevlévis a pris naissance dans des milieux auxquels la spiritualité n'était nullement étrangère. C'est un grand poète persan, de race royale, Djelaleddine Roumi, qui fonda à Konia, dans les premières années du ^{xiii}e siècle, l'ordre des « tourneurs ». Ses descendants directs, appelés les grands Tchélébis, n'ont cessé au cours des âges et dans la même

ville, de présider aux destinées de cette confrérie. Ils possédaient en outre un privilège d'une rare importance. Jadis en effet, Djelaleddine avait été choisi pour présenter la couronne et ceindre l'épée au fondateur de la dynastie des Osmans. Dès lors, ses successeurs eurent l'honneur insigne de conférer à chaque nouveau padischah l'investiture du sabre d'Osman, symbole du pouvoir temporel. C'est donc le grand Tchélébi, chef des derviches tourneurs, qui jouait l'un des rôles les plus importants à la cérémonie solennelle du couronnement, dans la mosquée d'Eyoub, au fond de la Corne d'Or (1). L'illustre origine de la famille des Tchélébis, de même que le droit qui leur était dévolu de participer à l'intronisation des sultans, donnèrent à la secte des Mevlévis une sorte de préséance sur toutes les autres dervicheries turques et lui permirent d'exercer une réelle influence dans le pays. C'est ainsi que chaque cité de province possédait un tékké où nos moines allaient « tourner » à heure fixe. Leur doctrine ne les empêchait nullement d'ailleurs d'être de gais lurons, amoureux de bonne chère, en même temps qu'adversaires de tout fanatisme. En fait, ils étaient des plus libéraux, et les étrangers étaient toujours admis avec empressement à leurs curieuses cérémonies. Nombre de gens érudits de l'élite de la société turque ne craignaient pas en outre d'adhérer à cette secte dont les pratiques, relevant de la danse, n'avaient rien de forcené, mais offraient au contraire, comme toute chorégraphie, un réel attrait.

La doctrine mevlévi ne cessa d'ailleurs, à travers les âges, d'être animée par la flamme d'un ardent mysticisme. Djelaleddine Roumi restera certainement dans ce sens l'une des plus curieuses et des plus attachantes physionomies

(1) Le sabre d'Osman fut présenté pour la dernière fois par le grand Tchélébi au sultan Mehmed VI, lors de son couronnement en 1917. Lorsque Abdul-Medjid fut intronisé calife en janvier 1923, le gouvernement d'Angora interdit la cérémonie de la remise du sabre, pour la raison que le nouvel élu ne devait plus posséder aucun pouvoir temporel.

parmi les nombreux « inspirés » de l'Asie médiévale. La légende rapporte que, tel le roi David devant l'arche, non seulement il chantait, mais « dansait » ses œuvres. Selon Djelaleddine, « tourner donne du plaisir à l'esprit et de la nourriture à l'âme ». Et il ajoutait : « L'amour attire mon corps terrestre vers le ciel et fait danser les collines de joie... » D'après la tradition, il aurait pour la première fois « dansé » dans les circonstances suivantes. Passant un matin dans le bazar de Konia, il entendit un orfèvre forgeant une pièce d'or. Aussitôt, subissant l'influence du rythme, le poète se mit à tourner (1). Cependant, comme le batteur ne cessait de marteler le métal, ses confrères l'avertirent qu'il détruisait peu à peu son ouvrage et perdait son or. Mais l'artisan de répondre qu'il acceptait de se ruiner, plutôt que d'interrompre l'enthousiasme le Djelaleddine. Et ce dernier tourna de la sorte jusqu'à la prière du soir. Dès lors, notre mystique se mit à danser chaque fois qu'il voulait « exalter son âme ». Djelaleddine a laissé d'ailleurs deux œuvres poétiques, dont l'une, le *Mesnévi*, est certainement la plus lue et la plus étudiée dans tout l'Orient turc musulman (2) après le Coran. La seconde, le *Divan*, n'est autre qu'une série de poèmes dédiés à la mémoire de son meilleur ami Chemseddine, et qui, recueillis par ses disciples, étaient improvisés pendant le délire de la danse. Et c'est pour cette raison que de nombreuses strophes restèrent simplement ébauchées, leurs derniers vers n'étant

(1) Le grand Tchébélé, interrogé par Maurice Barrès sur cette coutume de tourner, répondit toutefois qu'elle existait bien avant la fondation de l'Islam et venait du Turkestan. (Maurice Barrès : *Enquête aux pays du Levant*.)

(2) « Le *Mesnévi* n'a rien de didactique ni de doctrinal; il est toute émotion, imagination, et ses vers exaltés semblent battre contre le ciel. Un petit groupe d'admirables idées y sont reprises à l'infini dans des milliers d'images ambiguës, énigmatiques, qui laissent beaucoup à la conjecture. Le lecteur doit chercher sa voie à travers les apologues, les dialogues, les interprétations coraniques, les subtilités métaphysiques, les sermons; et les plus hautes difficultés y sont submergées sous un flot d'harmonie. » (Maurice Barrès : *Enquête au pays du Levant*.)

plus que les *ah! ah!* de l'extase. Dans une de ses crises mystiques, Djelaleddine aurait une fois tourné sans arrêt pendant trois jours et trois nuits. Regardant alors la voûte céleste, il se serait écrié : « O ciel qui tourne en cercle autour de nos têtes dans l'amour du soleil, tu exerces le même métier que moi... » Le fait est d'ailleurs que la tradition s'était conservée intacte, dans toutes les derviches mevlévis, que la danse rituelle circulaire n'était autre que l'imitation du mouvement des astres et de la terre.

Pendant Djelaleddine voyait dans la giration à laquelle il se soumettait, autre chose qu'une simple obéissance à la loi universelle du rythme, qu'une invite à participer à la gravitation universelle. Selon lui, tourner favorisait la vie religieuse et conduisait à la connaissance d'Allah. « Il y a plusieurs chemins pour conduire l'homme à Dieu », déclarait-il, « moi j'ai choisi celui de la danse, de la musique et de la poésie ». Bref, Djelaleddine introduisit en quelque sorte en Turquie la danse religieuse rituelle. Et ses disciples, les Mevlévis, ne furent d'autres que les chorégraphes de l'Islam.

Dans le tournoiement prolongé auquel ils se soumettaient, les Mevlévis cherchaient ainsi, non seulement à obéir au rythme cosmique, mais aussi à susciter la naissance de l'extase. La danse était en quelque sorte pour eux un adjuvant ou, si l'on veut, un moyen matériel cherchant à créer un état mystique, une méthode artificielle pour mieux atteindre l'anéantissement, le nirvâna, l'absorption en Dieu. la crise tournoyante était d'ailleurs facilitée par le concours de la cadence, de l'harmonie et de la rime. C'est ainsi qu'à mesure que les derviches déroulaient leur farandole sacrée au rythme des flûtes et des tambourins, un chanteur modulait, à la façon des muezzins, les vers du Mesnévi : « Je monte, je vais au ciel, car c'est là qu'est mon pays... Y a-t-il quelqu'un, à droite, à gauche, qui veuille me suivre... » Sous l'effet de la poésie, de la musique, du chant, du rythme, la transe alors, peu à peu commençait. Dans le

vertige physique qui les étourdissait et les mettait en complet état d'insensibilité, les tourneurs s'anéantissaient mécaniquement dans une autre vie de rêve et d'oubli (1). Ils devenaient des êtres immatériels. Ils croyaient voler. Ils volaient, absorbés jusqu'à la moelle, dans un bonheur d'allègement, d'évasion, de libération...

Mais malheureusement, à aucun moment cette expérience mystique ne se traduisit humainement par quelque réalisation. Pendant sept siècles et jusqu'en novembre 1925, les Mevlévis tournèrent, dansèrent par façon de prier Dieu et de s'anéantir en lui, sans que cette méthode les inclinât à une véritable piété. Ils dissipèrent leur amour du divin dans une mécanique stérile, qui ne cessa de les éloigner de tout altruisme, de toute charité. Et leur religion ne fut plus finalement qu'un fakirisme étroit et borné. C'est pourquoi, contrairement aux grands ordres chrétiens, on ne les vit jamais s'absorber pieusement dans quelque recherche intellectuelle, savante ou soulager les misères et les souffrances des hommes.

Ainsi, toutes ces sectes, Bektachis, Rufaïs, Mevlévis, ne participaient plus depuis longtemps à la vie spirituelle du pays. La flamme d'ardent mysticisme qui les animait jadis s'était peu à peu muée en une lumière glacée. Leurs

(1) Les rites de toutes ces confréries s'efforçaient en somme de susciter chez les derviches un état d'ivresse mystique. Et c'est principalement dans ce fait que ces ordres monastiques s'opposaient à l'Islam, qui est avant tout une foi simple, claire et harmonieuse, opposée à tout « délire », quel qu'il soit. C'est pourquoi, au point de vue purement religieux, le gouvernement de la République a agi en complet accord avec l'Islam orthodoxe lorsqu'il a supprimé toutes les dervicheries. Toutefois, en agissant de la sorte, Angora ne cherchait nullement à sacrifier les derviches à l'orthodoxie musulmane. Le gouvernement voulait avant tout briser leur influence politique, telle qu'elle s'était manifestée dans la révolution kurde, comme nous le dirons plus loin. N'oublions pas, d'autre part, que les dervicheries sont encore des plus nombreuses et influentes dans tous les pays musulmans, où elles continuent à agir dans un sens panislamique. En fermant les tekkés, la Turquie nouvelle a donc manifesté une fois de plus qu'elle rejetait la panislamisme comme doctrine politique.

cérémonies n'étaient plus que la morne répétition de rites vides, bizarres, dont les exécutants eux-mêmes avaient oublié la véritable signification. C'est pourquoi l'opinion turque unanime a approuvé le décret d'Angora, mettant fin dans tout le pays aux manifestations de tous ces ordres monastiques si curieusement greffés sur le corps de l'Islam turc.

La révolution kurde avait prouvé d'ailleurs que, parmi les chefs de ce mouvement dirigé contre la République et ses réformes, se trouvaient nombre d'affiliés à ces derviches. Sous le couvert de pratiques dont toute véritable religion était absente, quelques cheiks kurdes avaient de la sorte réussi à poursuivre des buts nettement politiques et à tromper des innocents. C'est pourquoi, dès la fin de l'insurrection, le gouvernement d'Angora estima de son devoir de combattre une mentalité qu'il jugeait pernicieuse dans le domaine social (1).

Le décret abolissant les ordres de derviches comportait en outre, comme nous l'avons déjà dit, la fermeture de tous les tékkés où se déroulaient les rites que nous avons décrits. A Constantinople seulement, ces constructions étaient au nombre de plus de deux cents, appartenant aux diverses confréries et s'échelonnant à divers endroits sur les rives du Bosphore, de la Marmara et le long de la Corne d'Or. Ces bâtiments, tout en bois, étaient d'ailleurs pour la plupart en ruines (2). Leur état lamentable prouvait, on

(1) Dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de la session parlementaire, le 10 novembre 1925, Ismet pacha s'es. exprimé en ces termes au sujet de la fermeture des tékkés: « La décision que nous avons été contraints de prendre procédait de cette conviction que l'existence et l'activité de ces institutions étaient incompatibles avec les exigences de la tranquillité morale et matérielle du pays ». Dans sa séance du premier décembre, la Grande Assemblée a approuvé à l'unanimité l'attitude du gouvernement.

(2) Le *tekké* que visita Th. Gautier existe encore à Péra au haut de la ruelle de YoukseK Kaldérin. Cette bâtisse fortement décrépite, et entourée d'un terrain vague d'où émergent quelques tombes, occupe de la sorte, sans profit aucun pour la population, un espace précieux situé au milieu d'un quartier d'affaires des plus achalandés de la ville.

ne peut mieux, l'évidente désaffection du peuple à l'égard de toutes ces dervicheries qui n'arrivaient même plus à recruter de nouveaux adhérents.

Seuls d'ailleurs les touristes amateurs de pittoresque avaient conservé la coutume de s'y rendre pour assister au spectacle des hurleurs et des tourneurs. Les Turcs eux-mêmes ne s'y montraient guère et ne les considéraient plus que comme l'une des dernières caractéristiques d'une époque déjà révolue. Depuis longtemps d'ailleurs, la presse libérale dénonçait ces tékkés comme des asiles d'oisiveté et des foyers de superstition. En février 1925, un de nos confrères, rédacteur de l'*Akcham*, après avoir décrit une cérémonie d'autotorture chez les derviches hurleurs de Kasim pacha ajoutait : « Tous ces tékkés nous arrachent maintenant des larmes de honte... » Bref, pour tous ces couvents qui ne répondaient plus depuis longtemps à l'esprit de leurs fondateurs dont le but avait été de faire d'eux des centres de piété et de culture, l'heure de la fermeture avait véritablement sonné (1).

En même temps que les tékkés, les turbés, c'est-à-dire les petits mausolées de tous genres, si fréquents en terre musulmane, ont dû clore leurs portes. Plusieurs d'entre eux abritaient à Brousse et à Konia les restes des membres de la famille d'Osman et des princes Seljoukides. Autour d'eux, végétait tout un petit monde de gardiens, portant turbans et costumes religieux, et dont la principale fonction était de tendre la main aux visiteurs. Le gouvernement de la République n'a plus voulu que ces édicules fussent utilisés plus longtemps dans ce but, qui n'avait rien à voir avec le respect des morts. D'autres turbés enfin, élevés sur les tombeaux de chefs derviches ou même de simples thau-maturges, étaient devenus dans l'imagination du peuple des sortes de lieux saints, où sorciers et pythonisses mar-

(1) Par ordre du gouvernement, les tekkés, qui pourront être transformés en école, ont été remis dans ce but au ministère de l'Instruction publique.

mottaient incantations et formules magiques. M. Barrès, qui cependant ne peut être suspecté de malveillance à l'égard de tout ce qui touche à quelque spiritualité, a noté lui-même « l'odeur fade » de tous ces mausolées, sentant « le moisi, le désœuvrement et la pensée stagnante ».

Méditations des Bektachis, hurlement des Rufaïs, chorégraphies des Mevlévis sont maintenant du domaine du passé. Disparus à jamais également, les pantalons bouffants, les grandes robes de bure, les larges ceintures, les mocassins, les turbans, les bonnets en tromblon. Car conformément aux décrets du nouveau régime, les derviches ont dû non seulement fermer leurs tékkés et dissoudre leurs associations, mais aussi s'habiller selon « la tenue des peuples civilisés... ». Vêtus maintenant à l'occidentale, ils portent vestons, souliers, casquettes ou chapeau, et dans la rue personne ne les reconnaît des autres passants. En outre ils ne peuvent plus, comme jadis, compter pour vivre sur la charité publique. Mais pour la première fois de leur vie, alors que jusqu'à ce jour ils refusaient de profaner les jours d'Allah par le travail, ils doivent s'astreindre à gagner leur pain comme le commun des mortels. Les uns se sont mués en gardiens d'école ou de mosquée, les autres, devenus artisans, façonnent l'écume de mer, fabriquent des ustensiles de cuisine ou, comme ceux de Konia, confectionnent pour leurs compatriotes des chapeaux en poil de chèvre...

Quant au chef des tourneurs, le descendant de Djelaledine, le dernier dépositaire de l'enthousiasme sacré qui pendant sept siècles fit danser en rond des milliers d'hommes, le grand Tchélébi de Konia, Mevlévi Halim, la fermeture de son tékké le frappa de stupeur. Comme ces intoxiqués d'opium et de hachich qui ne peuvent supporter la brusque suppression du poison dispensateur d'extase, il sentit sans doute son esprit chavirer devant une mesure qui le privait à jamais des joies mystiques du tournoiement. Il quitta Konia. A Constantinople, où il fut aperçu quelques jours plus tard, il tenta probablement une dernière fois de

s'adapter aux décrets modernisateurs de la République. Il fit couper sa barbe, ses longs cheveux, échangea son turban contre un chapeau, remplaça sa robe par une redingote. Ainsi métamorphosé, il revint à la chambre qu'il occupait au dernier étage à l'Hôtel Impérial, aux Petits-Champs, à Péra. Que se passa-t-il alors ? Jugea-t-il insupportable la transformation à laquelle il venait de se soumettre ? Ou bien, repris soudain par une crise giratoire, se mit-il, étendant les bras, tête renversée, à tourner dans le tékké improvisé de sa chambre d'hôtel ? Entendit-il, dans quelque hallucination, les trilles de la flûte, le bourdon du tambourin et l'enchantement des vers du *Mesnévi*, et crut-il alors qu'il battait des ailes, qu'il planait et se perdait dans l'azur ?... Le fait est que, soudain, un corps s'abattit lourdement sur le ciment de la cour. De la salle à manger, des touristes accoururent. Sur le sol, le grand Tchélébi, revenu de la région des étoiles, râlait ensanglanté...

CHAPITRE VII

D'UNE CIVILISATION A L'AUTRE

LA RÉVOLUTION VESTIMENTAIRE. — LES DÉPUTÉS TURCS EN FRAC, CHEMISE ET CRAVATÉ BLANCHE. — MUSTAPHA KEMAL : CHAMPION DE LA CAUSE FÉMINISTE TURQUE. — LE VOILE DES FEMMES. — LE PREMIER BAL TURC. — LA SÉPARATION DES SEXES. — L'ART DE TERPSICHORE ENTRE DÉFINITIVEMENT DANS LES MŒURS TURQUES. — LA DÉCADENCE DE L'ART TURC. — BESOINS NOUVEAUX D'ORDRE ESTHÉTIQUE. — UNE RÉVOLUTION DANS L'ISLAM ORTHODOXE : LES STATUES DU GHAZI. — LA FIN D'UNE TRADITION FUNESTE. — L'ABOLITION DU MILLÉSIME DE L'HÉGIRE. — CIMETIÈRES ET ENTERREMENTS. — LE REPOS HEBDOMADAIRE OBLIGATOIRE. — L'ADOPTION DES CARACTÈRES LATINS. — UNE RÉFORME SENSATIONNELLE POUR L'ORIENT : LE RECENSEMENT.

Depuis le jour où, dans son discours de Castamouni, Mustapha Kemal donna l'ordre d'introduire dans le pays « la tenue vestimentaire des peuples civilisés », l'aspect de la société turque s'est modifié en quelques mois de façon radicale. Car la réforme annoncée ne concernait pas seulement la simple substitution du chapeau au fez. Elle visait l'habillement de toute la nation. Elle bouleversa donc la garde-robe turque dans son ensemble et en chassa définitivement les derniers costumes de coupe asiatique et aux touches bariolées qui, en plein xx^e siècle, évoquaient encore dans tout le pays, l'époque des premiers princes Osmanlis.

Dans la première moitié du siècle dernier déjà, l'un des meilleurs sultans de l'empire, Mahmoud II, n'avait pas craint d'entrer, à cet égard, en lutte avec certaines prescriptions coraniques, interprétées dans la lettre et non dans l'esprit, et qui figeaient de façon presque immuable, et jusque dans des détails les plus infimes, la physionomie

extérieure de la Turquie. Le premier, il tenta de donner une forme nouvelle et raisonnable à de vieilles coutumes datant des premiers âges de l'Islam, si ce n'est des époques les plus obscures de l'Asie. Il y réussit en partie. De son époque, date, par exemple, la fin de ces costumes extravagants, babouches à la poulaine, turbans en meule, cimenterres en croissant, robes à l'asiatique dont Molière pouvait encore revêtir sans anachronisme ses *mamamouchis*. Pour la première fois, le pantalon, la redingote, le soulier, le col et la cravate pénétrèrent dans la garde-robe turque. Mais l'œuvre méritait encore d'être parachevée. Car en n'empruntant dans sa forme extérieure qu'une partie de la civilisation occidentale, Mahmoud n'était parvenu qu'à organiser la vie sociale, les mœurs et les coutumes turques sur la base d'un système hybride inspiré à la fois autant de l'Orient que de l'Occident. Quoi qu'il en soit, jusqu'au mot d'ordre de Mustapha Kemal la lutte entre la vieille et la nouvelle Turquie se révélait en effet jusque dans la forme et la couleur des accoutrements. Parmi les passants, les uns, obstinés dans un traditionalisme désuet, se complaisaient encore dans des robes de couleur tendre, dans des caftans soutachés de dorure, des gilets à rames, des culottes bouffantes, des babouches en marocain rouge ou jaune et terminées en bec de gondole... D'autres, par contre, fleur à la boutonnière et n'ayant plus de turc que le fez s'habillaient selon des dernières gravures de mode de Londres ou de Paris. Entre ces deux extrêmes, apparaissaient enfin la grande masse des indécis, habillés moitié à l'antique, moitié à la moderne et mélangeant toutes les époques et tous les styles, portant la robe asiatique avec un veston ou la redingote à l'européenne avec les chausses à fonds pendants et plissés, à l'orientale. Affublements grotesques contre lesquels Mustapha Kemal s'éleva à plusieurs reprises en désignant nettement comme costume s'adaptant le mieux à la génération turque actuelle le complet de coupe simple et pratique du type international.

Le gouvernement de la République a tenu d'ailleurs à

asseoir solidement la modernisation du costume, en fixant pour tous les fonctionnaires de l'Etat un protocole vestimentaire des plus rigoureux. C'est donc en vertu d'un règlement nouveau que, lors de la rentrée de la Chambre, en automne 1925, tous les députés turcs, sans exception, se présentèrent en frac dernier modèle, chemise et cravate blanche, souliers noirs, à la séance d'ouverture que présidait le chef d'Etat. Bien plus, pour la première fois dans une assemblée musulmane, nos parlementaires restèrent tête nue, tandis que dans leur loge, seuls, parmi les autres disciples du Prophète présents, les représentants de l'Egypte et de l'Afghanistan restaient couverts, en conservant le premier le fez, le second le kalpak. Bref, ce jour-là, la Chambre d'Angora symbolisait fort bien par sa tenue même les temps nouveaux. Plus de pompe, plus d'apparat, plus d'huissiers aux dolmans multicolores, plus de ministres chamarrés d'or : l'habit noir. Et c'était à se demander si l'on était bien là dans une Assemblée musulmane au cœur de l'Asie Mineure, ou dans un parlement de l'Europe occidentale...

L'habit noir! Dans les premières pages de la *Confession d'un enfant du siècle*, Alfred de Musset écrivait pour expliquer l'esprit de son époque : « Qu'on ne s'y trompe pas : ce vêtement noir que portent les hommes de notre temps est un symbole terrible! Pour en venir là, il a fallu que les armures tombassent pièce par pièce et les broderies fleur par fleur. C'est la raison humaine qui a renversé toutes les illusions. Mais elle porte en elle-même le deuil, afin qu'on la console. »

En songeant aux temps nouveaux que traverse son pays et devant le triomphe du frac, de la redingote et du smoking sur les vestes brodées, les gilets à fleurs et les pantalons en brocart, un poète turc pourrait à cette heure improviser des sentences toutes semblables. Car les mêmes causes ont produit les mêmes effets. Au lendemain du conflit mondial et du bouleversement qui transforma toutes ses bases so-

ciales, la Turquie prend tout naturellement l'aspect que les sociétés occidentales ont revêtu jadis, au lendemain de la révolution française et des guerres de l'empire. Et de même qu'alors l'Europe entière a renié les perruques poudrées, les larges chapeaux à plumes, les pourpoints de velours, les culottes de soie et les manchettes en dentelles, de même la Turquie nouvelle renonce à cette heure aux chalvars, aux caftans, aux robes masculines, aux turbans et aux fez. Et chez elle aussi, « c'est la raison humaine qui a renversé toutes les illusions ».

Mais ce ne sont pas seulement les modes masculines que Mustapha Kemal a voulu changer (1). Il est également parti en guerre contre le voile des femmes turques. A vrai dire, en ce domaine, les épreuves que traversa l'empire ottoman au début du xx^e siècle avaient déjà mis un adoucissement sensible, en Turquie, à la coutume féminine de dissimuler complètement le visage en public. En 1907 encore, le *tcharchaff* — sorte de pèlerine courte recouvrant la chevelure et fixée au chignon par quelques épingles — avec son accessoire obligé, le *pétché*, voile qui pouvait être fort épais et cacher complètement la figure, était encore utilisé par les femmes sans aucune exception (2). Avec la révolution de 1908, les premiers accrocs sont faits à la vieille coutume orientale. Un embryon de société, à l'européenne, avec face dévoilée, s'organise pour la première fois. En 1912, l'arrivée à Sa-

(1) Au lendemain même de la victoire, à Brousse, en octobre 1922, à l'heure même où les plénipotentiaires chargés de fixer les conditions de l'armistice discutaient à Moudania, le héros de l'indépendance turque, dans son premier exposé de réformes, préconisa l'abolition des barrières qui, dans l'Islam, séparent les femmes des hommes. « Un peuple, déclara-t-il, qui se divise en deux catégories d'individus vivant chacune de leur vie propre, d'un côté les hommes, de l'autre les femmes, sera toujours un peuple faible. Il nous faut arriver à une collaboration des deux sexes pour le bien du pays ». Nous verrons dans le chapitre suivant le changement de législation qui a mis fin à la séparation des sexes.

(2) A cette époque. le *yachmak*, voile porté jadis par les élégantes et enveloppant leur visage d'une sorte de vapeur transparente, les yeux seuls restant à découvert, avait disparu depuis une vingtaine d'années.

lonique, prise par l'armée grecque, de milliers de *deunmés* (juifs musulmans), fort émancipés à l'égard de certains usages islamiques, augmente encore cette tendance... Mais, à cette époque encore, la mode de laisser voir toute sa figure ne s'implantait que dans les salons et non dans la rue, où elle n'était pas encore tolérée (1). La police se mêlait, en effet, de décider de la toilette des femmes. Avec la guerre mondiale, le mouvement d'émancipation à l'égard du voile s'accentue encore. Durant toute cette époque, l'épouse, remplaçant le mari mobilisé, est obligée de travailler pour nourrir la famille, c'est-à-dire de remplir des emplois vacants, de prendre place au magasin, dans les bureaux, et se voit dans la nécessité d'enlever le *pétché* et le *tcharchaff* qu'elle remplace par un fichu enroulé autour de la tête et noué sur la nuque. Mais ce fut seulement à l'armistice, et sous l'occupation étrangère, pendant laquelle la police indigène se vit forcée d'être plus tolérante, que les femmes turques purent pour la première fois, sans qu'aucune sanction intervint, s'habiller et se coiffer comme elles l'entendaient. Peu nombreuses cependant furent celles qui profitèrent de la licence relative qui leur était donnée. Il fallut donc le mot d'ordre lancé par Mustapha Kemal, dès le lendemain du triomphe de la guerre d'indépendance, pour ouvrir la voie toute grande au mouvement d'émancipation (2).

Le Gazi se pose en champion décidé de la cause féministe turque; il veut que dans son pays le sexe faible échappe à l'ignorance, ne soit plus sous la tutelle de l'homme et participe au même degré que celui-ci à l'activité nationale. Et sur ce terrain le général combat non seulement par la

(1) Ces détails ne concernent d'ailleurs nullement la campagne, où la femme turque, habituée dès son enfance au travail des champs, n'a jamais porté le *tcharchaff* des villes, mais simplement un châle, derrière lequel elle dissimulait ses traits à l'approche d'un étranger.

(2) A signaler que deux femmes turques, Haïché et Fatma, auxquelles furent décernés les grades de lieutenant firent le coup de feu, habillées en homme, pendant la guerre d'indépendance.

parole, mais par l'exemple. On sait entre autres que lors des cérémonies officielles de son mariage avec Latifé Hanoum, il bouscula toutes les traditions connues de temps immémorial en Turquie. Le mariage eut d'abord lieu un lundi, alors que le jeudi (la veille du dimanche turc qui est le vendredi) est le jour consacré dans le pays à la fête de l'union matrimoniale; il voulut enfin que le consentement, le « oui » légal fut donné en commun devant le hodja, sa fiancée et lui-même étant présents aux côtés des témoins, alors que la coutume voulait que les deux futurs conjoints ne se vissent point. Mieux encore, il ne craignit pas d'emmener sa jeune femme dévoilée, vêtue en amazone, avec des bottes à l'écuyère, dans des inspections militaires et jusqu'au restaurant. Mustapha Kemal se déclare surtout contre le voile de la femme; il veut sa disparition, comme le fez. Il invite les femmes turques à imiter complètement leurs sœurs occidentales et à emprunter même leurs chapeaux, leurs costumes tailleurs et leurs manteaux. La grande majorité a déjà obéi. Cette transformation des costumes correspond bien entendu à une modification générale des mentalités. Depuis le début de la Turquie nouvelle, le féminisme a fait, dans tout le pays, des progrès considérables. Une école normale d'institutrices a été créée entre autres à Smyrne, dans laquelle les jeunes filles reçoivent une éducation moderne et vont ensuite propager le même enseignement dans les centres urbains et ruraux où elles sont réparties. A côté d'une instruction des plus modernes, elles s'adonnent aux beaux-arts et aux sports. Elles sont vraiment le type de la femme turque évoluée et libre, telle que Mustapha Kemal le souhaite.

Le jeune chef d'Etat, toujours prêt à payer de sa personne lorsqu'il s'agit de réformes nouvelles, présida ensuite en septembre 1925, à Smyrne, à un bal qu'il avait voulu uniquement composé de musulmanes et de musulmans. Cette réunion chorégraphique fut véritablement le premier

bal turc. Le chef d'Etat, qui avait appris à danser à Sofia, alors qu'il s'y trouvait en 1913 comme attaché militaire, exécuta publiquement ce soir-là un fox-trott des plus corrects avec la fille de l'adjoint du gouverneur. Ce petit événement n'a l'air de rien. Et cependant...

Les Turcs, il est vrai, ont toujours dansé. Danses guerrières des Zeibeks brandissant leurs poignards, danses religieuses des derviches tourneurs, danses voluptueuses des odalisques au sein des harems... Mais jamais, au grand jamais, depuis le jour où l'Islam imposa sa loi à la race d'Osman, les femmes ne dansèrent en public, même avec leurs frères ou leurs maris. Si bien que lorsque quelque chorégraphie officielle était organisée, au théâtre ou ailleurs, pour le plaisir des grands ou du peuple, les danseurs exhibés n'étaient que des jeunes gens maquillés. Des garçons turcs étaient, en effet, élevés pour remplacer le sexe faible dans la danse et dans le chant. Et ce subterfuge, ce palliatif équivoque fut employé jusqu'à ces dernières années. A Constantinople même, il fallut attendre l'occupation interalliée pour voir la première femme turque se risquer, sans crainte d'être arrêtée par la police, dans les bals des ambassades de Péra.

Bref, on ne dansait plus véritablement en Turquie depuis des siècles, parce que la loi coranique avait interdit aux deux sexes de se fréquenter librement. La femme turque était empêchée d'avoir des relations même les plus innocentes avec des hommes qui n'étaient pas ses très proches parents. Cette terrible servitude se manifestait dans la vie sociale par le grillage des fenêtres, par le voile des femmes et par la division en *selamlık* et *haremlık*, en côté réservé aux hommes et côté réservé aux femmes.

Un grand nombre de préjugés, greffés sur cette loi de la séparation des sexes, avaient en outre réussi à se glisser dans l'âme musulmane. C'est ainsi que peu à peu, le moindre contact, même de bienséance et de nécessité, avec un homme

qui n'était point de sa famille, avait fini par être considéré par la femme elle-même comme une grave humiliation. Elle s'estimait discréditée, par exemple, d'aller faire son marché, de pénétrer dans les magasins, de voyager, d'aller dans un restaurant, à l'hôtel, au concert, au théâtre, c'est-à-dire de vivre socialement. Pour tourner la difficulté, on utilisa l'eunuque ou la servante non musulmane, arménienne, grecque, bulgare. La séparation des sexes aboutit de ce fait ou bien à commettre un crime contre nature ou bien à utiliser les services d'une étrangère.

A cette heure encore, cette funeste loi crée pour toute la collectivité des difficultés innombrables. Économiquement surtout, elle est des plus désastreuses. C'est ainsi que les frais domestiques d'un ménage musulman dépassent en toutes circonstances ceux d'un ménage chrétien. Pour tout déplacement, le père de famille qui veut se plier à la loi de Mahomet voit ses dépenses s'aggraver dans de larges mesures, afin d'éviter à sa femme et à ses filles le contact interdit. Bien plus encore, son épouse n'ose s'astreindre en public au moindre travail et ses filles ne peuvent songer à exercer le moindre métier, à devenir dactylographes, vendeuses et aider leurs parents à joindre les deux bouts. Autre exemple, des plus significatifs en ces temps de crise : la même loi sociale interdit à tout ménage musulman à Constantinople ce palliatif contre la cherté de la vie : la sous-location de chambres, si usitée dans les villes d'Occident. C'est ainsi, qu'en toute occasion, la famille musulmane se trouve désavantagée dans la lutte pour l'existence.

Bref, cette pernicieuse coutume qui consiste à mettre la femme dans un vase clos et à priver la collectivité de sa plus belle parure, cause en somme à la Turquie un véritable préjudice économique et social. Elle interdit d'abord aux familles musulmanes d'utiliser ces mille expédients par lesquels les petits ménages bourgeois des villes d'Occident arrivent à lutter contre la misère. Elle crée d'autre part un

état sociologique des plus graves. Car elle empêche l'épanouissement normal de toute vie sociale. Elle condamne la société à demeurer dans un stade rudimentaire et à se réduire à sa simple expression. Elle l'oblige à demeurer près de la primitive humanité. Elle suscite enfin, dans tout l'Islam, cette indigence sociale si caractéristique et peut-être aussi cette mentalité négative où se sont complu jusqu'à ce jour les peuples du Croissant.

C'est pourquoi la première danse qu'exécuta Mustapha Kemal à Smyrne constitue une date dans l'histoire de la Turquie et dans celle de l'Islam. Car elle marque nettement l'élimination de l'ancienne loi antisociale de la séparation des sexes. Elle a donné le signal officiel de l'entrée de la femme dans la société. Elle a créé pour la première fois la vie mondaine chez un peuple musulman.

L'exemple donné par le chef d'Etat fut d'ailleurs immédiatement suivi dans tout le pays. En moins de quelques mois la mode de la danse s'est répandue dans toute la Turquie. Et, bien entendu, Constantinople bat tous les records. Bals du Croissant-Rouge, de la Protection de l'enfance, de l'Union des dames, de la Préfecture de la ville, de la Société des touristes, des Mutilés, de la Protection des animaux, des Francs-maçons, des Médecins, de la Ligue de l'aviation — j'en passe et des meilleurs — se sont succédé dès lors, sans interruption, attirant des milliers de danseuses et danseurs musulmans, de toutes classes et de tous les milieux, des lycéens comme d'anciens hodjas, des fillettes et jusqu'à de vieilles *hanoum* dévoilées de la veille. Et nous ne parlons pas des cours de danse, des bals privés, des dancings qui ont ouvert leurs portes, non seulement à Péra, mais au cœur de Stamboul, à l'ombre de la mosquée du Conquérant.

A Angora, ce fut d'abord, le grand bal, très réussi, à la résidence du Gazi, à Tchankaya et auquel prit part toute la haute société de la nouvelle capitale. Puis un autre en

l'honneur de la fondation de la République (1); puis un autre encore en faveur de l'aviation nationale. Chaque vendredi d'ailleurs, dans un nouveau local dit *Club d'Angora*, les couples turcs se pressent. Le manque de place a même obligé la direction à éditer quelques restrictions d'entrée. Enfin, les journaux ne cessent d'annoncer que la même épidémie sévit dans toutes les autres villes du pays. Tour à tour des grands bals ont eu lieu à Smyrne, à Trébizonde, à Mersine, à Brousse. Des clubs se fondent. La modicité du coût des gramophones met à la disposition de toute société, les derniers *fox-trott* et *one step* à la mode. Et une profession nouvelle surgit, celle du maître de danse.

L'art de Terpsichore est ainsi entré définitivement dans les mœurs turques. Or, comme nous l'avons vu, la danse, c'est le coup de mort de la séparation des sexes. Avec la fin de cette inique loi, c'est une véritable société, complète, normale et bien équilibrée qui se formera dans le pays. Avec ce nouveau corps social, la nation entière participera à une existence plus saine et plus féconde. Plus joyeuse aussi, car l'ancienne vie collective dont la femme était absente, n'a cessé de présenter un aspect de tristesse qui a frappé tous les voyageurs. Avec cette société enfin, toute semblable à la nôtre, ce sera la naissance d'une sensibilité nouvelle, ce sera un essor, inconnu jusqu'à ce jour parmi ce peuple, du théâtre, de la littérature, de la musique, de la peinture, de

(1) Dans ce dernier bal, auquel assistaient tous les dignitaires de la République, députés, officiers, avec les dames de la haute société turque en grande toilette, les danses se déroulèrent pleines d'entrain. Toutefois, vers deux heures du matin, le Gazi ayant remarqué que des officiers en uniforme ne se livraient pas au plaisir du fox-trott leur en fit l'observation. Un lieutenant lui répondit que la faute en était aux dames qui avaient décliné toute invitation. Alors Mustapha Kemal s'écria à haute voix: « Camarades ! je ne puis m'imaginer qu'il puisse se trouver dans le monde entier une femme capable d'opposer un refus de danser à un Turc portant l'uniforme d'officier. Et maintenant, je l'ordonne ! Dispersez-vous dans la salle ! En avant, marche ! Dansez ! » Bien entendu, toutes les dames et demoiselles qui avaient entendu l'algarade et qui n'avaient osé jusque là accepter l'invitation des officiers du fait qu'elles n'avaient pas été présentées à ces derniers, se levèrent aussitôt. Et le bal se poursuivit dans la plus franche gaieté.

l'art. Et rien n'empêchera plus la Turquie d'atteindre le degré le plus élevé de civilisation.

L'art turc! Il faut aller de nos jours au grand bazar de Stamboul qui fut jadis l'entrepôt par excellence de tous les trésors artistiques de l'Asie pour se rendre compte de sa décadence. Tous les amoureux des belles œuvres antiques, de ces objets travaillés jadis avec patience et amour par ces grands artistes que furent les humbles potiers, tisseurs et forgerons de l'ancien Orient, en restent douloureusement frappés. Les vraies lames de Damas, les beaux vitraux peints, les splendides carreaux de faïence polychromes, les somptueux brocards, les tapis si fins, si poétiques qu'on pouvait les prendre pour des plates-bandes resplendissant d'un éternel printemps, les broderies d'un fini, d'une minutie si incroyables qu'elles en étaient comme des vapeurs, tout cela n'existe plus, à quelques rares exceptions près sur lesquelles, à l'ouïe du prix demandé, l'amateur ne peut plus que se pencher mélancoliquement. Le reste n'est que contrefaçons, imitations, falsifications; en tous cas, du mauvais travail. Des tapis du Caucase, du Turkestan même vous offrent des couleurs de si mauvaise qualité qu'elles déteignent de par tout. Des *sedjadés* (tapis de prière) d'Anatolie, oublieux de la forme heureuse des anciens motifs, représentent des timbres, des billets de banque, des têtes de pachas. Tous les autres travaux sur marbre, sur bois, sur émail portent également les signes d'une même décadence. Partout la même maladresse dans l'exécution, l'inélégance dans la construction, la même faiblesse artistique, la laideur. Et le mal est général.

Les principales causes de cet affligeant phénomène sont d'ailleurs connues. L'industrialisme occidental, avec sa fabrication intense à bon marché, suscite en grande partie cette débâcle de l'art oriental. Mais ne doit-on pas regretter qu'une lutte intelligente n'ait pas été menée dans tout l'Orient contre cette concurrence du machinisme? Car il faut

l'avouer, rien n'a été tenté pour protéger, sauver, poursuivre la belle production d'autrefois.

La fin de l'empire ottoman a été marquée spécialement chez toute l'aristocratie turque, à commencer par l'entourage du sultan, par une perversion déplorable du goût. J'ai assisté, par exemple, au lendemain de l'abrogation du Califat, à la vente aux enchères des meubles de quelques palais de la famille impériale. Je pensais pouvoir contempler, si ce n'est des chefs-d'œuvre, du moins quelques-uns de ces bibelots que le génie de l'Orient a marqués de son sceau de grâce et de fantaisie. Hélas! pas la moindre collection, pas la moindre trace de beaux spécimens du vieil art turc, arabe, persan. Tous, jusqu'aux plus hauts dignitaires de l'empire, s'étaient laissé envahir chez eux par la pacotille occidentale. Ameublements, décors, tout était camelotte du plus mauvais goût. La solidité était sacrifiée à l'apparence, la simplicité à l'extravagance; le plâtre remplaçait le marbre, le simili le beau bois. Tout autant que la concurrence européenne, le manque de véritable connaissance chez l'élite du pays, de même que sa maladie de paraître, d'éblouir, causèrent en Turquie la décadence de l'art.

La vieille Turquie a cependant produit dans maints domaines des œuvres d'art absolument originales. Preuve en sont d'abord les anciennes mosquées de Konia, Sivas, Nicée, Brousse, Andrinople qui n'ont nullement les défaillances des autres constructions de l'art islamique, mais sont des ensembles homogènes, produisant une impression de sérieux, de sincérité, d'honnêteté. Un de nos amis, M. Gabriel, ancien élève de l'école d'Athènes, professeur de l'histoire de l'art à l'Université de Stamboul, réunit d'ailleurs les matériaux d'un ouvrage où seront relevées pour la première fois les caractéristiques de cet art turc. Dans une conférence remarquable, il a déjà relevé ce fait resté presque inconnu jusqu'à ce jour que les premières mosquées construites à Constantinople par les Turcs, par leurs dispositions générales, leurs arrangements de détails, techniques et décora-

tion, n'offrent aucun point d'analogie avec les monuments byzantins. Plus tard certes les architectes turcs s'inspireront de Sainte-Sophie; mais ce ne sera jamais une copie servile, tout au plus une adaptation intelligente à la mosquée, c'est-à-dire au culte musulman, des dispositions de la grande Eglise. Ils ont su analyser les défauts et qualités de cette dernière et même arriver à des combinaisons d'équilibre beaucoup plus judicieuses. A tel point que la technique constructive des mosquées de Stamboul dépasse celle des édifices byzantins. A l'appareil de pierres et de briques qui, chez ces derniers, dissimulait la pauvreté sous un revêtement somptueux, mais mensonger, les architectes turcs ont substitué des matériaux solides et durables, des pierres de taille soigneusement appareillées.

Bref, comparé à l'art islamique d'une part, à l'art byzantin de l'autre, l'art turc apparaît à Stamboul avec des caractéristiques individuelles nettement marquées. Sa grande originalité est d'ailleurs dans la recherche de l'art monumental extérieur. Byzance ne paraît pas avoir connu une pareille préoccupation. Vue du dehors, Sainte-Sophie est lourde et même disgracieuse, tandis qu'il n'est de mosquées qui ne produisent sur l'œil et sur l'esprit la même impression d'harmonieux équilibre. Ainsi, les Turcs ont véritablement manifesté à Stamboul dans le domaine de l'art un esprit nouveau. Alors que les autres peuples de l'Islam s'enlisaient dans la routine d'un passé formaliste eux, comme nos maîtres d'œuvres de la Renaissance, affirmaient déjà des conceptions modernes.

L'art turc, si chargé de passé glorieux, doit reprendre, comme toutes les autres manifestations de l'activité humaine, son élan vers l'avenir. Il semble bien d'ailleurs que le nouveau régime ne néglige point ce problème. C'est ainsi qu'Angora a été dotée récemment d'un salon pour expositions d'œuvres d'art et qu'un musée national est en construction. La presse elle-même aime à traiter de la question. Le *Milliet*

entre autres a souligné la nécessité pour la République de créer dans les grands centres du pays une vie d'art et d'intellectualité. L'article souligne surtout les conditions misérables dans lesquelles l'empire a laissé tomber toutes les institutions culturelles du pays. Les théâtres de Stamboul ne sont que des tréteaux dont ne voudrait même pas un village. Ses bibliothèques ne sont que des dépôts de livres où toute envie de lire est étouffée. Les œuvres d'art sont restées éparpillées dans les konaks et les vieux médressés. L'université est une caserne. Depuis le Tanzimat qui est le commencement de la régénération de la Turquie, jusqu'à l'institution de la République, l'empire a dépensé moins pour les édifices d'art que pour les écuries du sérail! Résultat? Le *Milliet* le voit dans le défaut de formation artistique chez la génération actuelle :

« Nous n'avons pas un hymne national, ni une médaille de commémoration acceptables. Nous n'avons pas encore pu choisir nos armoiries. Comparez nos timbres à ceux des pays voisins! Notre papier-monnaie n'a aucune valeur artistique. Tous ces exemples nous imposent le devoir de créer chez nous dans le plus bref délai une vie d'art ».

Bref, on se trouve en Turquie devant des besoins nouveaux d'ordre esthétique et intellectuel. Le désir unanime se répand d'atteindre le niveau culturel des peuples d'Occident. Les nouveaux dirigeants s'efforcent de satisfaire ce nouveau penchant. Ils comblent les lacunes du passé et mettent sur pied toutes les institutions capables de développer chez la jeunesse le goût des belles choses et des hautes spéculations. La révolution turque d'abord politique, puis sociale, se complète de la sorte par un élan nouveau dans le monde de l'esprit.

S'il faut d'ailleurs une preuve matérielle de ce réveil qui se manifeste en Turquie dans le domaine de l'esthétique, on le trouve dans le fait que l'une après l'autre les cités

turques s'ornent de statues de Mustapha Kemal. En juillet 1926, l'un de ces monuments, œuvre d'un des plus habiles sculpteurs viennois, était érigée à Stamboul à la pointe du Sérail. A son tour Angora, vient d'inaugurer le même jour deux statues du héros de l'indépendance, l'une équestre devant le musée national, l'autre en pied à Yénichéir, l'un des nouveaux quartiers de la capitale. Toutes deux sortent de l'atelier d'un des meilleurs statuaires italiens M. Canonica. Et déjà la presse, annonce que Brousse, Smyrne, Konia, Césarée vont obéir également l'une après l'autre à la même émulation. (1)

Ces statues du Gazi constituent d'ailleurs une véritable révolution dans l'Islam orthodoxe. En effet, le Coran s'élève nettement (chap. V, vers. 92) contre toute reproduction de la figure humaine et même de tout objet animé, comme une abomination inventée par Satan. Cependant, le prophète n'avait inscrit cette défense dans son livre que pour empêcher tout retour à l'adoration des tableaux et des statues, à l'idolâtrie. C'est ainsi que lui-même ornait sa tente de « coussins à images » et les premiers califes, très byzantinisés d'ailleurs, ne craignaient pas d'user de toutes les formes de l'art. Cependant, l'islam orthodoxe, ayant pris peu à peu cette interdiction coranique au pied de la lettre, condamna finalement toute représentation plastique. C'est pourquoi, dès le lendemain de la prise de Constantinople, Mahomet le conquérant fit mettre une couche de badigeon sur toutes les mosaïques des pendentifs et demi-coupoles de Sainte-Sophie.

Ce veto d'ordre religieux n'a jamais pu être appliqué

(1) Exprimons ici le vœu que dans cette compétition internationale, un artiste français soit prié d'entrer en lice. En ce faisant, le disciple des maîtres étrangers et en recourant à leurs œuvres, la Turquie nouvelle prouve d'ailleurs qu'elle repousse en matière d'art tout chauvinisme. La patrie de Rodin ne peut donc manquer d'être représentée dans cette joute d'un nouveau genre qui non seulement rappellera aux générations futures la physionomie du héros national, mais embellira les villes turques en y développant le goût des beaux-arts.

à la lettre. En fait, sous l'influence d'infiltrations chiites, c'est-à-dire spécialement persanes, l'art des peuples musulmans orthodoxes présente maints cas de dérogation à cette règle iconophobe. C'est ainsi qu'il existe des miniatures turques et les vieux tapis d'Anatolie portent parfois, aussi bien que ceux d'Ispahan et de Tebriz, des scènes animées. De même, le goût populaire de l'imagerie, réagissant contre une orthodoxie trop rigide, créa le « Karagheuz », sorte de guignols turcs aux personnages en silhouette, découpés dans de la peau de chameau. Certains sultans enfin osèrent de leur côté violer ouvertement la prescription du Coran. Mahmoud II, par exemple, le grand réformateur, fit frapper le premier, en 1830, des monnaies à son effigie et placer son portrait dans les casernes. Mais c'en était trop pour les zélés musulmans de l'époque. A l'instigation des ulémas, ils coururent aux armes et cette révolte dut être étouffée dans le sang. Cependant, dès cette époque et sous l'influence de l'Europe, de nouveaux progrès sont réalisés. L'imprimerie s'installe à Constantinople, suivie de la gravure, de la lithographie, chacune aidant à combattre la fâcheuse prescription coranique. La photographie, puis le cinéma appuient à leur tour le mouvement. Les premiers peintres turcs apparaissent. Et bientôt le branle est donné à tel point que l'avant-dernier sultan, Mehmed V, ne craint pas de faire frapper un timbre avec son effigie. Quant au dernier calife, Abd-ul-Medjid, bien que représentant du Prophète, il maniait lui-même le pinceau...

Il n'en reste pas moins que nombre de musulmans orthodoxes continuent en Orient, sur toutes les questions de plastique, à interpréter de la façon la plus étroite la parole du Prophète. C'est ainsi que certains rigoureux observateurs du Coran refusent encore de se servir dans le jeu d'échecs de pions représentant des êtres animés. Souvent même ils n'acceptent pas de se laisser photographier. C'est pourquoi, dans maints endroits d'Asie, il est encore dangereux de se servir d'un kodak. En septembre 1924, le consul des Etats-

Unis à Téhéran, ayant voulu prendre dans cette ville le cliché d'un groupe de fidèles agenouillés sur les marches d'une fontaine considérée comme sacrée, la foule s'ameuta soudainement, devint farouche, se rua sur le malheureux et le massacra. Dernièrement encore l'ambassadeur de Turquie en Afghanistan, passant à Lahore, se vit, en pleine mosquée, accusé de mécréance par un hodja, pour avoir braqué son objectif sur le saint lieu, avant d'y pénétrer. Et, pour ma part, je me souviens qu'aux environs d'Antioche, un vieux Turc, dont l'aspect m'avait fait instinctivement brandir mon kodak, se précipita mains tendues au-devant de l'appareil en murmurant des *yok*, non! non! mouillés et suppliants! En voyant mon index s'approcher du déclic, il craignait déjà de ne plus être en règle avec le ciel. Bref, la conviction est encore largement répandue en Orient que c'est un acte irréligieux de se soumettre aux mystères de la chambre noire, de faire et d'utiliser des dessins, de décorer son appartement de tableaux, de se laisser portraiturer... C'est pourquoi la statue de Mustapha Kemal, la première élevée en Turquie, ne signifie rien d'autre que la rupture définitive d'une tradition vicieuse et erronée.

La volonté de l'animateur de la Turquie nouvelle n'est d'ailleurs pas tant, en l'occurrence, de rompre officiellement avec une vieille superstition, que d'insuffler une vie nouvelle à l'art de son pays. Dans ce but, Mustapha Kemal lutte autant par la parole que par le geste. Se trouvant un jour à Brousse, il reçut les élèves de l'Ecole des beaux-arts de Constantinople, venus en délégation le saluer. Les groupant autour de lui, il se prononça ouvertement en faveur de tous les arts que la malencontreuse mystique issue du Coran a condamnés jusqu'à ce jour dans tout l'Islam.

« Existe-t-il dans nos livres saints », s'écria-t-il, « un passage interdisant la reproduction de la figure humaine, s'élevant contre le dessin, contre la peinture, la sculpture, contre l'art? C'est là une question qui m'avait été posée dans le temps et j'avais répondu : Jadis les hommes adoraient les idoles. C'est pour cette

raison que notre religion s'est élevée contre toute représentation animée. Mais les temps ont changé et c'est l'heure de nous en apercevoir. Rien ne s'oppose plus maintenant dans notre pays au dessin, à la peinture, à la sculpture... Et nous n'accepterons plus désormais une religion qui négligera les beaux-arts. »

Quoi qu'il en soit, les statues du Gazi témoignent d'abord que la Turquie s'est affranchie désormais d'une tradition funeste. Pour la première fois, le chemin des beaux-arts, sculpture, dessin, peinture, gravure, décoration s'ouvre librement devant le peuple turc (1). Ces statues constituent en outre une date importante dans l'histoire de l'art oriental. Jusqu'à ce jour, les grandes villes de l'Asie musulmane sont restées vierges de tout monument d'ordre plastique. Le souvenir des plus illustres poètes et des plus grands capitaines de l'Orient ne s'est jamais perpétué dans une œuvre d'art. Leurs traits ne se sont jamais immortalisés dans le marbre. De même, dans tout l'Orient, les actions d'éclat qui auraient mérité de vivre à jamais par l'airain ou le bronze ont sombré dans la nuit de l'histoire. Privés des beaux-arts, ces peuples ont manqué de la sorte d'une source profonde d'inspiration, d'un élément de la plus grande valeur éducative. Les statues de Kemal s'élèvent donc comme une protestation vivante contre un état de choses qui empêchait tout élan libre et fécond vers la beauté.

(1) L'attitude de Mustapha Kemal marquera-t-elle cependant le début d'une floraison artistique en Turquie? Il est encore trop tôt de répondre. On sait, en effet, que le trait caractéristique de l'art islamique est l'arabesque, c'est-à-dire l'entrelacs de feuillages stylisés. Mais les musulmans ont-ils été forcés d'user uniquement de ce motif ornemental, par suite de la contrainte religieuse interdisant la reproduction des êtres animés? Ou bien existe-t-il à la base de ce choix des raisons plus profondes? L'arabesque ne correspond-elle pas, par exemple, à une optique et même à une mentalité spéciale de l'Orient? C'est là une opinion que j'ai entendu défendre en plein Stamboul, par un des meilleurs connaisseurs de l'art musulman. Selon mon interlocuteur, l'Asiatique, complètement étranger au réalisme de l'art grec, serait toujours porté par les tendances mêmes de son esprit, plus imaginaire que raisonneur, à envelopper la nature de stylisations. L'arabesque ne serait plus finalement, dans la vie, que le décor désiré par ce rêveur impénitent qu'est l'Oriental.

Les réformes de Mustapha Kemal signifient en somme le passage d'une civilisation à l'autre. Jusqu'à ce jour l'Orient et l'Occident s'opposaient jusque dans les gestes les plus coutumiers de la vie quotidienne. Hier encore tout Occidental qui franchissait les frontières turques avait l'impression d'arriver dans une autre planète. Les indigènes portaient des costumes bariolés, chemises brodées, gilets à ramage, robes asiatiques, culottes bouffantes et babouches. Leur salut était le geste de la main se portant successivement du cœur aux lèvres et au front. Leurs femmes étaient voilées; leurs fenêtres grillagées. Les inhumations se faisaient sans fleurs ni couronnes; la musique funèbre était inconnue et le noir n'avait aucune signification de deuil. La reproduction de la figure humaine, les statues étaient réprouvées. L'alcool était stigmatisé comme « un ministre du diable ». Le porc était considéré comme un animal immonde et sa viande était frappée d'interdit. Le Coran ne pouvait être traduit, ni les cimetières désaffectés. La loi ne fixait aucun jour de repos... Bref il n'était pas une seule manifestation de la vie sociale qui, en Turquie, ne heurtait nos principes ou nos habitudes. Or, ayant pris l'Occident comme modèle, la République turque veut désormais que chez elle, en tous domaines, le même système de civilisation à l'européenne soit appliqué. Elle veut en somme qu'un étranger franchissant la frontière ne constate entre elle et les autres pays européens, d'autres différences extérieures que celles qui découlent nécessairement de la langue, de l'écriture, de la monnaie et du drapeau...

Et d'abord plus de calendrier différent. Jusqu'à ce jour, dans tous les pays soumis à la loi du Prophète, l'an I, c'est-à-dire le début de l'ère musulmane, était fixé par la fuite de Mahomet à la Mecque. Cette date est, comme on le sait, l'an 622 après Jésus-Christ. L'événement s'est donc passé il y a exactement 1306 ans. Cependant, si l'on consulte le calendrier musulman, l'on verra que l'an 1928 correspond à l'an 1346. Les quarante années de différence proviennent

du fait que l'année musulmane est plus courte que la nôtre. Se basant en effet uniquement sur le cours de la lune, elle est composée de douze mois, de 29 ou 30 jours, donnant ensemble 354 ou 355 jours. C'est pourquoi elle commence chaque année dix jours plus tôt que la nôtre, ce qui la fait débiter aux saisons les plus différentes, parfois même en été. C'est pourquoi aussi, une dame turque de trente ans, d'après le calendrier de son pays, n'en a en réalité que vingt-neuf d'après le nôtre...

Cependant, les Turcs n'avaient pas osé jusqu'à ce jour envisager l'adoption de notre ère et de notre millésime. Les dirigeants craignaient alors de heurter les sentiments de la masse et surtout de causer du tort à l'islamisme.

Toutefois, comme le calendrier musulman ne possédait aucune précision mathématique, on avait eu recours, comme toujours, à un compromis. La Sublime-Porte accepta au cours du xix^me siècle, pour les bureaux officiels, un second calendrier qui, basé en grande partie sur le nôtre, commençait toutefois le 1^{er} mars. C'était là ce que les fonctionnaires appelaient l'année financière ou l'année *roumi*. Les Grecs et Arméniens employaient de leur côté le calendrier orthodoxe, et les Latins catholiques, le calendrier grégorien. On voit ce chaos: quatre calendriers subsistant côte à côte, les complications infinies des fêtes, l'année commençant à des dates différentes... Une réforme était indispensable.

C'est pourquoi la grande Assemblée de Turquie a finalement voté l'adoption d'un calendrier unique, celui même qui est en vigueur dans tous les pays civilisés, le calendrier grégorien. Et pour la première fois, à partir du 1^{er} janvier 1927, les populations musulmanes et chrétiennes de ce pays ont utilisé un millésime commun. Pour la première fois également, nombre de Turcs, imitant la coutume européenne se sont transmis mutuellement leurs souhaits et bons vœux. Toutefois, selon la loi adoptée par la grande Assemblée, le millésime de l'Hégire pourra encore être

employé dans certains cas particuliers, relevant de la foi islamique. En somme les Turcs musulmans, comme les Juifs d'ailleurs, conserveront pour leurs fêtes religieuses, leurs dates rituelles... A cette exception près, l'année turque sera exactement ce qu'est la nôtre.

Par la même loi, la Turquie a adopté le comput de 24 heures par journée. Tous les établissements officiels, toutes les sociétés de transport ont donc dû conformer leurs horaires à ce nouveau cadran. Et c'est la mort définitive de l'heure « à la turque » dont la première partait du soleil couchant, de telle sorte qu'elle variait suivant les saisons. Il fut un temps d'ailleurs où les horloges publiques étaient complètement interdites dans le pays. Un religieux, le R. P. de Dreux, écrit à ce sujet dans son *Voyage en Grèce et en Turquie* qu'en 1665 les habitants d'une ville de Thrace avaient demandé au sultan l'autorisation d'en posséder une, en disant que c'était pour mieux connaître le temps de leurs prières, du boire, du manger, du lever, du coucher... Le Commandeur des Croyants leur fit alors savoir qu'il fallait prier Allah en tous temps et que le jour nous avertissait de nous lever, la nuit de nous coucher, la soif et la faim du boire et du manger, sans qu'il fût nécessaire d'en être averti par une horloge.

La diffusion des montres fit échec à cette mentalité. On rapporte même que lorsque les premières œuvres de l'industrie genevoise se répandirent en Turquie, le sultan de l'époque ne se lassait pas de compter les heures et les minutes. Or, un soir de Ramadan, ne sachant s'il pouvait déjà rompre le jeûne diurne, il fit appeler le chef des eunuques et lui demanda : « Quelle heure est-il ? » En courtisan parfaitement dressé, le gardien du harem répondit : « L'heure qu'il plaira à votre Majesté. »

Ce passage, d'une civilisation à l'autre au cours duquel les coutumes qui unissent encore la Turquie à l'Orient sont remplacées chaque jour davantage par les us occidentaux,

offre en tous domaines un spectacle des plus curieux. Car bien souvent il signifie la fin de vieilles traditions datant des premiers âges de l'Islam, sinon même des époques les plus reculées de l'Asie. C'est ainsi que les formes de deuil européennes entrent peu à peu dans la pratique turque. Jusqu'à ce jour les funérailles se déroulaient dans ce pays dans un appareil complètement différent du nôtre. Au point de vue vestimentaire d'abord, on ne portait pas le deuil. Le noir n'avait aucune signification funèbre. Aussitôt après le décès (ce qui a fait dire à Théophile Gautier que les Turcs graves et lents pour toutes les actions de la vie ne se hâtent que pour la mort), le corps était porté au cimetière, quelle que fût la distance, sur les épaules de ses parents et amis. Enfin, l'inhumation avait lieu au hasard, autour des mosquées, dans les mausolées et jusque dans les jardins. Bref, les cimetières étaient un peu partout. A tel point qu'à Constantinople et jusqu'en pleine cité il n'est guère de quartiers qui ne possèdent un ou plusieurs groupes de tombes. A quelques pas du plus important hôtel de la ville du Péra-Palace, des stèles funéraires abandonnées émergent du sol. D'autres encore gisent en bordure de la grande rue de Péra près de l'ancien couvent de derviches. Près de l'ambassade d'Angleterre, s'élève même une tombe, celle de la nourrice d'un sultan, le long du trottoir. Et l'on sait que les véritables jardins publics de Constantinople sont ses cimetières. Les champs de morts envahissent ainsi la cité des vivants. A Eyoub, à Scutari, à Stamboul le long des murailles byzantines, des centaines de milliers de tombes couvrent des milliers d'hectares. Car il était de bonne tradition en Turquie comme dans tout l'Islam, de considérer le sol où se trouvent enterrés les « fidèles » comme échappant à l'emprise de toutes les lois laïques. Il prenait un caractère sacré. Il devenait tabou. De la sorte, une tombe musulmane pouvait défier les siècles : il y avait sacrilège à y toucher. C'est pourquoi, l'on a pu dire qu'un statisticien patient arriverait fort bien, en additionnant les stèles funéraires de Constan-

tinople, à obtenir le chiffre exact de la population turque de cette ville, depuis 1453. En somme, la loi religieuse s'inspirant de l'idée que les morts ne doivent pas être troublés de leur dernier sommeil jusqu'au jugement dernier, s'élevait contre toute désaffectation non seulement des cimetières, mais même de sépulcres isolés. Or, cette multitude toujours accrue de tombes éparses, disposant chacune en quelque sorte d'une concession à perpétuité, devait fatalement nuire un jour au développement des villes turques. Dans le plan des nouveaux quartiers, une seule stèle malencontreusement placée pouvait empêcher la création d'une avenue ou détruire un simple alignement. Sous Abd-ul-Hamid encore, des gouverneurs de province furent destitués pour avoir fait déplacer quelques vieilles pierres tombales gênant la construction d'une chaussée. Bref, il était de bonne coutume en ce domaine de sacrifier les vivants aux morts.

Or, une loi que le gouvernement de la République vient de promulguer transforme la situation dans une plus juste mesure. Elle comporte d'abord l'interdiction d'inhumer à l'intérieur des villes et rend possible enfin la désaffectation des vieux cimetières. Déjà, lors de la révolution de 1908, les Jeunes-Turcs avaient admis dans certains cas (et en se basant sur un texte du Coran) la possibilité du transfert des tombes. Et cette innovation avait permis de réaliser certains travaux d'édilité devenus indispensables dans divers quartiers. Les dernières entraves ont maintenant disparu. La municipalité de Constantinople vient de décider la suppression de nombreux champs de morts. D'immenses terrains encore parsemés de tombes sont mis en vente et ce sera la fin d'une servitude des plus onéreuses pour le pays. Certes, les lecteurs de Loti pourront chercher noise à nos édiles en évoquant l'aspect du cimetière où dort Aziadé. Il est vrai que maintes tombes turques, celles des femmes notamment, dont les stèles sont ornées de fleurs ou de rameaux sculptés en relief et colorées de rouge, or ou vert, sont d'une inspiration charmante. Mais ce que Loti n'a pas

dit non plus, c'est le triste abandon de toutes ces nécropoles. Les noms de familles n'existant pas en terre d'Islam, les tombeaux finissent par devenir anonymes et tombent dans l'oubli. Les pierres sépulcrales se disjoignent, les stèles s'inclinent ou roulent par terre, une piètre végétation surgit parmi des débris d'ossements. Et quand un tel spectacle apparaît à Stamboul, en pleine rue, c'est l'enlaidissement de toute la ville.

En même temps que le régime des cimetières se transforme, les manifestations de deuil à l'occidentale entrent dans la pratique turque. C'est ainsi qu'autrefois on ne déposait pas de couronne sur les tombes, tandis que ces dernières années le gouvernement lui-même a adopté cet usage au cours de certaines cérémonies. La musique même commence à figurer au cours des inhumations. Récemment dans un des cimetières de Stamboul des sépultures musulmanes ont été fleuries. Et sur le Bosphore, l'usage s'est généralisé sur tous les navires de la République de mettre en cas de deuil le pavillon en berne. Le transport de la bière sur les épaules tend à passer de mode. Les premiers corbillards et même une automobile mortuaire ont fait leur apparition. Bref, les détails les plus infimes de la civilisation occidentale remplacent chaque jour en ce pays des traditions millénaires. Dans quelques années peut-être, il faudra s'en aller chercher dans les provinces les plus reculées d'Asie-Mineure les dernières traces de la vieille Turquie.

La première enfin, parmi les pays musulmans, la Turquie a établi le repos hebdomadaire obligatoire, selon le modèle occidental. La loi qui le visait fut appliquée dès février 1924. Jusqu'à cette époque et dans tous le pays, liberté complète avait été laissée à la population, de quelque croyance qu'elle fut, de se reposer et de travailler quand elle le voulait. Comme l'Islam n'imposait point le repos spécial le vendredi qui est le jour du Prophète, les musulmans se comportaient comme ils l'entendaient, les négociants juifs

et chrétiens fermaient par contre boutique, les premiers le samedi et les seconds le dimanche. Partant du fait que dans tous les pays d'Europe le jour de repos est strictement imposé par la loi à chacun, commerçant ou non, étranger ou indigène, sans distinction de culte et de nationalité, les dirigeants d'Angora voulurent qu'il en fût de même dans leur pays. A leurs yeux d'ailleurs le repos hebdomadaire tel que l'a fixé la population européenne, devenait chaque jour davantage, en dehors de toute valeur religieuse, une véritable nécessité sociale. L'énergie, la vitalité d'une nation, ne pouvaient que s'user à la longue par un effort ininterrompu. Pour les travailleurs de l'époque actuelle, ce repos était un besoin réel et constituait en quelque sorte une loi de la nature. Cette vérité s'imposait d'ailleurs, depuis longtemps déjà, dans nombre d'entreprises musulmanes. C'est ainsi que dans les services des journaux de Stamboul, les protes avaient chacun à tour de rôle un jour de congé sur sept. Les sociétés étrangères agissaient de même à l'égard de leur personnel, de quelque religion qu'il fut. La conception moderne du repos hebdomadaire avait donc pénétré déjà en grande partie les mœurs turques, lorsque la République élaborait la dite loi qui fut conçue de façon libérale et appliquée sans aucune rigueur. L'opposition ne manqua pas cependant de là critiquer âprement en objectant qu'un jour d'inactivité par semaine ne pouvait manquer de porter un grave coup à l'économie de la nation. Ruinée par plusieurs années de guerre, la Turquie n'avait-elle pas plutôt besoin d'une loi de travail que d'une loi de repos? L'existence de la grande majorité des Turcs n'était d'ailleurs point celle des ouvriers européens passant des journées entières au milieu des établis et des machines. Et le travail de la population ne présentait nullement enfin un caractère tel de tension et de continuité de nature à exiger chaque semaine un repos complet de vingt-quatre heures! Mais ces arguments n'ébranlèrent en rien la conviction des dirigeants d'Angora.

Le jour de repos hebdomadaire choisi par la République fut le vendredi. En Occident comme on le sait, ce furent à l'origine des considérations religieuses — Dieu selon la tradition juive et chrétienne ayant créé le monde en six jours et s'étant reposé le septième — qui déterminèrent la fixation d'un jour de repos et le choix du dimanche. Puis l'idée laïque respecta à son tour le repos hebdomadaire pour des considérations sociales. Jamais par contre la religion islamique n'a prescrit à ses adeptes de se croiser les bras le vendredi. La seule particularité de cette journée au point de vue musulman n'est autre qu'à midi le rite de la prière habituelle se déroule avec plus de solennité que lors des autres *namaz* quotidiens. C'est pourquoi en 1924 l'on vit encore maints professeurs de théologie invoquer des versets du Coran pour démontrer qu'en abandonnant d'un commun accord le travail ce jour-là, le peuple turc transgressait brutalement l'une des dispositions les plus claires de la loi religieuse du Chéri. Et cela d'autant plus, comme le proclamait l'un d'eux « que dans l'Islam c'est un acte d'impiété de s'assimiler les commandements des autres religions ». Toutefois les législateurs d'Angora ne se laissèrent pas arrêter par une pareille exégèse. Ils auraient pu cependant choisir sans inconvénient tout autre jour que le vendredi. Et si ce dernier fut finalement désigné, ce fut moins par des considérations religieuses que sociales, du fait que ce jour était non seulement celui où les musulmans consacraient le plus de temps à la prière, mais encore celui où les ministères et départements officiels restaient habituellement fermés.

La loi de repos du vendredi est donc depuis 1924 appliquée dans toute la Turquie aussi bien à l'égard des ressortissants étrangers que des citoyens turcs. Ce changement du jour de repos eut bien entendu comme conséquence de faire ouvrir le dimanche la plupart des magasins, établissements qui auparavant restaient fermés ce jour-là. C'est ainsi que, pour compenser les heures perdues le vendredi, les banques

de Péra et de Galata se virent obligées de maintenir guichets ouverts le dimanche matin. De grandes administrations comme la Dette publique et la Régie des tabacs se mirent également à fonctionner ce jour-là comme d'habitude. Et les écoles juives et chrétiennes durent modifier complètement le programme de leurs cours.

Cependant le choix du vendredi comme jour du repos hebdomadaire s'est révélé peu à peu plein d'inconvénients pour l'économie turque. Les transactions financières entre autres sont durement frappées du fait que si les vendredis, en raison de leur fermeture, les banques ne peuvent entrer en rapport avec le marché occidental, elles sont également dans l'impossibilité de fonctionner naturellement le dimanche. Ce jour-là, en effet, ce sont les bourses européennes qui ne sont pas ouvertes. Le marché turc ne peut alors connaître les fluctuations du change et se voit obligé de rester en grande partie, jusqu'au lundi, dans l'inaction. De son côté, le samedi lui-même devient une journée de travail atténué, de demi-repos. Les opérations souffrent, en effet, ce jour-là de l'absence de boursiers juifs en même temps que de l'application de la semaine anglaise dans les établissements financiers d'Occident. Bref, comme on le voit, chaque semaine contient près de trois jours pendant lesquels l'activité économique du pays est gravement paralysée. Et cela constitue un énorme gaspillage de temps. C'est pourquoi la question se pose maintenant dans les milieux d'Angora de savoir s'il ne serait pas préférable de rétablir en Turquie le dimanche comme seul jour de repos hebdomadaire. Déjà des articles de presse ont conclu que ce jour-là s'adapterait mieux que nul autre au véritable besoin du pays. La République turque est d'ailleurs orientée tout entière vers l'Europe et son plus grand désir est de vivre en harmonie avec les peuples d'occident. C'est en Europe que la Turquie vend ses produits. C'est en Europe qu'elle achète les denrées et marchandises qui lui manquent. C'est enfin à Paris, à Londres et à Berlin que se trouve le marché

de la plupart des emprunts turcs. C'est de ces grandes villes que parviennent toutes les données permettant de coter les titres turcs et de fixer le change. Pour toutes ces considérations le gouvernement républicain songerait donc à substituer le repos du dimanche à celui du vendredi. Et cette nouvelle réforme sera des plus heureuses, car elle adaptera un rouage turc de plus à ceux des autres Etats européens. Elle constituera donc un nouveau pas en avant de la Turquie vers le nouvel idéal qu'elle s'est fixé et qui n'est autre que la civilisation occidentale.

Une grande réforme de nature graphique vient enfin de couronner cette œuvre de résurrection : l'adoption de l'alphabet latin. Après s'être européanisée dans l'ensemble presque complet des manifestations de la vie sociale, la Turquie nouvelle a estimé qu'elle ne saurait rester orientale dans le seul domaine de l'écriture. Depuis quelque temps déjà, les esprits étaient mûrs pour ce grand changement. Une commission spéciale avait même été investie à la grande Assemblée nationale du soin d'étudier le problème sur toutes ses faces. Les discussions techniques avaient commencé. C'était dire que la réforme était déjà sortie du stade théorique. Ce n'était pas la première fois d'ailleurs que le peuple turc allait changer d'alphabet. Jadis, il écrivait avec les caractères *oïgours*, et ce n'est qu'en devenant musulman qu'il adopta les caractères graphiques dans lesquels était écrit le Coran.

De nombreux autres peuples ont d'ailleurs agi de même au cours des âges. Les Hongrois, les Finnois, qui eux aussi sont des Touraniens, les Polonais, les Tchèques, les Croates et les Albanais ont abandonné déjà les anciens signes de leur écriture nationale pour les lettres latines. D'autre part, dans un congrès réuni à Bakou, en 1926, pour étudier les problèmes se rattachant au développement social et culturel des peuples d'origine touranienne, la décision avait été prise d'adopter les caractères latins dans tous les pays de

langue turco-tatare se trouvant dans le cadre des frontières soviétiques. C'est ainsi que chez les Tartares de Crimée, de la Volga et du Caucase, chez les Turcomans, les Kalmouks, les Kirghises et les Bakchirs de l'Asie centrale, les caractères arabes, qui symbolisaient encore la dogmatique moyenâgeuse du Coran, ont déjà cédé le pas à leurs rivaux latins. Et c'est là un événement des plus gros de conséquences non seulement pour l'émancipation intellectuelle de toutes ces populations musulmanes, mais aussi pour le réveil général de l'Asie. Car l'alphabet latin sera utilisé désormais des rives de la mer Noire jusque dans le Turkestan chinois. Quoi qu'il en soit, la pénétration de notre alphabet en Asie constitue à tous les points de vue social, politique, économique et moral, un phénomène d'une rare importance. Nombre de savants ont d'ailleurs expliqué l'infériorité de la société musulmane, son impossibilité de s'adapter jusqu'à ce jour au développement scientifique et intellectuel de l'époque moderne par le seul emploi de l'alphabet arabe. Ils ont vu dans les vices mêmes de cette écriture l'une des causes principales pour lesquelles les peuples orientaux sont restés arriérés en civilisation. Et certains d'entre eux, comme Mismar, ont déjà conclu que la condition primordiale pour sortir l'islamisme de ses déféctuosités considérables et surtout de son dogmatisme moyenâgeux, n'est autre que l'adoption de l'alphabet latin.

Quelles sont cependant les raisons qui ont poussé les Turcs à se séparer des caractères qu'employait le Prophète? On le comprendra sans peine si l'on sait que les lettres arabes, au nombre de trente-six, sont non seulement d'une lecture difficile et compliquée, mais subissent encore une contraction ou une déformation suivant qu'elles sont placées au commencement, dans le corps ou à la fin d'un groupe mono ou polysyllabique. On se rend compte dès lors de la variété des formes qu'elles peuvent prendre. En outre, sur ces trente-six lettres, vingt d'entre elles sont agrémentées de points que seul un œil très exercé peut facilement dis-

tinguer. Or, le son de la plupart des consonnes arabes (qui sont en outre presque identiques de formes) varie d'après le nombre et la position de ces points. Une troisième difficulté réside enfin dans la pénurie des voyelles. On ne peut, pour cette raison, transcrire phonétiquement en turc un nom propre étranger sans l'estropier de toute manière (1). Il est impossible enfin de lire de façon exacte en turc un mot que l'on ne connaît pas préalablement. Si bien que l'on ne peut comprendre ce qui est écrit qu'à la condition de savoir déjà presque parfaitement la langue.

Un Turc me disait à ce sujet : « En Occident, chacun apprend à lire et à écrire pour acquérir des connaissances.. Chez nous, c'est presque exactement l'inverse : c'est seulement après avoir étudié et meublé notre esprit que nous parvenons à apprendre à lire et à écrire... » Une mère de famille me rapportait aussi que son petit garçon qui avait commencé simultanément l'étude du français et du turc avait pu lire beaucoup plus vite et plus facilement la première des deux, bien que ce ne fut pas sa langue maternelle. Cette imperfection des caractères arabes était même à ce point évidente que de nombreux Turcs lisaient de préférence le texte français dans les cinémas plutôt que celui rédigé dans leur propre langue. Bref, on conçoit que dans de pareilles circonstances, l'instruction n'ait pu se répandre que difficilement parmi le peuple. Pendant leurs premières années d'écoles, les enfants turcs devaient sacrifier à la lecture et l'écriture toute les autres formes d'enseignement. De telle sorte qu'ils restaient des plus mal armés dans la lutte pour la vie. Un député de Smyrne l'avoua publiquement un jour à la tribune de la grande Assemblée : « En dépit de tous les sacrifices, s'écria-t-il, notre peuple reste illettré. Il ne parvient ni à lire ni à écrire. Et la cause première ne peut être cherchée ailleurs que dans l'alphabet

(1) Les lettres arabes ne reproduisent que les consonnes. Ainsi *kl* peut signifier : *kul*, centre, *gal*, rose, *kel*, teigneux, *gal* (impératif de rire) *guet*, viens, *gueul*, étang...

que nous utilisons. Nos caractères d'écriture, voilà les seuls coupables... » Cette défectuosité des signes arabes avait d'ailleurs comme autres conséquences que la langue littéraire de la nation restait celle d'une élite, très restreinte. Le turc écrit s'est en effet développé anormalement en dehors de l'idiome naturel de la population. De telle sorte qu'à cette heure encore la Turquie possède une langue parlée qui ne s'écrit pas et une langue écrite qui ne se parle pas. D'où l'impossibilité jusqu'à ce jour d'organiser un contact quelconque entre les intellectuels et le peuple. Le même agencement compliqué de l'écriture arabe mettait, en outre, un grand obstacle à la diffusion du Turc parmi les étrangers habitant le pays. Les non musulmans eux-mêmes, Grecs, Arméniens, Juifs, bien qu'ils la parlassent généralement, étaient incapables de la lire et écrire. Et ce fait n'était point sans mettre quelque entrave à une meilleure entente entre les divers éléments de la Turquie nouvelle. Au point de vue typographique enfin, l'emploi des caractères arabes multipliait les difficultés et les frais d'impression. Plus nombreux, plus compliqués que leurs rivaux, ils exigeaient aussi une main d'œuvre plus abondante. Pleins de traits fins et déliés, ils étaient aussi plus chers et s'usaient plus vite. En fait, tout travail d'imprimerie avec l'alphabet arabe, que ce fût dans le domaine du journal ou dans celui du livre, était d'un coût plus élevé qu'avec l'alphabet latin. Et c'était là un nouveau et grave défaut empêchant parmi le peuple la diffusion d'organes de presse et d'éditions à bon marché. Des obstacles semblables existaient encore pour la construction et l'emploi de machines à écrire à signes arabes. Aussi bien la dactylographie était-elle presque ignorée dans les bureaux turcs, où régnait encore le *kiatib*, le lent plumitif tel que l'Europe l'a connu jusqu'au début du xix^e siècle. Quant à la sténographie, on aurait pu croire que l'alphabet arabe en tint lieu. Mais ce n'était pas même le cas, puisque par la forme même de ses lettres et la multitude de points qui les accompagnent, il forçait la main à des déplacements

fréquents. D'ailleurs aucun système abrégatif n'a été appliqué en Turquie sous l'ancien alphabet et les débats de la grande Assemblée, comme je l'ai constaté moi-même, ont continué jusqu'à la réforme à être relevés par quelques rédacteurs formant chaîne et écrivant phrases après phrases, à tour de rôle, d'après le vieux système logographique. Bref, c'est dire que l'écriture arabe était incontestablement grevée à l'égard du turc d'inconvénients multiples. Son agencement embrouillé rendait des plus malaisés l'étude de la langue. Elle constituait un obstacle à la diffusion rapide de l'instruction parmi le peuple. Elle rebutait l'étranger. Elle était une cause importante du retard de la nation turque dans la voie du progrès.

C'est en août 1928 que Mustapha Kemal annonça officiellement à Constantinople, dans un bref discours, l'adoption prochaine et définitive des caractères latins dans l'écriture turque. Dès ce moment la réforme parut assurée. Depuis quelques temps d'ailleurs certains indices l'annonçaient comme de plus en plus certaine. C'est ainsi que dès 1926 et par ordre du ministère de l'instruction publique, dans les cours de mathématiques, de chimie et d'algèbre à l'Université de Stamboul, les formules étaient enseignées en caractères latins. De ce fait, les lettres arabes, trop difficiles en la matière à distinguer les uns des autres et se trouvant être en nombre insuffisantes du fait qu'elles n'existent qu'en minuscules, furent déjà éliminées du domaine des hautes spéculations. La tendance générale était d'ailleurs d'employer chaque jour davantage les caractères latins dans le champ de la science, dans la médecine entre autres, pour les diagnostics, les ordonnances. Une circulaire d'Angora était ensuite venue exiger, dans le but d'éviter toute erreur, que dans les textes officiels les noms des sociétés étrangères fussent rédigés en lettres latines. En 1927, une émission de timbres porta pour la première fois l'inscription *Turk Pos*

talari (Postes turques) qui n'était autre que du turc en caractères latins et piastre était devenu *guruch*. Enfin, comme nous l'avons déjà vu, une commission spéciale composée de professeurs, écrivains et linguistes avait été nommée pour parfaire la réforme. Mais pendant ce temps, les discussions se poursuivaient parmi les intellectuels. Les adversaires de la réforme jugeaient entre autres que la phonétique des caractères latins n'était pas assez précise pour rendre exactement le son de quelques lettres turques (1). Il était évident toutefois que des signes conventionnels, tels qu'on en rencontre dans toutes les langues, pouvaient fort bien marquer dans l'alphabet latin les sons propres au parler turc comme les *tch*, les *dji*, le *h* dur. Il ne s'agissait donc, sur ce point, que du côté technique du problème qui ne présenta finalement aucune difficulté insurmontable.

Cependant, comme pour le changement des coiffures, le Gazi, après avoir donné le signal de la bataille, à l'improviste, par son discours de Constantinople, conduisit personnellement la lutte pour l'application de la réforme. Il ne se borna pas à lancer une proclamation au peuple pour adopter les caractères nouveaux. Il se transforma lui-même en propagateur ardent de l'alphabet latin et même en pédagogue, en examinateur. Profitant de ses vacances de l'été 1928, il mena le bon combat avec cette ardeur qui est propre à sa forte personnalité. Dans sa résidence même,

(1) Disons de façon générale que les intellectuels turcs qui se prononçaient pour le maintien intégral de l'écriture arabe, argumentaient d'un côté de façon sentimentale en invoquant la tradition, le sentiment populaire, le respect dû au patrimoine littéraire de la nation. Ils avançaient, de l'autre, des considérations d'ordre esthétique. Ils relevaient que l'écriture arabe, par son alliage harmonieux de traits divers, larges et minces, souples et déliés, est d'une forme artistique très supérieure. Ils faisaient remarquer que dans les inscriptions où un ensemble de lettres arrive même à représenter un dessin, un petit tableau, les sculpteurs, les peintres, les calligraphes en obtiennent de grands effets. Oublieux enfin du fait que les caractères arabes, tout autant que les latins, étaient pour les Turcs d'origine complètement étrangère, ils déclaraient professer à l'égard de l'écriture en usage un attachement en quelque sorte patriotique et national.

au palais de Dolma-Bagtché, des cours furent organisés où des ministres, des députés, des magistrats, des poètes, des journalistes vinrent s'appliquer à des études de calligraphie latine. Il ne négligea aucune occasion : visites officielles, banquets, réceptions, fêtes, démonstrations populaires, tout lui fut bon pour faire comprendre et populariser les nouveaux signes d'écriture. Un soir de fête, on le vit même prier des danseuses de lire des textes turcs dans leur nouvelle physionomie, demander au chef d'orchestre s'il connaissait l'alphabet latin et finalement faire apporter un tableau noir dans la salle de bal pour donner une leçon et faire épeler les mots difficiles. Cette action personnelle du chef d'Etat obligea bientôt toutes les personnes d'une certaine classe sociale à se consacrer à cette réforme. Et celle-ci entra en peu de temps dans la vie intellectuelle turque. Des leçons de lecture et d'écriture furent données un peu partout. Dans les vieux quartiers de Stamboul, les petits cafés chers à Loti, les mosquées même se transformèrent en écoles. Des camelots vendaient des syllabaires à tous les coins de rues. Les chauffeurs de taxis en train d'épeler négligeaient leurs clients. Cette active propagande ne se confina pas d'ailleurs à la grande métropole du Bosphore. Dès septembre, Mustapha Kemal et ses ministres partirent en tournée en Anatolie. Avec son yacht présidentiel, le Gazi se rendit d'abord à Tchanak, aux Dardanelles; et là, descendant à terre et prenant place à la maison du vali, sans autre préambule appela l'un après l'autre tous les fonctionnaires de la ville et fit subir à chacun d'eux un examen en pleine règle. Et de même dans toutes les bourgades qu'il traversa. Parfois sur la place publique, en plein midi, ou la nuit dans quelque école du village, à la lueur de quinquets fumeux, Mustapha Kemal rassemblant la population donnait une leçon. Armée d'un crayon et d'une feuille de papier ou d'un morceau de craie et d'un tableau noir, le réformateur de la Turquie poursuivait ainsi personnellement la grande bataille de la réforme de l'écriture. Bien plus, lorsqu'une

personnalité locale même des plus en vue lui demandait d'être reçue en audience, il lui imposait avant toute chose un examen préliminaire sur la connaissance des caractères latins. Les raisons même les plus urgentes passaient en seconde ligne : d'abord l'examen, puis l'audience. Bref, pendant tout l'été, le président de la République fit une propagande intense en faveur de la nouvelle écriture. Et l'exemple venait de si haut que chacun, bientôt, s'y mit à son tour avec ardeur. Tous les gens qui connaissaient les nouveaux signes les enseignèrent autour d'eux. Une fièvre générale s'empara du pays. Des frontières de Bulgarie jusqu'aux confins de la Perse, la Turquie ne fut plus bientôt qu'une immense école.

Le premier novembre, à l'occasion de l'ouverture de la grande Assemblée, le président de la République prononça sur le projet de loi portant l'adoption des caractères latins avec les transformations nécessitées par la phonétique de la langue turque, un long discours qui, pour la première fois en Turquie, fut diffusé dans tout le pays par la télégraphie sans fil. Il déclara que cette réforme allait constituer à elle seule une phase importante de la marche du peuple turc vers le progrès. « En donnant de la sorte, s'écria-t-il, une nouvelle vitalité à la langue turque qui est destinée à prendre place parmi celles de tous les peuples cultivés, l'Assemblée accomplira une œuvre qui restera gravée non seulement dans l'histoire de la Turquie mais aussi dans l'histoire du monde ». La loi fut votée à l'unanimité. Et le soir même tous les monuments de la République, à Angora, resplendissaient sous la parure de caractères latins illuminés. La réforme selon la loi va être réalisée en plusieurs étapes s'étendant entre le 1^{er} décembre 1928 et le 1^{er} juin 1929. A partir de cette date, tout emploi public de l'alphabet arabe sera prohibé et il sera même interdit d'imprimer des livres avec les anciens caractères. Une telle mesure, on le conçoit, nécessite un effort immense : caractères d'imprimerie, signes télégraphiques, tout le maté-

riel scolaire, grammaires, dictionnaires, cachets, seaux, enseignes, écriteaux, avis, réclames, inscriptions des tramways, noms des stations, horaires, billets, tout doit être transformé (1). Bref, l'adoption des caractères latins, l'une des plus précieuses conquêtes de la révolution kémaliste, est désormais révolue. Et avec elle débute un nouveau cycle historique pour la culture et la vie spirituelle du peuple turc. La réforme facilitera d'abord l'instruction dans les basses classes, car elle signifiera pour l'école un gain de près de deux ans dans l'étude de la langue. Elle diminuera considérablement le nombre des illettrés. Elle donnera aux non-musulmans l'occasion d'apprendre à lire et à écrire le turc en un court laps de temps et permettra à un plus grand nombre d'étrangers d'entrer sans intermédiaires en contact avec le peuple turc. Elle aidera ce dernier à s'initier sans peine à la vie moderne et à pénétrer plus rapidement dans la civilisation européenne. Enfin la langue turque acquerra peu à peu avec le nouvel alphabet une valeur commerciale et internationale. Dans ce sens la réforme comporte même un véritable intérêt économique. L'usage de la dactylographie se répandra et les affaires de l'Etat y gagneront en célérité pour le plus grand bien du pays. Pour la première fois enfin, les étrangers, voyageurs et touristes qui pourront lire en caractères connus les enseignes des magasins, les menus, les noms des rues et des gares, les horaires, les inscriptions et les prix des billets de chemins de fer et bateaux, et déchiffrer enfin nombre de noms turcs qui sont

(1) Afin de pouvoir satisfaire aux commandes pour l'impression des livres avec les nouveaux caractères, le gouvernement décida d'agrandir l'imprimerie de l'Etat. Cinq grandes machines rotatives du dernier système furent commandées en Europe. La direction de l'enseignement communiqua d'autre part, par circulaire, à toutes les écoles du pays d'enseigner les nouveaux caractères pendant un mois et de reprendre ensuite l'enseignement normal, conformément à leur programme. Ajoutons que l'élaboration d'une nouvelle grammaire turque ainsi que d'un dictionnaire a été confiée à un comité de spécialistes.

d'ailleurs internationaux comme posta, vapor, otel, perukiar, auront la possibilité de s'orienter facilement dans le pays. Mais surtout, débarrassée à jamais des caractères arabes, la Turquie pourra, de la sorte, s'adapter bientôt et dans la même mesure que tout autre pays d'Occident au développement scientifique et intellectuel de l'époque moderne.

La République turque a tenu enfin à déterminer exactement le nombre de ses habitants. En ce faisant, elle a accompli une réforme qui, pour l'Orient, est vraiment sensationnelle. En effet, l'absence de statistiques exactes, précises et complètes, a toujours été l'un des principaux vices des pays d'Orient. L'empire ottoman surtout négligea jusqu'à ces derniers jours de grouper avec méthode les faits sociaux se prêtant à une évaluation numérique, de faire l'inventaire de ses ressources et même de dresser le tableau de sa population. A tel point que ce vaste Etat ne posséda jamais le moindre rapport statistique sur ses habitants, ses écoles, son industrie, son commerce, ses impôts, etc. Le seul travail sérieux fut accompli par un drogman de l'ambassade de France, M. Vital-Guinet, dans son ouvrage *La Turquie d'Asie* (Paris, 1892), qui rend à cette heure encore les plus utiles services. Pour recueillir les matériaux de ce livre, l'auteur dut même lutter âprement contre l'inertie des fonctionnaires. Dans un avant-propos, il raconte par exemple comment les autorités « se refusaient de parti pris à se prêter aux moindres investigations ». Toute communication de nature démographique lui était refusée.

Les savants européens désireux de se livrer à des enquêtes semblables en Asie Mineure se heurtèrent aux mêmes difficultés. On raconte à ce sujet qu'un orientaliste de renom, sir Henry Layard, se trouvant un jour dans le Kurdistan, écrivit à un cadî dont il était l'ami, pour lui demander des informations concernant la population

de la contrée, son histoire et son industrie. Il reçut la réponse suivante :

« Mon illustre ami... Ce que vous me demandez est aussi difficile à connaître qu'inutile. Bien qu'ayant passé toute ma vie dans ces lieux, je n'ai jamais compté le nombre des maisons, ni celui de mes compatriotes qui l'habitent. Quant à savoir ce qu'un individu charge sur ses mulets et un autre sur ses chameaux, ce n'est pas là mon affaire. Mais surtout pour ce qui concerne l'histoire de ces lieux, Allah seul peut connaître la quantité de boue et de confusion dans laquelle ont vécu les infidèles avant l'avènement du glaive de l'Islam ! O mon ami, ne cherche pas à faire des investigations sur les choses qui ne te concernent pas. Tu es venu parmi nous et nous t'avons accueilli avec bienveillance. Va-t'en en paix.

Le cadi donnait peut-être une leçon de discrétion au gentleman anglais, Mais sa réponse constitue aussi bien l'aveu formel que la statistique paraissait alors, à tous les fonctionnaires ottomans, comme une science des plus superflues et sans aucun intérêt.

Ce n'est qu'avec la révolution jeune-turque que les ministères commencèrent à réunir et à analyser les premiers chiffres concernant les manifestations démographiques et économiques de la nation. Certaines statistiques furent dès lors publiées. Mais elles laissèrent toujours à désirer, du fait que, n'étant pas basées sur des méthodes scientifiques, elles n'ont pu fournir que des données approximatives et trop souvent fantaisistes. En fait, aucun effort régulier et rigoureux ne fut accompli. Les guerres, la chute de l'empire, l'échange des populations vinrent d'ailleurs aggraver le problème. A tel point que jusqu'à ce jour, la colonne de la Turquie sur les tableaux de statistiques internationaux n'a cessé d'être libre. Et lorsque, en 1924, l'Institut de la Haye demanda à Angora certains renseignements numériques, le gouvernement dut avouer ne pouvoir donner de réponse.

La République, cependant, s'est mise à l'œuvre. Elle s'est rendu compte, en effet, qu'une bonne administration

ne pouvait se concevoir dans un pays moderne sans un service complet de statistiques. Elle a réalisé que la bonne marche des affaires de l'Etat ne pouvait être obtenue qu'en établissant de façon précise le chiffre de la population totale, le nombre exact des paysans, des citoyens, des naissances, des décès, la densité enfin des habitants selon les régions. Toutes ces données permettront à leur tour, au point de vue militaire, de connaître à quelques unités près la force de la génération actuelle et celle de demain; elles serviront enfin de base à plus de justice fiscale en facilitant une meilleure répartition des impôts. Plus développées encore ces statistiques dicteront la conduite du gouvernement dans la majorité des domaines de l'activité nationale. Elles lui diront quel doit être le tracé d'un chemin de fer, quelle région mérite d'être dotée de routes et quelle contrée manque d'écoles. Elles le renseigneront sur l'état sanitaire, sur les foyers d'épidémies. Elles l'aideront à régler l'activité productrice de la nation et à fixer son bilan économique. Bref, elles montreront au régime actuel quelles doivent être la nature, la direction et l'importance de ses efforts pour assurer à la Turquie un meilleur avenir.

Sous l'impulsion d'Ismet pacha, le gouvernement d'Angora a donc créé une œuvre nouvelle : un service général de statistiques. Un savant belge des plus réputés, M. Jacquard, a été nommé directeur de cette organisation. Sous son impulsion, le gouvernement a accepté de procéder d'abord au dénombrement de la population. Ce recensement général s'est déroulé le 28 octobre 1927. Les difficultés qu'il dut surmonter furent des plus nombreuses, en raison, d'abord, du grand nombre des illettrés (85 % de la population) dans le pays. C'est pourquoi la grande majorité des formulaires ne purent être remplis par les intéressés, mais seulement par des escouades d'agents spéciaux réparties un peu partout et jusque dans les villages les plus éloignés. Ces fonctionnaires durent lutter d'autre part contre

l'absence de tout souci de précision qui est l'un des plus grands défauts des sociétés d'Orient. Le nom de famille, par exemple, n'existant pas, chaque vilayet contient encore des centaines de Mehmed et de Hassan. La naissance n'étant pas un événement fêté, comme en Occident, par des anniversaires successifs, un grand nombre de personnes ne connaissent pas leur âge exact. Dans les villes, enfin, l'absence de nom de rues aggravait le problème. Et par-dessus tout, l'opération menaçait d'être contrecarrée par la crainte qu'elle ne visât qu'un but de recrutement ou d'inscription sur les rôles d'impôts. Pour surmonter tous les obstacles, le gouvernement d'Angora fit d'abord procéder à plusieurs essais partiels de recensement, à Sivas, Messine, Angora (1). Dans tout le pays, mudirs, caïmacans, instituteurs, gendarmes, furent ensuite convoqués pour recevoir toutes les instructions nécessaires. Puis, au jour fixé, l'état de siège renforcé fut appliqué dans tout le pays. Le 28 octobre, du matin au soir, la circulation fut interdite dans les villes comme dans les campagnes. Chacun dut rester dans sa maison ou dans son appartement. Les communications furent interrompues. Aucun moyen de locomotion ne fut autorisé. Aucun journal ne parut. La population ayant été invitée à se munir de provisions pour vingt-quatre heures, magasins, bazars, cafés, restaurants furent fermés. Les docteurs, dentistes, sages-femmes se tinrent en permanence dans les postes de police pour accourir en cas de besoin. Les

(1) Avec le recensement, le gouvernement a décidé d'appliquer dans toutes les villes du pays un système complet, à l'occidentale, de noms de rues et de numérotages des maisons, avec plaques indicatrices. Ce sera là une nouvelle réforme des plus utiles. C'est ainsi que rien n'est plus difficile à Constantinople que de trouver une adresse. La métropole du Bosphore a été d'ailleurs un exemple parfait des mauvaises conséquences de l'absence complète de statistique dans le pays. Avec la guerre, la ville a été soumise en tous domaines à de profondes perturbations. Mais le mal ne pouvait être que difficilement diagnostiqué et le remède trouvé du fait que l'on ignorait le nombre exact des habitants et qu'on ne savait dans quelle mesure la population avait diminué ou peut-être augmenté, enfin qu'on ne pouvait mesurer par des chiffres précis l'activité commerciale et industrielle de la ville.

enterrement mêmes furent interdits ce jour-là. La troupe et la gendarmerie avaient été chargées dans tout le pays de faire respecter cette consigne. La grande majorité de la population étant incapable de remplir la moindre fiche, il était nécessaire en effet d'obliger tous les habitants à rester chez eux, de manière à ce que les agents puissent les interroger successivement et inscrire leurs réponses. D'autre part, si la circulation avait été autorisée, nombre de pauvres diables qui ne voyaient dans ce recensement qu'une opération d'appel sous les drapeaux en auraient profité pour éviter tout contrôle.

Les résultats de ce recensement étaient attendus avec d'autant plus d'impatience que depuis plusieurs années le chiffre de la population de la Turquie était des plus diversement évalué. Par exemple, l'almanach Hachette de 1927 parlait de 20 millions d'habitants; une statistique italienne, par contre, de cinq millions... Le chiffre officiel, communiqué par Angora donne à la Turquie une population d'en viron quatorze millions. L'avenir démographique du pays est ainsi assuré. Et pour la première fois la Turquie possède en tous domaines les données exactes qui lui sont nécessaires pour son œuvre de rénovation sociale et économique.

Les quelques réformes que nous venons de voir n'épuisent pas le sujet. Il n'est pas de pays en effet où ne s'applique plus exactement qu'à la Turquie le terme de « révolution continue ». La révolution française s'est limitée au domaine des institutions politiques; la révolution russe a porté le bouleversement dans les relations sociales; mais seule la révolution turque s'est attaquée à la fois aux institutions politiques, aux relations sociales, à la religion, à la famille, à la vie économique, aux mœurs et même aux bases morales de la société. Une transformation en appelle une autre. Une réforme conditionne la suivante. Car tout se tient dans la vie des peuples.

CHAPITRE VIII

DU CORAN AU CODE CIVIL

LES VICES DE LA LÉGISLATION RELIGIEUSE. — L'EXCLUSIVISME DU DROIT MUSULMAN. — CONFLITS IRRITANTS NÉS DE L'OPPOSITION DES RELIGIONS ET CIVILISATIONS. — « LA MER IMMENSE DE LA JURISPRUDENCE SACRÉE. » — LE PREMIER MOUVEMENT LIBÉRAL. — LE TANZIMAT. — L'ÉDIT DE GULHANÉ. — DIFFICULTÉS D'UNE SÉCULARISATION COMPLÈTE DE TOUT ETAT MUSULMAN. — LE MEDJÉLÉ. — LA PREMIÈRE CONSTITUTION OTTOMANE. — L'ŒUVRE DE MUSTAPHA KEMAL : LA SÉPARATION DE LA LOI CIVILE ET DE LA LOI RELIGIEUSE. — L'ADOPTION DU CODE CIVIL SUISSE. — LA FIN DE LA SÉPARATION DES SEXES. — L'ABROGATION DE LA POLYGAMIE. — LES MARIAGES MIXTES. — LE CHANGEMENT DU STATUT DE LA PROPRIÉTÉ. — L'ÉCOLE DE DROIT D'ANGORA.

Au lendemain de la conférence de Lausanne, en septembre 1923, les dirigeants d'Angora avaient décidé de doter la Turquie nouvelle d'une législation complète, moderne, basée à l'européenne sur des principes rationnels et scientifiques. Moins de trois ans plus tard, en février 1926, la grande Assemblée nationale adoptait le plus jeune des codes civils européens, celui qui, depuis 1912, est appliqué en Suisse. Ce fait constitue une date des plus importantes dans l'histoire de l'Islam. En effet, depuis l'époque où la parole du Prophète fut considérée comme un code social et jusqu'à ce jour, en Turquie comme chez tous les peuples musulmans, les générations avaient beau se succéder, les siècles passer, les mœurs évoluer, les idéaux changer, la conscience nationale se manifester et des révolutions continuelles transformer le reste du monde, les lois fondamentales islamiques étaient restées immuables. Aucun gouverne-

ment n'avait le courage de les modifier. Et cependant parmi ces peuples, nombre d'hommes dénonçaient avec mépris des centaines de modalités juridiques élaborées jadis pour des tribus nomades, mais ne pouvant plus guère être appliquées à une société moderne et évoluée sans la vouer à une profonde anarchie.

Le grand vice de cette législation religieuse, dite Chéri, était en somme d'être entièrement théocratique. C'est-à-dire qu'elle était considérée comme étant une vérité révélée et de ce fait ne pouvait être ni discutée, ni transformée. Ses sources n'étaient autres que la parole d'Allah (Coran) et la tradition, c'est-à-dire les faits et gestes du Prophète (Sounnah). Il était interdit de légiférer en dehors des principes qu'elle contenait. C'est pourquoi toutes les branches de l'organisation sociale islamique avaient fini par être réglementées selon une seule doctrine considérée comme sacro-sainte. Tout était religieux : le droit, l'administration, la justice, les finances, le commerce, les arts, tout dépendait dans l'Etat des vérités formulées au VII^e siècle par Mahomet. Parce que le Chéri décrétait ainsi ou du moins ne l'interdisait pas, la polygamie, les mariages précoces, la minorité perpétuelle de la femme devaient demeurer à jamais le lot des peuples musulmans. La propriété devait rester soumise à l'empire de droits canoniques qui l'immobilisaient. Le prêt à intérêt était défendu (1). Quant à souscrire à la moindre police d'assurance, le Chéri vous l'interdisait encore, puisque c'eût été là prendre une mesure contraire aux décisions d'Allah et que « tout est écrit », selon la formule du fatalisme musulman.

Mais surtout le grave défaut du Chéri était d'être un droit exclusif, à l'usage des seuls disciples du Prophète. De ce fait, cette législation n'a cessé au cours des âges d'agir comme une véritable muraille de Chine et d'interdire

(1) Il est à remarquer que jusqu'au quinzième siècle le droit canon chrétien a interdit également le prêt à intérêt. C'est pour cette raison que les Juifs pendant des siècles eurent le monopole du commerce.

aux sociétés musulmanes et chrétiennes de se compénétrer. Avec elle, les humains se partageaient en deux groupes opposés, d'un côté les fidèles, de l'autre les infidèles; ici les croyants, les élus; là les rayas, les ghiaours, les mécréants, les réprouvés. Cet exclusivisme du droit musulman fut même la cause première des capitulations. Celles-ci en effet n'ont jamais été à l'origine un traité de vainqueur à vaincu; elles ne furent pas imposées, mais librement consenties, car elles étaient justement fondées sur les dissemblances radicales entre les législations en vigueur en Occident et l'esprit même du droit musulman. Ce même exclusivisme fut également la cause de l'existence, en dehors de la société turque et musulmane, des communautés ou « nations » grecque, arménienne, juive, fortement organisées sous la direction de leur patriarche ou de leur rabbin. En somme, la nature même du droit musulman obligeait les Turcs d'accorder non seulement aux étrangers certaines garanties d'ordre judiciaire, mais aussi de se dessaisir, au profit des populations non-musulmanes de leur empire, de toutes les questions relatives au statut familial et personnel. Les étrangers ne pouvant être soumis au droit islamique se voyaient forcés d'avoir leurs propres juges, leurs propres lois pour toutes les causes dans lesquelles les indigènes n'étaient pas impliqués. Sans les capitulations, ils n'auraient pu être suivis en Turquie par leur statut personnel et auraient été soumis à toutes les lois et juridictions islamiques. Pour la même raison, les minorités grecques, arméniennes et juives furent obligées de régir par des dispositions particulières, en dehors de la législation officielle de l'Etat tous les droits concernant par exemple le mariage, la tutelle, l'adoption, les successions. Et ce privilège se comprenait facilement, puisque les lois ottomanes en vigueur n'étaient nullement affranchies des dispositions du Chéri et qu'il ne pouvait s'agir d'appliquer les préceptes du Coran à des populations qui n'étaient pas musulmanes.

Bref, la nature religieuse du droit islamique obligea

tous les gouvernements de la Sublime-Porte à accorder aux étrangers des garanties judiciaires et aux minorités non-musulmanes une existence presque autonome en marge de la société turque. D'où une situation d'une complexité inouïe au point de vue législatif, administratif et judiciaire. Les tribunaux les plus divers abondent en tous domaines. C'est ainsi qu'à la veille de la guerre mondiale encore, les questions concernant le statut personnel des étrangers, de même que tous les différends judiciaires d'ordre civil ou pénal entre étrangers, étaient tranchés par les tribunaux consulaires, dont le nom seul indique la composition. Les procès d'ordre civil et commercial entre Ottomans et étrangers dépendaient de tribunaux composés de Turcs et d'Européens. Les causes pénales, lorsqu'il y avait un intérêt ottoman en jeu, relevaient des tribunaux indigènes; mais l'inculpé étranger avait dans ce cas le droit de se faire assister d'un drogman, c'est-à-dire d'un représentant de l'ambassade du pays dont il était sujet. Quant aux minorités, les patriarchats et le rabbinat avaient non seulement le droit de dresser l'état-civil des sujets grecs, arméniens ou juifs de l'empire ou de régler selon des lois particulières le statut personnel de leurs ouailles, mais ils possédaient encore leurs propres tribunaux, leurs écoles, leurs hôpitaux et même le droit d'intervenir auprès des pouvoirs politiques turcs. Les chefs des communautés chrétiennes et juive étaient de la sorte non seulement des chefs religieux, mais aussi des magistrats, des hauts fonctionnaires ottomans et possédaient les pouvoirs civils les plus étendus. Ainsi la théocratie musulmane, en nécessitant l'application de droits différents selon la croyance ou la qualité d'étranger des justiciables, en empêchant que le même statut personnel et familial fût appliqué indifféremment au sein de l'Etat à tous les habitants sans distinction de race ou de religion, séparait en somme la population du pays en divers groupes distincts. D'où ces conflits irritants et sans cesse renouvelés nés de l'opposi-

tion des religions et des civilisations. D'où cette faiblesse organique de l'empire ottoman.

Le grand vice du droit islamique fut en somme qu'au lieu d'avoir été un lien social pour toutes les populations de cet Etat, il traça une ligne de démarcation entre les croyants et les infidèles. Le non-musulman ne put jamais devenir un citoyen au sens complet du terme. Il resta un ilote. C'est ainsi que, devant les tribunaux islamiques, le témoignage d'un chrétien et d'un juif, tant indigène qu'étranger, ne fut jamais admis contre celui d'un musulman. De même, et cela jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle, l'étranger ne put posséder en Turquie la moindre parcelle de terre ni même le moindre immeuble. Le chrétien et le juif ne pouvaient être soldats. Leur habillement et leur coiffure devaient les distinguer des musulmans. Le Chéri interdisait d'autre part aux chrétiens et aux juifs d'épouser une musulmane ou même d'avoir avec elle la moindre relation de chair. Il punissait même de mort tout musulman abandonnant la religion du Prophète. Certes, un pareil code qui mettait presque hors la loi les peuples conquis, put donner une grande force aux Turcs lors de la première phase du développement historique de leur empire, c'est-à-dire lors de leur période de conquêtes. Mais ses défauts mêmes, son exclusivisme qui jetait un défi à toute véritable justice humaine, sa fixité qui l'empêchait de s'adapter aux formes mouvantes de la civilisation, firent bientôt décliner l'empire turc avec autant de rapidité qu'il avait fait son ascension. Le Chéri d'ailleurs ne fut jamais codifié en livres distincts selon les nécessités d'une véritable législation. Le *Corpus juris* musulman resta jusqu'au bout un amalgame confus de préceptes coraniques enveloppés, dans des commentaires infinis, de rites divers et d'opinions opposées. Pour chaque cas particulier, il était censé contenir des solutions toutes faites. Mais en réalité cette jurisprudence sacrée était une mer sans fond. Un tel droit, auquel la caste sacerdotale califes, muftis, ulémas, hodjas interdisaient vi-

goureusement de toucher, obligea la société turque à rester stationnaire pendant des siècles, enfermée dans son orgueil et dans son fatalisme. Il l'empêcha d'acquérir les connaissances propres à l'élever au niveau des populations occidentales. Il la plaça dans un état d'infériorité à l'égard des races assujetties chrétiennes et juive. Il la paralysa dans un état social rudimentaire et l'isola de l'Europe.

Le règne absolu de la théocratie musulmane allait cependant être mis en brèche au cours du xix^e siècle sous l'influence de causes les plus diverses. C'est d'abord la naissance d'un premier mouvement libéral, la jeune Turquie qui, s'inspirant des idées des encyclopédistes et de la Révolution française, se rend compte de la nécessité de séculariser le droit en le rendant indépendant de la loi religieuse. D'autre part, les grandes puissances voyant l'empire ottoman travaillé par d'actives causes de dissolution et craignant pour elles-mêmes une liquidation pleine de périls, s'entendent pour imposer à la Sublime-Porte des réformes diverses au sujet des codes, de l'administration et de la justice. Enfin les dirigeants turcs eux-mêmes, poussés par la force de choses, se voyent obligés peu à peu, sur divers points, en matière pénale et commerciale d'abord, de rompre la muraille de Chine de leur législation religieuse. En somme, dès Mahmoud II jusqu'au règne d'Ab-ul-Hamid un mouvement d'inspiration libérale, d'une part imposé par l'Europe, de l'autre dicté par l'instinct de conservation (1), ne cessera de se manifester. Cet effort de la Turquie du xix^e siècle de devenir un Etat moderne, libéral, et entrer dans la société des peuples civilisés a pris le nom de Tanzimat, ou organisation. Son but principal n'était autre en somme que de rapprocher la société musulmane des sociétés chrétiennes dont elle était moralement et politique-

(1) « Je reviens convaincu à jamais, disait en 1830, le grand amiral Khalil pacha, de retour de Russie, que si nous ne nous hâtons pas d'imiter l'Europe, nous devons nous résigner à repasser en Asie. »

ment séparée depuis des siècles et de substituer enfin, à l'intérieur de l'Etat, l'union à la division.

Le Tanzimat qui, pour la première fois, met aux prises la théocratie juridique musulmane et le droit séculier, n'offre d'ailleurs qu'un tableau décevant de luttes incessantes entre les deux courants de la jeune et de la vieille Turquie, aucun d'eux ne parvenant à triompher. A chaque instant, les efforts de libération morale et intellectuelle de la première se heurtent aux susceptibilités religieuses et nationales de la seconde. La lutte est hérissée de difficultés. En tendant, par exemple, à assimiler les étrangers et les rayas aux musulmans, le Tanzimat heurte de front des préjugés, des mœurs, des us millénaires. Cependant, la charte proclamée le 3 novembre 1839 aux populations de l'empire, dans la plaine de Gulhané, en présence du sultan Abd-ul-Medjid, n'hésite pas à accorder aux infidèles des garanties qu'ils n'avaient jamais connues jusqu'alors en terre d'Islam, comme l'égalité devant la loi, la sûreté des personnes, l'inviolabilité de la propriété. Il est vrai que cette charte qui fut aussitôt qualifiée d'impie par tous les bons musulmans ne fut guère appliquée. L'égalité promise ne put devenir une réalité tant elle froissait chez les disciples du prophète les sentiments les plus intimes. Cet édit de Gulhané est cependant de la plus grande importance historique. Il constitue, en effet, le premier acte souverain contraire à la doctrine traditionnelle islamique, aux prescriptions les plus formelles du Coran. Son influence fut d'ailleurs des plus sensibles. C'est ainsi qu'en 1840 le premier recueil de lois pénales à l'européenne, était promulgué à Constantinople. Son but n'était autre, sous l'inspiration des grandes puissances, que de mettre fin à l'arbitraire connu de tous les agents de l'autorité en réprimant leurs abus de pouvoir, corruptions, exactions, confiscations et rapines. Cependant, sur ce point encore, la vieille Turquie manifesta son mécontentement en dénonçant Abd-ul-Medjid, le sultan de l'époque, comme un parjure, un musulman de foi douteuse et ses ministres comme des

ghiaours vendus aux infidèles. En 1843, un iradé impérial crée les premiers tribunaux criminels mixtes formés de juges choisis à nombre égal, les uns par les ambassadeurs des grandes puissances, les autres par les autorités ottomanes, et ayant droit d'intervenir dans le cas où un étranger et sujet ottoman sont parties intéressées. Cette réforme mérite d'autant plus d'être relevée qu'elle consacre une grande innovation : pour la première fois la validité du témoignage des chrétiens et des juifs est reconnue à l'égard de celui des musulmans. Cette disposition abolit une loi aussi vieille que l'Islam et interdisant d'ajouter foi en justice aux dispositions des infidèles à l'égard d'un disciple du Prophète. En 1847, Abd-ul-Medjid annonce qu'il supprime le marché des esclaves. Mais c'est en matière commerciale surtout, que le Tanzimat produit ses effets. Jusqu'à cette époque, la Turquie ne possédait pas d'institutions spéciales pour l'examen des litiges commerciaux. Ceux-ci relevaient simplement du cadî qui les tranchait d'après la loi sacrée. Or, ce système avait de tels inconvénients que souvent les parties, au lieu d'en appeler à une pareille juridiction, préféraient s'en remettre au hasard. De vieux Constantinopolitains se souviennent encore d'avoir vu des marchands trancher leurs différends en allumant chacun une bougie semblable, la plus longue à s'éteindre accordant la victoire à la partie qu'elle représentait. D'ailleurs, les relations commerciales entre l'Orient et l'Occident ayant pris de l'extension et le nombre des vapeurs touchant Constantinople et Smyrne augmentant chaque jour, la Turquie se vit dans la nécessité de régler certaines matières qui n'étaient pas prévues par le Chéri, telles que celles des faillites, des lettres de change, des chèques. Elle fut de la sorte amenée à promulguer en 1850 un code de commerce que l'on emprunta à la législation française, généralement observée à cette époque dans le Levant (1). Ainsi, la multiplicité toujours grandissante des

(1) Ce premier code de commerce turc n'était qu'une traduction souvent superficielle des livres I et III du code de commerce français.

transactions oblige la Sublime-Porte de soustraire les relations internationales à l'emprise du Chéri. De plus en plus, le législateur turc tend à éviter les dispositions du droit musulman dans les domaines se rapportant à l'étranger. Toutefois, dès que la moindre suggestion est faite aux autorités ottomanes d'interpréter plus largement les doctrines de l'Islam à l'égard de la conscience et de la raison humaines, vite les dirigeants se récusent en brandissant le Coran. C'est ainsi qu'en 1853, durant la guerre de Crimée, l'Angleterre très puissante alors sur le Bosphore, presse le sultan d'admettre que les disciples du Prophète soient désormais libres de renoncer à leur foi et de choisir à volonté leur religion. « En politique, fut-il répondu, nous serons toujours pleins de déférence pour les conseils de l'Europe. Mais en matière religieuse nous avons besoin de garder toute notre indépendance. La religion est à la base de nos lois, le principe même de notre gouvernement... Si le sultan cédait à une pareille exigence, il ne serait plus le chef spirituel de la nation. Nous pouvons vous assurer par voie diplomatique que la peine de mort ne sera plus prononcée contre les renégats et blasphémateurs mahométans. Mais proclamer cette concession dans un acte public serait provoquer dans la classe populaire et parmi les ulémas une explosion de fanatisme que nous serions impuissants à réprimer ».

Cette seule réponse souligne parfaitement toutes les difficultés d'une sécularisation sincère et réelle dans tout Etat musulman. Néanmoins, sur des terrains moins brûlants que ceux de la religion, les progrès continuent à s'affirmer. En 1857, pour la première fois le droit est reconnu aux étrangers d'acquérir des immeubles en Turquie (1). Jusqu'à cette date, le gouvernement des sultans avait toujours jugé impossible d'accorder un pareil droit à des personnes qui, du

(1) Ce droit fut accordé par la loi dite de Séfer. Mais seuls les étrangers, sujets des puissances ayant adhéré à cette loi, purent devenir propriétaires. Les sujets de petit pays, comme la Suisse par exemple, qui ne fit aucune

fait de la théocratie juridique musulmane, ne relevaient pas de son autorité et étaient soustraites à ses lois.

La promulgation des codes, lois et règlements concernant les matières spéciales que nous venons de voir, obligea d'autre part le gouvernement ottoman à créer de nouveaux tribunaux que l'on appela nizamiés (de *nizam*, règlement) et qui fonctionnèrent, dès lors, à côté des tribunaux du Chéri dont la compétence avait été jusqu'alors générale. Il y eut, dès cette époque dans le pays, deux sortes de justice : l'une religieuse, l'autre civile; l'une dépendant du Coran, l'autre des nouvelles lois. La dualité de ces cours de justice eut d'ailleurs les plus singulières conséquences. La compétence de ces deux sortes de tribunaux fut en effet des plus difficiles à distinguer. C'est ainsi que les nouvelles dispositions législatives n'étant pas suffisantes pour embrasser toutes les matières civiles, les juges étaient obligés de recourir au droit sacré pour une foule de questions incidentes pouvant naître au cours d'un procès. Les tribunaux de commerce entre autres statuant d'après le nouveau code étaient exposés à de grands embarras chaque fois que, dans un litige commercial, surgissaient des questions incidentes concernant le droit commun. Devaient-ils alors avoir recours aux lois européennes bien qu'elles n'eussent pas force et vigueur dans l'empire? Devaient-ils renvoyer tout le litige devant les tribunaux du Chéri. On tenta de remédier à ces difficultés en plaçant à la tête des tribunaux nizamiés des présidents capables d'interpréter le Chéri. Mais cette jurisprudence sacrée, comme nous l'avons déjà dit, se trouvait éparse au milieu d'un labyrinthe inextricable de recueils et d'ouvrages. C'est pourquoi seuls certains hommes de loi pouvaient, au prix de longues et pénibles études, la consulter et la comprendre. Or il arriva ceci, qu'au milieu

démarche dans le sens de cette loi, se virent refuser jusqu'à ce jour le droit de possession en Turquie. Pour devenir acquéreurs de terres et d'immeubles ils durent user du stratagème consistant à utiliser des tiers, hommes de paille servant de prête-nom.

du xix^e siècle déjà, il était des plus difficiles de trouver non seulement des membres et présidents des tribunaux nizamiés capables de recourir aux traités de la jurisprudence sacrée, mais aussi des cadis en nombre suffisant pour tous les tribunaux de l'empire.

C'est pourquoi, la nécessité s'imposait d'élaborer un code nouveau traitant des transactions en général, ne contenant que les opinions les moins contestées parmi celles des docteurs de l'Islam et rédigé d'une manière suffisamment claire pour que chacun puisse facilement l'étudier et l'appliquer. Le sultan Abd-ul-Aziz ordonna donc la rédaction d'un code qui, tout en restant basé sur le droit sacré, fut approprié aux besoins du xix^e siècle et suffisant pour résoudre les questions surgissant des transactions. Ce code, dit le *Medjellé*, entra en vigueur le 10 mars 1868. Bien que constituant un progrès considérable sur « la mer immense de la jurisprudence sacrée », le *Medjellé* ne s'écartait en rien de la doctrine islamique. C'est ainsi que ce premier code civil turc restait basé sur des concepts théocratiques ou moraux plutôt que juridiques. Il était incomplet et insuffisant. Il ne contenait, par exemple, pas de théorie et, de ce fait, ne posait pas de principe général. C'était un code purement formel et ses dispositions, étant en général impératives, imposaient souvent des conditions telles que le juge ne pouvait chercher à s'inspirer du véritable sens des contrats. Maintes de ses dispositions étaient en outre le renversement des principes qui régissaient le commerce moderne. En ce qui concernait la vente par exemple, l'acheteur ne pouvait avant la délivrance (article 235) vendre la chose achetée. On ne pouvait donc, d'après le *Medjellé*, revendre une marchandise achetée dont on n'avait pas encore pris livraison. L'article 293 disposait en outre, à l'encontre du principe *res perit domino* que l'on trouve dans tous les codes d'Occident, que la perte de la chose vendue survenue entre les mains du vendeur avant la délivrance était à la charge de celui-ci. L'article 197 prescrivait en outre que

toute chose vendue devait exister au moment de la vente : ce qui empêchait, par exemple, de vendre à l'avance les fruits d'un arbre, d'une récolte, etc. Signalons encore l'article 320 disant que celui qui achetait une chose sans l'avoir vue avait le droit d'option jusqu'au moment où il la voyait, et à ce moment il pouvait à son choix confirmer ou résilier le contrat. Un pareil principe pouvait avoir les effets les plus graves si l'on songe qu'avec son application les commandes de marchandises pouvaient être révoquées sous les prétextes les plus futiles. Ajoutons que la promesse de vente, contrairement aux usages occidentaux, ne valait pas vente d'après le code turc. En ce qui avait trait aux gages, le *Medjellé* ne connaissait pas la maxime : *en fait de meubles, la possession vaut titre*, et il permettait au propriétaire de reprendre sa chose partout où il la retrouvait. Le prêt sur gages, sur titres et marchandises, était donc absolument impossible en Turquie puisqu'il pouvait être à tous moments revendiqué contre les créanciers gagistes. A propos des sociétés, le *Medjellé* ne contenait pas de dispositions plus pratiques. C'est ainsi que d'après l'article 1388 les apports des associés devaient consister en argent effectif, ce qui excluait tout apport de marchandises, d'immeubles, de crédit, de valeurs publiques. D'autre part, l'article 1353 disait que la société pouvait être dissoute « par la seule volonté d'un des associés ». En ce domaine, les étrangers ne pouvaient donc contracter que difficilement des obligations avec les Turcs sous forme d'association.

Nous n'avons voulu donner que quelques exemples. Il y en aurait d'autres tout aussi significatifs. Mais ces textes prouvent bien le désarroi que pouvait faire naître dans les transactions ordinaires l'application du *Medjellé* (1). Bref,

(1) Il est vrai que le *Medjellé* ne concernait pas les personnes inscrites au registre du commerce. Néanmoins son application était des plus fréquentes étant donné que le code de commerce turc renfermait de graves lacunes. Les quelques articles qu'il consacrait aux sociétés commerciales étaient par exemple insuffisants. Il ne s'occupait du contrat de commission que dans trois articles; il était muet sur la vente commerciale, les contrats d'assurance, le gage commercial, le warrant, etc

l'esprit de ce code était contraire sur bien des points à celui qui animait à l'époque les codes des nations marchandes ou industrielles de l'Occident. Il s'opposait encore, en principe, à toute idée de spéculation, essence même du commerce, et s'inspirait d'un droit formaliste ne reconnaissant pas la liberté des conventions, indispensable pour toutes les transactions commerciales. Néanmoins il constituait pour l'époque un progrès considérable. Tout en s'appuyant encore sur le Chéri, il tirait de ce droit sacré tous les principes qui pouvaient cadrer avec l'esprit des transactions modernes. Dans ce sens, le *Medjellé* signifiait véritablement un effort sensible pour mettre la législation turque en harmonie avec les besoins des relations modernes internationales.

Cependant le *Medjellé* n'avait trait qu'aux transactions en général. Ce code civil incomplet restait muet sur toutes les questions de statut familial et personnel, laissées entièrement sous la coupe du Chéri. Il ne tranchait donc aucun des grands problèmes que soulevait dans un grand Etat, à la fin du xix^e siècle, l'application de lois religieuses plus que millénaires. Cependant, les rayas mécontents de leur sort se soulèvent de tous côtés. Des insurrections se succèdent coup sur coup en Syrie, en Crète, en Herzégovine, en Bulgarie. C'est alors qu'en 1876, et pour prévenir l'immixtion menaçante de l'Europe dans les affaires intérieures de l'empire, qu'un grand-vizir, Midhat pacha, imbu lui-même d'idées libérales, promulgua la première constitution ottomane. Faite de fragments tirés de diverses législations étrangères, cette charte contenait en germe la plupart de libertés et droits consacrés par les constitutions des pays les plus avancés. Elle proclamait l'égalité devant la loi de tous les sujets de l'empire, indistinctement appelés ottomans et leur admission aux fonctions publiques, selon leur capacité; la liberté de l'enseignement, l'inviolabilité des personnes et du domicile; l'abolition de la confiscation, de la corvée, de la torture, de la question, etc.

Cependant, malgré tout, le Chéri était encore officielle-

ment maintenu comme loi sacrée. Le régime théocratique continuait de la sorte à subsister à côté d'une foule de libertés qui étaient sa propre négation. De ce fait, et en dépit de toutes les belles formules employées, le principe de l'égalité civique des vainqueurs et des vaincus restait encore un leurre. Les concessions faites demeuraient pleines de réticences. D'ailleurs la constitution de Midhat pacha ne fonctionna que peu de temps. En 1877, renversé par une intrigue de palais, le grand-vizir réformateur était arrêté, jeté à bord d'un vaisseau et exilé sans jugement. Dès lors le gouvernement est transporté de la Porte au palais. Abd-ul-Hamid règne. Avec lui, les formules de la plus pure théocratie musulmane triomphent une fois de plus.

Résumons-nous. Le Tanzimat marque en somme les premières tentatives des Turcs de s'assimiler, dans le cadre des lois, la civilisation européenne. Il n'est autre que la lutte entre la sécularisation de l'Etat et le principe de la théocratie. Avec lui, l'ordre sacré reçoit les premières atteintes. Pour la première fois, des intellectuels turcs sentent le besoin d'arracher leur pays à son immobilité, à sa routine, fruit d'une mystique millénaire qui le mettait au banc de l'Europe. Pour la première fois, l'idée d'une justice meilleure proclamant l'égalité civique et politique complète entre musulmans et non-musulmans se répand parmi l'élite et permet déjà d'entrevoir l'union possible de tous sous une loi souveraine.

Cependant, la grande majorité des réformes proclamées par le Tanzimat n'ont été que peu ou pas appliquées. La société musulmane ne peut rompre encore avec les préjugés qui lui subordonnent les peuples vaincus. La Porte elle-même, malgré toutes les promesses que lui arrache l'Europe, continue à rester fidèle à la doctrine de la prééminence nécessaire de l'élément turc sur l'élément chrétien. C'est pourquoi, malgré qu'il ait été inspiré par le sentiment d'une justice plus généreuse, plus humaine, le Tanzimat n'arriva pas à modifier sensiblement les conditions

sociales des communautés chrétiennes et juives. Certes, sous son influence, la Porte accepta de constituer des tribunaux mixtes et de promulguer des lois modernes. Mais ces réformes durent d'abord être justifiées au point de vue de l'orthodoxie musulmane. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'elles restèrent sans grand effet. La législation religieuse subsista presque intacte et les tribunaux du Chéri continuèrent à fonctionner comme devant. La foi résista en somme au Tanzimat. Bien que battu en brèche, le vieil esprit de l'Islam resta victorieux.

A son tour, la révolution de 1908 ne toucha guère aux institutions juridiques de l'empire ottoman. Plus politique que sociale, elle se renferme avant tout comme l'on sait en une lutte stérile de partis. Néanmoins, les efforts de l'élite intellectuelle pour échapper à la tyrannie de la loi coranique et préparer la voie à l'Etat laïque, reprennent avec une vigueur redoublée. Toutefois, la Constitution que vote le Parlement continue à se plier au Chéri. Les ulémas l'accaparent d'ailleurs de belle façon en proclamant à grands renforts de textes tirés du Coran, que la nouvelle Charte est en germe dans les livres saints et que la forme démocratique est la véritable forme du gouvernement préconisée par l'Islam! Cependant, l'impossibilité d'associer réellement, dans la pratique de la vie civile, une législation religieuse comme celle du Chéri et une Constitution civile, n'en demeura pas moins. La législation sacrée reste en fait la loi suprême, à laquelle l'Etat doit tout subordonner. C'est ainsi qu'en pleine révolution jeune-turque, un parlementaire, Riza Tevfik bey, ayant revendiqué le droit pour chacun de changer à volonté de religion, il déclencha une tempête. Non seulement, les ulémas et hobjas membres du parlement protestèrent au nom du Chéri « se déclarant prêts à quitter une salle où des propositions aussi monstrueuses étaient émises », mais la majorité des membres de l'Union et Progrès invectivèrent l'orateur. Pour ne pas être la cause d'un

désarroi général au sein de son propre parti, Riza Tevfik bey dut faire amende honorable et expliquer qu'il n'avait entendu parler que des non-musulmans...

La révolution de 1908 n'a donc pas posé le principe de la séparation absolue de la loi civile et de la loi religieuse. Elle se contenta de laisser subsister côte à côte d'une part, une Constitution qui accordait toutes les libertés et de l'autre un Chéri qui les interdisait. Une fois de plus la lutte entre la théocratie musulmane et le droit civil se terminait en Turquie par un compromis.

L'acte de haute politique et en même temps de grand courage civique qui pour la première fois mit fin au dualisme de la Constitution et du Chéri est l'œuvre de Mustapha Kemal. Après avoir fait inscrire dans la Constitution de la République le principe de la séparation de la loi civile et de la loi religieuse, il prononça le 1^{er} mars 1924 un discours sensationnel dans lequel il annonça la rupture définitive de la législation turque avec la loi musulmane et proclama que désormais la Turquie serait un Etat laïque et sécularisé jusque dans ses fondements. En quelques heures ce jour-là le héros de l'indépendance annonça l'abolition du Califat, de l'Efkaf (administration des biens religieux), des tribunaux du Chéri, des écoles religieuses. Ce qui ne signifiait rien d'autre que l'abandon du régime théocratique oriental dans lequel l'Etat s'était confondu jusqu'à ce jour avec l'Eglise. Le même jour, la grande Assemblée approuvait les décisions de Mustapha Kemal. Et désormais, l'idée de la séparation du temporel et du spirituel, de l'Etat et de la religion, de la tiare et du trône, pour laquelle l'Europe chrétienne a versé tout le sang que l'on sait, était à son tour chose acquise en Turquie. A vrai dire, au cours des pourparlers de la conférence de Lausanne sur la suppression des capitulations, la délégation présidée par Ismet pacha avait déjà admis que le droit, la justice et les codes turcs avaient besoin d'être modernisés. C'est ainsi que le traité de paix signé sur les bords du Léman contient une « Décla-

ration sur l'administration judiciaire », dans laquelle il est dit que le gouvernement de la grande Assemblée est disposé « à faire procéder à des enquêtes et études pour introduire telles réformes que justifierait le progrès des mœurs et de la civilisation ». Mais on pouvait craindre qu'à son tour le jeune Etat, tout comme l'empire ottoman l'avait fait durant le xix^e siècle, hésitât lui aussi à jeter définitivement par-dessus bord ce système *hybride* qui laissait fonctionner côte à côte et simultanément une Constitution et un Chéri. Une pareille duperie allait-elle de nouveau se manifester? Ce ne fut pas le cas. *Et pour la première fois dans un pays musulman la séparation de l'Eglise et de l'Etat fut un fait accompli.*

La République se mit activement à l'œuvre. En moins de deux ans et coup sur coup elle choisit, traduisit, appliqua toute une législation nouvelle comprenant un code pénal, un code de commerce, un code des obligations, un code civil et toute la série des codes de procédure correspondants. (1)

Le nouveau code civil turc qui arrache la Turquie à la civilisation orientale n'est autre que le code civil suisse. Ce choix n'étonnera personne si l'on sait l'influence exercée à Angora par tout un groupe de jeunes intellectuels qui, avant et pendant la guerre mondiale, ont fait leurs études en Suisse romande. Tous ces licenciés des universités de Genève, Lausanne et Fribourg s'efforcèrent, dès le début de la révolution turque, d'introduire dans leur pays la législation et les méthodes appliquées dans différents domaines de l'activité nationale helvétique. Ce ne fut pas d'ailleurs sans

(1) Le code pénal entré en vigueur le 1^{er} juillet 1926 est adapté du code pénal italien. Cependant la transposition ne s'est pas faite sans certaines modifications des plus importantes. C'est ainsi que la peine de mort a été maintenue en droit turc. Les dirigeants et les magistrats de la République ont en effet estimé que les temps ne se prêtaient pas encore à une législation pénale trop douce, trop humanitaire.

Le code de commerce est entré en vigueur le 4 octobre 1926 et constitue un amalgame des codes de commerce allemand, italien et français.

Le code des obligations, comme le code civil, est celui de la législation suisse.

peine que ces anciens étudiants de Suisse, à la tête desquels se trouvait Mahmoud Essad bey, le ministre de la justice, réussirent à faire triompher leur point de vue. Parmi les juristes turcs, les uns proposaient de choisir le code d'une grande puissance; les autres tenaient à ce que l'ancienne législation du pays fut simplement perfectionnée et modernisée. Toutefois le code français parut trop désuet, le code allemand, embrouillé et défectueux. Quant à amender et compléter les lois civiles turques, l'opinion unanime se fit bientôt que dans les circonstances actuelles il ne fallait point perdre de temps et qu'il valait mieux, le plus rapidement possible, tirer profit du plus jeune des codes européens, du plus libéral, du plus apte à contribuer à la prospérité matérielle, à la grandeur morale du pays (1).

Lorsque la décision fut prise par le gouvernement d'Angora d'appliquer à la Turquie le code civil suisse, la question se posa de savoir si aucune modification ne serait apportée dans la traduction turque. Craignant que l'équilibre de l'œuvre tout entière ne fût faussé si le moindre amendement était admis, le ministre de la justice turque, Mahmoud Essad bey, tendit ses efforts à ce qu'aucun chan-

(1) Aux objections faites contre le choix du code civil suisse en raison même de la différence de civilisation, de psychologie, de mentalité, de besoins entre les populations de Suisse et de Turquie, Mahmoud Essad bey répond comme suit dans l'« exposé des motifs » qui précède le nouveau code:

« Il n'y a pas de différence essentielle entre les besoins des nations qui appartiennent à la famille des peuples civilisés des temps actuels. Les rapports économiques et sociaux ont fait de l'humanité civilisée un véritable bloc familial. L'allégation d'après laquelle l'application du code civil turc dont les principes ont été empruntés à un pays étranger serait inconciliable avec les exigences de notre pays n'a pas mérité qu'on s'y attardât. D'autant plus que la Suisse est composée d'éléments français, allemands et italiens qui ont une histoire et des traditions différentes. Une loi qui a pu être appliquée avec succès dans un milieu renfermant tant d'éléments hétérogènes et de cultures différents, sera certes applicables avec plus de succès encore en Turquie où la population homogène atteint une proportion de 80 %. D'autre part, nous avons rejeté le point de vue selon lequel un code parfait d'une nation civilisée serait inapplicable en Turquie; car cette thèse reviendrait à affirmer que la civilisation n'est pas applicable ou accessible au peuple turc. Or, c'est là une prétention catégoriquement démentie par les événements, par le présent et par l'histoire. Toute l'histoire de la renaissance turque est là pour prouver que notre nation n'a jamais été réfractaire à toute innovation saine, répondant aux besoins du siècle.

gement essentiel ne fût apporté au code suisse dans son adaptation. C'est pour cette raison d'ailleurs que la grande Assemblée fut appelée à l'accepter, en avril 1926, par un seul article de loi et en dehors de toute véritable discussion parlementaire. Toutefois, il y a quelques réserves à faire sur la similitude des deux codes. C'est ainsi que l'âge de la majorité a été fixé en Turquie à dix-huit ans et non pas à vingt comme en Suisse. D'autre part, le régime matrimonial légal choisi par Angora est celui de la séparation des biens, alors qu'en droit suisse c'est celui de l'union des biens, correspondant au régime sans communauté du droit français. Enfin, le législateur turc a maintenu l'empêchement au mariage basé sur la parenté par nourrice et qui s'oppose aux unions entre frères et sœurs de lait. Toutefois, le ministre de la justice qui s'est élevé contre cet empêchement tiré d'une vieille tradition musulmane, a réussi à le supprimer dans un erratum ajouté à l'article 544 du code des obligations. Tels sont les points principaux où le code civil suisse a été modifié par les législateurs de la Turquie républicaine. Il en est d'autres encore, d'importance secondaire, qui résultent nécessairement de l'adaptation du droit civil suisse aux circonstances spéciales dans lesquelles il doit être appliqué en Turquie. C'est ainsi que toutes les réserves faites par le législateur suisse en faveur du droit cantonal ont été supprimées. Il en est de même des dispositions prévoyant une collaboration des autorités cantonales. Enfin, la plupart des délais légaux ont été prolongés eu égard à la différence de la superficie des deux Etats et des moindres facilités de communication en Turquie où le réseau ferroviaire n'a pas encore atteint le même développement qu'en Suisse. Toutes ces modifications, quelle que soit leur importance, n'offrent d'ailleurs rien qui déroge en des points essentiels du code civil suisse. L'esprit, l'ordonnance, le texte de ce dernier ont été respectés.

Comme nous l'avons dit, le nouveau code fut voté par le parlement d'Angora au cours d'une seule séance et accepté

par un seul article de loi. Le vote eut lieu à main levée et seuls quelques députés de l'opposition, sans formuler d'ailleurs aucune objection, s'abstinrent du geste qui consacrait officiellement l'adoption en Turquie d'un code laïque, à l'occidentale.

Trois orateurs prirent la parole au cours de cette mémorable journée. Le premier, le rapporteur de la commission chargé de la révision finale du texte, Chukry Kaya bey, montra d'abord combien ce changement de législation était pour la Turquie une nécessité sociale vitale, absolue, une exigence de la civilisation. Il déclara que le peuple turc n'avait rien à craindre d'avouer courageusement ses défauts. Du moment que l'armée, les écoles, la médecine, les sciences turques peuvent tirer profit des méthodes occidentales pourquoi n'en serait-il pas de même dans le domaine législatif? Le meilleur moyen qui se présentait aux dirigeants de la République était de faire choix d'une législation moderne. Le code suisse est le meilleur en son genre; il renforce la famille, protège les enfants et les orphelins; il est vertueux. En outre il a l'avantage d'avoir été appliqué dans un pays habité par des nationalités disparates et d'avoir donné de bons résultats. Un des meilleurs jurisconsultes turcs, Yousouf Kemal bey, vint à son tour proclamer les mérites de la nouvelle œuvre tout en adressant des adieux sans regret au vieux code civil turc, au *Medjellé*. « Peut-être allons-nous ressentir un certain étonnement, ajouta-t-il, une sorte d'hésitation à trouver dans cette nouvelle loi des mots, des expressions auxquelles nous ne sommes pas habitués, des dispositions qui nous semblent confuses... Mais en pénétrant mieux l'esprit de cette législation nous serons convaincus en même temps que celle-ci est incomparablement supérieure à cet excellent *Medjellé*... ». Le jeune ministre de la justice, Mahmoud Essad bey, défendit enfin le nouveau code avec une conviction éloquente et passionnée. Après avoir salué en Mustapha Kemal l'inspirateur de la nouvelle législation républicaine, il fit un bref exposé des

différentes dispositions du code suisse. Parlant du statut familial, il insista sur le fait que dorénavant les deux sexes se trouveront sur un pied d'égalité. « A mon sens, poursuivit-il, la physionomie la plus belle qui se détache dans notre histoire est celle de la femme turque. Le nouveau code se chargera de donner la place qui convient, la place d'honneur, à la *hanoum*, qui a été toujours traitée jusqu'ici en esclave, sans cesser pourtant d'être une dame. » Puis après avoir conclu que le nouveau code donnera plus de force et de consistance à la famille turque il conclut : « Messieurs lorsque vos mains se lèveront tout à l'heure pour approuver la nouvelle loi, le cours de treize siècles révolus s'arrêtera et une nouvelle vie, vie féconde et civilisée s'ouvrira devant la nation turque... ».

Le fait est que l'adoption d'un code civil à l'européenne par une nation musulmane habituée depuis des siècles à n'obéir qu'à une loi religieuse considérée comme révélée est une date (1) et un événement des plus importants dans l'histoire du monde. Pour la première fois, un peuple de religion mahométane applique à l'égard du statut personnel et familial une législation complètement affranchie des dispositions théocratiques et pouvant régir indistinctement tous les habitants du pays quelles que soient leur race, leur religion. Désormais, la même loi civile est appliquée indistinctement à tous les sujets de l'Etat, et c'est certainement une des plus belles conquêtes de la révolution turque. Avec le code civil suisse, la Turquie rompt nettement avec toutes les dispositions qui interdisaient jusqu'à ce jour, aux sociétés musulmane et chrétienne de vivre dans un idéal de fraternité. Elle efface toute distinction, basée sur la religion, entre les populations de l'Etat. Elle n'admet plus aucune différence entre les hommes selon

(1) Publié le 6 avril 1926, le nouveau code a été appliqué le 6 octobre suivant. Ainsi, tandis qu'en Suisse la période de transition d'une législation à l'autre avait été de quatre ans, soit de 1907 à 1912, ce délai a été réduit en Turquie de six mois.

leur foi, leur croyance. Et en ce faisant, en acceptant qu'il n'y ait plus légalement dans son sein que des citoyens égaux en droits et en devoirs, la Turquie, la première parmi les pays musulmans, admet une conception rationaliste de l'univers et de l'humanité.

Un fait certain est que plus que toute autre réforme l'adoption du code civil suisse détachera le peuple turc de l'ambiance orientale à base de fatalisme, d'inertie et de mauvaise sensualité dans laquelle il a vécu jusqu'à ce jour. C'est ainsi qu'en adoptant le seul statut matrimonial suisse, la Turquie a passé véritablement d'une civilisation à l'autre. Jusqu'au 6 octobre 1926, en effet, le mariage turc est resté soumis à un régime non seulement suranné, mais anormal, vicié et contraire à toute bonne organisation de la société. Car, selon le Coran, tout homme pouvait d'abord posséder quatre épouses; mais ce chiffre était souvent dépassé et l'immoralité de cette pratique aggravée chez les grands par un concubinage qui n'était autre que de l'esclavage déguisé (1). Aucun âge légal. Des fillettes de dix et douze

(1) Certes, en légiférant au ^{vi}e siècle sur le problème du statut familial, en admettant même la polygamie qui s'adaptait d'ailleurs aux coutumes et peut-être aux besoins de cette époque, Mahomet a fait œuvre de civilisation. Mais il devenait de plus en plus évident que si jadis les préceptes coraniques à l'égard de la polygamie pouvaient être bons, ils ne s'adaptaient plus guère à la civilisation turque actuelle. Il y avait plus de treize siècles que les règles accordant aux musulmans le droit d'épouser quatre femmes légitimes et même de s'entourer le cas échéant de sérails plus abondants encore, avaient été fixées. Or les considérations morales, intellectuelles, sociales du début du ^{xx}e siècle n'étaient plus les mêmes qu'autrefois. Les notions concernant le mariage, l'éducation, la famille, avaient fortement évolué. Et surtout le rôle de la femme dans la société turque du ^{xx}e siècle ne pouvait plus être le même que jadis, en Arabie, au temps de l'hégire.

En adoptant d'ailleurs la monogamie comme base du régime matrimonial, la Turquie nouvelle n'innove guère en fait. En effet, depuis la fin de la guerre mondiale et sous l'effet des causes les plus diverses, la polygamie a subi un déclin des plus sensibles. Une force entre autres a contribué fortement au déclin du harem. Douze années de guerres consécutives ont à ce point ruiné la Turquie entière, qu'elle s'est vue finalement obligée de transformer son train de vie. La chute de l'empire, la fuite du dernier Osman, le départ du dernier Calife ont d'abord entraîné la disparition presque complète de cette aristocratie ottomane restée très traditionaliste à l'égard de certaines coutumes polygames. Les familles du pays ont vu peu

ans, chétives et impubères encore, devenaient légalement des femmes au détriment de leur santé, de leur force et de leur beauté. Chaque année des centaines de petites malheureuses passaient sans transition de l'enfance à la maternité. Et l'absurdité de ce régime était souvent rendue plus choquant encore par la différence d'âge qui pouvait subsister entre les deux époux. Rien n'empêchait en effet des vieillards de soixante-dix ans et plus de conduire impunément devant l'autel des enfants à peine nubiles. Des cas semblables étaient même très fréquents. La loi religieuse sanctionnant ces scandales, nulle autorité ne pouvait songer à les interdire. La tragique loi de la séparation des sexes était en outre appliquée de telle sorte que dans l'immense majorité des cas, les futurs ne pouvaient ni s'approcher ni se connaître.

à peu leurs revenus diminuer; nombre d'anciens dignitaires vizirs et pachas se sont trouvés dans l'impossibilité de subvenir aux exigences de leur harem et d'élever même les enfants de chaque lit. L'ancienne existence patriarcale est devenue impossible; la domesticité, non musulmane en grande partie, a disparu. Enfin les faibles ressources de toute cette classe ne lui ont plus permis d'habiter les yalis et kiosques qui, par leur vaste étendue et les détails même de leur construction, s'adaptaient à toutes les nécessités de la polygamie, mais exigeaient aussi d'énormes frais d'entretien. Bref, la modicité des moyens, consécutive au nouvel ordre de choses, obligea tous ces gens à modifier, moderniser et surtout à simplifier leur genre d'existence. La vie en appartement à la franque s'imposa. La société turque la plus policée, celle qui donnait le ton, se vit de la sorte forcée de s'adapter dans un grand nombre de ses coutumes, aux habitations modernes qui ne connaissent nullement l'ancienne division orientale en *haremlık* et *sêlamlık*. La vie de famille se fit peu à peu à l'européenne; les mœurs ottomanes se transformèrent. La façon de concevoir le foyer devint insensiblement tout autre que celle que pouvaient avoir dans un *Konak*, les membres d'une famille multiple, diverse et dispersée. Bref, l'existence que les Turcs de la génération actuelle furent obligés de mener dans les constructions modernes de Péra, Chichli, Kadıköy et autres endroits, donna au cours de ces dernières années le coup de grâce au harem. *L'appartement tua la polygamie.*

En fait, à la veille de l'application du code civil suisse, les Turcs possédant plusieurs épouses étaient devenus de plus en plus rares. A Angora, trois ou quatre députés seulement sur trois cents, étaient bigames. A Constantinople même, un millier tout au plus de ménages turcs avaient réussi à résister aux forces qui, peu à peu, imposaient la monogamie. Quant aux jeunes gens, la dureté des temps les obligeait depuis de longues années, de renoncer non seulement à la polygamie, mais même comme en Occident à une seule et unique union matrimoniale. La Turquie nouvelle était donc mûre sur ce point pour admettre la suppression de l'ancienne morale sociale islamique, et adopter la nôtre.

Le mariage se faisait par un intermédiaire et n'était autre qu'une loterie avec tous ses hasards. Avant l'union toutefois, la grave question du *mihir* était débattue. C'est-à-dire que l'on fixait de part et d'autre la somme que le mari devait payer à sa femme en cas de répudiation. Ce douaire servait ainsi de garantie pour la femme contre les caprices de l'homme. La cérémonie du mariage s'effectuait de façon fort simple. Nulle publication. Nul bans. La fiancée se rendait à la maison du fiancé et là, l'imam du quartier leur demandait devant témoins leur consentement. Mais, à ce moment encore, les futurs conjoints n'avaient pas le droit de se voir; le jeune homme restait dans une pièce avec l'imam, tandis que la jeune fille donnait le oui légal, dissimulée dans la chambre voisine, derrière la porte entre-baillée. Mustapha Kemal le premier, lors de son mariage, rompit avec cette coutume en exigeant que la cérémonie eut lieu en commun. Simple contrat consensuel, le mariage turc pouvait être des plus facilement rompu. Dans ce sens il confinait de très près à l'union libre. L'homme était en effet le maître de rompre à son gré le lien conjugal sans même être tenu de faire connaître le motif de la répudiation. Autrement dit, le sort de la femme dépendait entièrement de la fantaisie du mari. C'est pourquoi l'une des plaies les plus profondes de la société turque était un nombre considérable de mariages et de remariages. Dans ce sens, la polygamie s'aggravait de la polyandrie. Il était des plus fréquents de voir une femme épousant successivement trois, quatre, cinq maris et même davantage. Pour répudier une femme il suffisait de lui dire une phrase comme celle-ci : *Je te renvoie, tu es libre, je ne te connais plus pour femme, loin de moi ta fécondité, etc.* Cependant, avec ces formules, une période de trois mois devait s'écouler avant que la séparation ait eu ses conséquences légales; ce délai permettait au mari qui, par exemple, avait agi dans un moment de colère, de revenir sur sa parole. Dans ce cas, il devait, pour recouvrer sa femme, l'épouser une seconde fois. Il existait encore un autre second

mode de répudiation, celui-ci absolu, irrévocable : c'était lorsque le mari disait *trois fois de suite : Je te répudie*. S'il usait de ce procédé, il ne pouvait plus se rétracter. Le mariage était dissous définitivement. Et l'époux ne pouvait renouveler le lien conjugal avec cette même femme... avant que celle-ci appartint à un nouveau mari. Mais dans ce cas il existait une sorte de subterfuge légal. L'époux choisissait un homme de paille qui s'unissait par un mariage blanc avec la femme répudiée... pour la répudier à son tour!

Cette législation matrimoniale puérile, malsaine et saugrenue appliquée pendant des siècles a eu les effets les plus déplorables sur la société turque (1). Elle a consommé de révoltantes injustices. Elle a empêché la femme turque de jouer dans la nation le rôle que lui dicte sa propre nature. Elle a nui à la stabilité et au rayonnement de la famille. Elle a faussé toute l'organisation sociale.

Les effets de l'adoption du code civil dépassent d'ailleurs en matière familiale le cadre de la seule société musulmane. Je n'en veux pour preuve que les mariages mixtes. Jusqu'à ce jour, la loi islamique a toujours interdit le mariage entre une femme musulmane et un non-musulman. Cependant, les fils du Prophète ont toujours pu épouser des femmes de toutes croyances et de toutes nationalités, mais le contraire, c'est-à-dire le mariage d'un infidèle avec une fille du Prophète, a toujours été regardé par l'Islam comme inconcevable et les non-musulmans, de quelque race ou de quelque religion qu'ils fussent n'ont jamais pu convoler en justes noces avec une musulmane. Les exégètes ont toujours expliqué cette particularité de la législation matrimoniale musulmane en disant que son but principal était l'extension

(1) Lors de l'adoption du code civil suisse par la grande Assemblée, le rapporteur, Chukry Kaya bey n'a pas craint d'exposer avec force les conséquences néfastes de l'application de ces lois désuètes :

« Les archives de nos tribunaux », s'est-il écrié, « sont pleines d'un martyrologe lamentable d'enfants sans père légitime, de femmes abandonnées sans raison par leurs maris, de fillettes épousées par leurs tuteurs... ».

du nombre des fidèles. A vrai dire, la polygamie aidant, les mariages entre musulmans et femmes chrétiennes ou juives produisirent parfois cet effet, par exemple lors des grandes conquêtes turques et arabes. L'interdiction du mariage entre musulmane et non-musulman proviendrait par contre du fait que dans ce cas — l'homme étant en Orient le chef incontesté du ménage — la femme était définitivement perdue pour l'Islam. C'est pourquoi un mariage d'un musulman avec une étrangère a toujours été bien vu par l'orthodoxie islamique, puisque cet acte avait des chances d'augmenter le nombre des croyants, les fruits de cette union ne pouvant être que musulmans. Par contre, jamais un chrétien ni un juif n'avait encore pu jusqu'à ce jour épouser officiellement une musulmane, une telle union comportant pour les deux « complices », selon la loi du Prophète, la peine de mort.

Sur ce dernier point, personne n'avait osé jusqu'à ce jour discuter avec le Chéri. Car l'atavisme aidant, cette interdiction d'origine religieuse a suscité dans tout l'Islam une sorte de répulsion instinctive à l'égard de tout rapport intime entre une musulmane et un infidèle. A tel point qu'en octobre 1908 encore, au lendemain de la révolution jeune-turque, dans une localité du Bosphore, un jardinier grec fut assommé par la foule et son cadavre piétiné pour avoir noué des relations amoureuses avec une jeune veuve musulmane. Et jusqu'à ces derniers temps encore, à Constantinople, nul porteur de chapeau ne pouvait s'aviser de se promener dans la rue avec une femme turque. L'amour-propre musulman se révoltait instantanément. Et ce n'est en somme que tout récemment, d'abord avec l'occupation interalliée de Constantinople, qui dissipa maintes préventions sociales, et surtout sous les auspices de la République, avec le port obligatoire du chapeau qui ne permet plus de distinguer dans la rue un chrétien ou un juif d'un musulman, qu'est née enfin pour tous les habitants de ce pays,

quelle que soit leur religion, une liberté presque complète d'allure.

L'interdiction de mariage entre musulmane et non-musulman n'a cependant point empêché nombre de Turcs de donner leur fille à des Occidentaux. C'est ainsi que, pendant le conflit mondial, quelques officiers allemands, et, pendant l'occupation de Constantinople, quelques officiers français et même un attaché d'ambassade ont épousé des Turques. Mais tous ces nouveaux maris se sont vus dans l'obligation de changer de religion et de prendre un nom turc. On sait d'ailleurs que l'Islam n'exige aucune formalité spéciale pour devenir musulman si ce n'est de répéter officiellement devant deux témoins la formule sacramentelle : « Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son Prophète ». Et nos épouseurs ont été d'autant plus portés à se soumettre bénévolement à cette cérémonie que de simples raisons d'ordre pratique les forçaient, qu'ils fussent sincères ou non, de devenir renégats. En effet la législation islamique, étant à base religieuse, refusait tous droits successoraux aux étrangers et aux non-musulmans. Si donc le mari ne faisait pas le geste de changer de foi, ses enfants ne pouvaient hériter du côté maternel. D'autre part, s'il se contentait d'enlever sa future femme et de l'épouser à l'étranger, non seulement il perdait le bénéfice de toute dot ou succession de la part de ses beaux-parents, mais encore se rendait avec sa compagne et devant l'Islam entier passible de la peine de mort.

Le code suisse bien entendu, comme tous ceux d'Occident, ne considère nullement la religion comme pouvant être une cause d'interdiction ou de nullité de mariage. Le nouveau code civil allait-il donc autoriser le mariage d'une musulmane avec un non-musulman ? C'est-à-dire allait-il rompre définitivement avec une règle de droit matrimonial des plus importantes du Chéri ?

En fait, l'on pouvait se demander si les dirigeants d'Angora, malgré le choix du code suisse, n'allaient pas, à l'égard du mariage mixte, reculer au dernier moment devant

la crainte de heurter les mœurs et froisser les sentiments intimes de leurs concitoyens. Un instant même, on put le croire. En effet, juste avant l'adoption du code civil suisse par la grande Assemblée, certains journaux de Stamboul, l'*Akcham* entre autres, se mirent un beau jour à publier le texte des premiers chapitres du nouveau code turc. Or, sur bien des points, la traduction ne ressemblait pas à l'original. Entre autres, le mariage entre une musulmane et un non-musulman était interdit dans cette édition orientale du code civil suisse!... La nouvelle était d'importance. Car il était bien certain que l'équilibre tout entier de la nouvelle œuvre aurait été détruit avec une pareille modification. Le code turc n'aurait rien eu d'helvétique, s'il eut contenu non seulement la moindre immixtion théocratique, mais encore la moindre prévention sociale. Pour avoir le cœur net, j'écrivis à un journaliste de mes amis à Angora ainsi qu'au ministre de la justice, Mahmoud Essad bey. Mon confrère me répondit par retour du courrier en expliquant que le mariage entre une musulmane et un non-musulman ne pouvait encore être admis en Turquie, car une pareille réforme « entraînerait inévitablement des complications ». Il ajoutait que sur ce point la majorité des gens cultivés en Turquie était encore « aussi intraitable sur ce point qu'il y a trente ans ». Mais quelques jours plus tard, la réponse toute péremptoire du ministre de la justice démentait celle de mon confrère : les publications de l'*Akcham* étaient erronées et le code civil suisse serait traduit, appliqué en Turquie sans aucune modification essentielle.

Le fait est que le nouveau code turc ne maintient nullement la fameuse interdiction. Par son silence même, il admet le mariage d'une musulmane avec un non-musulman. Mais il est bien certain aussi que les mœurs actuelles du pays ne l'admettent pas encore. Car malgré la République et tout son cortège d'innovations, la conscience intime des musulmans se révolte encore à l'idée d'un « mécréant » partageant la couche d'une de leurs sœurs ou de leurs filles.

Et la majorité de la nation turque paraît bien rester encore intraitable sur ce point, tant il est vrai que rien n'est aussi persistant qu'un préjugé sucé avec le lait. Donc si la nouvelle législation constitue sur la question du mariage mixte une rupture complète avec le passé, ce changement est tout au plus dans les textes, il n'est pas dans les cœurs. Or, dans les destinées d'une nation, le code moral a certainement tout autant de poids que le code légal. Et bien des années encore s'écouleront en Turquie avant que de nombreux mariages soient officiellement célébrés entre des musulmanes et des non-musulmans (1).

Cependant le temps fera le nécessaire. Le code civil ne contenant par l'interdiction du mariage mixte, la prévention actuelle à l'égard de ce dernier ne se prolongera pas indéfiniment. Les mœurs évolueront. Déjà les anciennes lois qui régissaient les rapports sociaux se sont complètement transformées. Les deux sexes se fréquentent librement à l'Occidentale. La femme turque, habillée à l'européenne, n'est plus l'esclave d'autrefois. Elle est libérée. Dans la société nouvelle qui se constitue et dans laquelle l'œil le plus exercé ne peut distinguer le Turc d'un Européen, elle est sa propre maîtresse. Déjà elle peut parler, danser même publiquement avec un étranger. Elle peut même de bonne foi prendre un chrétien pour un musulman... Elle pourra librement aimer, et, ce jour-là, la femme turque aura raison des plus vieilles coutumes, des plus vieux préjugés.

L'adoption du code civil suisse a d'autre part supprimé en Turquie, d'un trait de plume, tout le système moyenâgeux sur lequel reposait le statut de la propriété. Or, c'est là une réforme dont les conséquences seront des plus profondes. Un des plus grands maux de ce pays a été certainement, au cours des âges et sous l'effet de la théocratie musulmane, l'insta-

(1) Le premier mariage mixte entre une musulmane et un non musulman a été célébré à Péra, en avril 1927. Il s'agissait d'une veuve turque et d'un ingénieur italien.

bilité du régime de la propriété. Le sultan-calife, souverain absolu, était en effet censé posséder tous les biens du pays; c'est pourquoi il n'hésitait pas, lorsque la caisse impériale était vide, à s'emparer sans autre forme de procès de tel ou tel édifice, ferme ou bien-fonds. A leur tour, les grands féodaux des provinces ne craignaient pas d'imiter leur maître à l'égard du *vulgum pecus* placé sous leurs ordres. En créant l'incertitude la plus complète autour du droit de propriété, cet état de choses eut des conséquences tragiques pour le pays tout entier. Le citadin n'osait pas construire un logis quelque peu confortable dans la crainte de se le voir brutalement confisqué. Le paysan lui-même en arrivait à ne plus cultiver le champ dont il pouvait être brusquement dépossédé. Aussi bien des quantités considérables de bonnes terres restaient-elles en friche dans le pays, parce que les agriculteurs risquaient plus à perdre qu'à gagner en les mettant en valeur. Cette même crainte de spoliation poussait nombre de Turcs à user du stratagème suivant pour sauvegarder leur droit : ils léguaient soi-disant tel ou tel bien à une mosquée ou à quelque autre établissement religieux ou simplement charitable. Mais ils désignaient en même temps leurs enfants, leurs héritiers comme administrateurs de ce bien. Ces derniers en encaissaient alors les revenus tout en payant une petite somme à l'institution interposée sous prétexte de « prières » dites « *mevloud* ». Le système fonctionnait de la sorte : pour un bien rapportant mille livres turques, le *mevloud* nécessitait, par exemple, quinze livres et 985 livres restaient de la sorte à l'héritier administrateur. Ajoutons que cette propriété restait intransférable, inaliénable. Et ce n'était pas le seul biais employé par les particuliers pour sauvegarder leurs droits. Il en était d'autres encore tout aussi enchevêtrés et qui compliquaient les achats et les ventes, empêchaient la création d'établissement de crédit, interdisaient l'application d'un impôt foncier sur des bases certaines et équitables, bref, entravaient en un mot toute l'économie générale du pays.

Le système des droits réels suisse mettra fin à cette féodalité, à ce chaos plusieurs fois séculaire en appliquant une législation saine et moderne. Certes, pour cela, il faudra du temps. Ce n'est pas en un jour que le statut de la propriété pourra être changé dans un pays. Et la Turquie devra d'abord être dotée d'une institution cadastrale. Mais déjà, les premières bases de cette dernière viennent d'être jetées. Quoi qu'il en soit, l'application d'un système cadastral moderne guérira peu à peu l'un des plus grands maux dont souffre la Turquie, l'insécurité de la propriété foncière. Cette réforme effacera toutes les anomalies moyenâgeuses dont nous avons parlé. Elle remettra entre les mains de chaque propriétaire des titres publics indiscutables, prouvant les droits de chacun. Elle permettra de faciliter les transactions immobilières, d'organiser dans des conditions saines et pratiques l'impôt et le crédit foncier, le prêt sur hypothèque surtout dont l'utilité n'est plus à discuter. Elle servira enfin de puissant levier pour la rénovation de la Turquie.

Bien entendu, maintes institutions du code suisse, comme celles du cadastre dont nous venons de parler, exigeront une étude approfondie et susciteront de nombreuses difficultés d'application. D'autre part, pour s'assimiler ce nouveau droit, tous les hommes de loi, magistrats, fonctionnaires, avocats turcs auront à fournir un effort considérable et bien des flottements se produiront dans l'application pendant plusieurs années. L'une des principales pierres d'achoppement proviendra sans doute du rôle du juge dans le code civil suisse. Ce dernier en effet a profondément innové en se bornant à poser sur toutes matières des principes généraux, l'application pratique étant souvent laissée à l'intelligence et à la sagacité du juge. Or, cette particularité de la législation suisse, demande à être profondément étudiée et comprise en Turquie, qui jusqu'à ce jour n'a connu qu'un droit des plus formalistes. L'Islam a toujours eu d'ailleurs la superstition de la loi écrite. C'est pourquoi, les pays

musulmans ont possédé jusqu'à cette heure des codes religieux, énormes et touffus, prévoyant tous les cas possibles et imaginables, condensant toute la vie en paragraphes légaux, de telle sorte qu'il n'y avait qu'à les consulter pour y trouver des solutions toutes faites. Cette législation casuistique, aux dispositions formelles et impératives, imposait souvent des conditions telles que le juge, emprisonné par des règles étroites, ne pouvait chercher à appliquer le véritable sens du contrat. Le législateur suisse s'est inspiré par contre d'une formule toute contraire laissant aux juges un large pouvoir d'appréciation. Avec le code actuel, ce magistrat est amené à compléter l'imperfection de la loi écrite par une libre recherche juridique; il ne doit jamais se sentir lié d'une manière absolue par un cas précédemment tranché et demeure libre de modifier la jurisprudence intérieure. C'est pourquoi le juge chargé d'appliquer une pareille législation doit avoir une forte culture générale en même temps qu'une instruction juridique absolument solide. Et dans de telles conditions tant vaut le juge, tant vaut la loi.

Dans le but de constituer des magistrats capables de comprendre et d'appliquer les nouveaux codes, le gouvernement turc a d'ailleurs doté le pays d'un nouvel organisme de la plus haute importance. Une école de droit entièrement laïque a été fondée à Angora. Jadis, comme chez tous les peuples musulmans, le droit ne s'enseignait en Turquie que dans les *médréssés*, c'est-à-dire que dans les écoles religieuses. Les jurisconsultes n'étaient autres que des *hodjas* et les codes s'inspiraient entièrement des dogmes islamiques. Cependant, à la fin du Tanzimat, une première école de droit, dans laquelle les principes coraniques régnaient moins rigoureusement que dans les *médréssés*, était fondée à Constantinople. Néanmoins, cette institution restait encore en grande partie sous l'influence des idées religieuses. C'est ainsi que plus de la moitié des cours de cette école concernaient encore le droit canonique. Cependant un enseignement tout nouveau faisait face à celui des *hodjas*. Pour la

première fois en Turquie, des cours de droit pénal, commercial et administratif basés sur l'étude de la jurisprudence et des codes français y furent donnés publiquement. Bref, la première école de droit de Constantinople comprenait deux sections nettement opposées, l'une religieuse, l'autre laïque, la première dominant la seconde. Celle-ci cependant gagne peu à peu d'importance et un cours de droit civil comparé, comportant l'étude des codes européens en la matière, y fut même inauguré. Avec la révolution de 1908, cette école de droit fut transformée en une faculté de droit incorporée à l'université de Stamboul. Mais les programmes ne comportèrent rien de nouveau, la loi religieuse étant étudiée parallèlement à la loi civile.

La nouvelle école de droit que la République a fondée à Angora a ouvert ses portes au début de 1926 dans l'ancien local de la grande Assemblée. Trois cents étudiants accourus de tous les vilayets la fréquentent en moyenne. Les droits civil, romain, constitutionnel, administratif, international, public, pénal, l'économie politique, les doctrines économiques, l'histoire du droit, l'histoire diplomatique y sont enseignés par des professeurs distingués dont la grande majorité ont fait leurs études en Occident. Comme on le voit, la première école de droit de la République turque est complètement dégagée de toute influence coranique ou marxiste. La mentalité qui l'anime est entièrement d'inspiration européenne, et si le droit islamique y est encore enseigné ce n'est qu'au point de vue historique. J'ajoute enfin que tous les cours professés à l'école de droit sont imprimés et adressés aux juges du pays.

Bref, la création de l'école de droit d'Angora consacre, sanctionne définitivement l'abolition de toute théocratie juridique chez un peuple musulman. Elle couronne le solide édifice que la République turque a tenu de parachever dans le domaine du droit.

CHAPITRE IX

LES MINORITES NON-MUSULMANES

LE PROBLÈME DES MINORITÉS A L'HEURE DE LA VICTOIRE KEMALISTE. — UN FAIT UNIQUE DANS LA VIE DES PEUPLES : L'ÉCHANGE DES POPULATIONS. — SÉPARATION POUR CAUSE D'INCOMPATIBILITÉ D'HUMEUR. — « LA GRANDE EGLISE DU CHRIST ». — LE PHANAR. — UN COMITADJI : LE PATRIARCHE MÉLÉTIOS. — UN TRAITRE A LA CAUSE GRECQUE : LE PAPA EFTIMI. — GRÉGOIRE VII. — L'EXPULSION DE CONSTANTIN VI. — L'AGONIE DE TOUT UN MONDE. — JUIFS, ARMÉNIENS ET GRECS RENONCENT AUX « DROITS DES MINORITÉS » INSCRITS DANS LE TRAITÉ DE LAUSANNE. — LA QUESTION JUIVE EN TURQUIE. — LES ARMÉNIENS ET LE CAUCASE. — QUERELLE D'EGLISE. — LES TURCS ET LES MINORITÉS. — CONCLUSION.

Lorsque Mustapha Kemal eut chassé l'armée grecque d'Asie Mineure, le problème des minorités en Turquie prit, d'un jour à l'autre, un tout autre aspect. En effet, plus d'un million de Grecs d'Anatolie et de Thrace s'enfuirent vers Salonique et le Pirée à la suite de l'armée constantinienne en déroute. Qu'allait cependant devenir le reste des minorités turques de Grèce et grecques de Turquie? C'est alors que, sous l'inspiration de M. Venizelos et avec l'assentiment d'Angora qui y voyait un moyen de consolider l'unité nationale, le traité de Lausanne tenta cette innovation extraordinaire de rendre obligatoire l'échange de ces populations. On sait d'ailleurs que le déplacement de populations entières, au lendemain de guerres qui laissent le vaincu en proie aux persécutions du vainqueur, est resté jusqu'à ce jour l'une des plus douloureuses traditions de l'Orient. Tous les conflits qui ont mis aux prises, depuis un siècle, la Russie, l'Asie centrale, la Turquie et les puissances balkaniques ont amené de véritables migrations. Au milieu du siècle dernier, les

Nogaïs de Crimée et les Tcherkesses du Caucase, par centaines de milliers à la fois, quittèrent leur pays natal tombé sous une domination chrétienne pour venir s'installer en Anatolie; de même les Bulgares abandonnèrent la Thrace, la Macédoine et la Dobroudja. Mais cette fois-ci, il s'agissait d'une expérience qui n'avait jamais été tentée. L'échange était imposé par le traité de Lausanne et c'était une œuvre sans précédent dans la vie des peuples. Une Commission mixte turco-grecque présidée à tour de rôle par des membres neutres désignés par la Société des Nations, fut chargée de réglementer ce vaste mouvement d'émigration. Il s'agissait de transporter de Grèce en Anatolie près de 400 mille musulmans et d'Anatolie en Grèce 150 mille chrétiens orthodoxes, ces derniers rejoignant de la sorte le million d'émigrés qui, par la fuite, les avaient déjà précédés. En octobre 1923, pour la première fois, la Commission mixte se réunit à Athènes; les premières modalités sont fixées; une dizaine de sous-commissions dont les présidents sont également des neutres sont réparties dans tous les ports où doivent passer les émigrés et bientôt la redoutable tâche est mise en œuvre.

On s'imagine aisément le calvaire de ces centaines de milliers de personnes forcées de quitter le foyer familial et de dire un adieu éternel aux lieux de leur naissance. En fait, une détresse profonde n'a cessé de secouer ces foules, obli-gées, sans mot dire, d'accepter leur déracinement. Ruines, souffrances, deuils furent ainsi, pendant de longs mois, le lot de tous ces pauvres gens. Représentez-vous un instant la population d'un département entier de la France recevant l'ordre d'émigrer pour une contrée lointaine et inconnue. Seuls, le petit bétail et les biens mobiliers susceptibles d'être emportés sont admis comme bagages. Et quand tout est prêt pour le départ, ce sont d'abord, en guise d'adieu, les gémissements et les pleurs de tous ces êtres humains arrachés au coin de terre auquel ils sont atta-

chés depuis l'enfance, aussi bien par les fibres de tout leur corps que par le souvenir des tombes qu'ils laissent derrière eux. Puis, le long des sentiers et des routes, chargés de vieillards, de malades, de berceaux, d'ustensiles de cuisine et de vieilles nippes, les théories de chameaux et de chariots s'en vont jusqu'au port d'embarquement. Les campements sont improvisés au hasard des étapes; comme nourriture, de maigres provisions réchauffées au bord de la route. Les épidémies éclatent et déciment la caravane errante. Où va-t-on? Quel sera le terme définitif de cet exode? Dans quelle contrée sera-t-on installé? Nul ne le sait... tandis que le père de famille, la gorge serrée par l'angoisse, se demande : « Trouverai-je, là-bas, un toit pour mes enfants? Me donnera-t-on des terres semblables à celles que l'on m'a forcé d'abandonner?... ». En fait, la plupart des émigrés ont perdu leur fortune entière dans cet échange. Certes, les propriétaires portaient avec une fiche indiquant la liste complète des biens immobiliers qu'ils abandonnaient; et cet acte était sensé leur permettre d'obtenir dans leur nouveau pays, des fonds et immeubles de même nature. Mais la Commission mixte n'ayant pu exercer aucun contrôle sur la quantité et la valeur de ces biens, ces documents ne contenaient en somme que des déclarations unilatérales dont un bon nombre ne pouvaient être prises au sérieux. Et pour cette raison de riches propriétaires n'ont trouvé finalement, comme contre-partie de leur fortune, que de maigres champs et de misérables cabanes.

La compétence et la responsabilité de la Commission mixte cessait d'ailleurs aussitôt que les émigrés avaient débarqué dans leur nouvelle patrie qui seule avait le droit de les répartir et de les installer où bon lui semblait. Suivons, par exemple, les 400 mille Turcs qui ont franchi l'Egée. Dans ce lot se trouvent des paysans, des artisans, des cultivateurs de tabac, des pêcheurs, des vigneron, des jardiniers habitués à l'exploitation des mûriers, des oliviers. Le résultat de l'échange eut été des plus mauvais si ces divers

groupes, habitués à un certain climat, spécialisés dans certains travaux et cultures, avaient été dirigés vers des régions tout à fait différentes comme fertilité et structure physique, de celles où ils avaient vécu. C'est pourquoi, le plan d'Angora a été de fixer les zones d'immigration et d'installation en les faisant correspondre aux aptitudes et aux métiers de ceux qui devaient y être établis. C'est ainsi que les Turcs de Mytilène, spécialistes de l'olivier, furent transportés à Aïvali où la culture de cet arbre est des plus prospères. Cette transplantation humaine se basa de la sorte sur les exigences de la géographie économique. La population des districts macédoniens de Drama et de Cavalla, riches en tabac, fut dirigée dans la région de Samsoun; les Turcs de Salonique s'en allèrent emplir en partie le vide créé à Smyrne par le départ des Grecs; les insulaires de Crète et de l'Egée furent échelonnés le long des rivages micrasiatiques et les plaines de la Thrace orientale reçurent le gros des laboureurs de Macédoine. (1)

L'application de l'échange a soulevé d'autre part nombre de problèmes qui n'ont pas encore été tous tranchés. La convention de Lausanne faisait, par exemple, une exception en faveur des Grecs déjà établis à Constantinople avant le 30 octobre 1918, et des Turcs de la Thrace occidentale qui, de part et d'autre, étaient dispensés de l'échange. Mais

(1) Le départ des derniers 150 mille Grecs anatoliens qui venaient de Césarée, Nidgé, Yozgad, Diarbekir, fut d'autant plus tragique qu'il signifiait l'abandon de l'un des plus vieux foyers en christianisme, la Cappadoce. Après une dernière messe, les fidèles, groupés autour de leur prêtre, dirent un dernier et émouvant adieu à leurs églises, dont quelques-unes taillées dans le roc remontent aux premiers âges de l'époque chrétienne. Tous les objets de culte et ornements de quelque valeur, comme les vieilles icônes et les plus belles boiseries des iconostases, purent être emportés par les émigrés. Certains trésors de monastère, comme celui de *Taziarchi*, comprenant de vieux Evangiles enluminés, des calices en or, des mitres serties de pierres précieuses et dont seul l'*higoumène* connaissait la cachette, prirent également le chemin de l'Hellade. Et, seules désormais, des nefs vides et désolées attestent en plein Islam qu'en ces contrées pendant plus de vingt siècles, habitérent des populations communiant dans la foi du Christ.

lorsqu'à Constantinople la Commission mixte se mit à dresser la liste des échangeables, l'on s'aperçut bientôt que les délégués turcs et grecs n'étaient nullement d'accord sur le sens donné au terme *établi*. Disons d'abord que la République turque, désireuse d'augmenter l'homogénéité de la population du pays, cherche à éliminer le plus possible de Grecs de Constantinople, tandis que ces derniers, s'inspirant des traditions de leur histoire, tiennent au contraire à rester sur les bords du Bosphore. C'est pourquoi les Turcs sont portés à interpréter le mot « établi » au sens le plus étroit et les Grecs au sens le plus large. La thèse turque, se basant sur le fait que la convention de Lausanne est muette à l'égard de la loi à appliquer pour définir le mot « établi », soutient que seule la législation du pays doit être en l'occurrence prise en considération. C'est pourquoi elle demande l'application d'une loi de 1914 sur le recensement, d'après laquelle les sujets turcs, les Grecs entre autres, habitant Constantinople, sont divisés en deux catégories, suivant qu'ils sont inscrits ou non à l'état civil. Le point de vue turc n'admet de la sorte comme établis à Constantinople avant le 30 octobre 1918 que les Grecs qui se sont fait inscrire au registre de l'état civil selon cette loi sur le recensement; il refuse donc d'admettre comme rentrant parmi les Grecs établis à Constantinople ceux d'entre eux qui auraient négligé de se faire inscrire, eussent-ils même acquis des immeubles ou commercé ouvertement dans la ville.

La thèse grecque soutient au contraire que le terme « établi » ne peut s'appliquer qu'à une situation de fait, indépendante de toute formalité. Elle interprète ce mot dans un sens littéral et considère comme « établis » tous les Grecs ayant manifesté par un ensemble de circonstances, achat, vente de terrains, commerce, contrats, paiement des impôts, activité en justice, que leur véritable domicile était Constantinople. La convention relative à l'échange des populations est d'ailleurs muette sur la législation qui doit être appliquée en la circonstance. Toutefois, pour fixer les

limites de la zone de Constantinople, l'acte signé à Lausanne a expressément indiqué que l'on se baserait sur la loi turque. Si donc les diplomates avaient voulu que le terme *établi* fût interprété par la loi du pays, ils l'auraient certainement dit. Or ce n'est pas le cas. C'est pourquoi il convient de s'en tenir strictement à la convention, acte international qui n'a rien à voir avec une législation nationale. D'ailleurs, nombre de Grecs ont évité de se faire inscrire dans le registre de l'état civil turc, soit pour échapper au service militaire, soit par négligence; la grande majorité d'entre eux n'a même pas vu la nécessité de se soumettre à cette formalité. Pour toutes ces raisons, la thèse grecque conclut pour une interprétation littérale du terme « établi », équivalent, d'après elle, à celui d' « installé »; elle demande donc que tous les Grecs arrivés avant 1918 et installés effectivement à Constantinople soient exempts de l'échange.

Tel est ce différend, dont toute une population anxieuse attend encore, en 1929, la solution. Il concerne, en effet, un nombre considérable de personnes, car l'on compte que si la thèse turque l'emporte plus de cent mille Grecs sur deux cent mille devront quitter Constantinople; tandis que si c'est le point de vue hellénique qui l'emporte, vingt mille tout au plus seront forcés d'émigrer (1).

Quel a été cependant, de façon générale, le résultat de cet exode obligatoire? Il est certain d'abord que, pour les deux pays, la fin de l'échange n'a pas encore signifié la stabilité, la fixation définitive des nouvelles populations. Jusqu'à ce jour en effet, les émigrés ont dû obéir à l'ordre des autorités et s'installer dans les régions qui leur étaient

(1) Désireuse cependant de s'inspirer d'un « avis consultatif » sur le terme établi, la Commission mixte de l'échange porta le différend devant la cour de la Haye, qui jugea que ce mot visait « une situation de fait constituée pour les habitants par une résidence ayant un caractère durable ». Cet avis, ratifié par la commission mixte, n'a cependant pas encore été utilisé du fait que les deux gouvernements se sont entendus pour négocier sur l'ensemble des problèmes qui n'ont pas encore été tranchés. Aucun critérium définitif fixant ceux qui parmi les Grecs de Constantinople sont « établis » ou non, n'est donc encore entré en jeu.

fixées. C'est-à-dire que nombre d'entre eux ont été dirigés dans des endroits qui ne leur convenaient nullement. C'est pourquoi l'échange proprement dit a été suivi à son tour par un mouvement des plus sensibles des populations échangées à l'intérieur de leur nouvelle patrie. Parmi les émigrés les uns, comme les intellectuels, ont voulu vivre dans les centres, les autres dans des régions plus fertiles ou mieux adaptées à leurs connaissances. C'est pourquoi, il se passera de nombreuses années encore avant que les dernières souffrances suscitées par ce déracinement unique dans la vie des peuples, aient été effacées. Au point de vue économique, l'échange des populations s'est traduite donc, de part et d'autre, par un important déficit dans la production. Mais il est certain aussi qu'au point de vue politique l'exode réciproque des minorités en Grèce et en Turquie a constitué la meilleure des mesures pour le rétablissement de l'ordre et de la paix dans l'est méditerranéen. Certes, il aurait été préférable que le conflit des races, des nationalités et des religions eut été tranché dans un idéal de concorde et de fraternité entre toutes ces populations si inextricablement mélangées. Les passions et les faiblesses humaines ne l'ont point voulu. Au lieu donc de persévérer dans ce qui n'était peut-être qu'une chimère, la volonté générale a finalement préféré le divorce intégral à un mariage mal assorti depuis des siècles. L'heure de la séparation pour incompatibilité d'humeur avait sonné et cette solution, quelque douloureuse qu'elle ait été, facilitera très certainement la régénération du Proche-Orient. Jusqu'à ce jour, de fortes minorités parlaient grec en Turquie et turc en Grèce, et la mésentente provenait de ce que l'on ne se comprenait pas. Cette fois-ci, à l'exception des groupements grecs de Constantinople et tures de Thrace occidentale qui ne sont pas soumis à l'échange, une ligne de démarcation des plus nettes a été tracée entre les uns et les autres. Les Grecs sont ici, les Turcs sont là. De cette façon les chrétiens n'auront plus à se plaindre d'entraves, ni les musulmans d'être soumis

à des exactions. Il n'y aura plus de maîtres et plus de rayas, plus de race dominante, plus d'éternels vaincus. Les minorités, sous leur ancienne forme de groupements puissants, ayant disparu, il n'y aura plus au sein de la même nation cette compétition effrénée, ce chaos de prétentions contradictoires, ce heurt d'idéaux opposés, cette guerre sourde entre religions diverses, cette concurrence de race aux qualités différentes. Jusqu'à ce jour, la plupart des torts reprochés aux Turcs étaient en fonction de la structure même de leur Etat. Pour gouverner et dominer de fortes minorités inassimilables, ils s'étaient vus dans la nécessité d'user des dogmes de l'Islam dans leur plus grande rigidité. Dès maintenant, seuls dans leur propre patrie, ou du moins n'ayant en face d'eux que des minorités numériquement faibles, ils peuvent interpréter plus largement, sans risque aucun les mêmes concepts. L'échange des populations aura donc eu cette conséquence profonde d'aider à rendre possible et faciliter en Turquie, le sort du libéralisme. En Grèce, il a offert l'avantage d'augmenter l'unité et l'homogénéité nationales. Il a donc constitué la garantie d'un avenir plus rassurant pour les populations orientales.

Le triomphe de la Turquie kémaliste eut également un effet des plus profonds sur les destinées de l'Eglise-mère de l'orthodoxie, soit selon le vocable consacré la « Grande-Eglise du Christ ». Bien que le patriarcat œcuménique qui la dirige n'ait pas joué dans le monde un rôle aussi influent que la papauté et le califat, il représentait cependant en Orient, jusqu'à la fin de la guerre d'Asie Mineure, une force spirituelle et politique que l'on ne pouvait négliger. Les Turcs eux-mêmes avaient laissé subsister cette institution byzantine. Au lendemain de la prise de Constantinople, Mahomet II, dans un esprit de large tolérance, avait désigné le patriarche comme le chef non seulement religieux, mais aussi civil de la nation vaincue. Cet acte généreux eut d'importantes conséquences, car, depuis cette époque, les Grecs irrédimés

ou non n'ont cessé de considérer le prêtre revêtu de cette haute dignité comme la personnification même du souvenir de leur empire disparu; à leurs yeux, non seulement il sauvegardait les saintes doctrines de leur Eglise, mais maintenait les anciennes traditions de Byzance, perpétuait la mémoire d'un passé glorieux et symbolisait même l'espoir en la victoire finale de la « grande idée » du panhellénisme.

Le foyer de cette puissance patriarcale est situé près des rives de la Corne d'Or, dans un des quartiers les plus reculés de Stamboul, le Phanar. En cet endroit s'élève, entouré de maisons grecques, le palais du chef de l'orthodoxie. Il n'a rien toutefois de l'aspect d'un Vatican. Une construction banale en bois, avec un étage en encorbellement à la grecque, de larges corridors d'une simplicité de cloître, des galeries à parapet semblables à celui des couvents du Mont Athos, de grandes salles à plafonds bas lambrissés de mosaïques à fond d'or dans le goût byzantin, telle est la demeure du chef hiérarchique de l'Eglise orthodoxe. Mais, dans cette maison d'apparence rustique et dans la petite église qui lui fait face, ont été conservés, intacts jusqu'à ce jour dans leurs moindres détails, la liturgie, les offices de l'ancienne Eglise byzantine. Cette cour ecclésiastique, qui réunit encore les charges les plus élevées de la religion orthodoxe, vit ainsi en grande partie d'après les règles des sept premiers conciles œcuméniques; les cérémonies sont encore celles du cinquième siècle et, au jour des grandes fêtes, dans l'église du Phanar, lorsque les vénérables *papas* se prosternent devant l'iconostase dorée, au milieu d'un nuage d'encens et dans l'éclat de leurs somptueux ornements, au chant d'hymnes séculaires et sous le regard figé des saints en extase peints à larges fresques le long de la nef, l'on peut très exactement se représenter la physionomie d'un office à Sainte-Sophie, du temps de Justinien.

Le patriarcat œcuménique n'est cependant plus à cette heure que l'ombre de son ancienne grandeur. Les sultans

lui avaient accordé une sorte de juridiction non seulement religieuse, mais civile, sur tous les chrétiens orthodoxes de l'empire ottoman. De ce fait, à mesure que ce dernier s'amplifiait par la conquête, la puissance du Phanar grandissait à son tour et finissait par s'étendre sur toute la péninsule balkanique jusqu'aux Carpathes et en Hongrie, sur toute l'Asie Mineure et l'Égypte. Elle se développait en somme parallèlement avec les succès de la cause turque. Mais, à aucun moment, le patriarche n'oublie qu'il est, en quelque sorte le successeur de Commène et des Paléologue et qu'il personnifie, à Constantinople, le maintien des droits historiques de la race grecque. C'est pourquoi il s'efforce, sur toute l'étendue de sa juridiction, d'implanter contre le slavisme, contre le « roumanisme » la prépondérance hellénique. Cette erreur eut des conséquences désastreuses pour l'Eglise de Constantinople. Car, à mesure que les Turcs perdaient pied en Europe, les nations reconstituées s'émancipaient aussitôt de la tutelle politique du Phanar et proclamaient, en même temps que leur indépendance, leur autonomie religieuse. Le principe des nationalités se retourna contre le patriarcat à tel point qu'à cette heure encore existent côte à côte quinze Eglises autocéphales, depuis celle de Russie qui s'est émancipée déjà au xvi^e siècle jusqu'à celles de Chypre et d'Antioche et celle enfin, récemment constituée, de Pologne. Et le lien qui les unit est devenu des plus lâches; tout au plus le patriarcat garde-t-il dans la hiérarchie une certaine suprématie morale, une sorte de primauté d'honneur; les diverses Eglises lui notifient encore, par exemple, la nomination de leur chef, — seul acte rappelant l'ancienne unité de juridiction. De son côté, il leur fait parvenir chaque année l'huile sainte, le « chrême » destiné à la confirmation. Encore, l'Eglise bulgare, excommuniée, est-elle privée de cette libéralité... Bref, tandis que l'esprit de Rome est resté essentiellement universel, celui du Phanar a connu les frontières et les différences de race.

La dernière guerre d'Asie Mineure ne fit qu'aggraver l'amoindrissement de la puissance patriarcale. Pendant toute cette campagne, en effet, le Phanar, tout pénétré de la « grande idée » de l'hellénisme contemporain, agit exactement comme si la Turquie allait sombrer à jamais. C'est ainsi qu'en plein territoire turc le patriarche Mélétiós IV pria ouvertement pour la victoire des Papoulas et des Hadjiannesti. Monté sur une automobile portant les armes de Byzance, soit l'aigle bicéphale noire sur fond or, on le vit se multiplier d'une église à l'autre; non sans éloquence, il exalta les hauts faits des armées helléniques, ordonna des quêtes en faveur des héros du front, dénonça les méfaits des Turcs. A son tour, son entourage tout entier appuya la croisade. Si bien que, lorsque les troupes helléniques s'avancèrent, au cours de l'été 1922, jusqu'à Tchataldja, en Thrace orientale, les prélats phanariotes, pleins d'une émotion sacrée, annonçaient déjà l'ascension de Constantin, fils de Georges, au trône du dernier empereur de Byzance, Constantin XI Paléologue.

La situation du Phanar apparut donc des plus tragiques au lendemain de la victoire turque. Le patriarche œcuménique était d'ailleurs resté, depuis la prise de Constantinople en 1453, un chef non seulement religieux, mais aussi civil, une sorte de vice-roi, ou mieux de président de république, représentant en quelque sorte la nation vaincue auprès du sultan; il dressait l'état-civil des Grecs ottomans, réglait selon des lois particulières les actes principaux de leur statut personnel. Le Phanar possédait ses propres tribunaux, ses écoles et même le droit d'intervenir auprès des pouvoirs politiques turcs. C'est pourquoi la Turquie nouvelle qui venait de proclamer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, s'empressa de plaider, au cours des négociations de paix, la suppression d'un état de choses qu'elle estimait dangereux pour ses propres destinées et contraire à la notion moderne de la souveraineté de l'Etat. Ismet pacha demanda à Lausanne le transfert du patriarcat hors des frontières de Tur-

quie. Toutefois, les alliés insistant et des compensations ayant été offertes sur d'autres questions, le chef de la délégation turque renonça finalement à cette exigence. Turcs et Grecs s'entendirent alors pour admettre que le patriarcat devait se dépouiller de toutes ses attributions politiques, civiles et administratives, pour ne remplir désormais que des fonctions spirituelles et religieuses. De la sorte, les Grecs qui acceptaient de se soumettre à ce nouvel ordre de choses y gagnaient de ne pas voir le chef de leur religion quitter l'ancienne ville des Basileus; et les Turcs, qui consentaient à n'édicter aucune restriction en matière spirituelle, y trouvaient l'avantage de ne plus posséder une forteresse hellénique au cœur de leur pays.

Mais, depuis que les clauses du traité de paix ont amoindri de la sorte les prérogatives du Phanar, intrigues et polémiques des plus affligeantes pour toute la chrétienté n'ont cessé de se dérouler dans son sein, ramenant la pensée aux époques les plus sombres de l'histoire byzantine. C'est d'abord, en juin 1923, la brusque irruption, en plein Phanar, de quelques centaines de manifestants, Grecs de Galata qui, effrayés sans doute de la prochaine arrivée des kémalistes et se réclamant de leur qualité de citoyens turcs, viennent manifester contre le patriarche Mélétiós, auquel ils reprochent son activité militante en faveur de l'hellénisme. Ils malmènent les prêtres, brisent les meubles, insultent leur souverain spirituel, s'efforcent même de l'entraîner hors du Phanar, tandis que des gendarmes français accourus sont obligés de protéger contre son propre troupeau le chef de l'Eglise orthodoxe.

Cette manifestation eut, quelques jours après, dans une église de Galata, une contre-partie héroï-comique, réédition des scènes homériques du *Lutrin*. Ecclésiastiques, laïques, chantres, épheures, partisans et adversaires de Mélétiós en viennent aux mains et, si les in-folios sacrés ne jouèrent pas, ce jour-là, le rôle de projectiles, les hauts bonnets n'en roulèrent pas moins sur le parvis, au milieu de lambeaux de

redingotes et de soutanes. Mais cette situation ne pouvait durer. C'est pourquoi, après avoir excommunié ses adversaires, Mélétios IV prenait le chemin de l'exil en se retirant dans la cité des vieux monastères, chapelles et ermitages byzantins, au Mont Athos. Le digne prélat n'avait cependant fait que prendre un congé de trois mois, sans donner aucunement sa démission.

C'est alors qu'entre en scène le Papa Eftimi. Appartenant à ce groupe de chrétiens d'Asie Mineure qui, vivant depuis des siècles aux côtés des Turcs, ont fini par être saisis par la même croyance nationale que ces derniers, ce pope avait réussi à organiser en pleine Anatolie une nouvelle Eglise orthodoxe, non point grecque, mais turque. Grand, sec comme un anachorète, barbu comme un patriarche, coiffé du haut bonnet cylindrique dit *calimafki*, vêtu du *rasso* ou soutane à manches très amples, cet ecclésiastique se présente un beau matin d'octobre au Phanâr, dans le but de régler la situation ambiguë où se trouve l'Eglise du fait que son chef, bien qu'à l'étranger, n'a point renoncé à sa charge. L'aspect de ces lieux sacrés ne l'intimide guère et, dès qu'il y pénètre, faisant foin de toute onction, de toute retenue ecclésiastique, il se conduit en démon déchaîné. Flanké d'acolytes bien armés, il ne cache pas son irritation. Il houscule les huissiers, donne des ordres impératifs aux moines effarés, ouvre les portes et le voilà bientôt, animé d'une sainte colère, dans la grande salle des séances du Synode, où les métropolitains sont justement réunis. Il leur enjoint alors, sous la menace de revolvers, de proclamer immédiatement la déchéance de Mélétios : ce que les pauvres prélats s'empressent aussitôt d'accepter.

De nouvelles élections sont ordonnées, et Mgr Grégoire, métropolitain de Kadikeuy, diocèse de la banlieue asiatique de Constantinople, est désigné comme patriarche. La fureur de Papa Eftimi, qui espérait sans doute être élevé à cette dignité, ne connut cette fois-ci plus de bornes. Evitant de participer au baisement officiel qui succède à la cérémonie, il s'empresse,

le jour même, d'adresser au nouvel élu, qu'il accuse d'être comme ses prédécesseurs un instrument de la Grèce, une lettre méchante et hautaine l'engageant à se démettre de ses fonctions. Puis, le lendemain, dès la première heure, il applique méthodiquement un plan satanique. Aidé de quelques sbires, il ose pénétrer une seconde fois jusque dans la salle du Saint-Synode et en chasse l'un après l'autre tous les vénérables prélats. « Allez en Grèce! clame-t-il, c'est le pays qui vous convient!... » Et ce disant, il assène lui-même un tel coup sur la nuque du métropolite de Nicée qu'il envoie rouler le vieillard dans le grand escalier d'entrée. A son tour, le métropolite de Silivri reçoit de sérieux horions tandis qu'affolés par la frénésie diabolique de ce Frère Jean déchaîné les autres occupants du palais patriarcal vident les lieux. Papa Eftimi est maître de la place, et, devant les journalistes accourus, il déclare qu'il va « donner satisfaction à la République » en faisant procéder à une nouvelle élection.

Les autorités turques, auxquelles les métropolites chassés ont fait appel, donnent cependant l'ordre à l'Anatolien de sortir du Phanar. Ce qu'il fit en tapinois, en pleine nuit, mais pour reprendre la lutte de plus belle dès le lendemain. Réfugié dans une église de Galata, dite Panaghia Castiano, qu'il transforme en une sorte de fort et qui tour à tour est prise et reprise par les amis et les ennemis du Phanar, Papa Eftimi continue à sommer Grégoire VII de « laisser le soin de diriger l'Eglise à ceux qui ne sont pas politiquement compromis ». Le patriarche répond en frappant le pape d'interdit et en le dépouillant de tous ses titres ecclésiastiques.

Sur ces polémiques affligeantes viennent se greffer toute une séquelle de procès moyenâgeux, du pape contre Grégoire pour diffamation, d'une éphorie de Galata contre le pape, du pape contre deux journaux grecs et même contre un organe turc. Pendant ce temps, bien qu'excommunié, Papa Eftimi, pris d'un grand zèle liturgique, dit la messe

soir et matin. Et dès lors, les incidents ne cessent de se produire. Un jour, c'est une femme du monde qui, enflammée d'un saint courroux, interrompt les litanies du pape en s'écriant : « Cet homme n'a pas le droit d'officier!... » Une autre fois, ce sont deux jeunes plaisantins, qui, armés de ciseaux, s'efforcent, en pleine église, de lui couper la barbe qu'il a longue et fleurie. Or, aux yeux de tout l'Orient, la simple disparition de ces abondantes touffes eût été pour notre pape le dernier des affronts. Sans barbe, il eût été comme Samson sans cheveux. C'est pourquoi, sous la menace de l'acier barbicide, se mit-il à pousser des clameurs frénétiques... dont le premier effet fut de faire aussitôt lâcher prise aux deux jouvenceaux qui courent encore. La frayeur que Papa Eftimi ressentit en ces tristes circonstances ne contribua point cependant à l'assagir. Lors du décès du vénérable Grégoire VII, questionné par un journaliste turc sur les impressions qu'il ressentait, il répondit sataniquement : « Le patriarche a bien fait de mourir... Que les démons accompagnent sa dépouille... ».

La désignation du successeur de Grégoire VII, Constantin VI mit le patriarcat dans une situation plus grave encore. En effet, né en Anatolie, le nouveau chef de l'Eglise orthodoxe était *ipso facto* soumis à l'échange des populations. Or, le traité de Lausanne ne contenait aucune stipulation quelconque exceptant qui que se soit de cet échange. Tout au plus ce traité reconnaissait-il le Phanar comme foyer de l'Eglise orthodoxe. Quoi qu'il en soit, la Commission mixte de l'échange se vit obligée de reconnaître que le patriarche Constantin Araboghlu réunissait toutes les conditions requises pour être soumis à l'échange des populations. C'est pourquoi, dans la nuit du 29 au 30 janvier 1925, un télégramme du ministre de l'intérieur à Angora ordonnait au vali de Constantinople d'appliquer sans délai, à l'égard de Constantin VI, la convention de l'échange et de procéder à son éloignement immédiat hors des frontières

de Turquie. Les dispositions nécessaires sont immédiatement prises par les autorités et, dès quatre heures du matin, des détachements de police cernent les bâtiments du Phanar où règne d'ailleurs la tranquillité la plus parfaite. Le chef des forces policières, Ismaïl Hakki bey, avertit alors l'un des portiers qu'il voulait voir le patriarche. Ce dernier fit répondre qu'il ne pourrait recevoir ses visiteurs qu'au milieu de la matinée. L'officier, ayant alors insisté pour être reçu aussitôt, fut introduit auprès du chef de l'Eglise orthodoxe. En apprenant l'identité de son visiteur, le patriarche parut troublé, mais ne se départit pas un seul instant de son calme et de sa dignité. Après s'être excusé de le déranger de si bon matin, Ismaïl Hakki bey fit part de sa mission : « J'ai reçu l'ordre de mon gouvernement de vous informer qu'étant soumis à l'échange des populations, vous devez quitter ce matin même Constantinople. » Comme Constantin VI s'étonne d'une mesure si prompte, il lui est répondu que toutes les facilités lui seront offertes pour son départ.

Le patriarche fait à la hâte ses valises et, comme les employés de la caisse ne sont pas encore à leur poste, les quelques métropolitains présents se cotisent pour lui remettre le viatique nécessaire, une centaine de livres turques. Puis une auto mise à sa disposition le transporte jusqu'au commissariat de police de Stamboul. Ayant déclaré vouloir se rendre à Salonique, un passeport lui est aussitôt délivré pour cette destination. A neuf heures, la voiture fait halte devant la gare de Sirkedji. Constantin VI prend place dans un compartiment de wagon-lit et, quelques minutes plus tard, le train emporte le souverain de l'Eglise d'Orient vers sa nouvelle patrie.

L'expulsion de Constantin VI mit un instant en danger l'institution séculaire autour de laquelle les Grecs s'étaient constamment groupés depuis la chute de l'empire byzantin. On se demandait même si le gouvernement d'Angora n'allait pas rendre la vie impossible au patriarcat oecuménique et amener peu à peu, comme pour le califat, sa disparition.

L'émoi fut intense dans le monde grec (1). Cependant, au grand déplaisir de Constantin VI réfugié à Salonique qui déniait aux gens de Phanar le droit de traiter la question en dehors de lui, les métropolites du patriarcat entamèrent des négociations avec le gouvernement turc qui leur donna finalement l'assurance de ne pas expulser ceux d'entre eux qui n'étaient pas soumis à l'échange. Une seule solution parut alors possible : la démission de Constantin VI et l'élection d'un nouveau patriarche. Après de pressantes démarches, le prélat exilé consentit enfin à se sacrifier dans l'intérêt général. Et quelques semaines plus tard, le métropolite de Nicée, Mgr Georgiadès, non soumis à l'échange des populations, était proclamé patriarche sous le nom de Basile III.

Quoi qu'il en soit, le Phanar sort très amoindri des vicissitudes qui l'ont accablé au cours de ces dernières années. Rien n'est moins solide que les nouvelles bases sur lesquelles il s'appuie au sein de la République turque. L'Eglise de Constantinople n'est plus d'ailleurs celle qui autrefois pouvait braver Rome et dont l'autorité s'étendait sur des millions de chrétiens. Certes, elle conserve encore sa prééminence spirituelle, sorte de primauté d'honneur sur toutes les autres Eglises orthodoxes. Mais elle n'a plus derrière elle, comme autrefois, une grande Russie mystique, un tzar chrétien prêts à lui offrir aide et protection. Bien plus, avec ce retour de querelles qui ne sont pas sans rappeler celles du Bas-Empire et qui durent encore (2), avec ces passions politiques qui se sont emparées d'elle comme une fièvre, l'Eglise de Constantinople a perdu une part importante de sa force et de son prestige. La disparition complète, ordonnée par le traité de Lausanne, de toutes les prérogatives civiles et profanes du Phanar n'a fait d'autre part qu'augmenter cet amoindrissement. De l'ancien patriarcat,

(1) Le cabinet d'Athènes recourut même à la Société des Nations, mais retira sa plainte quelques semaines plus tard.

(2) Papa Eftimi occupe toujours, à Galata, une église grecque et ne cesse de se dresser contre le Phanar.

il ne reste plus maintenant que l'ombre d'une ombre. L'ancien conseil laïque a été dissous. Les dignitaires civils, qui étaient aussi nombreux que ceux de la cour romaine et appartenaient à d'anciennes familles grecques ayant rendu service à l'Eglise et à la Porte, sont supprimés. En effet, quel rôle pourrait jouer désormais le « grand logothète », par exemple, dont la tâche était d'accompagner le patriarche aux audiences données par le sultan ? (1) La « Grande Eglise du Christ », l'Eglise mère est d'ailleurs devenue l'une des plus petites Eglises orthodoxes par le nombre des fidèles. Le patriarche œcuménique, dont les prédécesseurs commandaient à plus de quatre cents évêques et dont la juridiction englobait des empires, n'a maintenant plus d'autre communauté que celle de la centaine de milliers de Grecs autorisés à rester sur les rives du Bosphore. Angora a, d'autre part, donné l'ordre de supprimer sur tous les meubles et immeubles du Phanar les armes de Byzance. L'aigle bicéphale qui se trouvait sculptée sur la façade même de l'église du Phanar a été recouverte d'une simple icône. Et c'est l'effondrement de tout un passé glorieux, l'agonie de tout un monde.

Les réformes de Mustapha Kemal, entre autres l'adoption du code civil suisse, vont enfin donner, dès 1926, une physionomie toute nouvelle à la question des minorités non musulmanes en Turquie. Tour à tour, en effet, les Juifs, les Arméniens et les Grecs vont se désister spontanément des droits spéciaux que le traité de Lausanne leur avait reconnus, pour compenser le fait que la législation civile turque était encore étayée, en 1923, sur des bases islamiques.

(1) Le dernier grand logothète, Stavraki bey Aristarki est mort en août 1925, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. On peut dire qu'avec lui est disparu le dernier des *phanariotes* ! Héritier d'une famille qui a joué un rôle très important dans la vie du peuple grec et dans le gouvernement de l'empire ottoman, il exerçait ses fonctions depuis près d'un demi-siècle. Aucun successeur n'a été désigné et la charge peut être considérée en fait comme abolie.

On se souvient que sous l'empire ottoman et jusqu'à la guerre mondiale, les minorités constituaient en Turquie des communautés existant complètement en dehors de la société turque et musulmane et fortement organisées sous la direction de leur patriarcat ou de leur rabinat. C'est ainsi que tous les droits concernant, par exemple, le mariage, la tutelle, l'adoption, les successions étaient régis par des dispositions particulières en dehors de la législation officielle de l'Etat. Et ce privilège se comprenait parfaitement puisque les lois ottomanes en vigueur n'étaient nullement affranchies des dispositions du Chéri et qu'il ne pouvait s'agir d'appliquer les préceptes du Coran à des populations chrétiennes.

On se souvient cependant que les alliés avaient accepté à Lausanne que les patriarches orthodoxes grec et arménien, ainsi que le grand rabbin fussent dépouillés de tous leurs privilèges politiques, civils et administratifs. Toutefois, la législation de la Turquie nouvelle s'inspirant encore, à l'époque, du droit religieux musulman, les grandes puissances proposèrent, et la Turquie accepta, que diverses clauses relatives au statut personnel et familial des minorités fussent inscrites dans le traité. De là les articles 37 à 45 de cet acte international. L'article 42 stipulait entre autres « que le gouvernement turc agréé de prendre à l'égard des minorités non-musulmanes, en ce qui concerne leur statut familial ou personnel, toutes dispositions permettant de régler ces questions selon les usages de ces minorités ». Et il ajoutait :

Ces dispositions seront élaborées par des commissions spéciales, composées en nombre égal de représentants du gouvernement turc et de représentants de chacune des minorités intéressées. En cas de divergences, le gouvernement turc et le conseil de la Société des nations nommeront d'un commun accord un surarbitre parmi les jurisconsultes européens.

Il restait donc en somme à régler pratiquement, sur la base formulée par cet article, les dispositions relatives au

statut familial et personnel des minorités non-musulmanes de Turquie. Mais, comme nous l'avons vu, dès le lendemain du traité de Lausanne toutes les anciennes conceptions juridiques, politiques et sociales qui se trouvaient à la base de l'empire ottoman ont été définitivement écartées par le nouveau régime républicain. Le système théocratique a disparu. Le cheik ul islamat a été supprimé. Comme source de droit, le Chéri ne concerne plus qu'un passé révolu, et la République turque est devenue complètement laïque.

Dans ces conditions, les relations entre la majorité turque et les minorités non-musulmanes se présentaient sous un tout autre aspect. Et cela d'autant plus que le code suisse, finalement adopté, était applicable à tous les citoyens, quelle que fussent leur race et leur religion. C'est pourquoi il était tout naturel que Juifs, Arméniens et Grecs ne voyant plus la nécessité de posséder des lois particulières se désistassent des droits que leur reconnaissaient les articles inscrits sous le titre « Protection des Minorités » dans le traité de Lausanne (1). Le gouvernement turc fit savoir en réponse qu'il faisait droit à cette revendication. C'est ainsi que l'unité de législation fut finalement réalisée en Turquie à l'égard de tous les citoyens du pays, sans distinction de race et de religion. L'événement était d'importance, puisqu'il signifiait la fin de ce système vicieux qui faisait de chaque minorité un groupe distinct, jouissant d'une organisation spéciale, et presque d'une existence autonome. Désormais, plus de communautés vivant à l'écart les unes des autres en raison de leur individualité trop prononcée! Plus d'Etats dans l'Etat, de « nations » dans la nation! Des sentiments nouveaux de confraternité, d'entente, de collaboration pouvaient désormais lier les divers éléments de ce pays.

(1) Certes, les articles du traité de Lausanne auxquels les minorités ont renoncé leur procuraient le bénéfice d'une certaine protection internationale. Mais cet avantage n'aurait été que théorique, du moins pour une longue période encore. C'est pourquoi on ne peut qu'approuver les communautés juive, arménienne et grecque d'avoir préféré finalement à un appui illusoire la sauvegarde réelle que doivent leur accorder les lois du pays qu'elles habitent.

Ce serait cependant une erreur de croire que l'adoption et l'application du code civil suisse et le renoncement au droit des minorités de la part des Juifs, Arméniens et Grecs aient fait disparaître du jour au lendemain ces conflits irritants nés de l'opposition des religions et des civilisations. C'est ainsi qu'un certain antisémitisme s'est manifesté pour la première fois en Turquie. Cependant, parmi les minorités ethniques de Turquie, la communauté juive est certainement celle qui a toujours été la plus docile et la plus loyale à l'égard des gouvernements qui se sont succédé dans le pays. Et cela se comprend aisément. Car depuis l'an 1492 où, chassés d'Espagne, ils se réfugièrent à Constantinople, Salonique, Smyrne ou autres villes, les juifs de Turquie purent, jusqu'à l'heure actuelle, mener une vie large et facile, exempte en tout cas de tous les sévices que subirent leurs coreligionnaires dans les autres pays du monde. C'est ainsi que dans l'exercice de son culte, dans l'emploi de sa langue, l'espagnol, dans ses coutumes, la minorité juive ne fut jamais inquiétée. Ne donnant jamais motif de plainte, elle reçut même peu à peu certains privilèges et garanties. Elle constitua une « nation » dans le sens où ce mot était entendu jadis en Orient, c'est-à-dire un groupement ethnique ayant à sa tête un organisme religieux, dans l'espèce le grand rabbinat, possédant des prérogatives semblables à celles du Phanar ou du patriarcat arménien. Cette « nation » cadrerait d'ailleurs fort bien avec la pensée ottomane, qui ne s'opposait nullement aux manifestations de certains particularismes dans le cadre de l'empire. D'autre part, pas plus par ses aspirations que par son importance numérique, elle n'apparut aux Turcs comme un danger d'Etat. Aucune grande puissance ne s'intéressait à elle et toute « megalidea » lui était étrangère. De ce fait, ses sentiments se trouvaient des plus conformes à ceux de l'élément turc. Bref, toutes ces circonstances, jointes à leur intelligence naturelle et à leur goût du travail, permirent aux juifs de Turquie de se créer une situation importante, spécialement dans le

domaine des affaires. Dans les banques, à la Bourse, dans le commerce et l'industrie, ils finirent par jouer un rôle de plus en plus prépondérant. Et le moment vint où, après avoir hérité des places laissées vacantes par la tragédie arménienne et le départ des Grecs, ils furent vraiment les maîtres incontestés de l'économie nationale, l'élément le plus riche, le plus influent du pays.

Cependant, dès la fin de la guerre d'indépendance, les frictions commencent. Le judaïsme adapté à la formule ottomane se heurte à une doctrine nouvelle, dont le mot d'ordre est la Turquie aux Turcs. Le turquisme est né, et son but n'est autre que de constituer dans le cadre des frontières nationales une collectivité entièrement homogène. Or, les juifs de Turquie possèdent leur propre idiome, l'espagnol; leur culture est toute latine et occidentale et leur activité même est spéciale en ce sens qu'elle se manifeste sur le seul terrain économique. On voit le conflit. La Turquie nouvelle demandait en somme aux juifs du pays d'entrer véritablement dans son sein, de se fondre en elle, de s'assimiler, tout comme l'ont fait les juifs d'Occident à l'égard des pays qu'ils habitent. Sans refuser de répondre à cette invite, le judaïsme turc se trouvait cependant dans l'impossibilité de s'adapter immédiatement à ces exigences. Car un groupement ethnique ne peut du jour au lendemain, sans risque de dissociation, changer ses habitudes linguistiques, spirituelles, intellectuelles et économiques. Bref, pour la première fois depuis bien longtemps, les relations se tendirent entre juifs et Turcs.

Un certain antisémitisme fut donc de mode. La presse de Stamboul se mit à reprocher au judaïsme turc de rester étranger à l'idéal national et de ne pas participer au développement intégral du pays. Le *Vakit* alla jusqu'à déclarer que « tant que les juifs limiteront leur activité dans le pays à faire le commerce, les Turcs ne pourront les considérer que comme un élément étranger ». Et le journal d'ajouter que la minorité juive devait aussi servir la nation

dans le domaine intellectuel en collaborant à la pensée turque. Un incident vint ensuite causer une colère profonde dans certains milieux turcs et une vive émotion dans la communauté juive. En mars suivant, le bruit se répandit qu'à l'occasion des solennités de Madrid destinées à commémorer la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, un groupe d'israélites de Constantinople aurait envoyé à l'Espagne un message dans lequel ils parlaient de leur attachement à l'égard de leur ancienne patrie. Stupéfaits, les milieux juifs s'empressèrent d'adresser à Angora des protestations de loyalisme, tandis que la presse turque stigmatisait par des articles acrimonieux les coupables de cette complaisance. Certains journaux s'exprimèrent même avec une violence inouïe, jusqu'au jour où l'inexistence du message hispanophile fut clairement démontrée. Mais il y eut mieux encore; en avril, deux députés, Bessim Atalai bey et Mehmed Vasfi bey, montèrent à la tribune de la grande Assemblée pour dénoncer « le péril juif ». Le dernier demandait même de « nationaliser la Bourse » et de suivre une politique définie « contre les juifs ». Il convient cependant d'ajouter que le ministre des finances s'éleva au nom du gouvernement contre ces tendances agressives. « Si la communauté juive, déclara-t-il, est capable et active, elle le doit à ses qualités innées et héréditaires. La seule chose qui nous reste à faire est de suivre son exemple et de travailler autant qu'elle. » Interrogé de son côté, Ismet pacha manifesta toute sa sympathie à l'égard des juifs turcs, « élément fidèle et utile », et désapprouva nettement cette campagne antisémite.

Ces circonstances décidèrent cependant la minorité juive à accélérer son adaptation aux exigences du nouveau régime. La première mesure prise consista à changer la langue d'enseignement dans toutes les écoles israélites de Turquie. Jusqu'à ce jour, le parler usité par la communauté était resté, comme nous l'avons dit, un langage espagnol qui rappelle en grande partie le pur castillan du quinzième siècle, mais un peu abâtardi. Comme cet idiome n'a aucune

valeur internationale, le français lui avait été peu à peu substitué dans toutes les écoles juives. Or, sur la demande du gouvernement d'Angora, la langue d'enseignement de tous les établissements scolaires israélites sera désormais le turc. Et déjà cette réforme se fait graduellement. Chaque année, une classe nouvelle utilise exclusivement la langue nationale, et bientôt le turc sera définitivement imposé à la jeunesse israélite. Le judéo-espagnol est de ce fait définitivement condamné; il disparaîtra peu à peu de Constantinople et de Smyrne, comme il a déjà disparu de Bucarest, Belgrade et Sofia, où les juifs espagnols ne parlent et ne connaissent que de moins en moins leur ancienne langue et emploient presque exclusivement le roumain, le serbe et le bulgare comme langue maternelle. Quant au français, cette réforme a bien entendu diminué ses positions en Turquie. Il perd de la sorte une clientèle de plus de huit mille jeunes gens. On peut le regretter. Mais il est bien certain qu'aucun reproche ne peut être adressé à la communauté juive, à laquelle tout commandait de s'assimiler enfin la langue nationale.

Une autre réforme a concerné la réorganisation du grand rabbinat sur le principe de la séparation des pouvoirs temporel et spirituel. Cette institution suprême du judaïsme turc, tout comme le Phanar, ne pouvait plus, en effet, conserver sa forme archaïque. Ses anciennes prérogatives étaient devenues incompatibles avec les principes de laïcité admis par la République. Désormais, son activité se bornera au seul domaine religieux, aux questions rituelles, au culte : bénédiction des mariages, circoncision, abattage, pain azyrne, etc. Par contre, les écoles, les hôpitaux, les œuvres de bienfaisance deviendront autonomes et ne relèveront plus que de la communauté. Le grand rabbin lui-même, tout comme le patriarche oecuménique ou le grand mufti, ne jouira d'aucun privilège exclusif. Il a d'ailleurs accepté de moderniser son costume et porte maintenant un costume civil occidental. Bref, toute l'organisation rabbinique s'est rigoureusement adaptée au principe de la séparation de

l'Eglise et de l'Etat, admis dans le statut organique turc.

Enfin, comme nous l'avons vu, les Juifs de Turquie se sont désistés des droits des minorités. En ce faisant, ils ont jugé que les rapports entre l'élément turc musulman et la communauté juive n'était plus qu'une question d'ordre intérieur et que les nouvelles lois républicaines garantissaient mieux que tout document international leurs droits de citoyens.

Cependant, en septembre 1927, un drame sanglant vint troubler subitement une fois de plus les relations entre Juifs et Turcs. Depuis quelques mois, une jeune fille israélite, Elsa Niego, était en butte aux sollicitations d'un certain Osman bey. Ce dernier, âgé de quarante-cinq ans et fils d'un ancien membre du cabinet impérial, Ratib pacha, menait depuis de nombreuses années une vie aventureuse et dissipée. Ancien attaché naval à Londres, il avait d'abord épousé une Anglaise, s'en était séparé, puis s'était remarié en Turquie. Ayant aperçu un jour Elsa Niego sur le vapeur qui fait le service des îles des Princes, il en tomba violemment épris. Dès lors, il ne cesse de l'accabler de ses assiduités. Chaque jour, il la suit, il l'épie. Il lui promet tout, à condition qu'elle réponde à son amour. Mais la jeune fille, bien que flattée d'abord de cette cour incessante, finit pas éconduire notre galant. Bien plus, elle se fiance avec un jeune homme de son âge, un coreligionnaire. Osman bey ne se domine plus. Il profère des menaces de mort, il assaille le fiancé. La famille Niego porte plainte et notre homme est condamné à quinze jours de prison. Mais à peine a-t-il purgé sa peine, qu'il recommence de plus belle. En pleine rue, il renouvelle ses déclarations enflammées. Peine inutile : la jeune fille reste insensible. Il tente alors de l'enlever : deux bravi de Kassim pacha se postent avec une automobile à la porte du bureau où elle est employée. Mais l'embûche est éventée à temps. La police commence une nouvelle enquête. Affolé par la perspective d'une seconde arrestation, Osman n'hésite plus. Il absorbe une forte dose de raki, achète

un poignard et se dissimule dans une rue qu'Elsa Niego doit suivre pour rentrer chez elle. A peine a-t-elle passé, devisant avec sa sœur et sa cousine, qui chaque jour l'encadrent pour la protéger, qu'Osman surgit par derrière et d'un coup de son arme lui tranche la carotide. Elle s'affaisse. Sans se laisser troubler par les cris des deux compagnes, l'assassin saisit encore sa victime par les cheveux, l'étend par terre et l'achève de six coups de poignard dans le ventre.

Le drame se déroula à six heures du soir, à Doghrou-Yol, entre Galata et Péra, en plein quartier juif. Aussi, la réaction de la foule fut-elle violente et spontanée. A coups de poing, de canne, les passants s'acharnent sur le meurtrier qui sanglote près du corps de sa victime. Un cordonnier lui brise son escabeau sur la tête. La police arrive juste à temps pour empêcher une exécution sommaire.

Cependant, après quelques semaines d'un procès palpitant par nombre de péripéties, le tribunal acquitta l'ensemble des israélites arrêtés lors des funérailles. Sans grande importance en eux-mêmes, ces faits n'auraient pas mérité un exposé aussi complet, s'ils n'avaient soulevé de nouveau la question des rapports turco-juifs. Nous avons déjà montré que la communauté juive de Turquie semble bien avoir accepté de ne plus vivre en marge de la société turque. Dans de telles circonstances, quelle est la raison qui, au lendemain des incidents de Doghrou-Yol, a fait surgir une fois de plus les suspicions profondes de l'opinion publique à leur égard? A cette question, la presse turque répond que le pays n'a encore nulle confiance en l'assimilation définitive et sincère de la nation juive. Le *Levant* (Smyrne, 25 août) résume en ces termes la question :

Les israélites ont déclaré qu'ils veulent se turquiser; mais leur attitude jusqu'à ce jour nous fait douter de leur sincérité. Qu'ont-ils fait pour préparer cette assimilation? Ils ne parlent pas turc, leurs enfants ne fréquentent pas les écoles turques; ils font passer leurs intérêts particuliers avant l'intérêt général, ils ne pensent pas en Turcs. Voyez les juifs de l'étranger. En France,

en Allemagne, en Italie, ils parlent exclusivement le français, l'allemand, l'italien. Leurs enfants fréquentent les écoles de leurs pays d'adoption. Rien ne les différencie de leurs concitoyens. Ici, les juifs conservent leurs écoles, leurs associations particulières, leurs clubs. Ils parlent une langue qui n'est même pas celle de leur race. Ils prétendent qu'ils veulent se turquiser, mais ils ne font rien pour cela ou, en tout cas, s'y prennent fort mal, puisqu'ils restent toujours aussi loin de la race turque que par le passé. Au lieu donc de nous berner, qu'ils nous disent carrément qu'ils veulent rester ce qu'ils sont, et nous agirons avec eux en conséquence. Car il ne suffit plus aujourd'hui de se soumettre passivement aux lois, de remplir les obligations qu'elles imposent : il faut parler turc et penser en Turc. Il n'y a pas de place ici pour les récalcitrants... Les juifs n'ont qu'un seul moyen de se montrer des citoyens loyaux : c'est de se turquiser. Ils ont promis de le faire. Le font-ils ? Ni peu ni prou, et c'est ce que nous leur reprochons avant tout.

Tel est le langage que tiennent d'une façon générale les journaux turcs. La communauté juive passablement désorientée par cette attaque estime cependant que son attitude n'a pas cessé d'être correcte à l'égard du nouveau régime. Elle s'est soumise à toutes les exigences de la République et a accepté de s'assimiler la langue et la culture turques. Elle juge cependant qu'il faut lui laisser le temps de s'adapter peu à peu à l'ordre nouveau, c'est-à-dire de former en son sein une nouvelle génération cadrant avec la volonté d'Angora. Les juifs de Turquie veulent être des citoyens comme les autres et faire partie intégrante de la nation. C'est là, pour la Turquie, un événement social important et, pour les juifs espagnols, un tournant décisif de leur histoire.

C'est par une pétition ayant réuni près de neuf cents signatures de l'élite de la société arménienne de Constantinople que les Arméniens grégoriens (1) renoncèrent spon-

(1) A quelques faibles exceptions près, la minorité arménienne en Turquie est réduite, après les massacres, à la seule communauté de Constantinople. Quatre-vingt mille Arméniens grégoriens et dix mille Arméniens catholiques habitent encore la métropole des Détroits.

tanément à leur tour aux droits des minorités prévus par le traité de Lausanne. Cet acte décisif constituera certainement l'une des meilleures garanties d'un avenir de concorde entre Turcs et Arméniens, dans le cadre de la nouvelle République. Cependant, au moment même où ces deux races que, hier encore, séparait un cruel antagonisme, se tendent la main, un projet consistant à diriger sur le Caucase, autour d'Erivan, un nombre considérable d'Arméniens se trouvant à l'étranger, spécialement en Syrie, en Grèce et en Bulgarie, vient d'être imaginé à Genève. Or, ce transfert et cette installation d'un nouveau bloc arménien au Caucase ne sont pas sans soulever maintes questions des plus délicates. Il est certain d'abord qu'au point de vue humanitaire l'entreprise nouvelle, que Moscou favorise d'ailleurs par tous les moyens, constitue un commencement de solution à l'un des problèmes les plus ardues du Proche Orient, l'un des plus importants en tout cas parmi ceux que les grandes puissances n'étaient pas parvenues à trancher au lendemain de la guerre. Mais — se demandent l'opinion et la presse turques — les facilités accordées si subitement par les Soviets aux Arméniens de l'étranger, parmi lesquels sont nombreux ceux qui ont trahi la cause nationale turque et se sont enfuis à l'arrivée des troupes kemalistes, constituent-elles vraiment un sacrifice uniquement consenti au nom de l'humanité? Ne sont-elles pas dictées par certaines considérations politiques visant, par exemple, l'organisation au sud du Caucase d'une masse arménienne anti-turque, docile aux ordres de Moscou? Bref, il convient de relever dès aujourd'hui que le problème de l'installation de forts contingents d'Arméniens au Caucase pourrait bien un jour, en envenimant une fois de plus le problème des minorités en Anatolie, susciter une nouvelle question turco-russe.

Quant à la communauté arménienne catholique, bien qu'elle ait renoncé comme les autres aux droits des minorités elle est agitée depuis une année par une grave querelle.

Les grandes qualités de la nation arménienne sont connues. L'histoire en témoigne à travers les siècles. Mais à ces vertus, à ces talents connus s'ajoute un grave défaut, l'esprit de discorde expliquant en grande partie les malheurs qui se sont abattus sur ce peuple. Les Arméniens le reconnaissent eux-mêmes : divisions, mésintelligences, intrigues, luttes intestines ont eu sur les destinées de leur race les répercussions les plus fâcheuses. Or, le même mal continue à produire ses ravages. En 1871 le patriarche Hassoun, en 1908 le patriarche Terzian étaient déjà entrés en conflit avec une fraction de leurs fidèles, et chaque fois, devant la violence de la lutte, le gouvernement ottoman s'était vu obligé de déclarer ces ecclésiastiques déchus de leur dignité civile.

Cette fois-ci, les Arméniens catholiques se sont fractionnés en deux camps opposés. L'un groupe les libéraux, les laïques; l'autre les conservateurs, les ultramontains. Les premiers estiment que la renonciation aux droits des minorités devrait amener la laïcisation complète des organismes administratifs de la communauté. Ils se prononcent pour la séparation complète du temporel et du spirituel. Ils veulent que les prêtres ne soient pas distraits de leurs fonctions ecclésiastiques par des problèmes d'ordre strictement séculier. Ils affirment enfin que les biens de la communauté ont été mal gérés, et vont jusqu'à parler de dilapidation. Aussi demandent-ils un changement de régime, c'est-à-dire d'abord l'élaboration d'un statut organique cadrant avec les théories modernes de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ainsi qu'avec les principes actuellement en vigueur dans le pays. Comme on le voit, il ne s'agit nullement d'un conflit de caractère religieux, de divergences d'opinions sur des questions dogmatiques. Les libéraux protestataires ne sont nullement des « mangeurs de curés ». Ils se déclarent même bons chrétiens et fidèles enfants du Saint-Siège. La querelle tout entière tient en somme à la question de savoir qui, des laïques ou du clergé, présidera désormais aux destinées

comme à l'administration de la communauté arméno-catholique. Et c'est ainsi que cette dernière, qui se constitua jadis en 1830, sous les auspices de la France, traverse une crise des plus graves et des plus préjudiciables à la chrétienté latine en Orient.

Il nous reste maintenant à expliquer pourquoi la fusion des cœurs et des intelligences que devait produire la nouvelle législation entre les minorités non-musulmanes et les Turcs ne s'est pas encore manifestée de façon sensible. On sait, en effet, combien il est difficile pour un gouvernement de mettre en accord ses actes avec la moindre idéologie, dans un pays où coexistent diverses races, langues et religions. C'est ainsi que, malgré la Constitution qui veut que les Arméniens, les Grecs et les Juifs de Turquie soient considérés comme des citoyens au même titre que les Turcs musulmans, ce principe d'égalité n'a pu jusqu'à ce jour être appliqué à la lettre : les citoyens turcs non-musulmans n'ont pas encore accès à cette heure aux fonctions publiques et aux administrations d'Etat. Bien qu'électeurs et éligibles, aucun d'eux n'est député à la grande Assemblée. Aucun d'eux n'est officier. Ils ne peuvent, enfin, s'éloigner sans autorisation d'une certaine région, qui ne comprenait jusqu'au printemps de 1927 que les limites municipales de Constantinople, mais qui a été récemment étendue jusqu'à Brousse, Yalova, Yakadjik, aux environs d'Ismidt. Et c'est pourquoi il existe encore dans le pays deux catégories de citoyens, aux droits inégaux, les musulmans et les non-musulmans.

Cette discrimination faite entre les citoyens d'un même Etat n'est cependant pas dictée par la différence de religion. Les causes en sont, d'un côté, d'ordre moral; de l'autre, d'ordre économique. Voyons d'abord les premières. Les Turcs musulmans, qui seuls ont lutté pour l'indépendance du pays, restent encore très fortement sous l'impression de la lutte tragique livrée en Anatolie. Ils n'ont pas oublié non

plus l'attitude prise à cette époque par divers milieux des communautés non-musulmanes. Certaines trahisons les ont rendus méfiants. Et dans cet état d'esprit, ils ne considèrent pas encore comme étant d'une sincérité indiscutable les manifestations orales de civisme des minorités. Ils veulent des preuves plus réelles, montrant que Grecs, Arméniens et Juifs sont devenus de cœur et d'âme, à l'égard de la Turquie, de véritables citoyens.

Les causes d'ordre économique qui creusent encore un fossé entre musulmans et non-musulmans découlent de l'ancien système étatique qui était jadis à la base de l'empire ottoman. Sous les sultans, le Turc qui communiait dans la foi du Prophète constituait en somme dans le pays la race maîtresse et dominante. De ce fait, certaines fonctions spéciales lui étaient réservées. C'est ainsi que le Turc fut avant tout le « gardien » du pays. Il fut d'abord le soldat, le seul soldat de cet immense empire qui s'étendait de l'Adriatique au golfe Persique, du Caucase à la Tripolitaine. Il fut ensuite le fonctionnaire (le seul également à quelques exceptions près) de ce vaste Etat : le vizir, le vali, le kaimakam, le collecteur d'impôts, le douanier, le gendarme, le pompier, l'agent de police... Tandis que dans les campagnes le gros du peuple reste agriculteur et berger, le Turc des villes est ainsi absorbé pendant des siècles par ces diverses fonctions. La jeunesse de bonne famille, l'élite intellectuelle ne reçoit d'instruction qu'en vue de la carrière militaire ou de l'emploi d'Etat. Les bureaux de la Sublime-Porte sont même encombrés de tous ces budgétivores au point que, vers la fin de l'empire, en 1901, le seul département des conseillers légistes compte 56 adjoints. Et c'est ainsi que, dans leur propre pays, les Turcs musulmans de valeur finissent par être presque uniquement des gens de robe ou d'épée, d'un côté des administrateurs, courtisans, diplomates ou juges, de l'autre des guerriers.

Exclus de l'armée et de l'administration, Grecs, Juifs et Arméniens dirigent tout naturellement leur activité vers

un autre domaine, celui des affaires. Tout les y porte. Leur religion déjà les met plus facilement que les Turcs en rapport avec l'Occident. D'autre part, n'étant ni fonctionnaires, ni soldats, ils ne sont pas habitués, comme leurs compatriotes musulmans, à disposer de prébendes assurées, à compter sur l'Etat. Ils doivent donc pour gagner leur vie prendre des initiatives, hasarder, lutter. Ils deviennent ainsi commerçants, boutiquiers, comptables, banquiers, assureurs, commissionnaires, agents de change. A ce métier, d'ailleurs, Grecs, Juifs et Arméniens acquièrent une expérience et une habileté remarquables, et plus encore qu'autrefois ils se trouvent être les intermédiaires obligés de toutes les sociétés étrangères qui, dès le siècle dernier, se fondèrent en Turquie. Ils possèdent maintenant des capitaux. Ils se lancent à leur tour dans des entreprises. Avec le développement du machinisme, ils créent des usines, si bien qu'à cette heure encore les minoteries de la région de Constantinople sont hellènes dans la proportion de 80%. Au cours du **xx^e** siècle, enfin, tandis que la jeunesse turque musulmane participe à toutes les guerres de l'empire, ils conquièrent la meilleure part dans l'artisanat. Certains métiers même deviennent si bien leur apanage presque exclusif que, lors de la révolution de 1908, le président de la Chambre, Ahmed Riza bey, qui tenait absolument à faire ouvrir le coffre-fort du parlement par un ouvrier turc, dut finalement s'adresser à un serrurier arménien.

Bref, au début du **xx^e** siècle, ce sont les communautés non-musulmanes qui disposent presque intégralement de l'économie du pays. Elles seules font le commerce avec l'étranger, possèdent des capitaux, sont représentées à la Bourse. Et finalement, alors que l'empire vermoulu se désagrège et que fonctionnaires et officiers turcs sont de plus en plus mal payés, elles seules s'enrichissent.

La révolution de 1908, les guerres qui se déroulent de 1909 à 1922 augmentent encore cette différence de condition entre musulmans et non-musulmans. Car, tandis que

ces événements n'affectent que dans une légère mesure le monde des métiers et des affaires qui, avec la paix, conserve tout son outillage et tous ses moyens, ils constituent une catastrophe terrible pour les fonctionnaires de tous genres et les officiers de tous grades répartis dans l'empire. Par milliers à la fois ils abandonnent la Tripolitaine, la Macédoine, la Thrace orientale, la Syrie, la Mésopotamie, la Palestine, l'Arabie. Du jour au lendemain, ils se voient privés de tout moyen d'existence. Le Trésor, qui les nourrissait la veille encore, a disparu. Sans connaissances spéciales, déformés par la vie de camp ou de bureau, tous ces serviteurs de l'empire se trouvent, eux et leurs familles, dans une effroyable détresse.

Une grande partie de la jeunesse turque musulmane, au lendemain de la guerre d'indépendance, tombe à son tour dans une situation semblable. Elle ne peut plus songer à exercer, comme les générations qui l'ont précédée, et dans les mêmes proportions, les anciennes fonctions dans le cadre de l'Etat; d'autre part, elle est des plus mal armées pour se créer par elle-même de nouveaux moyens d'existence. C'est alors que, dès 1924, un mouvement d'opinion s'inspirant du turquisme et appuyé par la presse de Stamboul et d'Angora commence à dénoncer l'emprise trop considérable que les minorités, par suite d'un enchaînement fatal de faits historiques, ont acquise sur l'économie turque. Un mot d'ordre se répand : place aux Turcs musulmans dans le monde des affaires, dans le domaine de la banque, de l'industrie et du commerce. Jugeant dangereux pour l'avenir de la République le contrôle trop absolu de la vie économique du pays par les communautés non-musulmanes, les dirigeants d'Angora ne restent pas insensibles de leur côté à cet appel. Les autorités s'efforcent donc, dès 1925, de faire une place au soleil aux jeunes musulmans. Le problème ne se pose d'ailleurs presque uniquement qu'à Constantinople. Cette ville, qui est la seule du pays où, en vertu du traité de Lausanne, les minorités ont été admises

à rester en masse, continue à être en effet, malgré le changement de capitale, le grand centre d'affaires du pays. C'est là que fonctionnent encore, avec un personnel presque entièrement composé de Grecs, d'Arméniens et de Juifs, tous les magasins et bureaux représentant des firmes européennes, toutes les grandes entreprises étrangères d'assurances, banques, navigation, commerce, toutes les sociétés concessionnaires d'un service public, électricité, gaz, quais, tramways. Sur un ordre de la direction du commerce de la ville, ces établissements sont obligés de fournir une liste complète de leurs employés. Puis l'ordre leur est transmis d'admettre dans leurs services, et dans un délai donné, du personnel musulman dans une proportion de 50 %. Ce changement est d'ailleurs facilité par un fait qu'à la même époque Angora promulgue une loi imposant l'emploi de la langue turque à toutes les sociétés étrangères pour leurs opérations, contrats, correspondances, comptabilité, tenues de livres. Et c'est ainsi que finalement, et pour la première fois, les Turcs musulmans purent pénétrer en masse dans les entreprises étrangères de finance, industrie et commerce, dans les cercles d'affaires de leur pays.

Dans le domaine technique, cependant, la Turquie nouvelle n'a pu surmonter aussi facilement les difficultés nées de l'ancienne division des métiers. Nombre de ceux-ci n'étant pas exercés par des musulmans, le départ des artisans grecs et arméniens de l'Anatolie priva une grande partie de ce pays de toute une catégorie de spécialistes s'adaptant aux diverses branches de l'activité humaine. Or, bien que cherchant maintenant à gagner sa vie dans tous les domaines sur lesquels les minorités juive et chrétienne avaient jadis mis la main, la génération musulmane actuelle n'a pu improviser certaines professions manuelles et mécaniques, qui demandent de l'expérience et des traditions. C'est pourquoi, malgré l'interdiction qui les visait, nombre de Grecs et d'Arméniens, ouvriers et contremaîtres, ont été finalement autorisés à se rendre à Angora pour participer comme menui-

siers, forgerons, briquetiers, etc., à la construction de la nouvelle capitale.

Cependant, un fait certain est que la jeunesse musulmane turque s'intéresse de plus en plus à la technicité, au commerce et aux affaires. Elle désire davantage qu'autrefois gagner sa vie, non dans le fonctionnarisme, mais dans le travail productif. Le goût de l'action, du mouvement l'a prise. Bien entendu, elle n'est pas encore au niveau du développement scientifique et technique de l'Europe et souffre de ce fait d'une crise d'adaptation. Mais les efforts qu'elle déploie peuvent fort bien la conduire rapidement au but qu'elle vise. Et déjà l'on peut entrevoir le jour où l'équilibre sera établi entre musulmans et non-musulmans sur le terrain économique.

Mais, en attendant, l'entrée en masse des Turcs musulmans dans le domaine du commerce, de l'industrie et de la finance porte un coup dur aux minorités qui en avaient jusqu'ici l'apanage. « Toute une population vit à Constantinople, écrivait récemment un journal de Stamboul, comme un îlot que les flots de la masse turque battent continuellement ». Le fait est qu'un premier groupe de Grecs, d'Arméniens et de Juifs, ayant dû céder leur place, sont partis déjà pour d'autres rivages. Un second lot, ne sachant ni lire ni écrire la langue nationale et craignant la concurrence des Turcs musulmans, s'apprêtent à leur tour à plier bagage. Cependant, la grande masse reste encore attachée à cette terre par d'innombrables liens d'intérêt et d'habitude. Des milliers de propriétaires auxquels la situation financière actuelle interdit de vendre facilement leurs biens immobiliers, sont rivés à Constantinople. Mais il se peut fort bien qu'un jour la prospérité nouvelle des Turcs musulmans ayant acquis la science des affaires, les élimine à leur tour. La situation des minorités paraît donc des plus difficiles. Elle peut même devenir à son tour tragique... Une solution héroïque consisterait pour les minorités à se jeter dans les bras de leurs compatriotes musulmans, à communier entièrement dans

le turquisme, à parler, lire et écrire la langue officielle, à abandonner leur particularisme et à ne plus faire état ouvertement de leur caractère ethnique. C'est d'ailleurs ce que la communauté juive, la plus souple, a parfaitement compris; à tel point que l'un de ses représentants pouvait déclarer dernièrement à Angora : « Si dans dix ans nous ne sommes pas Turcs, vous pourrez nous chasser ». Mais les Arméniens, mais les Grecs? Ces derniers surtout se fondront-ils jamais, dans la mesure où le voudront les Turcs musulmans, dans l'unité politique et nationale? La question se pose, laissant les uns sceptiques, les autres confiants... Disons simplement ici qu'un processus de mélange d'éléments raciaux dissemblables destiné à n'en former qu'un seul bloc homogène constitue, en Orient surtout, une opération des plus difficiles, exigeant plusieurs générations. Pour la réussir en Turquie, des liens moraux indissolubles doivent être insensiblement forgés entre musulmans et non-musulmans. Des unions matrimoniales par exemple peuvent déjà les rapprocher, les rendre solidaires les uns des autres. Enfin, l'Etat lui-même peut grandement contribuer à une union plus intime entre les communautés islamiques, juives et chrétiennes en étant pour toutes, par sa justice, une force attractive. Mais surtout une volonté commune, patriotique, se manifestant au-dessus des questions de race, de religion et de langue, doit se répandre. Car c'est par elle seulement qu'il existera de véritables citoyens turcs. Et sous son égide, la jeune République ne craindra plus d'appliquer dans toute leur ampleur les principes d'égalité absolue qui sont à la base de la constitution.

CHAPITRE X

L'ISLAM REPUBLICAIN

LE SENTIMENT NATIONAL ET LE SENTIMENT RELIGIEUX. — LA LAICISATION DE L'ÉTAT. — BOULEVERSEMENT DE COUTUMES SÉCULAIRES. — L'IGNORANCE, LE MÉPRIS D'INTELLECTUALITÉ DU VIEIL ISLAM. — LE PÈLERINAGE DE LA MECQUE. — LA VIE MODERNE ET LES ANCIENNES PRESCRIPTIONS ISLAMQUES. — LA TRANSFORMATION DU RAMAZAN. — MODERNISATION DES MANIFESTATIONS RELIGIEUSES. — EMPLOI D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE DANS LES MOSQUÉES. — LE MONDE MUSULMAN ET ANGORA. — LA CROIX ET LE CROISSANT. — LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA TURQUIE ET L'ISLAM. — LA FIN DU PANISLAMISME. — LES NATIONALISMES ORIENTAUX. — LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DE L'ORIENT. — LA TURQUIE ET L'EUROPE.

Lorsque la révolte kurde éclata, la façon dont le peuple turc allait se comporter devant les insurgés armés non seulement de fusils, mais de Corans, était l'une des inconnues les plus graves de la situation. On pouvait craindre, en effet, que ces bandes de rustres fanatisés avançant au nom de Allah pour rétablir la loi religieuse ne fussent l'objet d'un accueil bienveillant de la part de certains milieux de la population turque, restés encore attachés aux traditions islamiques. Cependant, ce ne fut pas le cas. Dès que l'insurrection tenta de s'éloigner de son foyer d'origine, elle se heurta à une résistance presque instinctive du pays entier. A tel point que si le cheik Saïd réussit, au nom de la religion, à entraîner des peuplades à demi-sauvages, il n'arriva pas à circonvenir le moindre citadin, le moindre paysan turc. Partout le sentiment national l'emporta sur le sentiment religieux. Les cités organisèrent d'elles-mêmes leur défense

et ce furent de simples milices locales et non des contingents de l'armée régulière qui repoussèrent les insurgés sous les murs d'El-Aziz. La nation turque unanime se raidit devant le danger. Les manifestations de loyalisme à l'égard d'Angora furent générales. Tous les corps constitués exprimèrent au chef de l'Etat leurs sentiments de fidélité. A Constantinople même, l'on vit d'un côté la jeunesse universitaire jeter l'anathème aux insurgés et de l'autre les hamals se déclarer prêts à verser leur sang pour la nation. Bref, il n'y eut qu'une voix dans le pays pour refuser de faire du Coran, du drapeau vert et du Chéri, c'est-à-dire de la foi, une arme contre la République. Devant les menaces de réaction religieuse un front national unique s'organisa. Partout le civisme des masses triompha sur le vieil esprit de l'Islam. Dans ce sens l'insurrection kurde a fait fonction d'une excellente pierre de touche. Elle a permis de constater de façon nette et précise que le peuple turc a cessé d'offrir comme autrefois un terrain propice aux manifestations extravagantes du fanatisme oriental et religieux. Par son attitude, le peuple turc s'est opposé à tout soulèvement contre Angora au nom de l'Islam. La voix publique s'empressa de dénoncer comme de véritables traîtres à la patrie tous ceux qui, au nom de la foi, tentaient de renverser la forme actuelle de gouvernement. Cet état d'esprit se traduisit en outre par une manifestation probablement unique jusqu'à ce jour chez un peuple musulman : le gouvernement ne craignit pas de proposer à l'Assemblée l'acceptation d'un projet de loi considérant comme crime de lèse-patrie toute action tendant à exploiter politiquement les sentiments religieux du peuple. Et c'est là un événement d'une portée considérable.

L'attitude de la République à l'égard des choses de la foi, c'est-à-dire à l'égard de l'Islam mérite d'ailleurs plus que jamais de retenir l'attention. Jadis en 1909, les Jeunes Turcs parlaient bien de laïciser l'Etat; mais ils entendaient aussi ne point toucher à la moindre tradition ou croyance

islamique. En fait, comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre, le *Chéri*, soit la loi religieuse, a toujours eu, jusqu'au régime actuel, le pas sur la Constitution, c'est-à-dire sur la loi civile. Par contre avec la Turquie nouvelle, la tendance est exactement le contraire : le régime actuel impose la Constitution au Chéri. Et c'est là un véritable travail d'Hercule. On sait, en effet, que l'Islam, contrairement au christianisme, ne se contente pas seulement d'une mission purement spirituelle, mais constitue toute une législation profane qui réglemente selon des rites spéciaux, les moindres actes de la vie humaine et jusqu'à la façon de s'habiller, de se coiffer et même de se laver. Dans ce sens, son royaume est essentiellement terrestre. Or, Angora ne craint pas de rejeter tout ce fatras de prescriptions dogmatiques relatives à la vie pratique. C'est pourquoi, chaque jour amène au profit de la loi civile un accroc aux dispositions du Chéri. La mise au point, à l'occidentale, des anciens codes pénaux, civils, commerciaux, les réformes judiciaires, les lois nouvelles sur le statut familial, la propriété foncière et cent décrets divers comme celui accordant aux femmes le droit de fréquenter librement la société des hommes, échelonnent sans cesse cette marche ininterrompue en avant. A tel point que si cette progression se poursuit encore une dizaine d'années, les manifestations du peuple turc dans la vie ordinaire ne différeront plus guère des nôtres.

Ce bouleversement continu de coutumes séculaires nées cependant de motifs religieux prouve nettement que la République turque tente dans une certaine mesure de s'arracher à l'Islam. La formule peut paraître excessive à quiconque n'a pu prendre contact avec la Turquie nouvelle au cours de ces deux dernières années. Elle n'en est pas moins strictement exacte. Questionnez au hasard un Turc moyen, un patriote : il n'hésitera pas à vous déclarer que la religion musulmane ne doit plus être pour le pays cette pierre d'achoppement où sont venues se briser au cours

des âges toutes les tentatives de progrès. Vous pourrez même en trouver qui ne vous cacheront pas qu'à leurs yeux tous les malheurs de la Turquie viennent en première ligne de l'Islam, du fait que, grâce à ce dernier, le peuple a oublié pendant des siècles son idéal national. Autrefois, d'ailleurs, les dirigeants se voyaient forcés de considérer l'Islam sous l'angle de la raison d'Etat : il était le ciment nécessaire à la collectivité turque pour lui permettre de garder en face des minorités chrétiennes solidement constituées son homogénéité et son particularisme. Mais, dès 1919, avec la chute de l'empire ottoman, dès 1923 surtout avec l'échange des populations, cette conception n'a plus de raison d'être. L'unité ethnique rend alors inutile toute intransigeance religieuse. Une mystique nouvelle, si je puis dire, le patriotisme turc, remplace entre les citoyens les attaches de la foi. Et désormais les dogmes de l'Islam peuvent perdre impunément de leur rigidité, sans danger aucun pour la Turquie nouvelle.

Si le sentiment national est devenu assez puissant pour permettre le relâchement des liens de la foi entre les individus, il a de même porté insensiblement tous les nouveaux patriotes à considérer la religion comme une affaire personnelle et de pure conscience. A cet égard, l'attitude de la presse turque, dès l'avènement de la République, est des plus symptomatiques. C'est ainsi qu'à chaque occasion, elle mène campagne pour dénoncer l'immixtion de la foi dans les questions d'ordre politique, mais aussi pour demander l'avènement d'une ère où la liberté de conscience sera complète en Turquie et où personne n'aura le droit de se mêler des actes et des pensées d'autrui au nom de la religion. Rien d'étonnant dans ce sens à ce que la grande Assemblée ait pu décréter cette mesure des plus révolutionnaires, de faire traduire officiellement le Coran en langue turque vulgaire, par une commission spéciale. Celle-ci a été également chargée d'assaisonner le texte de nombreux commentaires à la portée du peuple. Et la mentalité actuelle

laisse clairement entrevoir dans quel sens sera faite cette exégèse coranique. Il s'agit de montrer à la nation que le livre du Prophète ne concerne plus dans maintes de ses parties, qu'un passé depuis longtemps révolu, que nombre de ses chapitres ne peuvent plus être appliqués et qu'il est nécessaire de tenir compte désormais de l'évolution des temps. L'incompatibilité entre les sciences modernes et les lois musulmanes doit disparaître. Jusqu'à ce jour, toute tentative d'accommoder certains dogmes de l'Islam et certains principes de la civilisation occidentale n'a abouti qu'à de détestables compromis. Toute conciliation est impossible. On ne peut conserver certaines traditions coraniques et adopter la culture européenne. Il convient donc une fois pour toutes à renoncer à ces casuistiques tortueuses qui, en s'efforçant de conjuguer des principes opposés, ne font qu'aggraver le mal. Et c'est pourquoi la franchise s'impose : le livre du Prophète ne peut plus servir de code social pour les rapports entre les hommes.

Certes, il ne s'agit pas de répudier l'Islam comme croyance. La République turque le conserve au contraire comme foi en quelque sorte nationale (1). Mais elle veut aussi que nul ne soit inquiété pour ses convictions quelles qu'elles soient. En somme, la Turquie nouvelle paraît tendre à garder l'Islam comme patrimoine spirituel et religieux seulement, soit comme mystique réglant les rapports entre Dieu et sa créature. Mais elle entend aussi adopter pour les relations entre les hommes, c'est-à-dire pour les rapports sociaux, toutes les données de la science moderne. Elle renonce de la sorte à l'Islam comme inspirateur de politique, de justice, de règles d'hygiène et de système d'éducation; elle le renie dans la mesure où les prescriptions qu'il contient contrecarrent les nouvelles idées républicaines et l'esprit moderne. Elle rompt en somme avec

(1) A noter toutefois que la constitution actuelle ne parle pas de l'islamisme comme religion d'Etat.

l'Islam comme institution sociale, mais se refuse en même temps à l'abandonner comme doctrine religieuse.

Ainsi, la République turque tient à faire cesser l'incompatibilité profonde existant entre la loi religieuse basée sur le Coran, les paroles du Prophète, les sentences des quatre premiers califes, et les exigences d'un état moderne s'inspirant des théories scientifiques sur l'univers. Elle demande pour cela que l'Islam fasse toutes les concessions nécessaires à l'idéal nouveau, de manière à écarter tous les anciens conflits entre la foi et la vie pratique, entre le dogme et la raison, la lettre et l'esprit, toutes contradictions qui, à ses yeux, ne signifient plus que déchéance et empêchent tout relèvement. Bref, elle veut échapper à l'étreinte connue, dont la force a fait dire à maint orientaliste que l'Islam est incapable d'évolution normale, d'adaptation aux idées modernes. L'un des meilleurs connaisseurs du monde musulman, lord Cromer écrivit même un jour : *On ne peut réformer l'Islam. C'est-à-dire que l'Islam réformé, ce sera autre chose.* La Turquie nouvelle résoudra-t-elle cette énigme? Rien ne sert ici à ratiociner. La réponse ne pourra être donnée que dans dix ou vingt ans. Mais rien n'empêche d'affirmer jusque là qu'une volonté collective nouvelle est née dans ce pays avec la République, et que ses manifestations font entrevoir pour la première fois dans le domaine des possibilités, la perspective d'un rapprochement moral, intellectuel et social profond entre la Turquie et l'Europe

L'une des plus importantes conséquences de la révolution à laquelle préside Mustapha Kemal a donc été d'écarter la doctrine musulmane, basée sur le Coran, de tout domaine qui ne concerne pas spécialement celui de la foi. Mais, par un contre-coup auquel les dirigeants d'Angora n'ont peut-être jamais songé, toutes ces réformes ont fini par influencer la religion elle-même. Ce que l'on peut déjà qualifier d'Islam républicain n'est plus celui de l'empire ottoman ou

des autres pays musulmans. Une autre foi moins rivée aux dogmes, aux croyances strictes, aux superstitions et plus attachée aux principes, à l'esprit qu'à la lettre, se substitue sans bruit à l'ancienne. Et ce nouvel Islam tend chaque jour davantage à écarter les anciens conflits entre la religion mahométane et la vie pratique, c'est-à-dire à s'adapter aux idées modernes.

A vrai dire la société turque musulmane attendait cette réforme depuis longtemps. Car sous le règne des anciens sultans la doctrine de Mahomet avait fini par s'immobiliser dans l'ignorance la plus extravagante, dans l'obscurantisme le plus méprisable. Des centaines de hodjas illettrés, instruits en dehors de toutes les théories scientifiques de l'univers, avaient dénaturé l'islamisme. Incapables de lire et par suite de comprendre le Coran, ils avaient fini par échafauder une religion basée sur une cosmogonie enfantine, dépourvue de toute saine théologie et confite des plus basses crédulités. Toutes les superstitions les plus irréconciliables avec le mouvement intellectuel du monde moderne s'y donnaient libre cours. Les démons, les esprits infernaux, les djinns, la magie, la sorcellerie, en constituaient toute la mystique. Quoi qu'il en soit, ces croyances absurdes et cent autres semblables ont fini par se retourner contre le vieil Islam. Ce dernier s'est en somme condamné lui-même par sa propre ignorance, son incuriosité spirituelle, son mépris de toute intellectualité.

Ainsi, le premier effet de la révolution kémaliste sur la religion a été de pousser le peuple turc à se détourner de tout un fatras de sornettes et superstitions grossières. En même temps, la tendance s'est manifestée dans la République de faire de l'Islam une religion libérale, individualiste et plus profondément spirituelle. Plusieurs articles parus dans la presse ont nettement indiqué ce désir de donner à la foi musulmane plus d'envergure philosophique comme plus de vie intérieure, plus de ferveur intime, de lui rendre enfin comme le dit l'un d'eux « son immatérialité perdue

sous le poids de sots préjugés ». Notons à ce sujet qu'à propos du pèlerinage de la Mecque (1), l'un des meilleurs publicistes d'Angora, le député de Kars, Aghaoglou Ahmed bey a relevé également ces nouvelles aspirations vers une croyance plus épurée. Voici comme il décrit les sentiments dans lesquels le Turc accomplira désormais son pèlerinage, « Le Turc continuera d'aller à la Mecque, écrit-il, mais il ne veut pas en revenir plus fanatique, plus ignorant et le cerveau plus pétri de superstitions. Il veut en revenir l'âme plus haute, le cœur purifié, en homme qui connaît le monde et dont l'expérience s'est formée par son commerce avec toute l'humanité. En baisant la Pierre noire, il éprouvera la sensation d'embrasser non pas un morceau de pierre venu du ciel, mais un emblème sacré de toutes les traditions de toute l'histoire de la religion. En puisant l'eau du puits de Zemzem, il la considérera non comme un remède à tous ses maux, mais comme représentant une communion avec tout ce que signifient la religion qu'il vénère et les personnalités sacrées qui l'ont instituée. En courant entre les monts Merwa et Çafa, il ne cédera pas à la superstition de chasser le démon et de faire absoudre ses péchés; mais il sera ému par le souvenir de tout ce qu'ont souffert, entre ces deux montagnes, le Prophète et les saints pour une foi, une conviction, une loi. Enfin, en tournant sept fois autour de

(1) L'avènement de la République a naturellement marqué la fin des « pèlerinages officiels » à la Mecque, tels que les organisa la Sublime-Porte jusqu'à la guerre mondiale. On sait d'ailleurs que l'autorité des sultans-califes ottomans sur toute cette région de l'Arabie fut de tout temps plus nominale et fictive que réelle. La Mecque comme Médine étaient alors gouvernées par des émirs, choisis le plus souvent parmi les descendants du Prophète, et la Sublime-Porte se voyait obligée de composer avec eux. C'est ainsi que la « caravane sacrée » qui chaque année partait de Scutari d'Asie pour transporter jusqu'à la ville sainte des tapis symboliques destinés à revêtir la Kaaba était également chargée de gagner les bonnes grâces de ces seigneurs locaux par de nombreux cadeaux qui n'étaient que de vulgaires bakchiches. C'était là une manière détournée de faciliter le pèlerinage. La dernière de ces caravanes officielles fut celle qui quitta les rives du Bosphore au printemps 1914. Conduite par le père d'Enver pacha, elle ne put cependant dépasser Damas. La guerre mondiale venait d'éclater.

la Kaaba, il ne le fera pas avec la superstition de contourner un édifice où habite Dieu, mais il se rappellera que c'est dans ce même monument que l'unité divine a remplacé le polythéisme. Voilà ce que le Turc fera savoir aux nations musulmanes et le véritable culte divin qu'il fera revivre. »

Cet article lui ayant attiré quelques critiques et blâmes de la part de certains religieux, Aghaoglou Ahmed bey répondit par un second écrit dans lequel il montra que la foi musulmane, après avoir brillé du plus vif éclat s'était laissée peu à peu envahir par l'ignorance, le fanatisme et les superstitions. « L'islamisme a subi une éclipse au point de ne plus inspirer la vertu », poursuit-il. « Or une nation résolue à se relever doit en même temps songer à sauver sa religion qui est le plus puissant et le plus efficace des facteurs moraux et sociaux. La religion est le fondement de l'éducation sociale. La nation turque doit donc la sauver et en faire une source de qualités et de vertus ». Bref, il est évident qu'il existe, dans la République, un véritable désir de régénérer l'islamisme, en l'empêchant d'abord de rester un jouet entre les mains d'ignorants et d'illettrés, en le situant au-dessus des passions et des intrigues, en lui insufflant enfin une nouvelle vie.

Cet Islam républicain cherche en outre à adapter le culte musulman à l'évolution des mœurs, à simplifier certaines obligations sacramentelles et faciliter ainsi aux fidèles l'exercice de leurs devoirs religieux. C'est pourquoi, il ne craint pas de s'attaquer courageusement à maintes prescriptions rituelles que l'on pouvait fort bien concevoir et appliquer du temps du Prophète, mais qui ne cadrent plus avec la civilisation actuelle. On sait par exemple que le musulman prie à cette heure encore selon une réglementation vieille de treize siècles. Cinq fois par jour, le musulman doit prier et pour ce faire, se mettre chaque fois en état de pureté légale. Il doit d'abord se laver le visage, puis les mains et les avant-bras jusqu'aux coudes; il passe ensuite la main droite mouillée sur la tête, puis il se lave les pieds...

Or, toutes ces ablutions pouvaient se dérouler sans aucune incommodité du temps où les fidèles portaient l'ample robe orientale et allaient en sandales. En ces temps-là, les musulmans n'avaient pas cinq fois par jour à enlever des souliers, des chaussettes, des jarretelles, un col, une cravate, et à retrousser des manches de chemise. Or, dans les conditions de la vie moderne, avec l'habillement à l'occidentale qu'a imposé la République, il est matériellement impossible d'exécuter par le menu toutes ces pratiques sacramentelles. Il en est de même de toutes les postures successives et prolongées qu'exige la prière, de toute la gymnastique rituelle qui, cinq fois par jour, entraîne une perte de temps considérable. A vrai dire, depuis longtemps déjà, il devenait évident que les simples prières quotidiennes, les *namaz*, ne pouvaient être observées dans toutes leurs complications. Lorsque les Turcs étaient courtisans, fonctionnaires, officiers, soldats ou paysans, de pareilles pratiques pouvaient se supporter encore; devenus commerçants, artisans, techniciens, employés, il leur est impossible de les exécuter. En fait la nouvelle génération turque ne s'astreint plus aux prières que la religion musulmane impose cependant de façon rigoureuse à ses fidèles. Déjà, dans le programme des écoles, dans les règlements d'administration, dans les tribunaux, les casernes, la République, contrairement aux régimes précédents, ne tient plus compte des heures des *namaz*. De même, les prosternations isolées jadis si fréquentes en public, ont presque disparu. Dans les mosquées, à l'exception des jours de fête et du mois de *Ramazam*, les temples d'Allah sont vides. Et la raison en est moins d'une impiété quelconque que l'impossibilité évidente de plier les exigences de la vie moderne à des pratiques religieuses aussi absorbantes.

La transformation du *Ramazam*, c'est-à-dire du jeûne musulman de la durée d'un mois lunaire, en reste d'ailleurs un exemple frappant. Certes, il paraît bien se dérouler

encore, entouré de toutes les manifestations traditionnelles extérieures en honneur depuis des siècles, c'est-à-dire au rythme bruyant des grosses caisses et des coups de canon annonçant aux heures fatidiques le commencement et la fin du jeûne (1). A première vue donc, aucun changement. Mais mêlez-vous à la foule, allez à Stamboul, interrogez les passants : vous remarquerez bientôt que les nouvelles idées qui se manifestent avec la République transforment déjà l'atmosphère particulière qui entourait en Turquie le jeûne musulman.

Le Ramazan actuel a perdu de ce pittoresque, de cette saveur qui émerveillaient encore les voyageurs du siècle dernier. Jadis, la ville entière, à jeun depuis l'aube, attendait au coucher du soleil le signal de rupture du jeûne. L'attente se faisait fébrile dès la fin de l'après-midi. Puis dès le soir, une vie tumultueuse bouillonnait le long des grandes artères de Stamboul et tout autour des mosquées que l'on ornait pour la circonstance de textes coraniques lumineux suspendus entre les minarets. Flûtes et clarinettes, modulant de vieux airs, invitaient les passants à venir contempler les facéties du Karagheuz ou les exploits de quelque lutteur de Roumélie. Des groupes compacts de jeunes gens se pressaient autour des marchands de limo-

(1) Dès l'aube, chaque matin, les coups sourds d'une batterie de grosses caisses, le *davoul*, accompagné de cris gutturaux *Ramazan, Ramazan*, se répercutent de rue en rue. Et les fidèles de se lever pour manger et boire, prendre des forces avant le jour. Cette diane pittoresque a pour but de signaler juste avant l'aube, l'heure extrême à laquelle les musulmans peuvent encore prendre le dernier repas avant le soir. Car, pendant tout ce mois de jeûne, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, les disciples de Mahomet sont astreints à une abstinence complète de nourriture, de boissons, de parfums, de tabac, etc., tandis que la nuit toutes ces interdictions tombent. D'après le Coran, l'aube et le crépuscule qui limitent ce jeûne particulier doivent partir du moment où l'on peut distinguer un fil noir d'un fil blanc. Et c'est le matin, à cet instant précis, que le coup d'un canon posté à Stamboul, sur la place du Sèraskièrat, et imité par d'autres bouches à feu à Scutari, à Rouméli-Hissar, à Kamlidja, à Kavak, donnent le signal d'avoir à se priver aussitôt de toute sensualité. Et le soir, la même canonnade réveillant tous les échos du Bosphore, de la Corne d'Or à la mer Noire, permet, à la seconde même, le retour de toutes les joies terrestres, de tous les plaisirs des sens, de la bonne chère, des amusements.

nades et de « bouza »; les fillettes grignotaient des pâtisseries... La foule restait de la sorte compacte et animée en attendant l'heure du repas matinal. Puis la ville s'endormait pendant la plus grande partie du jour. Ces manifestations certes n'ont pas entièrement disparu. Elles existent encore mais de façon atténuée. Et si la foule met quelque ardeur pour fêter le Ramazan nocturne, c'est en délaissant les vieux plaisirs pour les amusements nouveaux. Le cinéma a remplacé Karagheuz et la jeunesse musulmane quitte le soir Stamboul pour venir contempler à Péra le dernier film à la mode. Les vieilles pièces de théâtre à la turque sont remplacées par le répertoire parisien. Et femmes et maris musulmans n'hésitent pas à venir danser dans les salons du « Péra Palace » ou du « Tokatlian ». Mais à minuit déjà les rues sont désertes. Et dès le matin la vie reprend comme d'habitude. Autrefois chez tous les Turcs, la journée du Ramazan était consacrée à un repos réparateur des fatigues et des plaisirs de la nuit. Les marchands dédaignaient d'ouvrir leur boutique; les écoliers étaient en vacances; les ouvriers chômaient et les fonctionnaires trouvaient également de bon ton de ne rien faire. Bref, la nation entière s'abandonnait pendant tout un mois à une sorte de vie ralentie, des plus pernicieuses pour l'économie générale.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Les Turcs, en effet, tiennent à ne plus se laisser distancer par leurs rivaux dans le domaine économique. C'est pourquoi les magasins musulmans s'ouvrent à la même heure que ceux des chrétiens et des juifs. Le gouvernement lui-même n'a pas voulu que le rythme de l'activité nationale fût ralenti de façon quelconque par le jeûne religieux. C'est ainsi qu'il a prescrit que pendant le Ramazan les fonctionnaires travailleraient comme d'habitude et que la vie scolaire se poursuivrait sans aucun changement. Bref, le vieux Ramazan n'est plus. Un autre, qui suit le courant général des transformations radicales, l'a remplacé. Et c'est le Ramazan républicain, complètement modernisé. Autre signe des temps :

jusqu'en 1926, le début de ce mois de jeûne diurne était fixé par l'observation directe du retour de la nouvelle lune. Pour cela, il était indispensable que deux témoins affirmassent en justice avoir vu la première lueur de notre satellite. En 1927, ce vieil appareil burlesque n'a pas été mis en branle. Pour la première fois, le signal officiel du commencement du mois de jeûne a été donné par l'Observatoire de Constantinople. Les mathématiques ont vaincu la tradition.

Autre détail : les motifs lumineux suspendus d'un minaret à l'autre au moyen d'un jeu de corde, ne sont plus cette année, comme jadis, uniquement inspirés d'un sentiment religieux. Certes on lit encore ici et là, selon les soirs, des « Allah est grand! », « Allah est miséricordieux! », et autres textes coraniques. Mais pour la première fois, se détachent sur le ciel de Stamboul des inscriptions d'un caractère tout social et laïque, comme « N'oubliez pas le Croissant-Rouge », « Versez votre obole à l'aviation », « La souveraineté appartient à la nation », « N'usez pas de l'alcool ».

Quant au jeûne lui-même, il reste encore de façon générale observé en public. Mais pour la première fois en Turquie il n'est plus officiellement imposé. Jusqu'à la fin de l'empire, soit jusqu'en 1922, un firman spécial basé sur le Chéri et paraphé par le sultan, annonçait aux fidèles que le Ramazan allait s'ouvrir et les rappelait au respect strict de l'abstinence; il ajoutait, en terminant, que tous ceux qui manqueraient à l'observation du jeûne religieux seraient punis de peines sévères allant jusqu'à la prison. En 1923, par contre, avec la République, aucune publication n'eut lieu et ce fut déjà la brusque rupture d'une tradition séculaire. Cependant, la paix de Lausanne n'étant pas encore signée. Mustapha Kemal adressa cette année-là un manifeste à l'armée, sollicitant du Tout-Puissant « à l'occasion du mois sacré », bonheur et prospérité pour la patrie turque. En 1924, aucune proclamation officielle, mais l'on vit encore

le ministre de l'intérieur de l'époque, Ferid bey, menacer des anciennes peines quiconque violerait le jeûne. En 1926, particulièrement en province, la police procéda encore à certaines arrestations pour « infractions à la loi religieuse ». Mais aucune autre sanction ne frappa les délinquants. En 1927 enfin, les autorités ont pour la première fois laissé entendre qu'elles n'interviendraient plus, en aucune façon, dans la question du jeûne. Les journaux n'ont signalé qu'un seul incident : l'arrestation, par un policier fanatique, dans une petite ville d'Anatolie, d'un instituteur qui avait fumé une cigarette en plein midi. Le jeûne a cessé en somme d'être obligatoire. Il est devenu facultatif. C'est ainsi qu'au lycée de Galata-Séraï liberté complète a été laissée aux élèves internes de jeûner ou non, selon leur convenance. Or, cinquante seulement sur sept cents ont tenu à suivre les anciennes prescriptions religieuses concernant la privation de nourriture. Et ce détail, plus que tout autre, permet de mesurer la profonde évolution survenue en Turquie depuis quelques années à l'égard des dogmes islamiques.

Quoi qu'il en soit, le vent de réforme qui continue de souffler en Turquie vise tout un lot de prescriptions rituelles que, chaque jour davantage, l'opinion considère comme surannées et incommodes. Des journaux parmi les plus influents vont jusqu'à condamner la coutume d'aller à la mosquée les pieds nus, humides et boueux, (en raison même du mauvais entretien des lieux où le lavage s'opère) ainsi que celle de déposer les souliers enlevés et répandant souvent une odeur âcre et insupportable, à l'endroit même où l'on s'agenouille pour prier. Questionné à cet égard, un religieux n'a pas craint de déclarer qu'il n'y avait nulle impiété de pénétrer dans le saint-lieu avec ses chaussures et de les garder même pendant la prière, à condition qu'elles fussent propres. D'autres articles de presse ont demandé d'installer dans les mosquées des bancs « comme dans tous les établissements de culte du monde ». D'autres ont réclamé

des vestiaires comme conséquence logique de l'adoption des chapeaux. D'autres enfin ont critiqué l'éloignement des femmes de toutes les manifestations spirituelles ainsi que l'absence d'une véritable musique religieuse remplaçant les concerts vocaux trop souvent fantaisistes des « hafiz » et des « softas ». Un hodja nouveau style est allé même, au Ramazan dernier, jusqu'à prononcer ouvertement en turc et non en arabe les prières consacrées. Interviewé par des journalistes, il déclara qu'il était convaincu que si des réformes profondes n'intervenaient pas les mosquées finiraient par fermer faute de fidèles. « J'estime », conclut-il « que tout comme le protestantisme l'a fait dans la chrétienté, l'islamisme doit se dépouiller d'un certain nombre de préjugés et traditions qui ne sont plus de notre époque... » (1)

Comme on le voit, il y a dans cet Islam républicain une imitation sensible de la mentalité et des méthodes européennes. Les adversaires de ces innovations, les champions du vieil Islam l'ont bien remarqué. C'est pourquoi on les vit bientôt reprocher à nos réformateurs de manifester jusque dans la religion le goût des idées occidentales. Mais voici la belle réponse que leur fit Aghaoglou Ahmed bey : « Oui, nous sommes « occidentalistes ». Mais cela signifie-t-il que nous sommes des athées ? Pour répondre à cette

(1) Une commission universitaire a été finalement désignée pour s'occuper des réformes à réaliser dans les pratiques rituelles de la religion islamique. Dans un rapport publié en juillet 1928, elle demande entre autres :

1° D'assurer l'entretien et le confort des mosquées et d'en permettre l'accès sans enlever les chaussures;

2° D'adopter l'usage exclusif de la langue turque pour les prières, les cérémonies religieuses et les serments;

3° De moderniser les manifestations religieuses par l'usage d'instruments de musique et adopter la musique religieuse moderne.

Bref, en Turquie, tous les rites de ce qu'il était convenu d'appeler l'immuable Islam, menacent de la sorte de rapidement évoluer. Peut-être verra-t-on bientôt un musulman de Stamboul ou d'Angora s'en aller à la mosquée comme un chrétien à l'église, et prier tout simplement, en dehors du rythme des ablutions et des postures successives, en un mot, sans ce formalisme extrêmement compliqué qui, dans l'Islam, ne faisait plus de l'oraison qu'un enchaînement d'actes mécaniques

question visitez en Occident l'Allemagne, la France, l'Angleterre et en Orient, l'Arabie, la Perse et l'Hindoustan. Comparez ensuite les manifestations religieuses de ces deux parties du monde. Vous verrez qu'elles sont plus fortes et plus étendues dans la première et par conséquent plus fructueuses. Là, les hommes ne s'égorgent pas pour une vache et au nom de la religion. Ils ne s'injurient pas, ne se poignent pas et ne vont pas dans les temples écouter des préjugés et des calambredaines. La religion n'est pas une arme pour eux, mais une source qui purifie leur âme et leur cœur. Leurs temples sont des lieux de manifestations du développement moral et social. Ceux qui les fréquentent n'en sortent pas avec un sentiment de colère, d'animosité et de haine les uns contre les autres, mais le cœur plein d'humanité, d'affection et de fraternité. Le résultat en est que le fruit de ces biens, de ce respect, de cet aide et de cette solidarité s'étendent à toute la vie ». Jamais, croyons-nous, une plume musulmane n'a dit aussi courageusement sur la religion de pareilles vérités. Et c'est un signe des temps.

Ainsi, la révolution turque ne comporte nullement, comme on le croit trop souvent à l'étranger, une offensive contre la religion. Sur ce point Angora n'a imité en rien le Paris de 1789 ou le Moscou de 1920. Aucun autel n'a été élevé à la déesse Raison et aucun écriteau n'a qualifié l'Islam d'opium du peuple. La raison en est dans le fait que, malgré tout, la religion reste encore en Turquie une force qui, demain, peut être utile pour la cohésion nationale. Les dirigeants, bien qu'animés souvent du plus pur esprit voltairien s'en rendent compte et sagement ne réagissent pas. Cependant, avec l'Islam républicain qui se dégage de la révolution, le Turc a pris à l'égard des autres peuples musulmans une initiative des plus lourdes de conséquences dans le domaine religieux. Or, jusqu'à ce jour, l'Islam a été dominé par la pensée arabe. Sera-t-il dirigé demain par l'esprit turc? Telle est la question qui se pose. Le fait est que déjà nombre de délégués de divers pays musulmans sont

venus à Constantinople et Angora pour étudier les réformes kémalistes et constater leurs effets. Jusqu'à ce jour l'Arabe a fait l'Islam à son image. Verrons-nous à son tour le Turc transformer l'Islam à la sienne? Le résultat pourrait être totalement différent, tant l'antithèse reste grande entre les deux peuples. A l'Arabe idéaliste, imaginatif, casuiste, anarchique, internationaliste s'oppose le Turc réaliste, positif, discipliné, guerrier et patriote. Ces deux Islam ne se ressembleraient guère... mais n'anticipons pas. Constatons seulement aujourd'hui que la Turquie, la première parmi les pays musulmans, s'est arrachée à l'atmosphère médiévale de l'islamisme arabe. Réussira-t-elle cependant dans son effort de rénovation de la pensée musulmane? C'est là le secret de demain.

Mais, en attendant, il n'en reste pas moins que des profondeurs de l'Afrique jusqu'aux confins de l'Asie, tout le monde musulman a les yeux fixés sur Angora comme sur une nouvelle Mecque. Tous les fils du Prophète se rendent compte, en effet, que si les réformes turques réussissent, elles ne signifieront rien d'autre que le bouleversement complet de l'Islam. Tandis que si elles échouent, c'est par contre pour eux tous et pour des siècles encore le retour à l'acceptation des traditions immobiles, au fatalisme, à la vie ralentie. Mais déjà l'exemple de la Turquie met en branle les classes instruites de toute la société islamique. En Egypte, par exemple, où l'aristocratie est turque en majeure partie, un courant profond vient de se dessiner vers une laïcisation progressive. La guerre mondiale a d'ailleurs ébranlé toute la structure morale de l'Orient. En Arabie, l'idéal ascétique protestant du wahabisme a triomphé du relâchement moral des Hachémites. En Perse, le béhaisme chez lequel l'influence de la doctrine du Christ est si manifeste, ne cesse de se propager. Partout l'Islam est en marche. Et l'un des plus grands affranchissements spirituel et moral qu'ait connu le monde s'annonce puissant et irrésistible.

Examinons maintenant la question de savoir si, en réduisant la doctrine du Prophète à une mission toute spirituelle, de pure conscience, en lui interdisant toute ingérence déplacée dans la vie temporelle et profane, ce nouvel « Islam républicain » ne tend pas à se rapprocher de la religion du Christ. Le conquérant de l'Algérie, le général Bugeaud, disait que si l'on faisait bouillir dans la même marmite jusqu'à la fin du monde le musulman et le chrétien, ils ne se mélangeraient jamais. Toujours est-il que jusqu'à ce jour, et même en dehors de la marmite, ils ne se sont jamais compénétrés. L'un et l'autre ont créé deux croyances, deux civilisations, deux idéaux, deux concepts de vie à ce point opposés qu'une barrière infranchissable paraît les séparer à jamais. Or, en somme, pour la première fois, cette muraille de Chine entre deux mondes vient d'être nettement rompue à plusieurs endroits, permettant un contact nouveau entre les disciples du Christ et les fils du Prophète. — Mais ce fait signifie-t-il un pas décisif vers notre religion ? — Nous ne le croyons pas encore, bien qu'on puisse nous objecter le cas d'une apostasie des plus sensationnelles pour quiconque connaît l'Islam. En effet, en 1927, un Turc a publiquement abjuré la foi du Prophète pour celle du Christ, et ce fait n'a pas été sans soulever une sérieuse émotion à Constantinople. Il s'agit d'un certain Hachim, jeune homme appartenant à une riche famille d'origine persane mais naturalisée depuis une génération, et ayant fréquenté la grande école américaine du Bosphore, le Robert College. Etant en outre devenu membre de l'Union chrétienne de jeunes gens (Y. M. C. A.) Hachim se rendit au grand congrès international de cette organisation à Helsingfors. Là, prenant la parole il affirma solennellement que la « lumière de Jésus l'ayant éclairé » il avait embrassé la religion chrétienne et ajouta que nombre de ses compatriotes se sentaient également portés à faire le même acte de foi. Bien entendu, ces déclarations furent vivement prises à partie par divers journaux de Constantinople. L'un entre

autres, le *Yeni-Sess*, fut, sous la plume d'un poète et écrivain des plus connus, Suleyman Nasif bey, d'une rare et sombre violence. Mais bientôt, on put se rendre compte que l'exaltation de ce chevalier de l'Islam n'était nullement l'indice d'un état d'esprit très répandu. Bien au contraire, on put voir qu'avec la République le sentiment national était devenu déjà assez puissant pour permettre entre les citoyens le relâchement des liens de la foi. Le pur Touranien n'a d'ailleurs jamais manifesté au cours de son histoire une nature portée vers un mysticisme quelconque. « Le Turc a la foi faible » dit un proverbe arabe, et la sagesse des nations ne s'est pas trompée. Les fils d'Osman sont des réalistes et des positifs nés. Et si jamais ils ont fait preuve d'intransigeance religieuse, c'est parce que la constitution même de leur empire avec ses communautés diverses les portait à considérer l'Islam sous l'angle de la raison d'Etat. C'est d'ailleurs cette absence même de ferveur religieuse chez le peuple qui nous empêche à croire un seul instant à un succès profond d'évangélisation en Turquie. Le cas de Hachim se convertissant n'est d'ailleurs pas le premier, bien que la loi coranique comporte la peine de mort par lapidation contre tout musulman qui renonce à la foi de Mahomet pour se faire adepte d'une autre religion (1). En 1879, un hodja, Ahmed Tewfik bey qui donnait des leçons de turc à l'ambassade d'Angleterre se convertit au protestantisme. Il fut arrêté, et condamné à mort; puis, sous l'intervention du *Foreign Office*, remis en liberté à condition de quitter le pays et de n'y plus revenir. De même, en 1924, un imam Chemseddine effendi disparut de Smyrne et abjura l'Islam pour la Croix. Le fils d'un hodja de Crète devenu chrétien, est même entré, à Rome, dans les ordres (1). Mais ce sont là

(1) Apostasier signifie donc dans l'Islam se retrancher complètement, à jamais, de sa famille, de sa nation, de sa race. On conçoit donc, dans de telles circonstances, que le musulman soit de façon générale presque inconvertissable.

(2) Ce cas est le plus frappant. Je connais personnellement ce prêtre qui est même apparenté à l'un des hauts fonctionnaires d'Angora et dont je ne puis donner le nom, pour des raisons que l'on comprendra.

des conversions exceptionnelles que l'on ne peut expliquer que par certains miracles de la foi. On nous a cité enfin d'autres cas où l'amour, l'intérêt ont dicté l'abandon de la religion islamique. Des femmes turques parties pour l'étranger ont apostasié en raison de leur mariage. Des jeunes gens sont devenus renégats par l'attrait de situations offertes en Amérique. Des circonstances de famille ont encore rendu chrétiens des enfants nés sous le signe du Croissant. C'est ainsi que les petits-fils d'un des hommes les plus populaires de Turquie, le poète Abd-ul-Hak Hamid bey, ancien ambassadeur à Londres, ex-sénateur, ne sont pas musulmans. Leur père Husséin bey, chargé d'affaires à Washington étant mort, leur mère, une Américaine, les éleva tout naturellement dans sa religion. Il n'en reste pas moins que tous les cas que nous citons, y compris celui d'Hachim, sont isolés et sans influence. Sur quatorze millions d'habitants, dix conversions ne permettent pas de généraliser. Une hirondelle ne fait pas le printemps.

Il convient donc de ne pas se leurrer. Malgré la suppression du califat, la fermeture des écoles et tribunaux coraniques, malgré l'adoption de codes occidentaux, c'est-à-dire de civilisation chrétienne, la Turquie nouvelle ne ressent encore aucun penchant pour notre religion. Jadis certains sultans, comme Mahmoud II, Sélim III dont les mères étaient très probablement chrétiennes, manifestèrent certaines sympathies pour la Croix. Une tradition persistante veut même que le conquérant de Constantinople, Mahomet II, après une entrevue avec le patriarche orthodoxe, ait été sur le point de renier l'Islam. Dans la République, par contre, et chez les dirigeants les premiers, nul fait ne permet de croire à un sentiment favorable quelconque, à l'égard de la religion du Christ. Le vent qui souffle à Angora est nettement voltairien. Liberté de pensée, liberté de critique en dehors de toute tradition, de tout dogme religieux : telle est la foi « nouvelle ». Et dans ce sens, une anecdote reste particulièrement caractéristique. Sitôt après la prise de Smyrne,

à l'issue de la guerre d'indépendance, Mustapha Kemal revint à Angora où une réception en son honneur avait été organisée. Au milieu de la manifestation, les hodjas de la ville vinrent le prier de se rendre à la mosquée d'Hadji Baïram pour remercier Allah du succès des armes turques. « La victoire, c'est notre sabre seul qui l'a remportée... » répondit le général. Et nulle cérémonie religieuse ne fut célébrée.

La conversion du jeune Hachim ne mérite donc d'être considérée pour l'instant qu'au seul point de vue de l'attitude des autorités. Jadis, comme nous l'avons vu, le renégat musulman était lapidé. Avec la suppression des tribunaux religieux cette *solution est désormais exclue*. D'après la constitution d'Angora, nul ne peut être inquiété pour ses convictions quelles qu'elles soient. Enfin, le nouveau code civil contient cette disposition que l'enfant âgé de seize ans révolus a le droit de choisir lui-même sa confession. C'est pourquoi Hachim ne fut nullement inquiété. Au point de vue pratique toutefois, les autorités se voient obligées de ne point perdre de vue dans des cas semblables la question de l'ordre public. En reniant sa foi musulmane, Hachim a causé dans certains milieux une vive irritation. Certains journaux turcs ont soulevé même la question de son expulsion. D'autres ont demandé de sévir contre la propagande religieuse étrangère. On voit de la sorte les difficultés de toute évangélisation. Les communautés catholiques l'ont parfaitement compris et c'est pourquoi leur bienfaisante activité, celle des Assomptionnistes et des Frères de la doctrine chrétienne, entre autres, s'est manifestée avant tout, au-dessus des questions de dogmes et de rites, sans distinction de races et de religions, en s'inspirant des plus nobles idées de justice, de charité et de fraternité humaines. Les missionnaires protestants, les Américains entre autres, n'ont, par contre point réussi dans une aussi large mesure, en raison même de leurs tentatives répétées de prosélytisme. Quoi qu'il en soit, un grand progrès est déjà réalisé dans le fait que désor-

mais le renégat musulman ne sera plus lapidé. Quant à l'abjuration de la foi de Mahomet, si jamais ce problème se pose devant la conscience du peuple turc, il ne pourra être tranché sans danger que par une conversion générale.

Il nous reste maintenant à examiner dans quel sens le changement d'attitude de la République turque à l'égard de l'Islam a transformé sa politique extérieure. On sait qu'aussi longtemps que la Turquie dut obéir aveuglément à la loi de l'Islam pour maintenir son hégémonie dans l'empire ottoman, sa politique étrangère fut avant tout musulmane. C'est ainsi que pendant toute l'ère hamidienne on vit la Sublime-Porte s'inspirer comme d'un dogme de ce principe de solidarité religieuse générale qu'est le panislamisme. Mais, avec la République, le sentiment national qui, en partie, a déjà remplacé entre les citoyens les liens de la foi, a permis également de relâcher les attaches religieuses de la Turquie avec les autres Etats musulmans. C'est pourquoi Angora a à peu près rompu, dans le domaine des affaires étrangères, avec une foule d'habitudes et de traditions qui, depuis l'aube de l'Islam, paraissaient immuables. En changeant d'idéal, la Turquie nouvelle a changé de politique. Ce n'est plus sur le terrain de la religion, mais dans le cadre étroit de son intérêt national qu'elle veut poursuivre désormais sa propre destinée. Rejetant le panislamisme, elle reprend d'abord sa liberté d'action la plus complète à l'égard des autres peuples musulmans. Elle abandonne enfin toute visée d'hégémonie basée sur la foi pour suivre une politique strictement turque, moderne et réaliste.

La façon dont la République turque s'est comportée lors des derniers conflits entre l'Egypte et l'Angleterre fournit une preuve évidente de ce changement d'attitude. Une dépêche de protestation avait été adressée par la Chambre égyptienne à la grande Assemblée d'Angora, au sujet des exigences du *Foreign Office* relatives au meurtre du sirdar. Or, le Parlement turc refusa catégoriquement de se laisser

influencer en l'occurrence par des considérations d'ordre religieux et de se placer au point de vue de la confraternité musulmane. Il ne s'inspira dans sa réponse que de la plus stricte réalité des faits.

Les républicains d'Angora estiment d'ailleurs que la Turquie nouvelle n'a aucun intérêt supérieur à user d'une politique fondée sur le panislamisme. D'après eux, le peuple turc, en luttant au nom d'un principe de solidarité et d'action islamiques contre un monde d'ennemis, a finalement payé tout seul les frais de l'aventure. Pendant des siècles, toutes les forces vives de la nation ont dû combattre au nom d'une mystique qui leur imposait de ramener par le sabre les incrédules à la vraie foi et annonçait qu'un jour l'Islam dominerait la terre entière : défendre, propager et fortifier la religion du Prophète fut pendant des siècles la vocation ou mieux le métier national de la Turquie. « Nous avons lutté jusqu'à notre épuisement, nous disait à ce sujet un député turc, pour imposer, au nom d'une croyance, le bonheur à l'humanité. Nous avons tenté inutilement ce que cherche à faire à son tour, et sans y réussir davantage la Russie bolcheviste... » La Turquie a été déçue d'ailleurs dans les profits mêmes qu'elle était en droit d'attendre du panislamisme. Lorsque, en 1915, la guerre sainte fut proclamée par le calife, l'Islam entier resta sourd à cet appel. A ce moment déjà, la solidarité musulmane parut bien illusoire au peuple turc. Les événements qui suivirent la révolte des Arabes pendant le conflit mondial, la trahison des Circassiens pendant la guerre d'indépendance et l'insurrection kurde contre la République ont enfin abondamment prouvé que cette solidarité n'était plus qu'un vain mot. Cela étant, la Turquie juge que ce serait pure folie de consentir encore à l'Islam le moindre sacrifice. Guérie de son ancien impérialisme religieux, elle ne veut plus se battre désormais pour d'autres nations qui n'ont avec elle aucune affinité de race et de sentiment. Elle ne veut

plus se dépenser au nom d'une mystique internationale, mais agir selon son seul intérêt.

Cependant, cette conception nouvelle agit comme une force centrifuge qui éloigne chaque jour davantage la Turquie entière du point qui était depuis des siècles son centre de gravité moral, la Mecque. Si bien qu'à cette heure déjà il n'est nullement exagéré de dire qu'il n'existe pas plus de fraternité réelle entre les Turcs et les Arabes ou les Hindous qu'entre les divers pays chrétiens de l'Europe. La voix de la race parle maintenant plus fort que celle de la foi. Et ce phénomène implique un bouleversement total de nombre de valeurs qui jouaient autrefois un rôle considérable dans la politique des pays islamiques. Le fait est, par exemple, que les peuples qui touchent actuellement le plus le cœur turc ne sont plus, comme autrefois, les musulmans d'Albanie, de Syrie, d'Égypte, d'Arabie, de l'Inde, de la Tunisie ou du Maroc, mais premièrement les Turcs qui n'habitent pas le territoire de la République (c'est-à-dire ceux de Mossoul, de la région d'Antioche, de la Thrace occidentale, de la Macédoine serbe, de la Bulgarie et de la Dobroudja), et secondement les frères de la grande famille touranienne. A l'égard de toute question extérieure, l'attitude d'Angora reste désormais dominée par l'intérêt national, le sentiment de la race et la notion de la patrie. De là cette politique qui a abouti d'un côté à l'échange des populations et ramené en Anatolie l'ensemble presque compact des Turcs de Grèce et de l'autre à l'irrédentisme qui se manifeste à l'égard de tous les Turcs restés en dehors des frontières nationales. La Turquie nouvelle s'efforce en somme de réunir en un seul lot tous ses enfants épars. Elle tient à devenir, au point de vue ethnographique et démographique, semblable à n'importe quel pays européen.

Ce caractère strictement national de toutes les manifestations de la jeune République peut naturellement la porter un jour ou l'autre à prendre des initiatives nouvelles dans la direction du Caucase et de l'Asie centrale où

s'échelonnent des milliers de frères de race. Mais aussi, il est bien entendu pour l'instant que, malgré le sentiment racial dont elle s'inspire, la politique turque ne peut se livrer à une activité militante parmi les populations tartares placées sous l'autorité des Soviets. L'alliance en vigueur entre Angora et Moscou conditionne dans ce sens la politique étrangère de la République. D'autre part, dans tout ce domaine des relations turco-russes, il convient de ne pas perdre de vue que la révolution bolcheviste, en bousculant l'Islam et en réveillant certaines consciences ethniques endormies depuis des siècles, a eu les conséquences les plus favorables au mouvement pantouranien. Les musulmans russes jouissent, par exemple, de certains droits intellectuels que le tsarisme leur avait toujours refusés; ils ont leurs propres écoles, peuvent user officiellement de leur langue et développer enfin leur particularisme. De plus, dès le moment où ils s'avouent communistes, ils ont le droit de s'administrer eux-mêmes. Bref, tous les Tartares de la Volga, de Crimée, du Caucase ou du Turkestan ont pris au cours de ces dernières années une cohésion qu'ils n'avaient nullement autrefois, lorsque seul le sentiment religieux traduisait leur union. Les dirigeants d'Angora auraient en conséquence mauvaise grâce à se plaindre en principe d'un bolchevisme dont les résultats ont été des plus utiles à leur race. Ce qui n'empêche pas d'ailleurs la République turque de s'opposer avec une rare fermeté à l'infiltration, dans le cadre de ses frontières, des théories moscovites. Aussi, la Turquie est-elle parmi les pays les moins gangrenés à l'heure actuelle par les utopies du bolchevisme international. Aucun parti communiste ou même socialiste au sens occidental du mot ne s'est encore constitué dans le pays, et le parlement d'Angora est très certainement le seul parmi ses semblables où le *credo* marxiste refuse de s'affirmer sur les bancs mêmes de l'extrême-gauche.

Répudiant de la sorte le panislamisme et le bolchevisme, la Turquie nouvelle s'arrache à l'ambiance asiatique

pour s'inspirer des principes occidentaux. En d'autres termes, dans le conflit actuel des idées qui agitent les continents, elle se range résolument du côté de l'Europe. Et cette attitude peut avoir les conséquences les plus profondes pour les intérêts de la civilisation occidentale. Car, après avoir pris parti pour elle, la République turque pourra fort bien être appelée un jour à la défendre. C'est pourquoi, si l'on songe à ce péril asiatique qu'il est actuellement de mode de dénoncer, l'Europe a tout avantage à avoir la Turquie comme alliée et non comme adversaire. Mais avant tout, il est nécessaire que l'Occident cesse de considérer la République turque comme un foyer d'idées panislamiques. L'idée d'une solidarité musulmane hostile aux puissances chrétiennes était peut-être utile, au point de vue politique, à l'empire ottoman; elle ne l'est plus à la Turquie nouvelle. Il convient donc, à l'égard de cette dernière, d'abandonner ce mythe d'un panislamisme agressif qui, pour trop d'Occidentaux encore, constitue une explication simpliste de toute réaction qui se produit dans le Proche-Orient musulman. Trop d'événements sont interprétés encore maintenant à Paris et à Londres à travers la fiction de ce système. La vérité qui se dégage de la situation est que la Turquie, s'écartant des traditions orientales, asiatiques et même islamiques, ambitionne simplement d'être des nôtres. Les intérêts vitaux de la jeune République tendent de la sorte chaque jour davantage à devenir solidaires de ceux de l'Europe. A cette dernière maintenant de saisir la portée et de comprendre les avantages de ce profond changement.

Il n'en reste pas moins qu'à cette heure encore la nouvelle revient périodiquement d'une certaine collusion secrète, mystérieuse entre tous les pays orientaux, d'un bloc de l'est s'opposant à un bloc de l'ouest, d'une Asie, la Turquie y comprise, se dressant contre l'Europe, bref, d'un panasiatisme agressif menaçant pour les destinées de notre continent. Qu'en est-il réellement? Pour saisir ce pro-

blème dans toute sa complexité, il convient d'abord de ne pas oublier qu'un flux profond d'idées nouvelles a envahi peu à peu toute l'Asie. Le Proche-Orient islamique entre autres est en proie à une fermentation qui le transforme radicalement. Des systèmes de gouvernement vieux de plusieurs siècles s'écroulent avec fracas. Pour la première fois dans le monde musulman, l'idée nationale a pris une puissance plus grande que l'idée religieuse. Des Etats dont la constitution n'était autre, hier encore, que la seule doctrine du Prophète s'organisent maintenant sur la base unique de l'idée de patrie.

Les causes de cette grande transformation sont connues. D'une part, l'idée de la solidarité politique et religieuse musulmane, le panislamisme, n'a pas résisté à la guerre; d'autre part, les principes wilsoniens semés à travers le monde ont trouvé en Asie un terrain de culture des plus favorables. Le bolchevisme est ensuite venu arracher des millions d'êtres humains, du Caucase et de l'Asie Centrale, à l'esclavage scolastique représenté par le Coran. La révolution kémaliste a finalement porté la nation turque à rompre avec les plus importantes de ses traditions religieuses. L'exemple était donné. La conséquence de ces faits est un profond changement organique chez tous les peuples de l'Asie musulmane. Jusqu'à ce jour, Turcs, Persans, Tartares, Turcomans, Kirghiz, Kalmouks, Kurdes, Afghans, Druzes, Alaouites, Arabes et autres n'étaient pas encore arrivés à posséder en propre et pour eux seuls une véritable conscience nationale et leur idéal était resté de nature essentiellement religieuse. Tous ces peuples étaient musulmans avant de constituer une entité ethnique et géographique particulière. Or, ce moyen âge islamique a maintenant pris fin. Tous ces peuples sont aujourd'hui Turcs, Persans, Tatars, etc., avant d'être disciples du Prophète. L'Islam a cédé le pas à un lot de nationalismes orientaux nombreux, divers, pleins de vitalité particulière. Parmi ces Etats orientaux qui cherchent à se constituer suivant les principes du droit et de la

civilisation moderne, déjà les uns sont en république et les autres en monarchie tempérée. Tous les problèmes qui concernent maintenant cet Orient ainsi transformé sont infiniment plus complexes qu'autrefois. Il n'y a plus comme jadis une question d'Orient. Il y a des questions d'Orient. Jusqu'à ce jour, les relations entre ces différents peuples étaient conditionnées directement par la religion. La foi commune servait de lien. Toutefois, la diversité des doctrines et des rites dans le cadre même de l'Islam dressait en fait, les unes contre les autres, maintes nations de cet Orient musulman. C'est ainsi que la Turquie sunnite et la Perse chiite furent de tous temps rivales et ennemies. De même la péninsule arabe ne cessa d'être déchirée au cours des siècles par l'hostilité de sectes opposées. Or, les rapports entre ces nations ne sont plus dirigés maintenant par des califes, des émirs, des softas, des cheiks ou des imams, mais par des hommes politiques d'éducation et culture occidentales. Ces relations tendent donc à s'organiser, chaque jour davantage, en dehors de tout dogme, dans le seul cadre de l'idée de patrie et sur le seul fondement de l'intérêt national. C'est pourquoi l'on assiste à cette heure à un changement complet de la structure politique de l'Orient.

Des nations qui, hier encore, pour des raisons de différences de sectes, s'ignoraient presque l'une l'autre, travaillent à se rapprocher et à vivre en bonne intelligence (1). Pour la première fois ces peuples paraissent comprendre qu'ils ont des intérêts communs et que pour les défendre

(1) Tel est le cas entre la Turquie et la Perse. L'organisation d'une politique de confiance, d'entente et de collaboration entre ces deux pays s'explique tout naturellement. Les questions d'ordre religieux ne jouent plus d'ailleurs entre Turcs et Persans le même rôle qu'autrefois. Les malentendus provoqués par la différence des dogmes ont presque disparu. S'inspirant les uns les autres d'un ardent nationalisme, Chiites persans et Sunnites turcs ont tendance à négliger maintenant toute querelle d'ordre mystique. Une preuve curieuse vient d'ailleurs d'en être donnée. D'après une loi datant de 1835, le mariage des femmes turques avec des sujets persans était rigoureusement prohibé. Or, cette interdiction a été levée par un décret d'Angora.

ils ont avantage à s'unir et à coopérer. Bref, sous l'effet conjugué du désir d'indépendance, du sentiment national, de la conscience ethnique et de l'intérêt commun, l'idée de collaboration entre les nations d'Orient s'est mise en marche.

Mais, dans les circonstances actuelles, peut-on aller, comme on le fait, jusqu'à dénoncer le péril de la formation d'une Société des nations asiatique et orientale sous le drapeau de laquelle viendraient se ranger l'un après l'autre tous les peuples d'Orient désireux de « lutter contre la tyrannie européenne » ? Le fait est que, dans leur désir d'indépendance et de sécurité, ces peuples sont portés à former, sur le terrain politique, moral et sentimental, un front unique par leur entente et leur solidarité. Mais il est bien certain aussi que, dans le domaine intellectuel, social, économique, technique, ces mêmes peuples se tournent nettement vers l'Occident. Car il est un fait qui chaque jour se vérifie davantage : l'Orient entier s'eupéanise. Déjà la forme utilitaire de notre civilisation gagne rapidement les peuples asiatiques. Le continent jaune tout entier commence à se modeler sur le nôtre. Dans tous les pays que j'ai pu parcourir, en Anatolie, Caucase, Mésopotamie, Syrie, Palestine, Egypte, les mœurs, les coutumes, les manières de penser, de sentir, de raisonner, de concevoir le monde se transforment. C'est la liquidation de l'Orient, du vieil Orient, qui commence, et nous sommes en cela au début d'une évolution des plus extraordinaires de l'histoire du monde.

Or, cette marche en avant dans le sillon des idées occidentales est accompagnée du sentiment profond, chez tous ces peuples, de ne pouvoir se développer économiquement, techniquement, intellectuellement même, sans l'aide de l'Europe. Et ce fait empêche en grande partie les nations orientales de se grouper en une formation agressive contre notre continent. Les deux tendances auxquelles obéit l'Orient, celle de s'occidentaliser et celle

de poursuivre en même temps une politique orientale, se font en somme contrepoids. Et dans la phase actuelle du problème, cet équilibre contribue grandement déjà à parer à l'hostilité latente Orient-Occident. Les conditions actuelles de l'Asie sont d'autre part des moins favorables à la création d'une Société des nations d'Orient. Dans l'état où se trouve la portion du globe qui s'étend de l'Orient méditerranéen à la mer de Chine, un tel organisme ne pourrait être en effet que de médiocre importance, surtout comparé à la Société dont le siège est à Genève; il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur les forces en présence. Quels sont d'ailleurs, en 1929 encore, les moyens de communications pratiques entre les divers peuples de l'Asie? Aucun chemin de fer, aucune route véritable même ne relie entre eux des pays comme la Turquie, l'Irak, la Perse, l'Afghanistan, le Turkestan, l'Inde, la Chine. Aucun service direct de transatlantique ne met Constantinople en communication avec Bouchir, Bassora, Calcutta, Shanghai, Yokohama. Entre Angora, Téhéran, Boukara, Kaboul, nul télégraphe, nul téléphone. Bref, les pays d'Asie ne possèdent pour le moment d'autres traits d'union que les lentes caravanes. Et c'est pourquoi il n'existe encore aucune interpénétration entre les peuples d'Orient. Il n'y a pas dix Turcs à Kaboul, pas dix Afghans à Angora, pas dix Arabes en Chine et pas dix Chinois en Arabie. De plus, ces peuples arriérés sont inconnus les uns des autres : à un paysan d'Anatolie, l'Afghanistan ou l'Inde sont géographiquement aussi étrangers, sinon plus, que la France ou l'Angleterre. D'autre part, entre toutes ces nations, aucune organisation bancaire, même de simple crédit. Ajoutez à ce fait que le réveil de l'Orient n'obéit pas partout au même synchronisme. Certaines nations restent encore imbues d'un vieux conservatisme social, tandis que d'autres ont déjà rompu avec le passé. Or un effort asiatique général demande une assiette plus sûre. Enfin, ce qui n'est pas le cas pour l'Europe, des religions diverses procédant de

Mahomet, de Bouddha, de Confucius et de cent autres initiés, ont donné à toutes ces populations asiatiques des hérédités spirituelles des plus différentes. Et surtout il existe, sucée avec le lait, une mentalité orientale qui se traduit encore par une absence sensible de méthode et de véritable discipline, et qui ne se transformera qu'avec les générations. Bref, toutes les données du problème amènent à la conclusion que dans le stade actuel du réveil de l'Asie, l'existence d'une Société des nations d'Orient ne peut être encore une réalité politique et demeure même une impossibilité absolue, matérielle.

On sait d'ailleurs jusqu'à quel point la politique d'Angora, s'inspirant du réalisme le plus net, évite toute idéologie et néglige toute considération sentimentale. Tous les actes de Mustapha Kemal prouvent d'ailleurs que cet homme n'a rien d'un rêveur, d'un utopiste, d'un chevauteur de chimères. Sous son égide, la Turquie nouvelle a déjà répudié deux doctrines comme le panislamisme et le pantouranisme. Il serait donc inconcevable que, par un brusque revirement, ce chef d'Etat sacrifiât maintenant au mirage d'un panasiatisme, à la mystique d'une Société des nations d'Orient.

Poursuivant une politique toute d'intérêt national et de sécurité, la Turquie nouvelle n'a d'autre part nul désir de servir de champ de bataille dans le cas d'un conflit entre deux groupements de puissances, entre deux Sociétés des nations. Car sa situation géographique, aux avant-postes de l'Asie, de même que l'importance de son armée, lui ferait supporter tout le choc. Dans une pareille combinaison, la Turquie faisant ainsi le jeu des autres serait toujours perdante et sacrifiée.

Le concept d'une Société des nations d'Orient n'a donc pas germé en Turquie. Il est vraisemblable, par contre, que ce soit là une idée née dans la Russie des Soviets. Sans doute la Turquie juge-t-elle que dans un pareil organisme, la direction n'en serait point turque, mais certainement russe. Et Angora, qui poursuit une politique d'indépendance

absolue, ne tient point à devenir le satellite de Moscou. En d'autres termes, la République turque n'entend nullement participer à cette heure au conflit qui se poursuit entre les Soviets et l'Europe ou plutôt l'Angleterre. Dans la lutte entre Moscou et Londres, la Turquie ne tient pas en somme à tirer les marrons du feu. Elle ne veut pas coopérer à une ligue qui pourrait permettre aux Soviets de prendre toute l'Asie sous leur influence et de s'en servir contre l'Occident. Tout au plus y songera-t-elle en désespoir de cause, si une action diplomatique d'isolement ou une agression lui permet un jour de se considérer comme repoussée par l'Europe. L'intérêt de cette dernière est donc de ne pas considérer *à priori* la Turquie comme un adversaire, de ne pas la rejeter en Asie, mais au contraire de l'avoir comme amie et l'attirer sous son drapeau. Agir autrement ne serait que faire dans tout le Proche-Orient asiatique le jeu de la Russie et aider les Soviets à réaliser en Asie leur plan d'une Société des nations antieuropéenne.

CHAPITRE XI

ANGORA

LA DÉSIGNATION D'ANGORA COMME CAPITALE. — CONSTANTINOPLE-ANGORA. — OPINIONS CONTRADICTOIRES. — UN MOT DE NAPOLEON. — LA MALADIE DE CONSTANTINOPLE. — SES CAUSES; SES REMEDES. — L'AVENIR DE LA MÉTROPOLÉ DES DÉTROITS. — LE PASSÉ D'ANGORA. — LA VIEILLE ET LA NOUVELLE VILLE. — LA CITADELLE SELDJOUKIDE. — LE TEMPLE D'AUGUSTE. — TCHANKAYA. — LES AMBASSADES ET LÉGATIONS. — L'AVENIR D'ANGORA.

C'est par un vote qui ne fut nullement laborieux, qu'en avril 1924 la majorité de la grande Assemblée nationale de Turquie se prononça pour Angora comme future capitale (1). Depuis quatre ans que les députés turcs siégeaient dans l'ancienne Ancyre, ils s'étaient en effet, peu à peu, habitués à ce nouveau siège de gouvernement et trouvaient toutes raisons bonnes pour proclamer la déchéance de Constantinople de son rang de capitale turque. Ils reprochaient d'abord à la grande métropole des Détroits une situation des plus mauvaises au point de vue stratégique et la laissant sous la menace constante des démonstrations navales des marines étrangères et des cuirassés de l'Occident. Ils estimaient en outre que les sultans avaient montré beaucoup trop de sollicitude à l'égard de Constantinople, négligeant de ce fait le développement du reste du pays, de l'Anatolie surtout, dont les impôts étaient employés, non à construire des routes ou à créer des écoles, mais à embellir la

(1) Un seul député, celui de Gumuche Han (Trébizonde), montra quelque velléité d'intervention en faveur de Constantinople.

cité des padischahs. D'autre part, si le gouvernement turc retournait sur les bords du Bosphore, il se trouverait, comme jadis celui de l'empire ottoman, en butte aux intrigues connues des minorités et des étrangers; la corruption s'implanterait comme autrefois dans les ministères; entre le peuple turc et ses dirigeants s'interposerait de nouveau toute la cohue des anciens intermédiaires. Et comme le déclarait un député turc, « les sarrafs (changeurs) de Galata continueraient à exercer plus d'influence sur l'administration de l'Etat que tous les ministres installés à la Sublime-Porte ». Toute la clique des parasites s'empresserait de nouveau à assiéger les ministères et, de ce fait, les volontés de l'Europe s'imposeraient de nouveau des plus facilement. L'attitude des dirigeants de la République turque se nuancait d'autre part de tout le ressentiment causé dans le pays par le laisser-aller, la négligence et l'incapacité des derniers hommes d'Etat de l'empire ottoman, au lendemain de l'armistice de Moudros. En effet, c'est à Constantinople même et par leurs propres actes que les Damad Férid et autres, vendus à l'Angleterre, avaient failli conduire définitivement leur pays à l'abîme. « Constantinople a perdu la capacité de pouvoir défendre la dignité et l'honneur du pays », déclarait même Féthy bey, alors président de l'Assemblée nationale. Enfin, les réquisitoires prononcés à Angora contre l'ancienne capitale contenaient, comme principal argument, le fait qu'avec les nouvelles frontières, Constantinople n'était plus, comme autrefois sous l'empire, au centre même du pays. La ville se trouvait désormais aux confins de la Turquie, à l'extrémité du territoire national, dans une situation trop excentrique par rapport à l'ensemble du pays, tandis qu'à ce grave désavantage l'on pouvait opposer la position centrale d'Angora. Une telle situation mettait la nouvelle capitale à l'abri de tout coup de main, de tout débarquement subit, de tout bombardement inattendu. D'ailleurs, en pesant avec soin toutes les particularités de la dernière guerre gréco-

turque, l'on pouvait constater que les forces qui avaient remis la Turquie en possession des Détroits et de Constantinople, n'avaient été ni des fortifications quelconques, ni des contingents de Thrace, mais simplement les efforts des soldats groupés autour des dirigeants d'Angora. C'était l'Anatolie qui avait sauvé Constantinople et non Constantinople l'Anatolie. Les événements avaient donc prouvé aux yeux d'Angora que la meilleure manière de protéger et de défendre la Turquie d'Europe et les Détroits consistait avant tout à organiser le centre de gravité militaire du nouvel Etat en Anatolie même. Dans ce sens, la désignation d'Angora comme capitale peut être considérée comme la conséquence presque inévitable de la nouvelle configuration géographique et politique du pays.

Lors de la ratification du traité de Lausanne par la grande Assemblée nationale, Ismet pacha a d'ailleurs fait ressortir avec beaucoup de force que les sultans, en concentrant toutes les ressources et moyens du pays autour de Constantinople et des Détroits, ont perdu de la sorte les autres parties de l'empire, en négligeant d'organiser leur défense comme il convenait; tout au contraire, en réglementant et en utilisant les forces et richesses de l'Anatolie, en y organisant le gouvernement, la nouvelle Turquie a trouvé le moyen d'assurer désormais la défense de Constantinople et des Détroits et d'empêcher qu'ils ne tombent dans des mains étrangères. La même idée nous fut exprimée, à l'époque, par le général Ali Fouad pacha dans les termes suivants : « Jusqu'à présent, chaque fois que nous nous sommes trouvés en Turquie en face d'un danger extérieur, nous avons dû rétrograder à l'intérieur, où notre faiblesse se transformait aussitôt en puissance; car nous nous trouvions aux sources mêmes de notre énergie. Nous avons réussi sur les champs de bataille en transférant le siège du gouvernement à Angora. Nous devons y faire également notre expérience avec la paix. » Les dirigeants kémalistes jugeaient enfin que dans la ville anatolienne, le gouvernement se trou-

verait pour la première fois au cœur du pays. De là, il pourrait diriger sans difficulté la renaissance économique et intellectuelle de la Turquie nouvelle, concentrer les renseignements, faire rayonner son influence. De ce poste haut placé, les hommes d'Etat turcs pourraient faciliter la mise en valeur des richesses du pays, construire routes et chemins de fer, exploiter les mines et instaurer des méthodes nouvelles dans l'agriculture. Angora ne s'était-elle pas d'ailleurs imposée par les événements? N'était-ce pas dans cette cité qu'avaient été posées les bases du nouveau système gouvernemental? N'était-ce pas là qu'était née la nouvelle mentalité, celle de la victoire, des réformes et du progrès? Le gouvernement national allait d'ailleurs trouver dans les habitants de cette cité, en grande prédominance turque, un appui sûr et solide, une excellente ambiance morale, ce qui n'avait jamais été le cas avec la population mélangée et cosmopolite de Constantinople.

La nouvelle que la grande Assemblée nationale d'Angora venait de désigner cette ville comme la capitale de la Turquie nouvelle fut accueillie des plus fraîchement sur les bords du Bosphore. Depuis plusieurs mois déjà, les Constantinopolitains avançaient de leur côté toute une avalanche d'arguments pour prouver que la Turquie avait tout intérêt à conserver à leur ville le rang que sa splendeur de même que l'histoire et sa situation géographique lui ont donné. Les historiens démontraient que les efforts considérables déployés par Mahomet le Conquérant pour s'emparer de Constantinople et l'offrir comme capitale à l'empire turc militaient en faveur du maintien du siège du gouvernement en cette ville. La prise de Byzance ne marquait-elle pas d'ailleurs le commencement d'une ère nouvelle dans l'histoire du monde? N'est-ce pas de Constantinople même que, depuis 1453, sont parties toutes les armées qui ont porté la puissance ottomane dans les déserts de l'Afrique et d'Arabie, jusqu'au cœur de l'Europe, dans les plaines

hongroises, devant les murs de Vienne? Et pour faire ressortir mieux encore la valeur et l'importance de leur ville, de citer les paroles suivantes de Napoléon : « J'ai réussi, avec la Russie, à partager l'empire ottoman. Aucun différend ne subsistait plus. Seule Constantinople pouvait nous diviser, et l'impossibilité de nous partager cette ville a sauvé la Turquie du démembrement. C'est elle qui constituait le seul obstacle à un accord avec la Russie qui la revendiquait. Quant à moi, je ne pouvais à aucun prix me résoudre à la céder. Constantinople est une clef dont on ne saurait assez estimer le prix. Elle constitue à elle seule tout un empire. Celui qui en serait le maître, serait maître du monde ». Les géographes de leur côté affirmaient que, par sa situation seule, Constantinople est une de ces villes faites pour être le siège d'un gouvernement. D'ailleurs, la nécessité de conserver à cette métropole son autorité de chef-lieu de l'Etat s'étant manifestée depuis des siècles, ne serait-ce pas commettre la plus grave des erreurs de ne point s'y conformer? Les commerçants soutenaient que le changement de statut de leur ville qui est le centre le plus important de tout l'Orient et dont le port est placé sur une des voies maritimes des plus fréquentées du globe ne pouvait qu'être nuisible aux intérêts du pays. Les propriétaires faisaient ressortir que la fortune nationale serait directement frappée par la diminution de valeur, à Constantinople, de la richesse immobilière. Les membres des professions libérales exposaient que l'élite turque, installée depuis des siècles sur les rives du Bosphore, se trouverait dans l'impossibilité d'abandonner ses foyers pour s'expatrier sur les hauts plateaux anatoliens; de telle sorte qu'Angora allait rester complètement dépourvue de cette classe d'intellectuels sans lesquels une capitale ne peut faire que piètre figure... Les snobs faisaient ressortir que cette ville était à ce point dépourvue d'hôtels, d'édifices modernes, c'est-à-dire de confort, qu'elle ne pouvait prétendre dans son état primitif à jouer le rôle de capitale d'une nation qui désire entrer dans

la voie du progrès. Les gens pratiques soulignaient le fait que Constantinople ayant été pendant des siècles la capitale de l'empire ottoman, de grands établissements indigènes et étrangers, de splendides palais, de somptueuses ambassades, des ministères spacieux y ont été établis. Pouvait-on abandonner sans autre de telles commodités? Les partisans de l'opposition chuchotaient à votre oreille que la crainte des nouveaux dirigeants à l'égard de la « fronde » constantinopolitaine était la seule raison qui pouvait leur dicter le choix d'Angora... Ils ajoutaient en outre que le transfert de la capitale en Anatolie allait être interprété par tous les voisins de la Turquie comme un renoncement. Constantinople n'avait-elle pas cessé, au cours des siècles, d'être convoitée en raison même de sa position, de sa beauté et de son importance? L'abandonner comme siège du gouvernement, n'était-ce pas raviver les espoirs grecs, russes, bulgares, yougoslaves en un changement du destin politique de cette ville, qui jadis fut cité byzantine et chrétienne? N'était-ce pas affaiblir la position de la Thrace, frapper indirectement Andrinople, et cela d'autant plus fortement qu'à ce moment même l'échange des populations ramenait en Asie des centaines de milliers de musulmans de Thrace et de Macédoine? Le transfert définitif du gouvernement en Anatolie n'allait-il pas, en un mot, priver la Turquie d'Europe et Constantinople elle-même d'un soutien moral des plus importants? Ne laissait-il pas entrevoir que les Turcs pourraient bien être un jour forcés de quitter l'Europe? Les fonctionnaires de l'ancien régime répétaient que le fait de vivre dans les chaumières boueuses de l'Anatolie, sous un climat insalubre, ne pouvait qu'amener chez les hommes politiques qui s'y trouvent un état d'exaspération des moins propres à faire de la bonne politique. Les Levantins, les courtiers, les chasseurs de concessions ajoutaient que les nouveaux dirigeants couraient à Angora le risque de s'isoler du monde, et, par suite, de ne pas garder une saine appréciation des nécessités de l'heure... Tandis

que les Vieux-Turcs, se faisant confidence à mi-voix sous les platanes ombreux de Stamboul, se disaient entre eux en contemplant la splendeur du Bosphore et de la Marmara « Un site pareil conservera pour l'éternité à cette ville son caractère de chef-lieu! Constantinople attirera toujours... même ceux qui la fuient! Ne vaut-elle pas à elle seule un grand Etat! Ne fut-il pas un temps où, même sans périphérie, elle en constitua un? Certes, on peut tenter de la déposséder de son titre : elle n'en agira pas moins comme un aimant. Elle maintiendra dans son orbite tous les éléments qui tenteront de s'en éloigner. C'est pourquoi le temps ramènera certainement tôt ou tard la capitale à Constantinople ».

Quoi qu'il en soit, le sort en était jeté. Constantinople, cité prestigieuse dont mille poètes ont célébré l'enchantement, splendeur unique au monde avec le profil magique de Stamboul, les jeux lumineux du crépuscule sur la Corne d'Or et la féerie du Bosphore, Constantinople, métropole de deux continents et de trois mers, reine des Détroits, ville des califes, siège des patriarches, capitale millénaire de puissants empires, Constantinople était déclarée déchue de son rang pour devenir le chef-lieu d'un vilayet tout comme Konia, Erzeroum, Mossoul, c'est-à-dire une simple dépendance d'Angora. La ville où, pendant près de cinq cents ans, s'était concentrée toute l'activité de la nation turque en Europe et qui, selon le mot de Napoléon, « constituait à elle seule un empire », allait être régie désormais par un gouvernement installé en Asie, à six cents kilomètres du Bosphore.

Un pareil changement n'a pu naturellement qu'augmenter la crise grave que traverse Constantinople, en raison de la stagnation des affaires en tous domaines. Les causes de cet état de choses sont complexes et à ce point nombreuses que la Chambre de Commerce de Constantinople ayant tenté de les approfondir, d'étudier leurs effets

et de prescrire des remèdes aux maux qu'elles occasionnent, n'en a pas rédigé moins de onze rapports, chacun de la dimension d'un volume. La guerre, avec ses ruines et deuils, est très certainement la première coupable; depuis le premier conflit balkanique en 1912 jusqu'en septembre 1923, elle n'a cessé d'ébranler, de fausser l'organisme délicat de la vaste cité! Durant toute cette période, le fléau classique de la ville, l'incendie, l'a continuellement ravagée, transformant plus d'un cinquième de Stamboul en un amas de décombres. L'effondrement de l'empire ottoman, en réduisant la Turquie à son seul territoire national, diminua à son tour l'ancienne vitalité de Constantinople, hier encore le véritable centre économique de tout l'Orient méditerranéen. Le bolchevisme, la ruine des ports russes, la fermeture de la route du Caucase vers la Perse et le Turkestan paralysèrent également la majeure partie des transactions par la mer Noire. La désignation d'Angora comme capitale, dans les circonstances que nous venons de voir, vint ensuite porter un nouveau coup à l'ancienne ville des sultans. En outre, le bouleversement des conditions stratégiques du pays par la fixation de nouvelles frontières, l'emploi de l'aviation et l'ouverture des Détroits furent cause que Constantinople ne put rester plus longtemps le centre de gravité militaire, ni même le port de guerre du nouvel Etat. La flotte entière, l'ex-*Goeben* en tête, mouille désormais à Ismidt. Déjà les arsenaux de Top-Hané, désaffectés, ont été remplacés par des établissements édifiés en Anatolie, si bien que des milliers de fonctionnaires se sont vus finalement forcés d'abandonner avec leur famille les rives du Bosphore. Le départ de trois cent mille Grecs et Arméniens dont le rôle était très important dans les opérations commerciales et maritimes a détaché à son tour nombre de rouages économiques de la cité. Constantinople se trouva privée de la sorte, du jour au lendemain, de la partie de la population dont l'activité s'appliquait principalement à la navigation, au trafic, à la banque, au négoce, aux comptoirs et à l'industrie. Ces spécialistes

durent être remplacés au pied levé par des éléments en grande partie improvisés qui n'avaient « pas encore fait preuve de toute l'initiative et de l'activité nécessaires pour combler les vides qui se sont produits » (1). A son tour, le personnel étranger de toutes les sociétés concessionnaires fut remplacé par des nationaux turcs musulmans. Certes, une partie du vide créé par ces exodes successifs a été rempli par les émigrés turcs de Grèce. Mais cette transplantation humaine n'a pas encore signifié la stabilité définitive de la population de Constantinople. De nombreuses années s'écouleront encore avant que la ville ait retrouvé son équilibre économique dans la coordination des efforts entre tous ses anciens et nouveaux habitants.

Le départ forcé de la partie de la population qui possédait nombre d'entreprises utiles au fonctionnement vital de Constantinople n'a pas seulement eu comme corollaire un appauvrissement général de la ville, mais aussi l'organisation, dans les pays voisins, d'une concurrence acharnée contre sa prédominance économique dans le proche-Orient. Les émigrés, dont la plupart étaient dans l'aisance, ont emporté avec eux leurs capitaux et leur expérience, et même leurs moyens de production. Dans leur nouvelle patrie, ils ont continué tout naturellement leurs relations d'affaires avec leurs anciens correspondants d'Europe et d'Amérique. Ils ont drainé de la sorte dans les autres villes du Levant l'activité commerciale qui constituait autrefois la plus importante partie de la richesse de Constantinople. Ajoutons qu'avec la paix, de nouveaux courants commerciaux se sont formés dans la Méditerranée orientale. Tout autant que l'échange des populations, les nouvelles frontières, les constructions de voies ferrées nécessitées par la guerre ont fait affluer vers d'autres ports les marchandises dont, autrefois, Constantinople était l'entrepôt général. Le trafic s'est ainsi déplacé. Alexandrie, Beyrouth, le Pirée, Salonique même

(1) Déclarations du sous-secrétaire d'Etat au Commerce, Zuhdi bey.

ont profité de ces conséquences du conflit mondial. Autrefois, simples satellites de la grande métropole du Bosphore, ces villes sont devenues ses concurrentes les plus directes et les plus menaçantes.

La réforme des tarifs douaniers dans un sens strictement protectionniste, l'établissement d'un octroi frappant de droits élevés toutes les denrées, même de première nécessité, pénétrant dans la ville, ainsi que d'autres décrets contenant certaines erreurs inhérentes à toute réglementation nouvelle, causèrent à leur tour une diminution sensible dans l'activité du trafic maritime constantinopolitain. Les opérations de contrôle et de ravitaillement des navires, trop lentes et trop coûteuses au gré des compagnies de navigation, contribuèrent, de leur côté, à aggraver le mal. Et de causes en effets, la stagnation des affaires amena naturellement une perte de gain considérable pour toute une partie de la population turque; c'est ainsi que les débardeurs, forcés presque au chômage, furent obligés d'augmenter le prix de leurs services, de sorte que les frais de chargement et de débarquement le long des quais dépassèrent bientôt les prix en vigueur dans les autres ports méditerranéens. Devant cette situation critique, les autorités n'ont pas craint toutefois de prendre des mesures énergiques. C'est ainsi qu'elles ont décidé de réglementer plus sévèrement les corporations d'ouvriers, mahonniers, cochers, bateleurs, hamals et autres, qui, pourvues de privilèges moyenageux, établissaient elles-mêmes leurs tarifs, taxaient tout transport selon leur bon plaisir, et réclamaient pour le moindre service des prix fabuleux.

La crise de Constantinople tient de la sorte à cent causes diverses. Les unes d'ordre historique et politique, comme la chute de l'empire ottoman, paraissent irrémédiables et font de l'ancienne cité des califes l'une des principales victimes du conflit mondial. D'autres, d'ordre technique et administratif, ne sont par contre que provisoires et seront sans doute promptement éliminées par les autorités de la République.

D'autres enfin, de nature économique, exigent simplement l'adaptation de la ville à ses nouvelles conditions d'existence. Les conséquences de la grande guerre ont d'ailleurs modifié partout les situations acquises; pour maintes cités, les positions économiques qui, autrefois, paraissaient des plus assurées sont remises en jeu. Parmi les ports, Trieste, Salonique, Constantinople, Odessa ont été durement frappés et pour chacun il s'agit de se faire au nouvel équilibre. Pour Constantinople, la question se complique encore du fait de la grave déchéance politique qui la frappe par la perte de son rang de capitale. Cependant les lois qui président à la fortune des villes, à leurs floraison, apogée et déclin, sont mal connues. N'oublions pas, d'autre part, que la période que traverse à cette heure la métropole du Bosphore est celle de l'après-guerre. Placée sur l'une des voies maritimes les plus fréquentées du globe, centre de transit entre l'Orient et l'Occident, Constantinople ne peut perdre en quelques années, comme sous le coup d'une baguette magique, ni son importance économique, ni sa physionomie de grande ville.

L'avenir de Constantinople n'est pas seulement sur l'eau, il est aussi sur terre, dans ce décor magnifique de presqu'îles, de golfes, de collines et de mers, dans sa situation qui est unique au monde et qui devrait attirer chaque année des milliers de touristes. Et cependant l'afflux de ces derniers n'est guère sensible; le voyageur qui désire voir, s'instruire et se délasser ne vient pas sur les rives du Bosphore. Malgré toutes ses richesses artistiques, malgré sa splendide nature et son climat tempéré, Constantinople n'a pas réussi jusqu'à ce jour à devenir un centre d'attraction, un foyer de vie cosmopolite, semblable à Rome, à Paris, au Caire, à la Riviera. Et la seule raison doit être cherchée dans le fait que, jusqu'à ce jour, aucune organisation n'a tenté de faire de cette ville une villégiature confortable. Car, le touriste n'aime pas seulement les beaux paysages; il veut de bons hôtels ainsi qu'une certaine atmosphère qui est

celle du milieu auquel il est habitué. L'étranger qui débarque cependant à Constantinople est aux prises à mille difficultés qui le rebutent dès le premier jour et le font fuir, au lieu de l'inciter à prolonger son séjour. Ce sont les discussions avec les cochers et les portefaix, le manque de bons moyens de communication, l'absence de théâtres, l'insuffisance des hôtels, le manque de sécurité dans les excursions de la banlieue... Fixer des tarifs raisonnables, organiser des systèmes de transport rapides, à prix modiques, développer les musées et les arts, encourager l'industrie hôtelière, aménager des promenades, telles sont les premières mesures à prendre si l'on veut faire de Constantinople un véritable centre de tourisme. Nulle ville n'a d'ailleurs, plus que celle-ci, autant de possibilité d'attractions; près de ses murs, s'étend une forêt, celle de Belgrade, qui est une véritable merveille et dont les derniers fourrés sont baignés par la mer Noire à l'endroit même où s'allonge une belle plage de sable fin, celle de Kilia. Avec une ligne de chemin de fer et quelques hôtels de bon goût, c'est, si l'on veut, aux portes mêmes de la ville, Deauville à côté de Fontainebleau. A quelques heures de bateau, également, voilà Brousse et l'Olympe, avec ses eaux et ses neiges et c'est une Suisse en miniature, la plus belle villégiature d'hiver que l'on puisse rêver.

Constantinople pourrait enfin être transformée par l'exécution d'un plan de réfection, d'extension et d'embellissement conçu par des ingénieurs et des artistes et qui serait scrupuleusement appliqué, quel que soit le préfet en fonction. Paris ne réalise-t-elle pas à cette heure encore les projets établis sous l'empire, il y a quatre-vingts ans par le baron Haussman? Mais, l'un des plus grands maux de l'Orient est très certainement le manque d'esprit de suite, l'imprévoyance, l'absence de méthode et de programme qui durent au-dessus des hommes et se prolongent dans le temps. Lorsque le général Ismet pacha revint de Lausanne nous lui demandâmes ce qui l'avait le plus frappé en Suisse. « C'est

que tout ce que l'on fait et entreprend dans ce pays » nous répondit-il « ne l'est pas à moitié ou par demi-mesure : l'on va jusqu'au bout dans le désir de faire du solide et du durable. Si l'on bâtit par exemple, les meilleurs matériaux sont toujours choisis et rien n'est fait pour l'apparence. Rien n'est superficiel... Voilà ce que j'ai le plus admiré en Suisse. » Ces paroles quasi sténographiées de l'un des animateurs les plus en vue de la Turquie nouvelle permettent de juger parfaitement que l'une des causes les plus profondes du mal dont souffre Constantinople. C'est pourquoi l'un des premiers remèdes à appliquer, consiste à établir des formules, des principes directifs, un plan, un programme d'ensemble enfin, puis prendre à l'égard de ce dernier des décisions formelles et irrévocables d'application. Tout est d'ailleurs à faire ou à refaire; car tel est l'héritage que, pour Constantinople seulement, l'empire a légué à la République. Stamboul, par exemple, dont plus de dix-sept mille maisons ont été incendiées depuis le début de l'ère constitutionnelle et dont les ruines sont peuplées jusque dans les anciennes citernes byzantines d'une population misérable, doit être reconstruite en grande partie. A Péra et Galata, c'est l'agglomération malsaine de centaines de milliers de personnes dans des ruelles étroites, humides et obscures. Dans nombre de quartiers, la majorité des artères ne sont pas pavées; l'apposition d'écriteaux portant le nom des rues et les numéros des maisons est incomplète; les water-closets publics sont inconnus et une grande partie de la ville est privée d'eau courante. Tous ces travaux d'édilité, d'hygiène et de propreté doivent être les premiers entrepris si Constantinople veut entrer un jour en convalescence. Puis, il s'agira de creuser des boulevards, de créer des quais maritimes, un Opéra, une Bourse, une préfecture digne de ce nom, des hôtels, des salles de spectacle, un palais de justice, tous édifices qui seraient déjà construits si l'on y avait songé il y a quarante ans. Mais me diriez-vous : « Vous voudriez donc européaniser Constantinople? » Pas le moins du

monde. Il ne s'agit nullement de rebâtir dans le goût de Marseille, de Sofia ou de Dresde, mais de doter la ville de toutes les constructions utiles et indispensables, et tout cela bien entendu dans le cadre architectural du pays. L'étranger, le touriste, n'ont rien de plus en horreur que l'Orient européenisé. Il faut donc conserver avant tout la couleur locale, le cachet turc si caractéristique et si pittoresque, sinon toute reconstruction enlaidira à jamais les sites magnifiques de Stamboul, d'Eyoub et du Bosphore, car elle ne sera qu'une imitation servile et banale de la manière et du style européens, conçus pour d'autres cieux et d'autres mœurs.

Un haut plateau aride, sec, tourmenté, bosselé comme une mer en tempête brusquement figée. Au milieu, la vague d'une colline en arête vive, couronnée d'un Kremlin trapu. Une ville aux maisons couleur terre s'égrène en éventail depuis les murailles de la forteresse jusque dans la plaine : Angora. Lorsque les kémalistes s'y établirent en 1920, et plus tard encore, lorsque je la vis pour la première fois en 1923, la cité paraissait irrémédiablement vouée à une lente agonie. Dans les vieux quartiers, d'ailleurs, rien de la physionomie avenante, du charme connu des cités turques. Pas de cafés à l'ombre des platanes, pas de fontaines aux eaux chantantes; aucun trésor d'art fait d'un minaret amoureuxment ciselé, d'un mausolée antique, d'une coupole hardie, aucune de ces magnificences d'architecture sacrée qui font le charme d'Andrinople, de Stamboul et de Brousse. Ruelles humides épousant l'irrégularité chaotique du sol; masures branlantes, huttes défoncées et de guingois, terrains vagues, murs écroulés, auberges en ruine, trous, flaques d'eau, détritrus, immondices, et, dans cet effroyable délabrement, l'effarante bohème d'une foule en haillons... Telle était la cité, véritable poème de misère, que l'incurie administrative de l'empire léguait à la République. La plaie des villes turques, l'incendie, avait d'ailleurs mué le quartier le mieux situé, celui qui flanque au midi la citadelle, en

un second Stamboul. Deux mille maisons, parmi lesquelles l'école des Frères assumptionnistes, y flambèrent en 1918. Et l'étendue qu'elles recouvraient au cœur de la cité n'est plus qu'un terrain boursoufflé, envahi par la lèpre des moisissures et des ronces.

Le genre de construction employé dans cette partie de l'Anatolie depuis la plus haute antiquité explique d'ailleurs en partie le pitoyable aspect de déchéance et de tristesse de la vieille ville. Les habitations — comme jadis celles de Ninive et de Babylone — sont faites de briques de terre argileuse comprimées sur place et malhabilement ajustées entre quelques planches et poutres qui restent apparentes. Mais, contrairement à l'usage mésopotamien, aucun bitume ne vient cimenter ces fragiles murailles. Le vent, les frimas et les pluies désagrègent donc le plus facilement du monde de telles bâtisses, si bien que l'art des réparations n'étant guère possible avec de pareils matériaux, les ruines s'ajoutent aux ruines et transforment certaines rues de la ville en monceaux de décombres. Le 26 mai 1925, l'officieux du gouvernement d'Angora, le *Hakimietti i Millié*, pouvait même écrire qu'au cours d'un cyclone certaines maisons en pisé ont été, en trois minutes, transformées en quelques poignées de poussière... Et, cependant, c'est dans ces logis inhospitaliers que plusieurs dizaines de milliers de personnes, accourues pour participer au mouvement national, durent, dès 1920, se loger au petit bonheur, acceptant bénévolement un genre de supplice que les ouvriers de nos grandes agglomérations se refuseraient de supporter. Diplomates, chefs de service, hauts fonctionnaires, députés et jusqu'aux ministres eux-mêmes durent se résigner à être plus mal logés que les plus humbles prolétaires de nos cités. En ces années-là, les deux *hans*, ou auberges de la ville, furent à ce point bondées que, la nuit, sur les galeries, il fallait enjamber les dormeurs enroulés dans leur couverture! Quelques infortunés voyageurs se virent même obligés, l'été, d'étendre leur matelas sur les toits, quitte à tomber

dans le vide en plein sommeil. Pendant la guerre de l'indépendance, la moitié de la population campa dans la ville plutôt qu'elle n'y habita. Tous les services de l'Etat se trouvaient réunis dans la même bâtisse et chaque ministère était constitué par une pièce unique. Les hôtels véritables n'existaient pas. Pas de canalisation, pas d'égout, pas de bain si ce n'est de vapeur! Ajoutez à ce tableau une eau que chacun vous recommandait de ne pas absorber, alors qu'elle constituait la seule boisson. Et, chaque été, le paludisme, né des marécages de la plaine, exerçait de douloureux ravages. C'est cependant ce gros village inconfortable, inhospitalier et malsain que la République a voulu transformer en une capitale digne d'un Etat moderne.

Le passé d'Angora, tout autant que sa situation privilégiée au centre de l'Asie Mineure et son rôle pendant la guerre de l'indépendance, aide à comprendre la bonne fortune actuelle de la nouvelle capitale turque. Dès l'époque la plus reculée, Angora joua un rôle de premier plan dans les destinées de l'Anatolie. Avec Rome, portant le nom d'Ancyre et possédant de nombreux temples et amphithéâtres, elle devint la cité la plus florissante de l'Asie Mineure. Puis, l'éclat de Byzance fait pâlir le sien. Les Perses, les Arabes s'en emparent et la détruisent. Descendus des hauts plateaux d'Asie, les Seldjoucides en font une place forte. Tamerlan et ses Mongols la ravagent. Mais avec l'empire ottoman, l'Anatolie est de plus en plus délaissée. L'asiatique Angora tombe insensiblement dans la décadence et dans l'oubli. Les Egyptiens, avec Méhémet-Ali, l'occupent pendant quelques semaines, en 1833. En 1922, les patrouilles de Tricoupis s'en approchent à 90 kilomètres, marquant l'extrême limite de la marche hellénique... Et telle est la trame de l'histoire de la capitale de la République turque. Par un destin singulier, Angora semble vouée tour à tour de la prospérité et à la décadence. Tantôt elle éclipse par son rayonnement et sa splendeur les autres villes d'Anatolie, tantôt elle n'est plus qu'une bourgade chétive et

insignifiante. Mais jamais, à aucun moment, la vie ne se retire complètement d'elle. Ephèse, Assos, Tralles, Priène, Pergame, Hiérapolis, jadis ses contemporaines, ont disparu depuis longtemps. Angora, seule, existe encore, défiant les siècles.

Deux monuments témoignent encore de la grandeur passée de la cité : le temple d'Auguste et la forteresse sel-djoucide. Le premier fut élevé par les princes galates à la gloire du grand empereur. Seule construction imposante qui soit restée de l'époque romaine, cet édifice doit sa conservation au fait que, sous l'empire byzantin, il fut converti en église et qu'au dix-septième siècle un pèlerin de la Mecque, Hadji Baïram, fit construire sur l'un de ses flancs une mosquée, qui constitue encore le meilleur morceau d'architecture musulmane de la ville. Des tombes aux turbans de pierre envahirent même certaines parties de l'édifice qui, mué en mausolée, fut finalement respecté par les Turcs comme dépendance d'un monument religieux. Bref, la mosquée protégea le temple. Les vestiges qui restent encore de ce dernier et surtout les murs aux frises élégantes et la porte aux délicates moulures en prouvent encore l'extrême beauté. Toutefois, l'intérêt des savants s'adresse moins à ces ruines elles-mêmes qu'à un document épigraphique d'une rare importance et connu d'ailleurs depuis le dix-septième siècle. Sur les deux parois internes du *pronaos* (vestibule qui précédait l'entrée du temple), au-dessus des tombes musulmanes, s'étale, en effet, gravé dans la pierre, le texte latin de ce que l'on est convenu d'appeler le « testament politique », écrit par l'empereur Auguste à l'âge de soixante-quinze ans, et qui constitue, en quelque sorte, le résumé de ses actes, ou, mieux, le précis de son règne. L'inscription a, certes, beaucoup souffert de l'injure du temps et des hommes. A plusieurs endroits, le marbre est rongé par les intempéries et de gros trous ont été creusés dans les murs pour en retirer les crampons de bronze qui, à la mode romaine, consolidaient les pierres.

La citadelle seldjoucide qui domine la ville a passé jadis pour la plus formidable forteresse de l'Asie. Le fait est qu'à cette heure encore elle étonne par ses proportions énormes, autant que par la singularité de son architecture. Ses épaisses murailles, trouées d'étroites portes à l'allure de coupe-gorge, et dentelées de curieux saillants en angle, encerclent tout le sommet de la colline et jusqu'à l'endroit même où des rochers à pic surmontent une gorge vertigineuse. Et cet ensemble de fortifications ne laisse pas d'être des plus impressionnants. A se trouver au milieu de ces constructions étranges et puissantes, il vous semble, comme en un souffle d'émotion historique, entendre sous ces voûtes le galop rapide des petits chevaux seldjoucides ou voir les Mongols à face plate bander leur arc derrière les créneaux. Car tout, ici, évoque puissamment le passé d'Angora. L'histoire entière de la ville est d'ailleurs scellée, en quelque sorte, dans ces murailles. Car en raison même de la disette de pierre dans la contrée, les constructeurs seldjoucides ont pris au hasard tous les matériaux qu'ils trouvaient sous la main. A tel point que, sur les flancs de cette citadelle, l'œil étonné découvre ici et là des blocs de marbres arrachés aux temples anciens, des chapiteaux et des fûts de colonne, des autels relevés d'effigies mythologiques, des stèles commémoratives, des pierres tombales, des débris de sarcophages, des frises, des statues même, décapitées toutefois, par des iconoclastes chrétiens ou musulmans, des bas-reliefs, des croix byzantines et jusqu'à des inscriptions grecques ou latines. Et, pour les touristes sensibles à ces vestiges d'antique civilisation, rien n'est plus attirant que ces débris d'art et d'archéologie pittoresquement semés sur les murs de cette forteresse-musée.

Dans la campagne dénudée, tout autour de la vieille ville endormie au pied de la citadelle seldjoucide, la nouvelle Angora se construit. L'idée première avait été, cependant, de constituer la capitale de la République en trans-

formant l'ancienne cité, en élargissant les rues principales, en remplaçant par des solides constructions de pierre les maisonnettes en pisé, en utilisant les quartiers incendiés pour les parcs et les jardins. C'est pourquoi les premiers édifices importants, comme la présidence du Conseil, le ministère de l'agriculture, les écoles modèles Mustapha Kemal, furent élevés à l'intérieur de la vieille Angora. Sur les flancs de la citadelle, divers emplacements privilégiés continuent d'ailleurs à être utilisés pour l'édification de grandes bâtisses, comme celle du palais de justice. Toutefois, les dirigeants se rendirent bientôt compte que la reconstruction de toute l'ancienne cité nécessiterait trop de temps et de frais. C'est pourquoi ils préférèrent finalement bâtir aux alentours une nouvelle ville et, dans ce but, une loi d'expropriation concernant presque la totalité des campagnes environnantes fut déposée, fin 1924, sur le bureau de la grande Assemblée.

La nouvelle Angora n'est plus qu'un immense chantier. De tous côtés, partant de la vieille agglomération aux maisons grises, de nouvelles artères rayonnent dans la plaine. Et le long de ces voies, qui seront demain les rues de la future métropole, des bâtisses à l'européenne surgissent de partout. Les unes même sont terminées ou près de l'être. C'est principalement le cas le long de l'avenue soigneusement pavée qui, de la gare, conduit dans la ville. Là s'échelonnent d'un côté la Chambre des députés, avec diverses dépendances, la Cour des comptes, l'Ecole de droit (ancienne Assemblée nationale), l'édifice du journal *Hakimietti i Millié*, et, de l'autre, de nombreuses villas et un grand hôtel de cinquante chambres qui, sous l'impulsion d'une société française, vient d'être ouvert avec tout le confort occidental. Et voici, sur une autre avenue, un bâtiment qui a fort grand air : l'hôtel des postes. Non loin de là, le bâtiment des archives prend essor au milieu de son échafaudage, et les fondements d'une banque agricole viennent d'être jetés. Dans un autre endroit, la pose de la première pierre d'un musée national a donné lieu, l'au-

tomne dernier, à une cérémonie solennelle en présence de Mustapha Kemal, et une fabrique de tissus appartenant à une société nationale de filature sera prochainement inaugurée. Ici s'élèvera le boulevard de la République, avec théâtre, conservatoire de musique, école de chimie et institut de bactériologie; là, entre la gare et la ville, on projette un grand parc. Ce n'est point tout. A deux kilomètres de l'ancienne cité, en pleins champs, tout un quartier de maisons locatives, aux toits rouges, aux façades claires, est en voie d'achèvement. En cet endroit, 170 immeubles ont été terminés avant l'hiver et cent autres seront bâtis dans le cours de cette année. Toute fantaisie d'urbanisme a d'ailleurs été bannie dans l'érection de ce premier noyau. Ces maisons ont été simplement alignées le long d'un réseau de rues tirées au cordeau et coupées à angle droit. « Le plan de la nouvelle ville est celui de Potsdam », a déclaré Haïdar bey, préfet d'Angora et grand animateur de la nouvelle cité. L'architecture de ces immeubles, qui ne comportent qu'un ou deux étages, reste en outre celle de toute villa locative d'Occident. C'est dire qu'elle est quelconque. Dans ce sens, on peut regretter que le vieux style original turco-byzantin, avec sa gracieuse façade en encorbellement, n'ait pas été choisi. Mais les artistes n'ont sans doute pas été admis à donner des conseils en la matière. Ce que les constructeurs de la nouvelle Angora paraissent avoir voulu, c'est ne point perdre de temps dans des recherches esthétiques et édifier avant tout des demeures rationnelles, simples, confortables. Or, c'est là un grand progrès sur le passé. Pour tout immeuble nouveau, l'emploi du pisé et même dans certains cas du bois a d'ailleurs été interdit par décret préfectoral. La pierre, les briques, le ciment sont, en principe, les seuls matériaux utilisés. Le gouvernement a décidé en effet de tenir moins à la rapidité des constructions qu'à leur solidité. Ce fait est d'autant plus digne de remarque que, jusqu'à ce jour, dans tout le Proche-Orient asiatique, les habitations ont toujours été édifiées en toute hâte et sans grand soin.

Le logement du paysan et même, dans certains cas, du citadin tient encore davantage de la hutte, de la cabane que d'une véritable maison. Autre détail à noter : les *kafess* ou grillages, si chers à Loti, n'ornent plus les fenêtres de la nouvelle ville. L'hygiène moderne, qui veut la lumière et l'air à grands flots, a vaincu une des plus vieilles coutumes de la vie sociale musulmane.

Bref, de quelque côté que se porte le regard, une cité moderne surgit, complètement inspirée de la civilisation occidentale. Un grand effort bâtisseur se manifeste sous vos yeux. Une ville entière pousse du sol à l'endroit même où, hier encore, il n'y avait qu'une steppe. Et, pour quiconque connaît l'Orient, cette anti Amérique, comme le qualifiait un jour Dostoïewski, c'est là un spectacle des plus extraordinaires. Et, cependant, quelles difficultés les ingénieurs, architectes, maçons ou charpentiers n'ont-ils pas à surmonter ? Seuls, par exemple, le grès et le calcaire se trouvent sur les lieux en quantité suffisante. Pour les autres matériaux, il a fallu improviser, en moins de deux ans, nombre de fabriques spéciales ; et maintenant encore, tout ce qui est fer, tôle, acier, houille, charbon, outils, vernis, verre et jusqu'au bois de construction est transporté de Constantinople. L'étonnement grandit encore lorsqu'on se rend compte que toute cette création d'une cité neuve est l'œuvre presque entière des seuls Turcs. A Constantinople, cependant, toutes les constructions du dernier demi-siècle, tous les nouveaux quartiers de Chichli, Nichantache, par exemple, ont été édifiés presque uniquement par les minorités chrétiennes. Ici, le Turc lui-même, à peine aidé par quelques spécialistes étrangers, a mis la main à la pâte. L'ancienne mentalité, celle du moindre effort, paraît être dissipée. Et déjà le vaste chantier de construction qu'est la nouvelle Angora permet de se rendre compte du changement des esprits. Partout autour des fondations ou des ossatures des bâtiments surgis de terre, des centaines d'ouvriers s'empressent. Les marteaux, les scies, les truelles s'agitent. Des

chars, des camions même passent chargés de ciment et de pierre. Des tas de pavés, de poutres s'amoncellent. Des soldats dressent des poteaux télégraphiques. Dans l'air, mille fils se croisent. Une automobile postale, une pompe à incendie passent à toute vitesse. Partout une atmosphère de vie, d'activité et même de fièvre. Le fatalisme à la musulmane s'est dissipé. L'Orient a disparu. Vous vous croyez dans la banlieue de quelque ville d'Occident. Et si vous jetez alors un coup d'œil du côté de la gare, l'illusion paraît complète. Tout un faubourg industriel a surgi là en moins de deux ans, avec fabrique de munitions, minoterie, atelier pour wagons, dépôts de pétrole et charbon, usines aux cheminées fumantes. Mieux encore. A quelques kilomètres, dans un endroit la veille encore absolument désert, toute une agglomération de grandes usines, flanquée d'un quartier ouvrier, le tout pour les besoins de la nouvelle capitale, est en plein fonctionnement. Une briqueterie, un four à chaux, une centrale électrique, une fabrique de ciment, une scierie remplissent pour la première fois la steppe étonnée du bruit de leurs machines. Voilà la nouvelle Angora. La vieille, la morte, appartient au passé. C'est un legs de l'empire et de l'Islam. La nouvelle, la vivante, est tout entière l'œuvre de la République.

Les commodités de l'existence restent cependant, à cette heure encore, presque entièrement bannies d'Angora. C'est ainsi qu'en attendant l'édification complète de la ville moderne, il est des plus difficile de se loger. Les hôtels sont rares, les chambres à prix d'or, et parfois même vous êtes contraint de partager la vôtre avec plusieurs autres voyageurs. Les fonctionnaires, même les plus huppés, ne sont pas d'ailleurs logés à meilleure enseigne. L'afflux de dizaines de milliers d'habitants a suscité non seulement une hausse inouïe des loyers les plus modestes, mais aussi de folles spéculations sur le prix des terrains. Le renchérissement du sol, telle est la première difficulté que rencontrent les bâtisseurs d'Angora. Il s'agit là d'un grave problème. Car il est

bien certain que l'avenir de la nouvelle cité sera sérieusement menacé si la moindre parcelle de terre doit être payée à des prix exorbitants. Le mètre carré par exemple a atteint à certaines enchères plus de 1.000 livres turques, soit près de 15.000 francs français, ce qui dépasse le coût du terrain des villes les plus peuplées d'Occident. A Péra même, dans le quartier le plus commerçant de Constantinople, la même surface n'atteint pas le dixième de cette valeur. De même, des maisons dont le loyer annuel était de 15 livres turques en 1919 rapportent aujourd'hui plus de 4.000 livres à leur propriétaire. C'est dire que la situation est devenue peu à peu anormale et qu'une pareille hausse sur le prix des terrains et des immeubles menace de nuire considérablement au développement harmonieux de la cité. (1)

La cause profonde de la situation anormale n'est autre que la brusque augmentation, dès 1923, du nombre des habitants. Angora souffre d'une fièvre de croissance. En 1837, Texier évalue la population ancyrienne à 20.000 âmes, dont un tiers de chrétiens. Perrot, en 1865, parle de 25.000 Turcs, 12.000 Arméniens catholiques, 4.000 Arméniens orthodoxes, 3.000 Grecs et un millier de Juifs. Au début de la guerre mondiale, la ville ne contient encore que 40.000 habitants.

(1) Diverses critiques sont encore émises à cette heure sur certaine absence de méthode dans l'édification de la capitale. C'est ainsi qu'en l'absence d'un plan préalable général établi par un spécialiste, on a procédé un peu à l'aventure, sur la base de croquis partiels à des travaux qui un jour ne seront plus en harmonie avec le développement de la ville. Le préfet d'Angora qui a visité les grandes villes d'Europe, en 1927, a d'ailleurs, dès son retour, fait des déclarations pour stigmatiser les personnes qui « ont causé de grandes pertes au Trésor en voulant se mêler de choses auxquelles elles n'entendaient rien ». Des techniciens et des spécialistes, voilà en somme ce qui a le plus manqué jusqu'à ce jour à la nouvelle Angora. La fondation d'une ville est une œuvre extrêmement difficile. Une cité n'est souvent le résultat que de longs siècles d'efforts méthodiques et continus. La seule volonté ne suffit pas. Il faut la science. C'est pourquoi la préfecture d'Angora s'est finalement vue dans la nécessité de s'adresser à des spécialistes étrangers qui commenceront d'abord à dresser le plan général d'Angora. L'exécution du projet que mettront sur pied les architectes européens demandera, paraît-il, plus de soixante ans de travaux et cette œuvre coûtera près de cent millions de livres. Car la Turquie tient à posséder une capitale qui ne soit inférieure en rien à celle des pays d'Europe. C'est pour elle un point d'honneur. Et tout fait prévoir qu'elle réussira.

En 1920, après l'incendie, après le départ des Grecs et des Arméniens, ce chiffre se réduit à 30.000. Mais avec la désignation d'Angora comme capitale un brusque afflux double en quelques années la population. (1) Parmi ces 60 mille habitants ne se trouve aucun Grec. Quant aux Arméniens, ils se réduisent à un petit noyau de 50 familles catholiques. Les juifs autochtones parlant un dialecte espagnol constituent encore, comme en 1865, une communauté d'un millier d'âmes. A part ces faibles minorités et quelques étrangers collaborant à la rénovation du pays, la ville est, à cette heure, entièrement peuplée de Turcs musulmans. Dans les campagnes environnantes se trouvent quelques villages kurdes turquisés.

Quoi qu'il en soit, c'est près de trente mille personnes qui, en attendant la construction des quartiers modernes, ont dû se caser au petit bonheur, s'entasser sans le moindre confort dans des maisonnettes de boue. Aussi ne soyez pas stupéfait, si, à cette heure encore, en cherchant la demeure d'un député connu, vous vous trouvez devant une masure décrépite, aux planches disjointes et au sol de terre battue. Etonnez-vous plutôt de l'abnégation de tous ces gens, l'élite de la nation acceptant bénévolement et sans murmure un genre de vie qu'aucun ouvrier européen ne voudrait supporter. Etonnez-vous, car il y a vraiment là, dans cette courageuse adaptation à une vie rude et austère, dans cette absence de besoins de luxe et de confort, dans ce stoïcisme,

(1) Le recensement de 1927 a donné exactement 58 mille habitants. La population a, de la sorte, doublé en moins de huit ans.

D'ailleurs si Angora continue à se développer dans les mêmes proportions, elle sera dans quelques années, après Constantinople la cité la plus peuplée de la République. Une autre constatation a suscité quelque étonnement. Sur ce chiffre de cinquante-huit mille habitants, il s'est trouvé en effet 35 mille hommes et 23 mille femmes. Jamais un écart aussi considérable entre les deux sexes n'a été constaté, en effet, dans le recensement d'aucune ville. Mais pour Angora, les raisons en sont des plus naturelles. La cherté des loyers et le manque de logements ont obligé des milliers de fonctionnaires à vivre loin de leur famille. La nouvelle capitale a d'ailleurs fait fonction de citadelle... C'est pourquoi il ne s'y est guère trouvé de place pour le sexe faible.

une vertu profonde qui, en face de notre continent gavé d'aises, donnera un jour une force énorme à l'Asie qui vient.

Bref, à cette heure encore, Angora est loin d'être un paradis. Restaurants, hôtels, égouts, bains, électricité, eau, rien n'est encore au point. Bien plus, la nature elle-même n'est point des plus clémentes. L'été y est très chaud, l'hiver très froid. Et, contre le soleil, pas d'ombre; contre les basses températures, peu ou pas de charbon. Lorsque le soleil a desséché la terre, l'air est rempli d'une poussière si fine qu'elle vous recouvre de la tête aux pieds et force même les huissiers des ministères, pour vous rendre présentables, à vous épousseter longuement à grands coups de plumeau. Lorsqu'il pleut, les rues ne sont plus que des mares de boue épaisse et gluante.

Et cependant, la République turque reste indéfectiblement fidèle à sa nouvelle capitale. Tous les hauts dignitaires du régime, Mustapha Kemal et Ismet pacha les premiers, sont attachés à cette ville par tous les sentiments respectables qui naissent au cœur des hommes à l'égard des lieux où ils ont lutté et souffert. N'est-ce pas d'ailleurs dans cette cité d'Anatolie qu'est née la liberté turque? Angora revêt pour cette raison une grande importance. Quartier général de la défense turque pendant la guerre d'indépendance, elle est maintenant devenue le foyer de l'idéal national. Elle est la *kaaba* du nationalisme turc.

Toutes les incommodités d'Angora, tous les maux, toutes les souffrances que son seul nom représente s'effacent d'ailleurs aux yeux des Turcs devant le sentiment nouveau qu'elle symbolise : le patriotisme. Le choix de cette ville décadente, négligée, sans hygiène, inconfortable et dépourvue de tout, comme centre de résistance pendant la guerre contre la Grèce fut déjà un acte de beau et solide courage. Mais combien plus remarquable encore est le geste de ces jeunes capitaines couronnés de lauriers et refusant, au lendemain de la victoire, de venir s'installer sur le Bosphore, dans les palais des sultans, devant quelques-uns des

plus beaux paysages du monde, dans une atmosphère de plaisir et de volupté, préférant demeurer sur un haut plateau dénudé, dans la misère d'une ville où n'existe rien, absolument rien de ce qui rend la vie douce et facile. Même héroïsme encore, au cours de l'été 1924, alors que la malaria prit dans la nouvelle capitale les proportions d'une véritable épidémie (1). A cette époque, la fièvre maligne frappe simultanément le président du Conseil, Ismet pacha, et deux ministres, celui des finances, et, ironie du sort, celui de l'hygiène. Néanmoins, nul fonctionnaire, grand ou petit, ne déserta son poste. Tant est forte l'emprise de l'idéal nouveau.

Le quartier élégant d'Angora se trouve sur une hauteur située à quatre kilomètres à l'est de la ville, à Tchankaya. Mustapha Kemal y transporta ses pénates dès la fin de la guerre d'indépendance. Ismet pacha, de nombreux ministres et députés s'y sont fait construire de jolies villas, autour desquelles s'ébauchent déjà quelques jardins à l'européenne. Pour s'y rendre, une nouvelle chaussée, un service régulier d'autobus sont à votre disposition et la course est charmante. Le ciel est largement ouvert, l'horizon immense, et la vue entièrement libre porte au loin sur une mer infinie de collines sèches et tourmentées. Dans une dépression, Angora se déploie autour de sa vieille citadelle. Et, le soir surtout, lorsque le rougeoiement du couchant empourpre l'atmosphère et que les ombres des hauteurs se projettent sur les vallons, le spectacle, plein de modelé et de couleurs, n'est pas sans une harmonieuse grandeur.

C'est à Tchankaya d'ailleurs que les autorités turques offrent gratuitement à tous les Etats qui le désirent le terrain nécessaire à toutes les ambassades et légations. L'Allemagne fut la première à profiter de cet avantage en faisant

(1) Les marais à anophèles qui se trouvaient aux environs de la ville sont maintenant desséchés. Angora est donc définitivement délivrée de la servitude de la quinine.

transporter par chemin de fer, depuis la Bavière, une grande maison en bois, démontable. Edifiée il y a deux ans sur une base de maçonnerie, cette construction est déjà agrémentée d'un jeune parc. Et voici une énorme bâtisse à laquelle une équipe d'ouvriers met la dernière main : un cube de maçonnerie à toits plats, flanqué au hasard de saillants, de rentrants rectilignes, de terrasses, de plates-formes géométriques, le tout enfin d'un style futuriste annonçant de loin la nouvelle ambassade des Soviets. Par contre, les autres grandes puissances n'ont encore fait aucune dépense de construction. La France, par exemple, s'est contentée de louer en ville une maison spacieuse. Mais les arguments que l'on avançait jusqu'à ce jour en faveur du maintien des ambassades et légations à Constantinople paraissent sombrer peu à peu. Et le jour n'est pas loin où toutes les représentations étrangères, de quelque pays qu'elles soient, auront choisi définitivement leur siège dans la nouvelle capitale, au quartier des résidences diplomatiques, à Tchankaya.

Faire d'Angora une cité moderne demande du temps, de l'argent et surtout, ce qui n'est pas très oriental, la volonté de poursuivre inlassablement jusqu'au bout la tâche commencée. Mais, en l'occurrence, la volonté, c'est Mustapha Kemal en personne. Ce grand capitaine aspire maintenant, comme Pierre le Grand, au titre de bâtisseur de ville. A son avis, Angora doit être une capitale méritant ce titre. Et puisque, en ces lieux mêmes, les Romains construisirent Ancyre qu'Auguste transforma en une cité des plus florissantes de l'Asie, aucun obstacle insurmontable ne paraît devoir se dresser contre la conception hardie du héros de l'indépendance turque. Non, rien n'empêche de se représenter un jour, dans vingt ans peut-être, une Angora aux collines boisées, aux larges avenues sillonnées d'autos, de tramways, aux parcs décorés de statues, une Angora bien bâtie, riche et prospère, digne chef-lieu d'un Etat moderne. Et ce résultat sera d'autant plus remarquable qu'Angora

sera véritablement pour les Turcs la première capitale qui leur soit propre. Jusqu'à la fin de l'Empire, en effet, c'est-à-dire jusqu'en novembre 1922, les sultans Osmanlis n'ont vécu que dans des cités byzantines. La ville grecque d'Iconium-Konia fut, en Anatolie, le premier siège de leur gouvernement. Puis ce fut le tour de Brousse, puis d'Andrinople, cité d'Adrien, puis de Byzance, cité de Constantin. Dès son origine à sa chute, l'Empire ottoman n'a donc utilisé comme capitale que des métropoles construites par des mains étrangères.

A vrai dire, dans tout l'Islam, du fait même de la séparation des sexes empêchant toute vie sociale normale et bien équilibrée, la cité n'a jamais été ce centre organisé tel que l'a créé la civilisation occidentale. Dans tout le Proche-Orient musulman, la ville n'a été jusqu'à ce jour qu'un village, un grand village parfois, un énorme village en certains cas, c'est-à-dire un assemblage de maisons sans grand rythme de vie ordonnée et puissante. Au centre, à l'ombre de la mosquée, le bazar et, tout autour, éparpillées, les demeures en bois ou en pisé : telle est encore la cité musulmane. Chez elle, la grosse industrie, le commerce bien constitué, les larges artères, les grands magasins, les places de sport, les musées, et tout ce qui concerne la sociabilité, les jardins publics, les lieux de délassement sont encore inconnus. Et c'est pourquoi à Constantinople même, métropole levantine, le grand quartier musulman, le plus beau et le mieux situé de la ville, Stamboul, est devenu de plus en plus délaissé par la classe aisée, pour les demeures à l'européenne de Péra, Nichantache et Chichli, où le Turc est devenu le locataire des étrangers et des non-musulmans indigènes.

Angora est donc le premier essai de créer en Turquie une ville, une capitale même entièrement turque, dans laquelle la nouvelle société qui se forme dans le pays pourra vivre à l'européenne. La fin de la séparation des sexes, la suppression du harem et de la polygamie n'exigent plus d'ailleurs les mêmes constructions que jadis. Les vieux konaks

aux multiples salons ne sont plus nécessaires. La villa occidentale, aux petits appartements, s'adapte fort bien aux mœurs qu'instaure la République. Dans ce sens, Angora incarne parfaitement la Turquie nouvelle. Elle en symbolise l'esprit. L'Empire avait d'ailleurs façonné Constantinople selon son idéal. La République construit Angora d'après le sien. La réussite de cette expérience comportera, d'autre part, des résultats bienfaisants pour tous le pays. La capitale servira d'exemple. Dans la Turquie entière, l'urbanisme viendra de mode. De même que leurs habitants, les villes turques changeront de vêtements. Konia, Trébizonde, Adana, Brousse, Césarée, Sivas, Eskichéir auront alors leurs avenues, trottoirs, jardins, parcs, hôtels, canalisations, éclairage, égouts, théâtres, stades, tout comme leurs sœurs d'Occident. Et, finalement, le pays, dans son ensemble, suivra l'élan donné. Les coups de marteau qui rententissent à Angora consacrent donc une œuvre digne d'attirer l'attention mondiale. Il suffit d'ailleurs de parcourir l'Asie Mineure, de contempler ses cités en ruines, ses palais à demi édifiés, ses hans délabrés, ses fontaines sans eau, ses routes se perdant dans la campagne pour saisir l'importance des transformations qui s'annoncent. C'est pourquoi l'effort bâtisseur de la République turque est l'un des signes des plus importants parmi ceux de l'Asie qui s'éveille.

CHAPITRE XII

L'AVENIR DE LA TURQUIE

L'EFFORT RECONSTRUCTEUR DE LA NATION TURQUE. — CHEMINS DE FER ET USINES. — CRÉATION D'UNE INDUSTRIE NATIONALE. — FIN DE L'IDÉAL STATIQUE. — RÉCITS DES VOYAGEURS D'AUTREFOIS. — L'ADMINISTRATION IMPÉRIALE. — LA TACHE DES DIRIGEANTS. — LE SYSTÈME GOUVERNEMENTAL. — LA PERSONNALITÉ DU GAZI. — MUSTAPHA KEMAL ET PIERRE LE GRAND. — L'ÉPOQUE LA PLUS SURPRENANTE DE L'HISTOIRE DE LA TURQUIE. — LA GÉNÉRATION D'HIER ET D'AUJOURD'HUI. — DISPARITION DU VIEUX TURC. — LA TURQUIE MARCHE VERS LE BUT.

L'effort reconstituteur de la nation turque est l'un des signes les plus importants parmi ceux de l'Asie qui s'éveille. Après des siècles de somnolence et d'incurie, ce peuple dont l'Europe se disputait déjà la succession a soudainement manifesté une volonté créatrice qui a stupéfait ceux-là même qui le connaissaient le mieux. Lui, que l'Occident unanime dénonçait comme incapable de changements et d'efforts et croyait même à jamais paralysé, s'est brusquement mis en marche. Et déjà la distance qu'il a parcourue en moins de six ans tient du prodige. De 1923 à 1929, il a réalisé plus de réformes que le vieil empire ottoman en cinq siècles. Au lendemain de la paix de Lausanne, la Turquie nouvelle à d'abord abrogé le califat et le sultanat, supprimé l'*Efkaf*, les tribunaux du Chéri, les écoles coraniques et détruit un joug religieux quinze fois séculaire. Se lançant sans fin dans le sillon des idées européennes, elle a adopté de nouveaux codes civil, pénal, commercial. Elle a mis fin à la séparation des sexes, au harem, à la polygamie. Elle a libéré la femme

réorganisé la famille. Son effort de libération morale et intellectuelle est allé jusqu'à se prononcer en faveur de tous les arts, dessin, peinture, sculpture qu'une malencontreuse mystique avait condamné jusqu'à ce jour, chez elle comme dans tout l'Islam. Elle a poursuivi une œuvre de rénovation sociale et économique en créant un service général de statistiques. Elle a recensé sa population selon les méthodes les plus modernes. Elle a adopté notre ère, notre millésime, notre calendrier, notre comput même de vingt-quatre heures. Son effort technique n'a pas été moins considérable. En moins de six ans elle a construit plus de mille kilomètres de chemin de fer. Elle a doté le pays de fabriques de sucre (Alpollou en Thrace et Ouchak), d'allumettes (Sinope), d'avions (Césarée), sans parler d'autres usines créées un peu partout. Et de la sorte, pour la première fois, des problèmes comme celui de la création d'une véritable industrie, d'un commerce purement turcs ont été portés devant la conscience nationale. Elle a promulgué d'autre part des lois sur le travail, sur l'éducation professionnelle des masses, sur la création d'écoles de métiers. Alors qu'autrefois les gouvernements de ce pays n'accordaient quelque intérêt qu'aux questions politiques, un Conseil supérieur économique de la nation adjoint au gouvernement a été organisé pour le développement de la production. Pour la première fois, l'élite intellectuelle s'intéresse aux ouvrages et traités scientifiques conçus par les meilleurs cerveaux d'Occident. C'est ainsi que les *Doctrines économiques* de Charles Gide, les *Richesses des nations* d'Adam Smith viennent d'être traduits en turc. En tous domaines, la tendance générale est de transformer, d'améliorer, de techniser. La jeune génération s'agite en pleine ardeur de réalisations. Pour la première fois, on voit des Mehmed, des Hassan, des Ali s'occuper de moteurs, faire des installations électriques, se pencher sur des établis, limer, fraiser. La Turquie se technise. Elle entre dans l'activité physique et matérielle. Bref, la révolution à laquelle préside Mustapha Kemal a été remarquable non

seulement en étendue, mais en profondeur. Elle a été et est à la fois politique, sociale, morale et économique. A ce peuple qui, lentement asphyxié par l'opium de ses narghilés et la poussière de ses codes millénaires, se mourait au milieu de ses médréssés en ruines et de ses cimetières, elle a donné, avec l'organisation à l'européenne, un sens, un goût nouveau à la vie.

Ce tableau toutefois n'est pas sans ombre. En effet, l'ardeur et la hâte avec lesquelles le nouveau régime renonce aux traditions orientales pour adopter en bloc tous les principes de la civilisation occidentale suscitent parfois quelque désarroi dans la vie sociale. C'est-à-dire que des flottements se produisent dans certains cas lors de l'application des nouvelles réformes. Dans ce sens, on a peut-être péché à Angora par un excès de zèle qui traduit d'ailleurs fort bien toute l'audace, toute la foi en son avenir d'une nation désireuse à tout prix de bien faire et de progresser. L'œuvre de reconstruction de la Turquie nouvelle offre donc quelques erreurs de plan et de méthode. Mais c'est une œuvre et c'est l'essentiel. Déjà, elle a mis fin à l'ancien idéal statique. Et les imperfections que peut y découvrir notre œil d'occidental sont en somme bien petites devant ce changement profond qu'elle représente en Turquie dans le sens même de la vie.

L'effort constructeur de la nation turque est, d'autre part, trop souvent handicapé par les vices d'une administration qui n'a pu naturellement changer du jour au lendemain. On connaît les récits des voyageurs d'autrefois en Turquie. Tous concordent sur l'esprit charitable, généreux, foncièrement droit et honnête du peuple turc. Mais aucun d'eux non plus ne manque de signaler la corruption, les abus, le scandale de l'administration et de la classe dirigeante. Il n'en est pas un seul qui ne relève ce singulier phénomène d'une société où la moralité va en décroissant de bas en haut. Le diagnostic de ce mal, qui paraît d'ailleurs vieux comme l'Orient, est décrit généralement de la

sorte : tous les fonctionnaires, du pacha jusqu'au dernier scribe de province, n'ont d'autre but que de tirer de leurs charges le plus de profit possible. Sangsues infatigables, ils sucent la moelle de la nation. Non seulement ils volent l'Etat mais ils pillent le peuple. Et ce mal est si profond, cette absence d'honnêteté parmi les gouverneurs de province, les collecteurs d'impôts, la police et les juges, etc., a pris une telle forme d'habitude qu'elle a fini par être considérée comme une tradition d'usage, reconnue et acceptée par tout le monde.

Un pareil système ne pouvait provoquer à la longue qu'une complète anarchie morale. Le fait est que l'empire ottoman ne posséda jamais qu'un nombre infime de citoyens soucieux des intérêts de l'Etat. Pachas, valis, cadis, muftis, mollahs et autres, tous manquèrent du sentiment du devoir social. La révolution de 1908 n'y changea rien. Les Jeunes-turcs manifestèrent la même malhonnêteté dans la gestion des deniers publics. Le pouvoir ne leur apparut avant tout que comme une source de richesse. Dénués de tous scrupules, dépourvus des vertus morales les plus élémentaires, les leaders unionistes, après avoir obtenu la libre disposition des revenus de l'Etat, tinrent à réaliser personnellement, à tour de rôle, une bonne affaire. Dans ses *Mémoires*, l'ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople pendant la guerre, M. Morgenthau, a d'ailleurs donné à ce sujet les détails les plus précis. Bref, les chefs unionistes conservèrent toutes les traditions du régime hamidien qu'ils avaient renversé. La guerre même aggrava le mal en permettant sans peine à toute une foule de dirigeants de s'enrichir aux dépens de la nation. On sait d'ailleurs que jusque au dernier monarque y compris, il n'y eut jamais en Turquie un budget au sens européen du mot. Et cette absence de système financier ayant tout naturellement comme corollaire l'absence de contrôle, de responsabilité et de sanction, a permis dans tous les domaines les exactions les plus inconcevables.

Ces mœurs ont-elles changé avec la République? Pour répondre à cette question, il convient de ne pas perdre de vue que la grande majorité des fonctionnaires d'aujourd'hui sont encore ceux de l'empire, et que la seule vertu du nouveau régime ne pouvait en aucune façon changer leurs mœurs, leurs habitudes et leur psychologie. L'état des finances ne permet pas d'ailleurs de les payer encore comme il conviendrait. La misère parfois est à leur logis et souvent, s'ils mendient ou volent, c'est pour vivre. Dans ces conditions, le règne du *bakchiche* a tendance à se maintenir sous les mêmes formes que jadis. Le nouveau régime donc n'est pas indemne de ce mal. Dès 1923, de nombreux abus ont alimenté la chronique des journaux. Mais hâtons-nous d'ajouter qu'aucun grand nom de la République n'a été éclaboussé par ces scandales. L'honnêteté de Mustapha Kemal, d'Ismet pacha et autres est hors de cause. Ces hommes qui, au lendemain de la victoire, préférèrent les chaumières d'Angora aux palais des sultans ne peuvent être suspects de la moindre compromission. Dans nombre de cas d'ailleurs, ils ont osé sévir courageusement contre la corruption administrative. Lors de l'affaire du retour des riches Arméniens, par exemple, qui, de l'étranger, avaient prodigué à droite et à gauche de généreux *bakchiches* pour rentrer à Constantinople, Ismet pacha prit immédiatement les mesures qui convenaient en révoquant dans les vingt-quatre heures le vali, le directeur de la police, le chef du cabinet particulier du ministre de l'intérieur, le chef de la police du port, le chef adjoint de la première section de la police, deux commissaires de police, des membres de la commission des biens abandonnés... car tous ces gens-là s'étaient laissés acheter. Mais ce seul exemple montre, en même temps que l'ampleur du mal, la lourde tâche qui incombe aux dirigeants de la Turquie nouvelle en les forçant de frapper les hommes mêmes qu'ils ont investi des plus lourdes charges ou chargé des missions de confiance, leurs

propres fonctionnaires, leurs collaborateurs, et parfois leurs proches, leur amis, leurs parents.

Ces mêmes dirigeants sont obligés de mesurer leurs efforts non seulement au tempérament et à la psychologie, mais aussi au développement culturel du peuple turc. Dans cette nation de quatorze millions d'âmes, seuls quelques dizaines de milliers d'habitants savent lire et écrire : ce sont, à côté des intellectuels des professions libérales, les fonctionnaires. La grande masse du peuple est entièrement inculte en face d'une minorité à laquelle son instruction donne une véritable omnipotence et qui, de ce fait, forme une caste à part. Mais il n'en reste pas moins que cette caste, par ses connaissances mêmes, est nécessaire et rend d'immenses services. Si corrompue qu'elle soit, les dirigeants ne sauraient s'en priver ou même la frapper sans ébranler les fondements mêmes de l'Etat. Cependant, c'est principalement par des sanctions contre les coupables que la République pourra le mieux triompher des vices de son administration et arriver à ériger en principe immuable l'honnêteté dans la gestion des affaires publiques.

La lutte contre les abus est enfin une question d'instruction et d'éducation. Tant qu'une faible minorité seulement saura lire et écrire, le mal subsistera. Or, la réforme essentielle, l'adoption des caractères latins vient d'être votée par le Parlement. Les vices de l'écriture arabe sont certainement l'une des causes principales pour lesquelles le peuple turc est resté arriéré en civilisation. L'adoption des caractères latins aura pour effet de diminuer rapidement le nombre des illettrés tout en donnant naissance à une opinion publique. Une telle réforme permettra de la sorte à la nation turque non seulement de s'initier plus rapidement à la vie moderne, mais aussi de lutter contre les abus de ses bureaucrates et à posséder enfin une bonne administration.

Il convient maintenant d'examiner le système gouvernemental à travers lequel se poursuit cet effort de recons-

truction. Vu d'Occident, avec sa Chambre votant sans cesse des lois les plus modernes et les plus avancées, le régime de la Turquie nouvelle paraît fonctionner comme celui d'un Etat véritablement libéral et démocratique.

Or, considéré de près, le spectacle est tout autre. Depuis la loi dite du « maintien de l'ordre » adoptée au début de la révolte kurde, la liberté politique a disparu du pays. Un seul parti, celui du gouvernement, est autorisé, à l'exclusion de toute autre organisation. Le mécanisme libre des forces politiques est strictement interdit. Toute opposition est supprimée. La presse entière est quasi officielle et obéit au mot d'ordre. Quant à la Chambre, elle est réduite à un rôle secondaire, ses décisions mêmes lui sont dictées par le chef d'Etat, Mustapha Kemal, car tout le système repose sur les épaules de cet homme. Tout dépend de lui. Et nous sommes en présence d'une véritable dictature.

A vrai dire, le concept même du libéralisme n'a jamais pris véritablement racine en Turquie. En 1908, avec la révolution jeune-turque, on put croire un instant que les nouveaux dirigeants dont la plupart avaient fait leurs études en Europe, allaient fonder un régime libéral et occidental. Mais de suite, les révoltes des diverses nationalités qui composaient alors l'empire ottoman, empêchèrent les jeunes-turcs de sacrifier aux principes libéraux. C'est pourquoi, née cependant sous les auspices de la démocratie, la fameuse association *Union et Progrès* sombra en quelques semaines dans le même despotisme que celui des sultans. Et ce n'est, en somme, que dans la courte période qui va de la paix de Lausanne (juillet 1923) à la révolte kurde (avril 1925) que la Turquie a connu véritablement un régime laissant à chaque citoyen le plein exercice des libertés essentielles. Il est donc certain que Mustapha Kemal a voulu doter d'abord son pays d'une véritable démocratie à l'européenne. Mais les difficultés qu'il rencontra dans l'exercice du pouvoir l'incitèrent finalement à retirer quelques-unes des libertés qu'il avait octroyées. En effet, pour réaliser l'œuvre

de progrès social qu'il s'était fixée et qui consistait à arracher la Turquie aux traditions orientales et islamiques et la faire pénétrer en Europe, Mustapha Kemal se heurta dès le début à une résistance considérable. Il dut faire face d'abord aux hodjas brandissant le Coran et aux sultano-philés dont l'action s'appuyait sur l'étranger. Il dut réprimer une insurrection de deux millions d'habitants, la révolte kurde. Puis, avec l'unionisme renaissant, les luttes politiques reprirent bientôt un caractère sournois, acharné, des plus menaçants pour la jeune République. Car l'opposition politique en ce pays a toujours confiné par certains côtés à la trahison ou au complot. A côté d'hommes probes qui tentèrent de constituer en face du gouvernement kémaliste une opposition normale et rationnelle selon le jeu naturel des tendances et des esprits, vinrent se glisser toute une tourbe de gens sans aveu, prêts, comme à Smyrne, à attenter aux jours du chef d'Etat. Mais surtout, avec l'expérience acquise au pouvoir, Mustapha Kemal se rendit bientôt compte que le peuple turc, soumis depuis des siècles au régime arbitraire des sultans, ne pouvait s'adapter sans une longue période de préparation au mécanisme d'Etats ayant l'expérience de tout un passé d'indépendance. Il réalisa que le peuple turc, inculte et illettré comme il l'est et dépourvu d'autre part de toute éducation politique, ne pouvait se lancer sans danger sur le terrain de la démocratie pure. A la même époque d'ailleurs, l'exemple de la Russie et de l'Italie favorisait, sans autre explication, l'emploi de règles gouvernementales plus personnelles et plus despotiques. Prenant dès lors toute la responsabilité du pouvoir il revint en grand à l'application du principe d'autorité.

Mais le peuple turc s'indigne-t-il d'avoir perdu sa liberté après l'avoir à peine entrevue? Proteste-t-il? Souffre-t-il? Nullement. Le régime kémaliste tel qu'il est se supporte en Turquie le mieux du monde. Le pays entier, à part peut-être quelques centaines d'intellectuels, le trouvent même tout à fait normal. Ce fait qui peut paraître incompréhensible

à un Occidental, s'explique par le fait que la liberté n'est nullement une mystique pour le peuple turc.

Il la craint même parfois, parce qu'il se rend compte d'instinct que, dans une société qui souffre déjà du manque de certaines vertus, elle peut être plus nuisible que profitable, dégénérer trop rapidement en licence et livrer le pays à l'anarchie. Enfin, comme tout peuple dont la psychologie a été façonnée au cours des siècles par l'Islam, le peuple turc tient avant tout à la quiétude. Il veut le calme davantage que la liberté. Il veut le *kief*. Bref, le Turc, sous Mustapha Kemal comme sous les sultans, se passe fort bien de tous droits politiques. Et que l'on ne nous objecte pas le mouvement national qui souleva dès 1919 l'Anatolie : son but n'était autre que l'indépendance de la nation et nullement les libertés politiques individuelles. En un mot, le peuple entier reste encore passif devant les fameux droits de l'homme. Il ne les recherche pas. Il n'en parle même pas, car il n'en ressent nullement le besoin. D'ailleurs, contrairement aux révolutions d'Occident qui, toutes, sont l'œuvre des masses, aucune des deux révolutions turques, en 1908 et 1919 ne sont venues du peuple. L'une et l'autre, au contraire, lui ont été imposées, au besoin par des pendants. Aussi a-t-il été forcé finalement de les accepter. Quoi qu'il en soit, l'inculture du peuple turc, en même temps que son goût du *kief* aide à comprendre le régime qui est appliqué actuellement en Turquie. La dictature a été imposée au chef de l'Etat par les circonstances. Mustapha Kemal ne pouvait agir autrement. La révolution à laquelle il préside, c'est lui seul qui l'a faite. Il ne doit rien à personne. Il a pris le pouvoir par la force en dehors de tout assentiment quelconque et de tout suffrage. Il ne doit son succès qu'à son audace.

Bref les règles gouvernementales du régime kémaliste sont politiquement celles qui sont appliquées en Russie et en Italie. Mais si la dictature existe, il convient aussi de reconnaître qu'elle est nécessaire. A tel point que la force

des choses l'aurait imposée, même si Mustapha Kemal ne l'avait pas voulue. Comme nous l'avons déjà dit, d'ailleurs, et dès qu'il prit le pouvoir, le chef d'Etat turc se déclara personnellement partisan du libéralisme. Il eut en tous cas des velléités très nettes de s'en inspirer. Mais l'application finale de la démocratie ne pouvait dépendre de lui. D'ailleurs s'il n'a pas réussi à doter le peuple turc de libéralisme politique, il lui a donné le libéralisme social. Le premier, au flambeau de la raison pure, il a arraché une nation d'Islam à la coutume et à la routine. Et cela peut suffire à la gloire d'un homme.

La personnalité de Mustapha Kemal remplit toute l'histoire de la Turquie au cours de ces dernières années. Depuis le jour où, en mai 1919, la conscience révoltée par la turpitude du sultan et de la Sublime-Porte, il quittait Constantinople, débarquait à Samsom pour créer un Etat national turc à la place de l'empire ottoman, victoires militaires, révolution politique, réformes sociales, tout est son œuvre propre. C'est lui qui en tous domaines et dans les situations les plus critiques a, chaque fois, tracé la voie à suivre, décidé de la méthode à appliquer et dirigé l'exécution. Lui seul continue à donner au pays, au-dessus et en dehors du parlement, l'impulsion nécessaire. Tel d'ailleurs il a été sur les champs de bataille, tel il veut être à la tête de l'Etat, soit un homme d'action, un conducteur d'hommes (1). Dans ses discours, pas de phrases cérémonieuses, par de périodes redondantes de vaine rhétorique. Son langage simple, familier, sans apprêt est à la portée de tous. Et, comme on l'a vu, une pensée unique le traverse entière-

(1) Pour bien comprendre Mustapha Kemal, il convient d'ailleurs, de connaître ses origines. Né à Salonique en 1880, fils d'un ancien fonctionnaire qui s'était établi commerçant en bois de construction, il est, dès le seuil de la vie, en proie à mille difficultés qui affineront son caractère. Le milieu qui l'entoure est entièrement macédonien. Et c'est cette influence sans doute qui lui donnera dès son jeune âge le goût de la politique, de la chose publique en même temps que le désir d'une rénovation profonde

ment : civilisation. D'après Mustapha Kemal, la Turquie doit accepter sans réserve, sans restriction la civilisation moderne telle qu'elle régit le monde; elle doit marcher avec son siècle.

Lorsqu'il commença ses réformes, un conflit violent dressait la Turquie de civilisation islamique et orientale contre la Turquie déjà imbue d'idée laïques et aspirant à la culture occidentale. L'intelligence, les sympathies de la première étaient tournées vers l'Asie et celles de la seconde vers l'Europe. L'une n'éprouvait d'autres besoins que de mener une existence tranquille dans le cadre moral du vieux fatalisme musulman; l'autre tendait par contre à emprunter à l'Occident sa mentalité, son esprit d'activité et de discipline et jusqu'à son système social. C'était en somme au sein d'une même nation, la lutte entre deux civilisations entièrement opposées. Dans ce sens, un parallèle des plus curieux peut être dressé entre la situation actuelle de la Turquie et celle de la Russie sous Pierre le Grand. Bien entendu, il ne s'agit nullement d'édifier une comparaison absolue entre deux âges si différents. Mais il n'empêche que, dans certaines manifestations de leur vie sociale, la Russie orthodoxe de la fin du xvi^e siècle et la Turquie musulmane du début du xx^e siècle offrent une physionomie étrangement ressemblante. Et cette particularité est d'autant plus frappante, qu'à ces deux époques, deux hommes personnifiant dans les deux pays l'esprit de rénovation, Pierre le Grand et Mustapha Kemal, se sont dressés l'un et l'autre contre la routine, la superstition et le fanatisme.

Lisez un ouvrage quelconque sur l'histoire russe. Vous verrez qu'au xvi^e siècle, la majorité des moscovites ins-

et radicale de son pays. Il est curieux, d'ailleurs, de noter que toutes les révolutions qui ont ébranlé l'empire ottoman et même tous les hommes qui les ont dirigées sont venus de Macédoine. C'est Niasi bey, c'est Talaat, c'est Enver, c'est Mustapha Kemal. Mehemed Ali lui-même, qui redressa la destinée de l'Egypte, était originaire de Cavalla. Et pour les figures héroïques de l'histoire, l'on pourrait remonter jusqu'à Alexandre le Grand.

pirés par les ancêtres de Raspoutine qu'étaient les thaumaturges, se dressaient contre toutes les nouveautés, contre la moindre réforme même la plus sensée. L'eunuquisme volontaire des « skoptzi », basé sur l'application littérale de la parole sainte : « Si un de tes membres commet une faute coupe-le arrache-le et jette-le loin de toi », est répandu dans une grande partie du pays. C'est d'ailleurs une floraison extraordinaire de sectes étranges, vieux croyants, flagellants, tourneurs en rond, entichés de pratiques insensées. Pierre le Grand veut fumer, se raser le menton, s'habiller à l'européenne : c'est un haro qui secoue tout son peuple et des prêtres enseignent qu'il est l'Antéchrist. Le tzar cependant tient victorieusement tête à ses adversaires. Il monte une usine de traductions pour les ouvrages de toute nature, science, droit, agriculture. industrie. Il réforme tous les codes russes sur les modèles européens. Il interdit à Moscou le port de longues robes à l'asiatique, ordonne à ses courtisans d'utiliser le rasoir, transforme le calendrier, modifie les caractères slaves de la langue écrite. Un patriarche fait opposition à ces réformes : il répond par de larges saignées dans les caisses des monastères et transforme toute l'éducation religieuse dans les collèges ecclésiastiques. Les boïars se révoltent : il les terrasse. Les femmes des classes supérieures sont enfermées dans le *térem* : il le supprime. Les parents marient leurs enfants sans les consulter : il interdit cette pratique et institue des fiançailles à l'européenne. Il exige que ses courtisans, ses ministres eux-mêmes apprennent à danser le menuet et la pavane et lui-même donne l'exemple. Bref, le jeune tzar brisant la gangue de barbarie et d'obscurantisme qui paralysait son pays, fait respirer par force à la Russie l'oxygène du bon sens et de la raison et la dote d'une nouvelle vie sociale.

Considérez maintenant la Turquie à l'heure où Mustapha Kemal entreprend de l'arracher à sa décrépitude. Toute une partie, la plus primitive et la plus arriérée de la nation, ne peut se résoudre encore d'abandonner de vieilles prati-

ques insensées et défie de la sorte tout principe de civilisation, brise toute tentative de progrès. Il n'est pas de mois, comme nous l'avons vu lors de l'abrogation du Califat, lors du port du chapeau, sans que des cheiks féodaux, moines mendiants, prédicateurs de sornettes, derviches de tous poils se dressent au nom de l'Islam contre toute idée de réforme à l'occidentale. Répudiant l'esprit positif des sciences modernes, ils ne veulent modifier en rien des concepts qui fleurissent encore, en plein xx^e siècle, si ce n'est la magie et la sorcellerie, du moins les pires des superstitions. Ces gens en veulent à Mustapha Kemal de toutes les réformes par lesquelles il tente d'asseoir le pays sur une base moderne et rationnelle. Ils lui reprochent d'arborer l'habit occidental, de fixer une visière au képi de l'armée, d'adopter le chapeau, de corriger des codes vieux de treize siècles, d'établir un état civil, de baser le mariage sur le consentement réciproque, de réglementer le divorce, de donner le coup de mort au harem en abrogeant la polygamie, de laisser les femmes pénétrer librement dans la société des hommes, de remplacer les caractères d'impression arabes par les signes latins, de faire traduire le Coran, d'introduire le système métrique, le calendrier grégorien, de transformer selon les principes modernes le régime de la propriété, d'organiser un cadastre, d'effacer les derniers vestiges de la féodalité, d'arracher son pays à l'immobilité et l'apathie. Car toute cette Turquie momifiée qui se dresse contre Mustapha Kemal, tous ces changements sont la véritable abomination de la désolation.

Comme Pierre le Grand, Mustapha Kemal s'est trouvé de la sorte devant une société dominée en partie par l'ignorance et le fanatisme religieux et qu'il réforma en s'inspirant des idées occidentales. Comme le tzar qui fut le véritable fondateur de la Russie moderne, il sépara le dogme de la raison, la religion de la politique, le temporel du spirituel, l'esprit de la lettre. Comme lui il s'efforça de donner une forme nouvelle et raisonnable, en dehors de toute mystique

adultérée et de toute théocratie, aux institutions, aux mœurs et coutumes de son pays. Avec Pierre le Grand, la Russie, d'Etat asiatique, anarchique et barbare qu'elle était, devint une nation moderne pourvue de tous les organes qu'exige une véritable civilisation. Avec Mustapha Kemal, la Turquie nouvelle, libérée pour la première fois des banderoles théocratiques qui l'immobilisaient, est devenue — ce qu'elle n'a fait que paraître jusqu'à ce jour — un Etat européen.

Quoi qu'il en soit, la Turquie a vécu au cours de ces dernières années l'époque la plus surprenante de son histoire. Le monde entier la croyait décadente, moribonde, quand brusquement, dans un effort presque surhumain, elle s'est redressée et mise en marche. Cet événement était à ce point inattendu qu'il ne lassera jamais, croyons-nous, l'attention des générations futures; car il a dérouter toutes les prévisions qui dénonçaient le Turc comme incapable de changement et d'effort. Les transformations qui se sont opérées dans le pays n'ont pas été de simples modifications de forme ou d'apparence; ce qui s'est écroulé, ce n'est pas simplement le sultanat et le califat, c'est l'Orient vétuste tout entier. Cette nation touranienne qui, depuis des siècles, vivait à l'écart des peuples civilisés, emprisonnée dans un moule immuable fait des mythes théocratiques, de codes révélés, des mœurs anachroniques, de lois irrationnelles, d'usages désuets et de routine s'est brusquement dégagée à l'appel de la vie, de l'intellect et de la raison. A l'état de chrysalide depuis le jour où la loi coranique tissa autour de ses membres les fils ténus de ses dogmes froids et figés, elle vole maintenant à l'air libre, de ses propres ailes.

Qu'en doit-on conclure? En un mot quel est l'avenir de la Turquie? Constatons d'abord que la résurrection turque n'a été jusqu'à ce jour que l'œuvre d'un seul homme. Si Mustapha Kemal n'était pas apparu et s'il n'avait pas été appuyé par des officiers d'état-major de grande valeur

comme Ismet pacha et par un clan d'intellectuels européens, la Turquie, asservie plus que jamais sous la loi immuable du Coran, serait certainement retombée en pleine inertie, en plein fatalisme, en laissant à Allah le soin de pourvoir à son existence et à la bureaucratie civile et religieuse celui de favoriser une nouvelle et ultime catastrophe. Sans cet homme, la Turquie serait, à cette heure, vassale de la Russie ou de l'Angleterre et ne différerait en rien des pays du centre de l'Asie. Or, la tâche de Mustapha Kemal est loin d'être terminée. Jusqu'à ce jour, le dictateur a vaincu la vieille âme turque pétrie de fatalisme et lui a donné un idéal nouveau. Mais si le destin le frappait au cours des prochaines années, son œuvre pourrait bien disparaître avec lui. « La République est encore au biberon » me disait un des députés des plus connus « et le rôle de Mustapha Kemal n'est autre que celui d'une nourrice ». L'avenir immédiat de la Turquie dépend donc de la vie d'un homme. C'est pourquoi il n'est de Turc, même parmi ses adversaires, qui ne se rende compte, instinctivement, qu'à cette heure encore le héros de l'indépendance turque est pour le pays une nécessité vitale, la clef de voûte même de l'édifice en construction et qui ne lui souhaite une longue existence. Car chacun se rend compte que s'il succombait trop tôt à la tâche, ses réformes seraient menacées avant même qu'elles aient été, de façon définitive, sanctionnées par le temps.

L'avenir de la Turquie dépend en second lieu de la paix. Douze années de guerres presque consécutives, de 1910 à 1922 ont appauvri à tel point le pays que tout nouveau conflit d'envergure signifierait certainement son effondrement définitif. Les officiers d'état-major brevetés qui siègent au gouvernement d'Angora ne l'ignorent pas. Ce sont d'ailleurs des réalistes nés et savent leur métier. Ils président donc aux destinées de leur pays en connaissance exacte des forces dont ils disposent. La politique qu'ils ont choisie est de conservation. Sous la conduite de Mustapha Kemal, la Turquie a réussi l'exploit inespéré d'assurer son

indépendance nationale. En possession de ce précieux héritage, conquis au prix de son sang, elle se garde, de l'exposer au moindre péril. Tout naturellement donc elle est pacifiste. Mais cette attitude n'a jamais suffi à écarter la guerre. La paix qui peut assurer son avenir ne dépend pas de la Turquie. Les appétits et les passions continuent à gouverner le monde et les lois économiques poursuivent leur jeu cruel. Certains pays surpeuplés demandent pour vivre de pouvoir ensemer des terres qui, ailleurs, restent inexploitées. La concurrence entre nations reste toujours vive. Et pour échapper à la loi du plus fort la Turquie doit tendre toute sa volonté à se développer, se peupler, s'enrichir. L'histoire des races est d'ailleurs une lutte pour la vie et celles qui n'arrivent pas à se maintenir au niveau du progrès sont fatalement condamnées tôt au tard.

L'avenir de la Turquie dépend donc non seulement de la paix mais d'un travail assidu. Jusqu'à ce jour, la jeune République a parfaitement réussi au point de vue politique, militaire et social, Mais une grande tâche lui reste à accomplir sur le champ économique. En effet, en raison même de l'incurie de l'empire ottoman, il y a peu de pays où il y ait tant à faire dans l'exploitation du sous-sol, comme dans l'organisation rationnelle de l'élevage et de l'agriculture. Des contrées parmi les plus fertiles du monde sont restées ce qu'elles étaient il y a mille ans. D'autre part la Turquie souffre d'un mal connu : le manque d'argent. Pour un territoire plus grand que la France, par exemple, il n'existe qu'un nombre absolument infime de capitaux indigènes, alors qu'il en faudrait en abondance. L'avenir de la Turquie dépend donc encore de la collaboration effective du capital étranger. Constatons encore que l'échange des populations a privé la Turquie d'une classe sociale des plus indispensable à la structure et à l'équilibre de l'Etat. Les allogènes qui sont partis, Grecs, Arméniens et Juifs formaient entre les dirigeants et le peuple turc un corps social nécessaire, car il représentait l'épargne, le capital, les mé-

tiers, le commerce, l'industrie, la banque, les rapports avec l'étranger et bien souvent l'intellectualité. Or, cette classe a disparu, et la Turquie manque encore d'une véritable bourgeoisie, servant au peuple d'exemple ou de stimulant et lui assurant une ascension sociale. Bien entendu, cette classe ne peut s'improviser. D'ailleurs, la génération actuelle, plus influencée encore par les traditions coraniques qu'imprégnée du nouvel esprit de libération intellectuelle ne pourra la fournir. La bourgeoisie de demain est la jeunesse d'aujourd'hui, c'est-à-dire celle qui est encore à l'école. La tâche est donc ici toute d'instruction. La République se doit d'apprendre au peuple à lire et à écrire, de l'éduquer, de manière à en dégager les éléments qui constitueront cette classe moyenne.

Constatons enfin que si le progrès matériel en tous domaines est déjà évident en Turquie, si les formes extérieures de la vie sociale et économique se modifient de jour en jour, si même une grande activité intellectuelle se manifeste, si les méthodes éducatives se modernisent, si les lycées travaillent et les beaux-arts reprennent vie, le réveil moral et spirituel ne fait que commencer. Certes, le Turc moyen s'est déjà débarrassé quelque peu de cette habitude d'esprit qui le portait à la vie végétative, sans élan, sans volonté; il a commencé à comprendre la valeur du temps, de la précision, de la méthode; mais il lui reste encore, tout naturellement, comme héritage de son passé toute une psychologie orientale qui ne peut changer qu'avec les générations. Pour expliquer la décadence de l'empire ottoman, on a parlé de l'incapacité originelle de la race turque. C'est là une grave erreur. Dans ce pays autant que dans ceux d'Occident il se trouve des hommes de premier ordre. L'intelligence et la capacité naturelles ne manquent pas. Ce qui fait défaut, c'est l'esprit civique, c'est le caractère. L'avenir de la Turquie dépend donc enfin d'une réforme morale et psychologique. L'occidentalisation doit concerner toute la vie de l'âme. La Turquie sera réellement européenne lorsqu'elle obéira à

l'état de conscience des peuples d'Occident. C'est là le grand œuvre. Sa réussite d'ailleurs ne dépend pas seulement de la volonté et de l'exemple des dirigeants. L'effort doit aussi venir d'en bas, du peuple lui-même. En Turquie, en effet, les vices, la corruption, les abus des gouvernants n'ont souvent tenu qu'à la faiblesse de caractère des gouvernés. Ces derniers, par leur impassibilité, par leur absence de réaction devant l'erreur et le mal, ont été aussi fautifs. La réforme dont nous parlons ne se réalisera donc que si le peuple turc lui-même arrive un jour à manifester dans la vie civile un peu de ces vertus, de ce courage qu'il a toujours déployés sur les champs de bataille.

Mais déjà on peut avoir confiance. Les entraves psychologiques elle-mêmes qui sont le résultat d'un long passé de despotisme tomberont peu à peu. Le jour viendra où le Turc sera un citoyen véritable et où la Turquie disposera d'une opinion publique. Car la matière première est bonne. Et déjà dans les cœurs mêmes une transformation est sensible. C'est ainsi que, d'une Chambre à l'autre, les députés ont manifesté plus d'activité, plus d'ardeur en même temps que plus de souci de l'intérêt public. Un trait net sépare la génération d'hier de celle d'aujourd'hui et dans la même famille le père et le fils sont souvent devenus étrangers l'un à l'autre. Sur toute l'étendue de la République on peut dire que le vieux Turc a disparu. Son rôle est terminé. Le passé qui pèse sur lui l'exclut de la vie de la nation. Sous la haute direction de Mustapha Kemal les jeunes gens ont pris possession du pays et la Turquie marche lentement, mais directement vers le but.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	vii
 CHAPITRE PREMIER 	
LA FUITE DU DERNIER SULTAN.....	1
<p>La débâcle hellénique. — La situation paradoxale de Constantinople. — Au lendemain du triomphe anatolien. — Mehmed Vahideddine VI. — La trahison du dernier sultan. — Arrivée de Réfet pacha à Constantinople. — Lapidation d'Ali Kemal. — Abolition du sultanat et déchéance de Mehmed VI. — Le dernier Selamlık. — La fuite à bord du <i>Malaya</i>. — La fin d'une grande époque de l'Islam.</p>	
 CHAPITRE II 	
ABOLITION DU CALIFAT	31
<p>Election du nouvel « Iman des Croyants ». — Le prince Abd-ul-Medjid. — Son investiture au palais de Top Kapou. — Les reliques du Prophète. — Les <i>séamlıks</i> du dernier calife. — L'opposition conservatrice, religieuse et unioniste. — Agitation en faveur du rétablissement du sultanat. — Ismet pacha. — Proclamation de la République. — Le message d'Agha Khan. — Le « tribunal d'indépendance » à Constantinople. — Discours de Mustapha Kemal à la grande Assemblée. — Abolition du califat. — Expulsion d'Abd-ul-Medjid.</p>	
 CHAPITRE III 	
L'INSURRECTION KURDE	61
<p>Adieu à l'Orient. — Abolition des écoles et tribunaux religieux. — Suppression de l'Evkaf et du Commissariat du Chéri. — Fin du moyen âge islamique. — Le Kurdistan. — Sa structure sociale. — Kurdes et Arméniens : frères ennemis. — Les causes de la révolte. — Le Cheik Saïd. — Le combat de Diarbékır. — La défaite des Saïdistes. — L'épilogue de l'insurrection. — Le rythme de l'histoire.</p>	

CHAPITRE IV

LE TURQUISME	87
Le panislamisme hamidien. — L'ottomanisme. — Le nationalisme turc. — Les « Foyers turcs ». — Leur expansion, leur activité. — Nouvel idéal linguistique. — Renovation de la langue turque. — La position du Français en Turquie. — Tendance générale de turquisation. — La société turque et les noms de famille. — Les minorités musulmanes. — Politique d'immigration. — La patrie turque. — Une nouvelle discipline naît en Orient.	

CHAPITRE V

LA QUERELLE DES COIFFURES	107
Le rôle de la coiffure en Orient. — Le turban des padischahs. — La variété des couvre-chefs au XVIII ^e siècle. — La réforme de Mahmoud II. — Le fez. — La visière au képi de l'armée. — Mustapha Kemal, le premier, arbore le chapeau. — Le discours de Castamouni. — L'offensive contre le fez. — Port obligatoire du chapeau. — Graves incidents dans les vilayets orientaux. — A bas les ghiaours. — La signification et l'importance de la réforme.	

CHAPITRE VI

LA DISPARITION DES DERVICHES	137
La vie monastique dans l'Islam. — Les Bektachis à Constantinople ou les ultimes sectateurs de Zoroastre. — <i>Nour Baba</i> . — Les derviches hurleurs. — La liturgie convulsionnaire de Scutari. — Scènes d'autotorture. — Les Mevlévis ou derviches tourneurs. — Opinion du maréchal Marmont. — Djelaleddin Roumi. — La doctrine mevlevi et Maurice Barrès. — Fermeture des tékkés. — Mort du grand Tchélébi de Konia.	

CHAPITRE VII

D'UNE CIVILISATION A L'AUTRE	157
La révolution vestimentaire. — Les députés turcs en frac, chemise et cravate blanches. — Mustapha Kemal : champion de la cause féministe turque. — Le voile des femmes. — Le premier bal turc. — La séparation des	

sexes. — L'art de Terpsichore entre dénitivement dans les mœurs turques. — La décadence de l'art turc. — Besoins nouveaux d'ordre esthétique. — Une révolution dans l'Islam orthodoxe : les statues du Ghazi. — La fin d'une tradition funeste. — L'abolition du millésime de l'Hégire. — Cimetières et enterrements. — Le repos hebdomadaire obligatoire. — L'adoption des caractères latins. — Une réforme sensationnelle pour l'Orient : le recensement.

CHAPITRE VIII

DU CORAN AU CODE CIVIL 199

Les vices de la législation religieuse. — L'exclusivisme du droit musulman. — Conflits irritants nés de l'opposition des religions et civilisations. — La « mer immense de la jurisprudence sacrée ». — Le premier mouvement libéral. — Le Tanzimat. — L'édit de Gulhané. — Difficultés d'une sécularisation complète de tout Etat musulman. — Le Medjellé. — La première constitution ottomane. — L'œuvre de Mustapha Kemal : la séparation de la loi civile et de la loi religieuse. — L'adoption du code civil suisse. — La fin de la séparation des sexes. — L'abrogation de la polygamie. — Les mariages mixtes. — Le changement du statut de la propriété. — L'école de droit d'Angora.

CHAPITRE IX

LES MINORITÉS NON-MUSULMANES 233

Le problème des minorités à l'heure de la victoire kémaliste. — Un fait unique dans la vie des peuples : l'échange des populations. — Séparation pour cause d'incompatibilité d'humeur. — La « grande Eglise du Christ ». — Le Phanar. — Un comitadji : le patriarche Mélétiôs. — Un traître à la cause grecque : le papa Eftimi. — Grégoire VII. — L'expulsion de Constantin VI. — L'agonie de tout un monde. — Juifs, Arméniens et Grecs renoncent aux « droits des minorités » inscrits dans le traité de Lausanne. — La question juive en Turquie. — Les Arméniens et le Caucase. — Querelle d'Eglise. — Les Turcs et les minorités. — Conclusion.

CHAPITRE X

L'ISLAM RÉPUBLICAIN

Pages

269

Le sentiment national et le sentiment religieux. — La laïcisation de l' « Etat ». — Bouleversement de coutumes séculaires. — L'ignorance, le mépris d'intellectualité du vieil Islam. — Le pèlerinage de la Mecque. — La vie moderne et les anciennes prescriptions islamiques. — La transformation du Ramadam. — Modernisation des manifestations religieuses. — Emploi d'instruments de musique dans les mosquées. — Le monde musulman et Angora. — La Croix et le Croissant. — La politique étrangère de la Turquie et l'Islam. — La fin du panislamisme. — Les nationalismes orientaux. — La Société des nations de l'Orient. — La Turquie et l'Europe.

CHAPITRE XI

ANGORA

301

La désignation d'Angora comme capitale. — Constantinople-Angora. — Opinions contradictoires. — Un mot de Napoléon. — La maladie de Constantinople. — Ses causes; ses remèdes. — L'avenir de la métropole des Détroits. — Le passé d'Angora. — La vieille et la nouvelle ville. — La citadelle seldjoudide. — Le temple d'Auguste. — Tchankaya. — Les ambassades et légations. — L'avenir d'Angora.

CHAPITRE XII

L'AVENIR DE LA TURQUIE

331

L'effort reconstituteur de la nation turque. — Chemins de fer et usines. — Création d'une industrie nationale. — Fin de l'idéal statique. — Récits des voyageurs d'autrefois. — L'administration impériale. — La tâche des dirigeants. — Le système gouvernemental. — La personnalité du Gazi. — Mustapha Kemal et Pierre le Grand. — L'époque la plus surprenante de l'histoire de la Turquie. — La génération d'hier et celle d'aujourd'hui. — Disparition du vieux Turc. — La Turquie marche vers le but.

TIRÉ SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE DE LA SEINE
24, RUE J.-J.-ROUSSEAU
MONTREUIL - SOUS - BOIS

